

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12115

4,80 F

DIMANCHE 8-LUNDI 9 JANVIER 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

La reprise aux Etats-Unis

Quatre millions d'emplois nouveaux ont été créés en un an

En douze mois, la situation de l'emploi s'est largement améliorée aux Etats-Unis. La comparaison entre décembre 1982 et décembre 1983 est éloquent : un peu plus de deux millions et demi de chômeurs en moins. Le taux de chômage, qui était de 10,7 % par rapport à la population active, est revenu à 8,2 %. Au cours du dernier mois de l'année dernière, le nombre des Américains sans emploi a encore baissé de 230 000 personnes par rapport au mois précédent.

Ce résultat, suffisamment parlant en lui-même, n'est cependant pas le seul à prendre en considération. Ce qui attire le plus l'attention est le fait que le nombre de salariés employés soit passé en un an de 98,98 millions à 102,54 millions. Quatre millions d'emplois nouveaux, voilà qui donne la mesure de la reprise aux Etats-

Unis. Dans un pays qui s'embarrasse moins que d'autres de considération de personnes (on est vainqueur ou loser, vainqueur ou perdant et c'est tout), la démonstration est faite que l'amélioration de l'emploi est essentiellement liée à l'activité économique. Avec un taux de croissance proche de 10 % au deuxième et au troisième trimestre 1983, les Etats-Unis ont démontré leur formidable capacité de redressement. La production industrielle, qui avait régressé de 8 % en 1982, provoquant le chômage que l'on a dit, a progressé de 6 % en 1983 et devrait augmenter encore, selon les estimations de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement) de près de 8 %.

Cartes, pour en arriver là, le président Reagan a dû tourner délibérément le dos à certaines de ses pro-

messes électorales, dont celles de revenir, pour 1984, à l'équilibre budgétaire (on approchait, fin 1983, le déficit record de 200 milliards de dollars) ou de diminuer la pression fiscale d'ensemble. Mais il a tenu parole en réduisant la prospérité économique et en maintenant la stabilité des prix. « Notre politique de réduction de l'inflation, favorisant la production, est, en fait, le moyen le plus efficace - et le seul durable - d'arriver aux plus larges possibilités économiques et au bien-être », affirme-t-il dans une interview au *Figaro Magazine* du 7 janvier. Et il précise fermement : « La bien-être économique ne provient pas simplement des programmes gouvernementaux mais de la richesse créée par un secteur privé vigoureux. »

Ideologie difficilement exportable dans sa totalité, surtout sur le Vieux

Continent, où le soudi légitime de mesurer le coût social des restructurations interdit de recourir à ce « dynamisme sauvage » qui prévaut outre-Atlantique. Là-bas, par exemple, plus de la moitié des personnes sans emploi (53 %) ne bénéficient pas des allocations de chômage. Aucun pays ne saurait non plus se désintéresser d'un déficit commercial aussi important que celui que connaissent les Etats-Unis - 70 milliards de dollars en 1983. De manière générale - l'incessante montée du dollar contre toute logique interne le prouve - les compétences avec cette puissance industrielle sans égale pèchent par défaut, et les retournements ne sont jamais à écarter. Il reste que sur le strict plan du développement industriel la leçon peut être retenue.

MORT D'ALFRED KASTLER

(Lire page 11)

DATES

Il y a quarante ans
Mussolini faisait fusiller Ciano

(Page 2)

TUNISIE

Quand le pouvoir recule...

(Page 3)

LIBAN

La déprime des chrétiens

(Page 4)

PHILIPPINES

Les « hommes du président »
sur la sellette

(Page 6)

CARNETS

René Coty entre deux Républiques

(Page 10)

PARIS

Des Chinois sans tapage

(Page 12)

Dans « le Monde Dimanche »
quatre pages de radio et de télévision

« Carlos » l'insaisissable

Le terroriste international « Carlos » a revendiqué, dans une lettre écrite de sa main, les attentats du 31 décembre, qui ont fait cinq morts, au nom de l'Organisation de la lutte armée arabe (dernières éditions).

Les services secrets ouest-allemands auraient appris son passage à Berlin-Ouest puis à Berlin-Est.

« Carlos » ne s'appelle pas Carlos. Ce n'est ni son vrai nom ni l'un de ses noms de guerre. Le mythe « Carlos » commence et s'arrête peut-être là : être désigné, connu, par la vertu d'un surnom que vous n'avez pas choisi, mais qui est resté et répercuté par tous. De toute sa vie, il n'a jamais porté le nom de « Carlos », et jamais il n'a été appelé comme ça. Ce fut une invention de circonstance (...). écrit Hans-Joachim Klein.

Klein, qui fut membre d'un groupe terroriste (les Cellules révolutionnaires de la République fédérale d'Allemagne, reste le seul, à ce jour, à avoir rédigé un témoignage de première main sur « Carlos » (1). Illich Ramirez Sanchez, puisque tel est son vrai patronyme, âgé aujourd'hui de trente-quatre ans, se fait appeler « Johnny » en Europe, « Salim » dans les pays arabes.

Ce terroriste est né à Caracas, au Venezuela. Il est l'un des enfants d'un avocat fort riche de ce pays, M. Altamirano Ramirez. Dans un communiqué diffusé en 1975, le parti communiste vénézuélien précisait : « Le jeune homme (Carlos), par plus que son père, n'a été et n'est membre du parti, bien qu'ayant des opinions favorables au marxisme. En fait, si « Carlos »

est bien marxiste comme l'indiquait le parti communiste vénézuélien, il s'est inscrit aussi très tôt, à quinze ans (1964), au parti communiste des étudiants, contrairement aux assurances du communiqué. Signe de ce marxisme... « Carlos » se prénomme Illich, et ses plus jeunes frères s'appellent Vladimir et Lénine, les trois prénoms constituant le nom complet de l'organisateur de l'insurrection des forces révolutionnaires en Russie, en 1917. A dix-sept ans (1966), il a terminé ses études secondaires. Il se met à voyager. M. Michel Poniatsowski, ancien ministre de l'Intérieur, précise même : « Les Coratbes, Mexico puis Cuba, où il suit l'entraînement terroriste (armes automatiques, plastique, bombes, mines, destructions de pipelines, cryptographie, photographie, falsification de documents, etc.) au camp de Matanzas, près de la Havane (2). »

LAURENT GRELSAMER.
(Lire la suite page 9.)

(1) La Mort mercenaire, témoignage d'un ancien terroriste ouest-allemand. H. J. Klein, Editions du Seuil, 1980.
(2) L'insaisissable, de Michel Poniatsowski. Albin Michel, 1978.

L'AFFAIRE TALBOT

Non à l'acharnement thérapeutique

Comment ne pas ressentir la rage du travailleur - immigré ou non - qui reçoit, un peu avant sa dernière feuille de paie, sa lettre de licenciement ? Qu'a-t-il fait pour être rejeté de la communauté ouvrière où il avait inscrit son destin, pour rejoindre la cohorte des chômeurs ? En quoi peut-il être tenu pour responsable des difficultés de gestion de la firme qui l'emploie ? Il serait étonnant que le réflexe de refus de la décision ne soit pas le premier. La C.F.D.T. a résolu de l'encourager avec détermination chez Talbot. On peut légitimement s'interroger sur son opportunité. Qui sème le vent...

Le syndicat doit écouter sa « base », mais aussi éviter de la conduire vers un mur. A quoi mène le « préalable » du « non aux licenciements », sinon à figer une situation intenable qui conduira demain à beaucoup plus de licenciements ?

C'est le drame de l'économie française d'aujourd'hui : plus on tarde à remettre sur pied notre appareil industriel qui bat de l'aile dans plusieurs secteurs, plus douloureuse sera l'opération. Laurent Fabius le laissait bien entendre le 2 janvier : on a déjà beaucoup trop attendu. C'est cinq ans de retard sur ses voisins que la France a pris pour adapter ses équipements aux nouvelles technologies. Reculer encore, et la pression deviendra irrésistible en faveur d'une autre politique : celle du protectionnisme. On arrivera peut-être alors à faire vivre un peu plus de « canards boiteux », mais la France entrera inexorablement dans la voie du sous-développement et de l'effondrement du pouvoir d'achat.

Le plus grave est sans doute que nombre de citoyens estiment encore que notre pays a le choix. C'est malheureusement une vue de l'esprit. Nous sommes immergés dans la compétition inter-

naionale et parce que nous devons importer des matières premières et de l'énergie pour faire tourner nos usines, et parce que nous devons, pour la même raison, vendre de plus en plus de produits à l'étranger. Il faut rappeler des choses aussi simples à l'heure où les drames individuels se nouent. Non pour mettre du baume au cœur de ceux qui doivent chercher un autre travail ou repartir dans leur pays d'origine. Qu'ont-ils fait de ce précepte économique, à l'heure où on les prie d'aller chercher ailleurs une autre « chance » ? Simplement, il est urgent de crier

chômeurs, moins longtemps privés d'emploi.

Cette dernière notion est trop souvent oubliée lorsqu'on fait le compte des sans-emploi : la durée de l'attente. Rester un mois sans travail en touchant ses indemnités est supportable. Attendre un an un nouveau « job » est tout à fait traumatisant, et le sentiment d'exclusion de la « société utile » franchement insupportable.

Moins on acceptera les licenciements de circonstance, plus le risque de ces situations dramatiques se profilera à l'horizon. L'accompagnement social de la mise à l'écart (provisoire ou définitive)



Plantu

M. HENRI KRASUCKI
invité du « Grand Jury
R.T.L.-Je Monde »

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L.-Je Monde », dimanche 8 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.

Le secrétaire général de la C.G.T., qui est également membre du bureau politique du parti communiste, répondra aux questions d'André Fassinier et de Guy Herzig, de *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Jeanne Perriquet, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Balout.

partout la vérité, de ne pas s'enfoncer la tête dans le sable devant les difficultés qui nous assaillent, de ne pas reculer devant les décisions, fussent-elles douloureuses.

Aux Etats-Unis, les chômeurs sont nombreux (ils l'étaient déjà en temps de prospérité parce que la mobilité professionnelle y est beaucoup plus grande que chez nous), mais leur effectif diminue. Surtout, les emplois supplémentaires créés aux Etats-Unis depuis dix ans ont été beaucoup plus nombreux qu'en Europe, à proportion égale. Il y a donc eu création de richesses. Et qui dit création de richesses dit moins de

de certains travailleurs (prétraites, stages de formation, primes de départ par les immigrants, etc.) doit évidemment être négocié avec les intéressés, comme le plan de restructuration de l'entreprise qui sauvera ceux qui restent comme les possibilités de réduction du temps de travail, etc. Mais une fois la décision prise, l'acharnement thérapeutique est coupable. Le maintien d'effectifs en surnombre dans les entreprises est le meilleur bouillon de culture pour un chômage impossible à maîtriser par la nation.

PIERRE DROUIN.

(Lire nos informations page 16.)

LOTO, TAC O TAC...

La France s'amuse

On connaît au mois de novembre dernier, à Tarascon, le cinquantenaire anniversaire de la Loterie nationale. A Tarascon, ville choisie par les dieux du hasard pour abriter le premier sabbat du gros lot de ce tout nouveau jeu, un certain M. Bonhomme, coiffeur de son état, et aussi promu héros national par un pays qui fera un triomphe à l'homme au numéro 18 411, série H.

Nous sommes le 7 novembre 1933, et le chèque pèse 5 millions de centimes. Plus de 10 millions de nos francs d'aujourd'hui, l'indice général des prix ayant culbuté deux cents fois entre-temps.

L'habitude était ainsi prise de voir régulièrement sortir du chapeau de la chance des citoyens souvent modestes, honnêtes et braves, élevés ex abrupto au rang de millionnaires et placés pour un temps court sous les vivats ahuris du reste des joueurs.

En lançant le Loto il y a quelques années, la Loterie nationale affirmait le piège à mirages en proposant aux parieurs de graver eux-mêmes les croix de leur destin. Succès rapide et immense. Une simple grille sur laquelle on cochant des numéros. Simplicité biblique. Les gagnants se multipliaient en pulvérisant les records. La banque ne sautait jamais, le hasard était toujours aussi pur, et les mises de fonds toujours prudentes.

Avec gourmandise, les médias ne manquent jamais de présenter aux foules ces décrocheurs de timbale, comme si, entre deux guerres et deux massacres, entre deux hausses de prix et deux très basses températures relevées sous abri, il restait tout de même un peu d'espoir pour les hommes de bonne volonté.

L'Agence France-Presse dans sa production de vendredi a consacré huit lignes à six ouvriers de Calais, premiers lauréats du gros lot Loto 1984, qui auront le délicat devoir de se partager les 6 836 459,30 francs que leur a rapportés leur obole de 7 francs.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

(Lire la suite page 11.)

UN EVENEMENT CINEMATOGRAPHIQUE

Après la Musique et le Théâtre
Le CINEMA se DÉCENTRALISE enfin !
25 JANVIER - SORTIE NATIONALE
DANS UNE REGION

XUTIV

un film de PATRICK BRUNIE

« J'aime ce film.
Une œuvre rare de par sa forme
et le courage de son sujet. »
Samuel Fuller

GAUMONT LILLE - 3 LUMIERES VILLENEUVE D'ASCQ
REX ARMENTIERES et dans 30 VILLES du NORD-P-de-C

صكنا من الأهل

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 9 janvier. - Bruxelles : conseil des ministres de l'agriculture de la C.E.E. - Quito : conférence économique latino-américaine (CE-LAM). - Addis-Abeba : conférence de la réconciliation au Tchad. - Washington : visite du chef du gouvernement chinois, M. Zhao Ziyang (jusqu'au 16).

Mardi 10 janvier. - Danemark : élections générales anticipées. - Washington : entretien Reagan - Zhao Ziyang ; la commission Kissinger sur l'Amérique latine remet son rapport.

Football : tirage au sort des championnats d'Europe des Nations (12-17 juin en France). - Ski alpin : slalom géant masculin d'Adelboden. - Tennis : tournoi des maîtres à New-York (jusqu'au 15 janvier).

Mercredi 11 janvier. - Basketball : coupe d'Europe (Limoges-Barcelone).

Jeudi 12 janvier. - Algérie : élection présidentielle (M. Chadli seul candidat).

Vendredi 13 janvier. - Ski alpin : descente et slalom féminin de Badgastein (jusqu'au 14).

Samedi 14 janvier. - Cameroun : élection présidentielle anticipée.

Football : reprise du championnat de première division. - Ski alpin : descente et slalom masculins de Wengen (jusqu'au 20).

Dimanche 15 janvier. - Casablanca : quatrième sommet islamique.

Lisez

St. Monde des PHILATELISTES
L'OFFICINE DE LA PHILATÉLIE

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Arabie, 4,20 dr. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 22 F ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 16 kr. ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 60 c. ; France, 100 F ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 200 L. ; Japon, 375 ¥ ; Liban, 1,500 L. ; Luxembourg, 28 F ; Norvège, 0,350 kr. ; Pays-Bas, 1,70 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 10 s. ; Suède, 1,20 kr. ; Suisse, 1,20 F ; Turquie, 120 ml. ; Yougoslavie, 130 ml.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE
341 F 683 F 1 060 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 683 F 979 F 1 246 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 536 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'empêcher.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie de "Le Monde" 5, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395 - 2037

IL Y A QUARANTE ANS : LE PROCÈS DE VÉRONE

Mussolini fait fusiller Ciano

11 janvier 1944. Dans cet hiver de malheur, le jour n'en finit pas de se lever sur un polygone militaire proche de Vérone. Ligotés à califourchon sur des chaises, tournant le dos aux fusils du peloton dans la posture infamante des suppliciés pour trahison, quelques hommes attendent la salve. C'est la fin fleur du fascisme italien qui va mourir sous des balles fascistes : le comte Galeazzo Ciano, ancien ministre des affaires étrangères, le maréchal De Bono, octogénaire chauve à la barbe blanche, ancien « quadrumvir » de la « marche sur Rome », et trois compagnons moins illustres. Tous membres du Grand Conseil fasciste, ce sont les signataires de la fameuse « motion Grandi » sur laquelle la République de Salò a pu mettre la main. Ils avaient voté, en ce 25 juillet 1943 fatidique, le texte qui restituait au roi tous les pouvoirs militaires et lui permettait implicitement de congédier Mussolini et de le faire arrêter dans un étrange coup d'État de la légitimité, pour confier le pouvoir à Badoglio. Grandi a pu se réfugier au Portugal. Une poignée de ceux qui l'ont suivi va mourir.

Leur crime ? Un accès de lucidité, une bouffée de bon sens dont, pour la plupart, ils n'ont pas mesuré les conséquences. Face à un Mussolini apathique et résigné, ils ont senti que le régime était à bout de souffle, l'alliance allemande désastreuse, la guerre perdue. Complot ? Tout au plus une campagne de couloirs activement menée et un roi dans la confidence. Trahison ? En est-on une que de demander que le chef de l'État, le falot et fluctuant Victor-Emmanuel, assume enfin ses pouvoirs ? Mais l'effet du 25 juillet a été foudroyant. L'Italie a balayé le fascisme en un jour de frénésie joyeuse. Les durs, les jusqu'au-boutistes regroupés autour du Duce libéré, édifient au Nord, pour faire pièce à Badoglio et au souverain au Sud, la petite « République lacustre » de Salò. Ils ne rêvent que de vengeance. Ils l'auront.

La haine de Hitler

Ciano, à leurs yeux, incarne le mal absolu. Les jeunes fanatiques, enivrés par leur cause perdue, méprisent un roi arriviste complé. Les vieux besogneux de la dictature, qui croient tenir le salaire de leur longue et obscure fidélité, exècrant cet enfant gâté. Car ce beau garçon avantageux de quarante ans est le type même de « fils à papa » ou plutôt, comme le disent les Italiens du « figlio di mamma ». Brillant, vaniteux et futile, cet homme de golf et de country-club a d'abord été tenté par le théâtre et le journalisme avant de passer, dans un fauteuil, le concours des affaires étrangères. Son mariage avec Edda Mussolini a fait de lui le « Monsieur Gendre » à la carrière foudroyante qui dirigeait la diplomatie de son pays à trente-trois ans. Pourtant, il n'est ni cynique ni retour. Sa vraie nature, c'est la jeune Hildegarde Beetz, la petite Allemande des services de renseignements du Reich mêlée aux derniers jours de sa vie, qui l'a le mieux cernée en évoquant leur première rencontre. « Il m'est apparu comme vaniteux, frivole et imbécile, dit-il, mais ce fut, au fond, un brave homme et un bon père de famille. » Depuis longtemps déjà Hitler s'en méfiait. Désormais il le hait, ce qui, pour une bonne part, scelle son destin. Le « caporal bohémien » abomine cet aristocrate florentin bavard et trop bien habillé. Lorsque, le 13 septembre 1943, le Führer rencontre pour la première fois Mussolini après sa libération, il est catégorique : « L'un des premiers actes de votre gouvernement devra être la condamnation à mort des traîtres du Grand Conseil. Le comte Ciano est quatre fois traître. A sa patrie, au fascisme, à notre alliance et à sa famille. Si j'étais à votre place, rien sans doute ne m'aurait empêché de faire justice de ma propre main. »

Les Allemands savent que le gendre du Duce se répand en propos médisants à leur égard. Il incarne à leurs yeux la tortueuse

versatilité latine. Ils savent aussi qu'il est devenu, comme l'écrit le diplomate Mackensen dans l'un de ses rapports, « l'homme le plus haï d'Italie ». Le tenant en leur pouvoir en Bavière, où il s'est réfugié avec Edda et les enfants, ils lui refusent la fuite vers l'Espagne. Le 19 octobre, de son propre gré, il rentre en Italie. « Tu vas au-devant de la mort », lui dit Anfuso, l'ambassadeur de Salò à Berlin. Mais Ciano est certain de pouvoir établir sa bonne foi. Comme tous les hommes à qui la vie a trop souri, il ne croit pas qu'elle puisse prendre soudain son visage de pierre.

A sa descente d'avion, il est arrêté séance tenante par une horde de soldats et de policiers de la jeune « République sociale » et jeté dans la sinistre prison du couvent des Frères Déchaux, les Scalzi, de Vérone, où le rejoignent les autres « traîtres ». Dix jours plus tard, le 29 octobre, deux SS sont placés en attention devant sa cellule, par une attention spéciale de Hitler. La presse de Salò hurle à la mort. L'Assemblée constitutive du nouveau régime, qui se

forme qui ont reçu honneurs et récompenses et, au moment de l'ennemi ». Il n'en confie pas moins à son secrétaire, Dolfin, que « Grandi est bien plus coupable » et même que « la base de l'accusation est discutable ». Si discutables que le conseiller juridique du chef de l'État, Rolando Ricci, et son ministre de la justice, Piero Pisenti, fascistes certes, mais avocats de profession, concluent qu'il n'y a pas lieu à poursuites.

Merveilleuse Edda !

Mussolini n'en laisse pas moins le procès s'engager, écartant l'équipe haineuse qui veut des têtes, et à son principal porte-parole, Pavolini, nouveau chef de parti, forcé du fascisme pur et dur. Les interrogatoires commencent le 14 décembre. Chefs d'accusation : « Trahison, intelligence avec l'ennemi pour favoriser l'illusion d'une paix à tout prix et miner la résistance du pays. » C'est plus qu'il n'en faut pour les douze balles... Tous les

fut couvert de femmes et que deux des meilleures accompagneront jusqu'au bout. Fran Beetz fait de son mieux pour négocier les Carnets contre la vie de Ciano, auprès duquel, seule, elle a libre accès dans sa cellule. La fille du Duce remue ciel et terre. Merveilleuse Edda qui crève sa passion dans une Europe bâillonnée ! Alors que sa famille est encore sous haute surveillance en Bavière, elle va faire au Führer en personne une scène à décrocher le lustre, lui hurle : « Votre guerre est perdue ! ». Mieux, elle propose froidement à Hitler de le faire « profiter » d'une commission sur l'échec des pesetas dont elle a besoin pour passer avec sa famille en Espagne. Le dictateur s'étouffe de fureur, mais comment toucher à la « fille de son ami » ? Dès que Galeazzo est incarcéré, elle devient celle que décrit son frère, Vittorio : « Duce, ce mot pour Edda ne signifiait plus rien. Duce, Hitler, guerre, alliance, fascisme, patrie... tout cela était vide, inexistant. Seule la survie des siens lui importait. » Dans cet hiver glacial de l'Italie du Nord, folle d'angoisse et d'espoir, elle court de rendez-vous en rendez-vous, soutient le moral du détenu, auquel elle ne pourra rendre que cinq visites, griffonne des mots d'amour fiévreux. « Ni les murs ni les hommes ne m'empêchent d'être près de toi. Elle harcèle son père et ira, à la veille de l'exécution, jusqu'à tenter par lettre de faire céder le Führer : « Je déclarerai contre l'Axe la campagne la plus terrible. J'utiliserai tous les documents en ma possession et tout ce que je sais. » Pourtant, ce chantage fondé sur les Carnets exposés au tir. Le maréchal De Bono s'était vivement opposé à ce traitement et n'avait cédé que contraint et forcé. Le seul qui causa de réels ennuis fut Marinelli qui n'arrêta pas de crier et qu'on avait dû ligoter de force. Après la première salve, quatre condamnés tombèrent, entraînant leurs chaînes... Ils avaient été touchés de façon si précise qu'ils se tordaient en gémissant. Après une courte hésitation, quelques coups de fusil furent tirés sur un homme qui était toujours assis sur sa chaise et sur ceux qui étaient à terre. Finalement, l'ordre de cesser le feu retentit et le coup de grâce fut donné par le commandant du peloton et d'autres militaires. »

Un procès bâclé

Dans la mascarade judiciaire, Ciano, De Bono et leurs compagnons sont condamnés d'avance, et chacun le sait. L'officier de police fasciste qui assure les transferts des détenus reconnaît d'ailleurs plus tard que, s'ils n'avaient pas été condamnés, il les eût exécutés dans la voiture cellulaire. Le président de la Cour, Aldo Vecchini, a reçu consigne de Mussolini de « n'avoir égard à aucune considération de personnes ». Le procès s'ouvre, le 11 janvier, dans la lugubre salle de Castelvecchio, où s'était tenue l'Assemblée constitutive de la « République sociale ». Le Duce, d'avance, baissé le pouce. « J'aimerais bien pardonner, confie-t-il à son médecin allemand, mais ce serait contraire aux intérêts de mon peuple. » Les spectateurs sont des militants en chemise noire qui, au fond de la salle, grondent à la mort.

Ciano, à bout de forces et de nerfs, tente de faire bonne figure. Il explique qu'il n'a jamais voulu écarter du pouvoir son beau-père. Le maréchal De Bono proteste contre l'accusation : « Mon dévouement pour Mussolini n'avait pas de limite. » Marinelli, ancien trésorier du parti, assure que, le 25 juillet, il n'a pas compris la discussion sur le fatal ordre du jour : « Je suis sûr d'avoir dit : Ciano, ancien ministre des corporations, a bien voté le texte de Grandi, mais a refusé d'écrire cette signature. Il sera le seul à échapper à la mort. »

Sympathie ou intérêt plus tendre ? Aux interruptions de séance, la douce Fran Beetz essaie de fléchir les juges. Elle va contre les instructions de ses maîtres nazis. Au moment où, enfin, le verdict est prononcé, le vieux De Bono, sourd comme un pot, se tourne vers ses coaccusés : « Qu'est-ce qu'il dit ? Fusillés ? » En officier de tradition, il ne bronche pas. Ciano est le seul à avoir été condamné à mort à l'unanimité par les « juges » en fait des « fascistes de la vieille garde d'un fanatisme éprouvé » comme le note l'ambassadeur du Reich, Rahn. Il a un bref mouvement de révolte. Marinelli s'évanouit.

Entre la « souris grise » et l'épouse, une étrange alliance se tisse pour sauver cet homme qui

Dans la soirée, la bouffonnerie prend le relais. Aucun texte n'a précisé quelle autorité doit recevoir le recours en grâce. Fuite éperdue des pressentis. Les militaires se récusent. Le ministre de la justice propose de saisir Mussolini, mais Pavolini, bonne âme, veut « éviter au Duce de décider en personne de la vie ou de la mort de son gendre ». On finit par désigner un volontaire. Toute la journée, seul dans son bureau, Mussolini, olympien, médite. Pose ? Déchirement intérieur ? Ou tout simplement capitulation d'un homme ballotté par l'événement ?

La nuit terrible

La terrible nuit d'attente commence aux Scalzi. L'ambassadeur de la prison, Don Chiot, décria Ciano « pâle, mais les yeux étincelants, comme de rage contenue ». L'ancien ministre des affaires étrangères tente de s'empoisonner, mais Fran Beetz, cruel agent de miséricorde, a échangé contre un inefficace chlorure le produit mortel qu'on lui avait procuré. Le maréchal a un moment de faiblesse à un moment d'être fusillé dans la perspective d'être fusillé dans des comme un fêlon : « Moi qui suis officier depuis soixante ans ! », soupire-t-il.

On connaît les détails de l'exécution par le rapport, rédigé le soir même, d'un officier S.S. « en mission d'observation » : « Le peloton constatait en un détachement de la milice d'environ vingt-cinq hommes. Les criminels étaient assis sur des chaises, mais à l'avant on leur avait donné des fusils directement exposés au tir. Le maréchal De Bono s'était vivement opposé à ce traitement et n'avait cédé que contraint et forcé. Le seul qui causa de réels ennuis fut Marinelli qui n'arrêta pas de crier et qu'on avait dû ligoter de force. Après la première salve, quatre condamnés tombèrent, entraînant leurs chaînes... Ils avaient été touchés de façon si précise qu'ils se tordaient en gémissant. Après une courte hésitation, quelques coups de fusil furent tirés sur un homme qui était toujours assis sur sa chaise et sur ceux qui étaient à terre. Finalement, l'ordre de cesser le feu retentit et le coup de grâce fut donné par le commandant du peloton et d'autres militaires. »

En apprenant que justice est faite, Mussolini, raconte son secrétaire, se lève et s'exclame : « Je n'ai jamais eu le goût du sang. » Puis il ajoute, comme pour se rassurer : « Voter l'ordre du jour Grandi, c'était ouvrir la crise du régime et ma succession. »

Lui aussi, dans quelques mois, connaîtra le froid des balles. Ciano meurt courageusement, après avoir pardonné à ses ennemis un bon gentilhomme chrétien. Avant de marcher au supplice, il entend se justifier devant l'histoire. Dans deux lettres, d'une naïve grandiloquence adressées à son roi et... à Churchill, il accuse Mussolini de « cette erreur et ce crime qu'a été notre entrée en guerre auprès des Allemands ».

C'est dans ce rôle d'innocent que s'installe à son heure dernière le signataire du Pacte d'acier, le ministre virevoltant qui finit à administrer à Berlin ses uniformes et ses chemises noires. Certes, cet amateur délicat n'a pas apprécié le rude professionnalisme des nazis. L'aristocrate égaré dans le populisme avait choisi un dangereux compagnon. Dilettante de la dictature, il a trouvé sur la route, trop de boue et de sang pour ses escarpins.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI

Sur le procès de Vérone, on peut lire notamment, outre les Mémoires des principaux protagonistes, F.W. Deakin, l'Axe brisé, Stock ; G. Flax, Le Destin, Flammarion ; Françoise et Roger, Le Fils de l'Académie, Buchet-Chastel ; J. de Lumley, Les Derniers Jours du fascisme, Dargaud ; Luigi Salvatorelli et Giovanni Miceli, Storia d'Italia nel fascismo, Einaudi ; E. H. Carr, L'Europe des dictateurs, Grasset ; André Besson, Mussolini, Perrin.



Dessin de ROUIL

réunit à Vérone, ne se réveille de ses socialisantes rêveries que pour demander le sang des « criminels » et un procès expéditif.

« Le monde des Signori »

Et Mussolini, premier intéressé, au cœur d'un drame familial et politique ? Sa femme, donna Rachele, romagnole aux certitudes agraires, poursuit le genre infidèle d'une haine de belle-mère abusée. Quand elle le voit, elle lui reproche amèrement sa conduite. Comme l'écrit le justement dans ses Mémoires de colonel SS Dollmann, témoin de l'affaire « depuis le 25 juillet, son esprit simple et tout d'une pièce ne pouvait voir dans cet intrus frivole, qu'un traître ». Rancœur sociale d'une paysanne plus qu'indignation politique : « Ma mère trouvait que Ciano appartenait à un autre monde, le monde des Signori », dira un jour Vittorio Mussolini.

Le Duce lui, sans grande rancune, balance visiblement entre l'ancienne affection et le désir de rendre crédible son nouveau régime. Son attitude hésitante inquiète les Allemands. « Il est vrai qu'il a fait arrêter son gendre », écrit Goebbels dans son Journal à la date du 9 novembre, mais les initiés sont certains qu'il ne le laissera pas condamner à mort. D'ailleurs, la première rencontre entre les deux hommes, le 19 septembre, se passe plutôt bien. Galeazzo se justifie et proteste de son dévouement. Il plaide l'« erreur de jugement ». « En un certain sens, ce fut une réconciliation », dira Vittorio. Mais, quelques jours plus tard, dans son premier conseil des ministres, Mussolini fulmine l'anathème contre « les adhérents de pure

هنا من الامم

Étranger

EN DÉPÎT DE L'ENTHOUSIASME SUSCITÉ PAR LES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT BOURGUIBA

Le pain sans les jeux

L'ampleur stupéfiante prise par les émeutes de Tunisie, puis le passage, comme par enchantement, d'un climat d'affrontement sanglant à une immense allégresse collective sont la meilleure illustration d'une vérité parfois oubliée. Dans le tiers-monde, où une grande partie de la population vit au seuil de la détresse alimentaire, on ne touche pas sans bouleverser un fragile équilibre — à la base même de la survie des sociétés. En l'espèce, il s'agit du pain, qui retrouve ainsi sa valeur symbolique. Avec les jeux, il passait pour combler les besoins du prolétariat de la Rome antique. Dans une bonne part du Bassin méditerranéen, il est resté ce qu'il fut en Europe au siècle dernier. Tous les rassemblements de la logique économique, à propos de son prix de vente se brisent sur des réactions passionnelles d'hommes qui se sentent soudain menacés dans leur existence même.

Dans un louable souci de rigueur budgétaire et d'efficacité, le gouvernement de M. Mzali avait-il oublié cette évidence en procédant, avec l'aval du chef de l'Etat, qui dès septembre était favorable à cette mesure, au doublement du prix du pain, lequel n'avait pas été augmenté depuis quinze ans ? On ne peut pas, en tout cas, imputer totalement la responsabilité de cette décision déstabilisante, au F.M.L. Celui-ci demande, certes, la pratique de la « vérité des prix » à un tiers-monde frappé de plein fouet par la crise économique mondiale, dont il n'est pas responsable. Le F.M.L. ne recommandait cependant pas une hausse aussi forte et aussi brutale, contre laquelle étaient mis en garde successivement deux ministres de l'économie compétents qui ont quitté le gouvernement. En outre, une telle mesure ne se serait pas imposée si les gouvernements précédents avaient procédé progressivement aux ajustements nécessaires.

Si le prix du pain a servi de détonateur avant de devenir un prétexte, c'est qu'il s'est agité à une série de frustrations vécues quotidiennement par les déshérités face à des maux souvent sans scrupules et parfois pleins de morgue. Plusieurs produits avaient déjà subi des hausses diverses, lesquelles, bien que limitées, avaient été durement ressenties par les couches les plus modestes. Mais, surtout, la démocratisation de la vie politique, qui sert de vitrine internationale au gouvernement, se concrétise difficilement dans les villes et les campagnes. Des oligarchies locales, à travers un jeu d'alliances familiales, partisans et d'intérêts, détiennent à la fois le pouvoir politique et le pouvoir économique. Aussi défendent-elles à outrance leurs privilèges, maintenant hors de circuit une bonne partie des élites formées depuis l'indépendance.

La révolte du pain a, enfin, servi de révélateur. Elle a dévoilé au grand jour les carences de l'Etat et du parti socialiste des-tourien, qui domine la vie politique depuis un demi-siècle. Les forces de l'ordre ont été pour le moins dépassées, exposant dangereusement la sécurité du pays aux menées subversives intérieures et extérieures. L'imprévoyance du gouvernement et l'étrange paralysie d'un pouvoir régional, pourtant tout-puissant, ont été patentes. Pourtant, les autorités n'ignoraient ni les rêves, ni les menées d'un voisin aussi remuant qu'imprévisible, ni les objectifs de l'« internationale islamique », qui a puisé un souffle nouveau dans la révolution iranienne. Or il est bien évident que les forces hostiles à la modernité et à la démocratisation s'appuient, précisément pour les combattre, sur les déséquilibres économiques, les injustices sociales et les faux-pas ou l'usage des régimes en place.

Le recul du pouvoir affecte gravement la crédibilité du gouvernement

Tunis. — La situation était-elle explosive au point d'amener le président Bourguiba à faire machine arrière ? La question demeure posée. Mais il faut admettre qu'en quelques phrases, lors d'une brève allocution télévisée, vendredi 6 janvier, il s'est présenté une nouvelle fois comme le sauveur de la patrie en mettant un terme à la révolte qui grondait depuis plus d'une semaine dans tout le pays. Il lui a suffi pour cela d'annoncer que l'augmentation du prix du pain, des pâtes et de la semoule était annulée. Ce coup de théâtre, dont le Combatant suprême a toujours été friand, a certes, provoqué une explosion de joie populaire, mais il n'en pose pas moins une série de problèmes à plus ou moins long terme.

C'est en effet la première fois depuis l'indépendance que le pouvoir effectif a un tel recul. Il crée ainsi un précédent dangereux que les émeutes de ces derniers jours risquent fort de ne pas oublier. Il affecte incontestablement la crédibilité du gouvernement de M. Mohammed Mzali et pourrait aussi attirer davantage les tentes incertaines déjà agitées par la perspective de la succession. Enfin, dans l'immédiat, il complique une situation économique et financière qui amorçait un redressement notable.

Pourtant, jeudi, en fin d'après-midi, lorsqu'il nous avait reçu, le premier ministre ne s'attendait manifestement pas à un tel retournement, affirmant même se déterminer à ne pas céder. Peu après néanmoins, s'engageant au palais de Carthage un débat crucial. Après avoir pesé longuement le pour et le contre, le chef de l'Etat tranchait et faisait annoncer qu'il adresserait le lendemain, à 10 heures, un message au peuple.

C'est finalement à 11 heures qu'il est apparu sur les écrans de télévision, tandis que tout le pays s'immobilisait pour l'écouter. Le visage sévère, le ton ferme, martelant du geste chacun de ses propos, il déclarait : « Les augmentations doivent être rapportées. J'ai donné des instructions au gouvernement pour me présenter, dans un délai de trois mois, un nouveau budget qui tienne compte des réalités économiques faibles et ne leur fasse pas supporter un lourd fardeau. Ainsi, les mesures d'augmentations sont annulées. Je n'ai pu prendre cette décision qu'après le retour au calme grâce à l'armée, à la police, à la garde nationale et au peuple tunisien tout entier. »

Le chef de l'Etat a bien précisé que dans ce budget, il faudra faire

Le président Bourguiba a déchargé, le samedi 7 janvier, de ses fonctions le ministre de l'intérieur, M. Dries Guiga, et a chargé le premier ministre, M. Mohammed Mzali, de l'intérim du département. Le limogeage de M. Guiga ne surprend pas outre mesure après les carences notoirement des forces de police durant les émeutes de la semaine écoulée. En outre, vendredi, lors de l'explosion de joie saluant l'annonce de l'annulation des augmentations du prix du pain, il avait été pour le moins étrange de constater que les policiers, très nombreux dans les rues de Tunis, laissent scander des slogans hostiles au premier ministre par quelques groupes de manifestants qu'ils allaient même jusqu'à encadrer.

en sorte que les produits céréaliers « n'accusent pas d'augmentation excessive » et que l'on prévienne aussi le relèvement du prix « des vins, des spiritueux ». Il a pris soin de souligner qu'on lui avait expliqué que le pain était gaspillé au point de servir d'aliment pour le bétail ! (1) et qu'il avait donc accepté qu'on augmente son prix « mais légèrement ».

Mobilisation

Aussitôt, malgré l'état d'urgence interdisant tout rassemblement de plus de trois personnes, une foule joyeuse envahissait les rues de la capitale et de toutes les grandes villes. En fait, dès le matin, les permanences du parti socialiste destourien, si étrangement absents avant et pendant les émeutes, s'étaient mobilisées pour réunir plusieurs milliers de personnes, qui allaient défilant pendant des heures agitant des drapeaux et des portraits du Combatant suprême, dans un concert de cris, de slogans, de you-you et d'acclamations. Quelques responsables zélés avaient même adressé, dit-on, des télégrammes de félicitations et de reconnaissance au président avant même qu'il ait commencé de parler.

A ces manifestations est très vite venue se mêler spontanément une grande partie de la population, violemment heureuse des mesures annoncées, mais aussi de voir s'estomper la peur qui pesait sur le pays. C'est dans une atmosphère d'allégresse que des dizaines de milliers de personnes ont acclamé le nom de Bourguiba et ont fraternisé avec les forces de l'ordre qui ne demandaient pas mieux, allant même jusqu'à grimper familièrement sur les chars toujours postés aux carrefours stratégiques. Les plus bruyants, les plus exubérants, étaient souvent ces mêmes groupes d'adolescents et d'enfants qui, quatre jours plus tôt, avaient sacqué la ville et qui clamaient leur victoire en faisant quelquefois des « bras d'honneur » : « Nous avons gagné ! », « Le peuple a gagné ».

De nos envoyés spéciaux

D'où sont partis les premiers slogans contre M. Mzali, qui est aussi secrétaire général du P.S.D. ? Difficile à dire. En tout cas, ils ont été scandés pendant des heures sans que réagissent ni les militants du parti ni les forces de l'ordre. Ainsi s'en ont pu entendre des « Dehors Mzali ! », « Hier Mzali, aujourd'hui le peuple ! », « Après les augmentations de Mzali, Bourguiba est arrivé ! », « Comme il est bon d'être sur les hauteurs et d'observer le peuple écraser Mzali ! ». A ces cris se mêlaient aussi ceux de : « Libérez les prisonniers ! ».

Quelques heures plus tard, devant quelque cinq mille personnes massées face aux grilles du palais présidentiel de Carthage, le chef de l'Etat portait en triomphe par sa garde, annonçant à la foule, sous le regard ravi de M. Wassila Bourguiba et du directeur du parti, M. Mongi Kooli : « Je veux vous informer que je viens de décider la libération de tous ceux qui n'ont pas participé aux pillages, aux vols et aux destructions. » Ces quelques mots débattaient aussitôt un tonnerre d'applaudissements et de soubais de « longue vie à toi, l'ami du peuple ».

Un moindre mal

Selon nos informations, cette mesure de clémence devrait concerner environ deux cents personnes sur le millier qui auraient été arrêtés. Le nombre des morts recensés se situerait désormais autour de soixante-quinze. Toutefois on ne connaît toujours pas le bilan officiel de cette semaine d'émeutes. Il devait être rendu public et commenté vendredi matin par M. Dries Guiga, ministre de l'intérieur. Mais il a annulé au dernier moment sa conférence de presse. Evidemment il n'aurait pas été de bon ton de tenir ainsi l'allégresse de circonstance. En fin de journée on apprendrait que le couvre-feu était reporté de 18 heures à 20 heures et ramené de 5 heures à 4 heures du matin.

Le calme revenu dans la rue n'empêche ni la classe politique ni les ob-

servateurs de s'interroger. M. Bourguiba, qui a toujours répugné à changer de premier ministre, ne semble pas envisager, du moins dans l'immédiat, de se séparer de M. Mzali, puisqu'il l'a chargé de lui présenter un nouveau budget dans les trois mois. Apparemment, M. Mzali, « en militant discipliné », selon sa propre expression, n'a pas songé à présenter sa démission qui, à n'en pas douter, n'aurait pas déplié tout le monde au sein de la classe dirigeante. Il ne considère pas que la décision du président constitue un dévouement. « Et si c'en est un, eh bien ! je l'accepte », a-t-il dit aux journalistes qu'il a reçus. « Moi, je fais la politique du président. Nous sommes en régime présidentiel. Aujourd'hui, l'essentiel, c'est l'intérêt du pays. On aurait peut-être dû modérer les augmentations. »

Si M. Bourguiba s'est résolu à mettre son premier ministre dans une position délicate, c'est peut-être, laisse-t-on entendre, que les résultats des premières enquêtes policières lui ont fait apparaître que cette solution était un moindre mal. En enlevant tout prétexte à de nouveaux mouvements, il aurait pu chercher ainsi à couper l'herbe sous les pieds à ceux qui tentaient encore de déstabiliser l'Etat. Pour un moment au moins, toute action violente — et pourquoi pas tout acte de terrorisme ? — ne pourra plus être mise sur le compte d'un quelconque mécontentement populaire.

C'est que l'explosion demeurée bien mystérieuse d'une voiture piégée dans le parking en face du ministère de l'intérieur, il y a quelques semaines, est encore présente à tous les esprits. Personne n'a publié non plus les prédictions de M. Edouard Lécuyer au Grand Jury R.T.L. le Monde (le Monde du 8 novembre) disant : « Nous voilà engagés au Tchad, au Liban. Nous le serons bientôt en Tunisie. Je dis bien en Tunisie, là où on ne s'y attend pas. » On connaît ses contacts avec les milieux d'affaires internationaux, entre autres libyens.

La décision présidentielle complique aussi la tâche du gouvernement

qui va devoir trouver de nouvelles recettes pour combler le déficit de la caisse de compensation résultant de l'annulation de la hausse du prix des produits céréaliers, qui se chiffre dans l'immédiat à plus de 100 millions de dinars. Il sera difficile de combler ce trou avec les augmentations envisagées dans d'autres secteurs, de sorte que quelques projets risquent d'en souffrir et sans doute aussi le budget de l'Etat.

L'accord survenu voici quarante-huit heures avec l'Union générale des travailleurs tunisiens sur une compensation pour les salaires en-deçà de 300 dinars n'a plus sa raison d'être. Après avoir été reçu en fin de journée par le président Bourguiba avec ses adjoints, le président de la centrale syndicale, M. Habib Achour, a tenté d'expliquer que, même s'il avait accepté de négocier ces compensations, il considérait que ces dernières n'étaient pas une bonne solution après le doublement du prix du pain. « La solution, a-t-il dit, c'est bien celle annoncée par Bourguiba. »

C'est aussi le point de vue de tous les mouvements d'opposition qui, eux, il est vrai, avaient demandé dès le premier jour au pouvoir de revenir sur les hausses. Le secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes, M. Ahmed Mestiri, a d'ailleurs tenu à téléphoner au chef de l'Etat pour lui faire part de sa satisfaction. « Le président a pris la bonne décision, nous a déclaré M. Mestiri. Mais maintenant, il s'agit de faire le bilan de la situation. » M. Mohamed Harmel, secrétaire général du parti communiste tunisien, s'est lui aussi félicité de cette « initiative décisive ». Dans un message au président Bourguiba, il l'informe de « l'entière disposition » des communistes « à participer à toute consultation nationale sur les grandes questions qui se posent au pays et à son avenir ». Et, toujours très active, la section tunisienne de la Ligue des droits de l'homme considère que la décision présidentielle, « marquée du sceau de la sagesse et du patriotisme (...) intervient à temps pour limiter les conséquences de l'engrenage de la révolte et de l'anarchie ».

PAUL BALTA
et MICHEL DEURE.

(1) Effectivement, on peut constater chaque jour la présence dans les poubelles de Tunis de grandes quantités de morceaux de pain rassis.

Etats-Unis

La communauté homosexuelle de San-Francisco est indignée par la libération anticipée de l'assassin du maire de la ville

Correspondance

Washington. — Avec de multiples précautions et la mobilisation discrète de brigades d'intervention, les autorités de Los Angeles ont an-

noncé la remise en liberté de Dan White qui, en 1978, avait tué le maire de San-Francisco, George Moscone, et son premier adjoint, Harvey Milk.

La police avait quelques raisons d'être inquiète. Elle craignait de vio-

lentes manifestations de l'importante communauté homosexuelle de San-Francisco — 15 % à 20 % de la population de la ville. — dont les éléments les plus militants avaient, il y a cinq ans, attaqué l'hôtel de ville, brisant portes et fenêtres et incendiant les voitures de la police. Ils protestaient contre le verdict d'une extrême clémence des jurés qui avaient estimé que, ayant agi « sans préméditation ni malice », White n'était pas coupable d'un meurtre « du premier degré », mais d'un « homicide volontaire », passible seulement de sept ans de prison, avec une réduction de peine possible pour bonne conduite.

La communauté homosexuelle est encore indignée par ce qu'elle considère comme un déni de justice. En effet, Harvey Milk avait été élu au conseil municipal en affirmant son identité sexuelle. Il se proclamait gay et fier de l'être. Il se faisait appeler, non sans complaisance, le « maire de Castro Street », une des rues dont les bars et les restaurants sont fréquentés presque exclusivement par des homosexuels.

Le maire Moscone était son ami. Les deux hommes étaient liés non pas par leurs goûts sexuels (Moscone était un hétérosexuel actif à la réputation de don Juan bien établie), mais par le souci commun de défendre les droits des minorités ra-

ciales et ceux des femmes et des homosexuels. Moscone était arrivé à faire accepter dans les rangs de la police une proportion raisonnable de représentants de ces minorités. Cette attitude l'exposait aux attaques et à la vindicte de larges secteurs de la population, notamment des « petits blancs » des classes populaires, surtout irlandais et italiens.

Champion

des valeurs traditionnelles

Dan White, élu lui aussi au conseil municipal, s'était fait le champion des valeurs traditionnelles. Il livrait le bon combat contre les « dévoyés » sexuels. Enfant du pays, d'origine irlandaise, champion de base-ball, ancien combattant du Vietnam, catholique pratiquant, il nourrissait envers Moscone et Milk un ressentiment qui se transforma en haine lorsque le maire décida de ne pas le reprendre au conseil municipal dont il avait démissionné.

Le 27 novembre 1978, il se rendit à l'hôtel de ville et abattit Moscone, puis Milk. Il rechargea ensuite son arme pour tirer deux coups de grâce dans la tête des victimes. Les douze jurés, issus du même milieu (aucun représentant des minorités ne figurait dans le jury), acceptèrent la thèse de la défense de la folie tempo-

raire d'un homme droit, à la forte moralité, aux prises avec des difficultés financières. Les policiers, dans leur majorité, soutenaient White, et beaucoup portaient des maillots de corps avec l'inscription « Libérez Dan White ».

Assassin, ou saint-georges terrassant les dévoyés ? En tout cas, la célébrité de Dan White a été assurée par d'innombrables articles de journaux, un livre, deux films, une pièce de théâtre, ainsi que par les rumeurs qui courent sur son avenir : s'installera-t-il en Irlande (les autorités de son comté natal ne veulent pas de lui) ou à San-Diego ? Resterait-il en Californie sous une fausse identité pour tenter d'échapper à la vengeance de certains homosexuels ?

Mais la communauté homosexuelle qui a, au fil des années, consolidé des positions dans la vie publique américaine, se sent aujourd'hui assez forte pour ne pas répondre aux appels de ses éléments extrémistes. Trois mille manifestants ont défilé dans le calme, vendredi, à San-Francisco, pour protester contre la libération de Dan White, et les policiers hétérosexuels de la ville jouèrent, comme prévu, leur match annuel de base-ball contre l'équipe de policiers gays.

HENRI PIERRE.

Étranger

LIBAN

La grande déprime des chrétiens

L'espoir qui avait survécu à huit ans de guerre s'estompe chez les chrétiens du Liban, qui craignent de plus en plus d'être abandonnés par l'Occident. L'exil se profile à l'horizon pour nombre d'entre eux, et certains commencent à en prendre le chemin.

De notre correspondant

Beyrouth. — « Je souhaite simplement qu'en 1984 nous ne nous retrouvions pas à bord du New Jersey. » En portant un toast à l'année nouvelle, le propriétaire du petit atelier de photocomposition de la banlieue chrétienne de Beyrouth, le sourire las, exprime par cette formule lapidaire le découragement des Libanais, leur crainte devenue obsessionnelle que leur pays ne disparaisse, n'éclate. Parmi les chrétiens, c'est bel et bien de déprime collective qu'il s'agit.

La douzaine de clavigères, à qui s'adressent ces étranges vœux, essaient de remonter le moral du patron : « Allons, M. Antoine, ça ne pourra pas être pire que l'an dernier... », disent-elles en chœur, s'évertuant à se donner un air enjoué pour égayer la triste fête qui clôture 1983, l'année des illusions perdues. Mais on sent bien que le cœur n'y est pas.

Une obsession du départ

Pour la première fois, les Libanais donnent l'impression de baisser les bras devant un destin qui leur semble maintenant inexorable. Ces lutteurs paraissent vaincus au sur le point de l'être.

Le cuirassé mastodonte de la marine américaine, qui croise depuis bientôt quatre mois au large de Beyrouth, est devenu le symbole de l'impuissance des États-Unis et de l'Occident à résoudre la crise libanaise. Les musulmans sont déçus, du moins

une bonne partie d'entre eux, l'autre étant en lutte plus ou moins ouverte avec la présence occidentale et, bien sûr, avec celle d'Israël. Les chrétiens, eux, sont déçus.

Leur obsession est de ne plus avoir de pays ou, du moins, de n'y avoir plus de place. En fait, ils redoutent n'y plus détenir la position privilégiée de minoritaires gouvernants qui était la leur. Dans un salon bon chic, bon genre des quartiers chrétiens de Beyrouth, un jeune professeur d'université, bardé de doctorats, très prisé des instituteurs américains et français de politique, retour des États-Unis, expose, dans un silence religieux ses impressions :

« J'ai rencontré, raconte-t-il, les concepteurs de la politique américaine, ces hommes mystérieux et discrets qui formulent des options entre lesquelles le département d'État, le Pentagone et, en fin de parcours, le président, font leurs choix. Eh bien, mes amis, ces gens-là m'ont carrément dit : « Les chrétiens doivent comprendre qu'ils ne peuvent prétendre continuer à gouverner le Liban, alors qu'ils ne représentent plus que 33 % de sa population. » Vous savez bien que si nous ne sommes plus — et depuis longtemps, un demi-siècle — majoritaires dans notre pays, nous ne constituons pas non plus un petit tiers de sa population, mais bien 40 à 42 %. Il est symptomatique que les politologues américains réduisent notre importance numérique, au lieu de la gonfler pour nous soutenir. Croyez-moi, ils commencent à penser que leurs intérêts nationaux commandent aux États-Unis d'envisager que le Liban soit gouverné par l'Islam, sur lequel ils pourraient compter plus solidement que sur les chrétiens, surtout si les États-Unis avaient contribué à son avènement : les Américains se préparent à nous lâcher. »

Hochements de tête entendus et résignés. Chez les Libanais chrétiens, l'obsession du complot a fait place à celle du lâchage par

l'Occident et de son corollaire : un départ quasi forcé vers les quatre coins de la planète. Voilà pour quoi le toast de M. Antoine évoque si tristement l'embarquement pour l'exil à bord du New Jersey. De fait, un vaste mouvement d'abandon se dessine. Il atteint aussi bien les musulmans modérés que les chrétiens.

Les avions, quand l'aéroport fonctionne, ne sont pas, il est vrai, pris d'assaut et l'on n'assiste pas à l'exode massif de 1976, année noire de la guerre du Liban pour ce qui est de la violence des affrontements. Mais l'hémorragie est continue, bien que lente, faite de départs irréversibles ; ce n'est plus une fuite temporaire devant le danger immédiat. Aujourd'hui, les Libanais s'en vont pour ne plus revenir. N'importe, le retour leur paraissait comme une évidence.

C'est pourquoi le mouvement se déroule au ralenti : la décision est difficile à exécuter, car elle suppose de liquider ses biens au Liban, sur un marché en pleine marasme, et de se trouver une situation à l'étranger dans un monde en crise. L'idée du départ est devenue latente, voire lancinante, chez un grand nombre de Libanais. « Les premiers à émigrer sont les médiums : mon vicaire est parti aux États-Unis pour un an, m'a-t-il dit ; il ne reviendra sans doute jamais. Un de mes remarquables professeurs de langues avait pris l'avion, un peu géré, lui aussi, mais décidé, quelques jours plus tôt. » Doyen de faculté à l'université Saint-Joseph, le père jésuite enregistre avec compréhension mais consternation la « fuite des cerveaux », qui prive le pays de son principal atout.

Les causes de ce qui est en passe de devenir le désespoir d'un peuple sont diffusées et complexes. Il en est de générales, d'autres sont particulières aux chrétiens. Mais les secondes sont plus dramatiques dans leurs conséquences que les premières. Les Libanais, toutes confessions confondues,

sont conscients de l'impasse où se trouve leur pays. Ils savent que tout ce qu'ils pouvaient espérer ou redouter est survenu : jusques et y compris l'invasion israélienne, l'éviction des Palestiniens, et un engagement militaire et politique de l'Occident dont les plus audacieux n'auraient jamais osé imaginer l'ampleur. Ils n'ont plus rien à attendre, et pourtant voici que leur situation s'empire.

L'Occident barricadé

Chrétiens et musulmans sont à égalité face au marasme économique. Ils n'en ont jamais connu de tel tout au long des années de conflit, qui furent souvent, et de façon paradoxale, marquées par l'abondance au sein de la désolation. L'argent de la paix n'a pas remplacé l'argent de la guerre. La livre dégringole, l'économie étouffe et, malgré leur ressort exceptionnel, les Libanais ne parviennent pas à relancer les affaires. Habitués sur le plan matériel à encaisser des coups durs, mais brefs, ils sont chaque jour surpris par une crise qui s'éternise et ne parvient pas à s'y habituer ; elle sape profondément leur moral.

Le « lâchage » de l'Occident effraie les chrétiens plus que les musulmans. Les uns et les autres sont convaincus qu'il ne saurait tarder. Arrivés en amis musclés souhaités par toutes les communautés, les soldats de la force multinationale se sont transformés en troupe harcelée et barricadée, et sont combattus par la faction la plus militante de l'Islam, notamment chéite. Pour les Libanais chrétiens, l'« abandon » qui se dessine semble pire dans ses effets que l'indifférence, teintée d'agacement, tant déplorée naguère, en particulier en 1975-1976.

Enfin, ils se sentent menacés par la vague islamiste, très sensible à Beyrouth à l'occasion des fêtes de fin d'année. Le phénomène n'est pas, bien entendu, propre au Liban, mais il y est ressenti plus vivement qu'ailleurs. Que les



Le couvent maronite d'Abi-Toum (Gadache, « la Terre sainte », Paris, 1894).

Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE.

chrétiens et leurs dirigeants soient grandement responsables de ce qui leur arrive n'empêche en rien leur « déprime ». Elle affecte, à un degré moindre, la large masse des musulmans qui, après les événements de 1982, avaient, au fond, mis sur le Liban voulu par la masse chrétienne. Le président Gemayel estime, sans doute avec raison, que, après avoir vu les choses trop en rose, ses compatriotes ont aujourd'hui tendance à tout peindre en noir et que l'exploitation de cette dépression populaire n'est pas toujours fortuite ou innocente.

Pourtant, l'impression viscéralement ressentie de saut dans

l'inconnu, de marche inexorable vers la catastrophe, est bien une réalité libanaise en ces sombres journées. Les Libanais chrétiens qui avaient repris les rênes du pouvoir à l'automne de 1982 sont en passe de perdre non seulement ce pouvoir, conquis grâce à une conjoncture favorable, et qu'ils contribuèrent à forger, mais leur pays lui-même.

« Nous deviendrons ce que la Syrie voudrait bien faire de nous. » Cette phrase, inconcevable même aux plus mauvais jours de la guerre, donne la mesure d'une angoisse.

LUCIEN GEORGE.

SOMALIE

L'étrange aventure des nomades-pêcheurs

Faire des sédentaires des nomades en les transformant en pêcheurs, telle était l'audacieux pari du gouvernement somalien. Un pari qui tourne à la catastrophe, alors que Brava devient un vaste cimetière marin.

De notre envoyé spécial

Brava. — Les barques à moteur sont à l'ancre. Vent faible, mer plate, ciel bleu : le temps se prête à une jolie partie de pêche. Mais, voilà. Brava est à court de diesel ; on en attend tous les jours de Mogadiscio, à deux cents kilomètres au nord, et cette attente dure depuis plusieurs semaines, précisément depuis le début de la belle saison.

L'aventure de ces pasteurs que le gouvernement a sortis du bush, où ils nomadisait avec leurs troupeaux, pour en faire des pêcheurs, tourne un peu à la catastrophe. Ils ne sont guère plus d'une vingtaine à s'accrocher encore à leurs filets ; les autres — plusieurs centaines — ont regagné, dans l'intérieur du pays, une terre qui leur est familière et qu'à l'expérience ils regrettent d'avoir quittée pour les rives prometteuses de l'Océan Indien.

Lancée par l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (F.A.O.), l'idée de sédentariser des nomades sur les lieux de pêche, de leur offrir une « nouvelle vie », était d'autant plus séduisante que, dans les années 1973-1975, une effroyable sécheresse décimait hommes et bêtes. Aux yeux des dirigeants somaliens et de leurs conseillers soviétiques, ce projet avait, en outre, l'avantage de stabiliser ces gens sans domicile fixe dont tout pouvoir, a fortiori autoritaire, supporte mal l'indépendance. Il n'était pas non plus indifférent au gouvernement d'établir, dans le

sud du pays, des populations originaires du nord afin de brouiller les frontières tribales.

Il en partit ainsi, des régions de Burao et de Galkayo, cent mille, dont quinze mille vers les lieux de pêche. Six mille six cents échouèrent à Brava, parmi lesquels beaucoup de femmes, d'enfants, de vieillards, d'orphelins et d'invalides, les plus exposés, dans la communauté nomade, aux effets de la famine. Au bout du compte, il ne se trouva qu'une centaine de chefs de famille, aptes à suivre les cours de formation marine.

Vision insolite que celle de ces nomades qui n'avaient jamais vu la mer, en train d'apprendre à nager la brasse, à faire des nœuds marins, à réparer des filets. Pas question de leur mettre en mains les « houris », embarcations traditionnelles, en bois et à rame, des pêcheurs locaux. « Ces hommes sont plus habiles à se servir de leurs pieds que de leurs bras », confia un responsable du projet. Mieux valait donc, pour des raisons de sécurité, leur confier des bateaux à moteur, plus stables sur la vague.

Mériter sa ration

Le « Coastal Development Project » (C.D.P.), agence d'État, procura gratuitement à ces pêcheurs-nomades tout ce qu'il leur fallait : bateaux, carburant, pièces détachées, filets, etc. — pour « se jeter à l'eau ». Il prit même à sa charge la construction de logements en dur, d'ateliers de réparations, d'écoles et de dispensaires. Le Programme alimentaire mondial (P.A.M.) leur offrit des rations, notamment composées de maïs, d'huile et de riz. Tout pour réussir ?

En réalité, balayé par les vents du large, sans abris naturels, le site de Brava ne convenait pas du tout à ce genre d'expérience. Pas de sorties possibles pour ces apprentis pêcheurs, sauf à pren-

dre des risques, de juin à septembre. Sur leurs « houris », les pêcheurs à la ligne traditionnels, eux, se jouent du gros temps et — comble du paradoxe — « nomadisent » le long de la côte, au gré de la mousson.

Il ne fallut pas longtemps pour s'apercevoir que les hommes ne répondaient pas à l'espoir que l'on avait placé en eux, que l'intendance ne suivait pas. Le résultat est là : depuis 1980, des bateaux à moteur soviétiques, japonais, suédois, grecs et kenyans dorment de leur dernier sommeil, échoués sur la grève. Certains ont succombé à l'usure du temps, faute de pièces détachées — envahit par le sable, l'atelier de réparations est hors d'usage, — d'autres ont été cassés par les tempêtes. Dans ce cimetière marin, l'étrange épreuve d'une barque... à fond plat.

Il reste aujourd'hui une quinzaine de bateaux en état de prendre la mer : les pêcheurs n'en utilisent que cinq. Pour réveiller leur enthousiasme défaillant, les autorités locales leur ont promis des rations alimentaires supplémen-

taires s'ils montraient plus d'ardeur à la tâche. Pour les mériter, certains ont affronté la tempête. « Quoi qu'il en soit, c'est déjà un succès de constater que, depuis le début de l'expérience, ces hommes venus du bush sont toujours rentrés sains et saufs au port », se console un expert.

Pour ces pêcheurs-nomades, appelés à se suffire à eux-mêmes, le poisson, s'éché — principalement le requin, — comme cela se fait déjà, vers les pays voisins — la Tanzanie et le Kenya — qui en sont friands. Le gouvernement a plutôt en tête — c'est là que les choses se compliquent — l'idée de « pousser » la consommation de poissons frais. Écouler la production à Brava et aux alentours : le marché local est trop étroit. L'exporter à Mogadiscio : les circuits mis en place par les pouvoirs publics sont lourds et coûteux.

Les pêcheurs-nomades ne seront-ils pas obligés d'adhérer à la coopérative dont le gouvernement a décidé la création et d'utiliser, pour commercialiser leurs

poissons, les facilités mises à leur disposition par les pouvoirs publics ? Ceux-ci entendent bien facturer leurs services et notamment les frais d'entreposage dans les deux chambres froides, d'une capacité de 30 tonnes, que le Japon vient d'installer à Brava, en bordure de mer, à un endroit trop rocaillieux pour que les bateaux puissent y jeter l'ancre.

Voilà donc, par la force d'événements qui les dépassent, les pêcheurs-nomades invités à calculer un prix de revient, une marge bénéficiaire, s'ils ne veulent pas aller au-devant de mauvaises surprises, d'autant que l'aide gouvernementale touche, en principe, à sa fin. C'est dire qu'il faudra tout payer — le carburant, les filets, les réparations — que les bateaux devront être remboursés au C.D.P. sur trois ans au prix de faveur de 25 000 shillings, soit environ 12 500 francs. C'est dire aussi que ce passage à l'état d'autosuffisance se traduira par la suppression des rations alimentaires.

Schéma théorique, à coup sûr, car la communauté nomade serait bien en peine, aujourd'hui, de subvenir à ses besoins. Fait aggravant, elle vit repliée sur elle-même, ne partageant avec la population locale ni la même langue, ni les mêmes coutumes. Pas étonnant, dans ces conditions, que, depuis huit ans, ses effectifs aient fondu au point de ne compter pas beaucoup plus de deux cents familles, soit au total quelque mille sept cents personnes, dont cinquante seulement sont recensées comme « actives ». Le gouvernement a décidé de transférer les vieillards et les infirmes, qui n'ont pas leur place ici, dans des institutions spécialisées.

Au tour des réfugiés ?

Après coup, certains experts admettent que c'était peut-être une gageure de vouloir transformer des nomades sédentaires, habitués à pousser des troupeaux devant eux, en pêcheurs de haute mer. « La meilleure solution serait, comme toujours, de concentrer les efforts sur la nouvelle génération en leur mettant, dès le plus jeune âge, une ligne entre les mains, entre un des responsables du programme. Mais la fréquentation de l'école, comme toujours, les éloigne des métiers manuels. »

Même si cette opération de sédentarisation des nomades, dans laquelle la Communauté économique européenne a refusé de s'engager au début de cette année, présente tous les aspects d'un échec, ses promoteurs s'entêtent, semble-t-il, à vouloir la maintenir en vie. Ils cherchent le moyen de pérenniser le système grâce à la distribution de rations alimentaires à ceux qui manifestent un intérêt soutenu pour la pêche. Et si, en fin de compte, les nomades ne font pas l'affaire, d'aucuns songent à renouveler l'expérience avec des réfugiés.

JACQUES DE BARRIN.

هذه من الاموال

DANEMARK

Un duel arbitré par un avocat en prison

Les Danois votent le 10 janvier. Mauvaise saison pour les campagnes électorales et les débats politiques de fond. Cette période n'aura finalement été marquée que par un duel qui tenait plus de la rencontre sportive entre les deux candidats vedettes et par les aventures carcérales de M. Glistrup, tête de liste du parti « poujadiste ».

De notre envoyé spécial

Copenhague. — La convocation de ces élections législatives anticipées du 10 janvier a été une petite surprise. Il y a moins d'un mois, certains ministres étaient encore persuadés que la loi de finances pour 1984, présentée par le gouvernement minoritaire de centre-droit, serait approuvée. Si elle est de bonne guerre au Danemark de se disputer au Parlement, les partis régissent généralement leurs querelles au moment de voter le budget. Et s'ils ne sont pas d'accord, ce qui arrive régulièrement, ils se contentent de s'abstenir pour ne pas trop gêner le pouvoir en place. Mais le 15 décembre dernier, pour la première fois depuis 1928, c'est donc un événement historique : les sociaux-démocrates ont dit carrément non au budget. Les « poujadistes », du parti du progrès l'ayant également repoussé, M. Poul Schlüter, le premier ministre conservateur, n'avait plus qu'une solution : dissoudre le Folketing, l'Assemblée nationale danoise, et appeler les électeurs aux urnes.

Organiser une campagne électorale pendant les fêtes de fin d'année n'est pas tâche facile, et les trêves partis politiques en présence ont eu le sagesse de laisser tranquilles les Danois durant cette période où les

Scandinaves pensent avant tout aux cadeaux et aux repas.

Dans ce pays, qui vit largement au-dessus de ses moyens, le commerce se porte à merveille. Le directeur du Magasin du Nord, (les Galeries Lafayette de Copenhague) reconnaît qu'il était inquiet au début de l'automne, mais, à présent, il se frotte les mains : le chiffre d'affaires de décembre est supérieur à celui de l'année dernière. La nuit de la Saint-Sylvestre a été un peu plus animée que d'habitude, car il ne faisait pas trop froid. La police et les pompiers ont été mis à contribution pour éteindre les feux allumés un peu partout dans les rues, sur les quais et même dans des jardins publics, et enlever de la chaussée des tapis de bouteilles de bière vides qui bloquaient parfois la circulation. Rien d'exceptionnel, le 31 décembre et la Saint-Jean sont les deux jours « chauds » du calendrier danois.

La campagne électorale n'a donc véritablement commencé qu'à une semaine environ du scrutin. Mais on ne voit pratiquement aucune affiche, aucun panneau dans les rues de la capitale. Les états-majors politiques n'ont pas voulu dépenser inutilement de l'argent pour quelques jours seulement de propagande. La plus grande de ces rares affiches est celle accrochée par les sociaux-démocrates à un immeuble de la place de l'Hôtel-de-Ville « Halte au conservatisme ». Même dans les rangs d'une gauche sans grandes illusions, elle fait sourire puisque les conservateurs sont bien partis pour doubler leur pourcentage de voix : 29 % selon les derniers sondages, contre 14,5 % en 1981. D'ores et déjà, on peut dire que ce parti sera le grand vainqueur de la consultation de mardi prochain.

C'est principalement à la télévision, le soir, que les Danois suivent la campagne. Chaque parti s'efforce, dans un film de dix minutes réalisé par ses soins — et qui n'est pas toujours un chef-d'œuvre de mise en scène ou d'interprétation — de donner l'image la plus flatteuse de lui-même ; après quoi, trois diri-

geants du parti sont interrogés par trois journalistes. Il n'y a pratiquement pas de surprises : les Danois connaissent à l'avance les réponses aux questions, car ils sont habitués à voter souvent. En principe, les législateurs durent ici quatre ans, mais les électeurs vont maintenant se rendre aux urnes pour la sixième fois en onze ans, ce qui témoigne de l'instabilité chronique du pays et de la difficulté de former un gouvernement majoritaire.

Il ne faudrait pas croire cependant que les Danois se désintéressent de la politique. « Le taux de participation oscille entre 85 % et 90 % », déclare M. Eric Manniche, de l'Institut de sociologie de l'université de Copenhague, le fourmillement de partis s'explique par le fait qu'ils ne peuvent jamais dire franchement oui ou franchement non. Ils ajoutent toujours un « mais », et c'est la raison pour laquelle nous avons des dissidents sociaux-démocrates, libéraux et communistes.

Le premier ministre le plus populaire

Les deux principaux acteurs de cette campagne sont le leader social-démocrate, M. Anker Jørgensen, et le chef du gouvernement, M. Poul Schlüter — un conservateur de cinquante-cinq ans, dont le sourire un peu « dents blanches, haleine fraîche » fait la joie des caricaturistes. En seize mois, et en dépit d'une politique d'austérité, il est devenu le premier ministre le plus populaire que le Danemark ait connu depuis la guerre. M. Jørgensen de son côté est un vieux routier de la politique, dont la barbe blanche, en pointe, toujours taillée à la perfection, fait aussi le bonheur des dessinateurs. Il a gouverné le pays pendant de longues années, jusqu'à l'été 1982.

« Anker » et Schlüter », comme les Danois les appellent, se sont affrontés le 3 janvier au cours d'un meeting organisé dans le palais des sports de la ville de Roskilde, dans la grande banlieue de Copenhague.

L'atmosphère, dans le public du moins, n'était pas sans rappeler celle d'une soirée de boxe. Chaque camp avait naturellement sa clique, ses sirènes et ses klaxons de poche. Pour faire patienter l'assistance, l'orphon municipal jouait, avec quelques fausses notes, *Hello Dolly* et *Down by the Riverside*. Bien que l'arbitre ait aimablement prié les 3000 personnes présentes de ne pas allumer de cigarettes, la salle était complètement enfumée au bout d'une demi-heure, et les marchands de Carlsberg et de Tuborg faisaient des affaires d'or. De toute évidence, M. Schlüter et Jørgensen trouvaient ce climat très tonifiant, même s'ils s'abonnaient de temps à autre quand un avion en papier survolait la tribune ou qu'une pouspée en chiffon rasait leurs têtes... Ils n'hésitaient pas à encourager leurs supporters lorsque ceux-ci avaient un passage à vide et ne criaient pas assez fort. Entre deux répliques, des pacifistes montraient calmement sur la scène pour faire cadeau de petites colombes en carton.

La question des euro-missiles a été vivement discutée l'année dernière au Danemark après la double décision de l'OTAN de décembre 1979, une fois dans l'opposition se sont déclarés hostiles au déploiement des fusées. Mais dans cette campagne le sujet est à peine évoqué. Le premier ministre, fidèle à l'alliance atlantique mais qui ne veut pas passer pour un facon, a rappelé en frappant du poing sur la table : « Je hais les missiles nucléaires, je hais tous les missiles nucléaires, qu'ils soient à l'est ou à l'ouest, mais c'est une question d'équilibre des forces ».

Le fait remarquable est que ce « duel » de Roskilde, mouvementé et chaotique, a eu lieu dans la bonne humeur, sans le moindre incident. Le service d'ordre était discret et souriant. Les spectateurs sont sortis de la salle avec le sentiment d'avoir passé une excellente soirée et la conviction que leur poulain respectif avait emporté la main. C'était avant tout le spectacle qui comptait,

et les protagonistes avaient bien joué leur rôle.

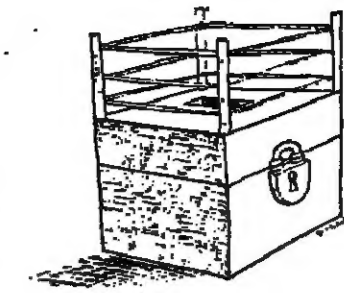
Le chef du gouvernement considère que la politique d'austérité de la coalition quadripartite, surnommée le « trèfle à quatre feuilles », doit être poursuivie. En moins d'un an et demi, elle a donné quelques résultats spectaculaires : l'inflation a diminué de moitié, le déficit de la balance des paiements également, et l'impasse budgétaire est en baisse. De leur côté, les socialistes mettent l'accent sur l'aggravation du chômage, qui frappe 10,7 % de la population active et sur les « injustices » de la politique sociale.

« Quel cirque »

Des neuf partis — six « bourgeois » et trois de gauche — représentés au Parlement de Copenhague, il en est un qui occupe une place à part et qui mène une campagne peu conventionnelle. Il s'agit du Parti du progrès, poujadiste et populiste, anti-impôts, fondé par M. Mogens Glistrup en 1973 et qui avait obtenu la même année plus de 16 % des suffrages. Cet avocat qui s'était vanté de ne pas payer un sou d'impôt sur le revenu, sans tricher, en exploitant simplement toutes les ficelles du fisc, est aujourd'hui en prison.

Les percepteurs ont épluché longuement ses déclarations suspectes, et il a été finalement condamné à trois ans d'emprisonnement et à un million de couronnes d'amende pour fraude fiscale qualifiée. Mais Glistrup n'en a pas pour autant renoncé à la politique. N'ayant pas commis de crime de sang, il a conservé tous ses droits civiques et il a profité d'une permission, entre Noël et le Jour de l'An, pour animer quelques réunions électorales et remplir quelques sacs de pièces de vingt-cinq centimes. Celles-ci lui permettent de téléphoner de son pénitencier à ses collaborateurs fidèles et aux électeurs de sa circonscription. Car le « prisonnier d'Herswood », n° 8 817, se présente aux législatives, et il n'est pas exclu qu'il soit élu... le 10 janvier, à l'occasion d'une nou-

Étranger



Dessin de Françoise MENAGER.

velle permission de cinquante-trois heures. La Constitution danoise n'avait pas prévu un tel cas : si le prisonnier devient député, il sera automatiquement libéré, mais ses collègues de l'Assemblée devront se prononcer rapidement sur son immunité. « Quel cirque », dit-on à Copenhague. Mais depuis l'incarcération de l'ennemi numéro un du secteur public, qui a perdu 22 kilos en 125 jours de détention, le parti, où il n'a plus que des amis, s'est assagi. Il se veut plus « responsable ». Pour la première fois depuis sa fondation, il est consulté de temps à autre par le gouvernement minoritaire, qui a besoin de renforts de voix, à droite comme à gauche.

Les progressistes demeurent néanmoins intraitables en ce qui concerne les impôts et l'aide au tiers-monde : « Le Danemark emprunte des milliards à l'étranger. Il aide ensuite les pays pauvres. Et avec cet argent, les dirigeants africains s'achètent des Cadillac et des gros cigares », pouvait-on entendre dans leur film de propagande présenté à la télévision. Les progressistes n'aiment pas beaucoup non plus les travailleurs immigrés, du moins « ceux qui n'ont pas pour la nationalité danoise ou n'acceptent pas de vivre comme les Danois ». Ces déclarations indisposent de nombreux Scandinaves qui trouvent que les « aventures de Glistrup » ont maintenant assez duré. Mais malgré une popularité en baisse très nette, le Parti du progrès entend continuer à jouer un rôle au Parlement.

ALAIN DEBOVE.

GROENLAND, ISLANDE ET FÉROÉ

Les îles sœurs au régime sec...

Les trois îles nordiques font très peu parler d'elles. En dehors des « guerres de la morue » destinées à décourager les pêcheurs indiscrets, elles n'ont pas connu de conflits. Par la civilisation, et le style de vie — puritanisme quotidien, « cuites » hebdomadaires et illégales, — c'est pourtant un seul et même univers.

De notre correspondant

Reykjavik. — Le Groenland, l'Islande et les Féroé, après avoir vécu dans l'isolement, cherchent actuellement à resserrer leurs liens. Mais des obstacles s'opposent encore à ce rapprochement. En premier lieu, les trois îles n'ont pas le même statut. Les Féroé, confettis de l'empire danois à mi-chemin entre le Royaume-Uni et l'Islande, comptent 43 000 habitants ; l'Islande, 240 000, sur un territoire grand comme un cinquième de la France. Et à 300 kilomètres à l'ouest, le Groenland est une île grande comme un continent et peuplée de 47 000 âmes, qui, en quelques années, s'est assurée pour une grande part la maîtrise de son développement.

Tout rapproche ces territoires arctiques voisins et pourtant si éloignés. Une histoire commune, d'abord. Les trois peuples ont été soumis à la couronne norvégienne, puis à celle du Danemark. Occupés pendant la guerre par les Allemands, ils ont été coupés pendant cinq ans de leur protecteur. L'Islande en profita pour proclamer en 1944 son indépendance. Les îles Féroé ont bénéficié d'un statut d'autonomie leur permettant d'être une nation sans avoir la responsabilité d'un État. Les Groenlandais, comme les Féroé, ont un Parlement local, mais continuent d'envoyer des représentants à la Chambre danoise. Tous les trois font partie du dispositif de défense de l'OTAN et abritent des bases ou des stations radars américaines.

C'est au Groenland que, l'été dernier, les chefs d'État nordiques furent invités à fêter le millième anniversaire de la « découverte » de l'île par des Vikings venus d'Islande. Situation étonnante : on imagine mal les descendants de Christophe Colomb ! Il est vrai que les Vikings, qui poursuivirent au X^e siècle leurs incursions jusqu'en nord du continent américain, ne furent jamais très nombreux et que leurs deux colonies disparurent faute de survivants.

Les relations entre l'Islande et les îles Féroé furent étroites. Rien, cependant, d'institutionnel : les deux colonies danoises n'étaient pas supposées avoir des relations entre elles. Mais les deux peuples pêchaient dans les mêmes eaux. On plutôt les Féroé venaient pêcher dans les eaux islandaises, et mouillaient dans les fjords de l'île. L'extension des eaux de pêche a mis bon ordre à tout cela, et chacun pêche aujourd'hui chez soi. Mais une langue très proche, et chacun pêche aujourd'hui chez soi. Mais une langue très proche, et chacun pêche aujourd'hui chez soi. Mais une langue très proche, et chacun pêche aujourd'hui chez soi.

L'étranger n'a pas soif

Les trois peuples vivent de la pêche. Mais ce qui rapproche peut aussi séparer. Ils sont souvent en effet en situation de concurrence. Les Islandais ont accordé aux Groenlandais le droit de décharger leurs crevettes dans un de leurs ports, mais la s'arrête leur collaboration. Les Islandais accusent les Féroé de pêcher en mer les saumons, dont le nombre diminue dans les rivières islandaises. Qu'une baisse de la température de l'eau éloigne une espèce de poisson des côtes de l'un d'eux, il sera prompt à accuser son voisin d'une « surpêche ». Mais qu'une association écologiste veuille entraver la



Extrait d'un manuscrit islandais du 16^e siècle. Dessin de Violette LE QUÉRE.

chasse au phoque ou à la baleine, et ces trois peuples pacifiques (aucun d'eux n'a connu la guerre) sortent aussitôt leurs griffes.

Le Marché commun, au-delà du 62^e parallèle, paraît un monstre qui avale ses chaudières pêcher dans les eaux d'autrui. Les Islandais, forts de trois « guerres de la morue » victorieuses, n'en croient pas leurs oreilles lorsque les dirigeants groenlandais, en escale à Reykjavik, leur exposent qu'ils vont dans la capitale belge négocier les quotas que les Européens leur concèdent.

Avant de tirer leurs ressources de la pêche, Islandais et Féroé vivaient de l'élevage du mouton. Les Esquimaux, qui ont leur culture propre, étaient des chasseurs. Le foie culturel est pourtant plus étroit qu'on ne le pense. L'analogie des comportements est parfois surprenante et ne doit rien à l'héritage danois.

On retrouve sur les trois îles une semi-prohibition de l'alcool inconnue ailleurs en Scandinavie, et la même frénésie de boire. Aux Féroé, aucun magasin ne vend d'alcool. Les commandes sont passées directement au Danemark, mais ne peut s'en procurer que celui qui est capable de prouver qu'il a « acquis » ses impôts. Un Islandais qui séjourne aux îles Féroé a essayé, il y a quelques semaines, d'acheter des canettes de bière. Il n'y est parvenu qu'au terme d'affinies tracasseries

administratives. La loi n'a pas prévu qu'un étranger puisse avoir soif.

En Islande, c'est la bière qui est interdite. Le pays, à intervalles réguliers, frissonne de peur lorsqu'un parlementaire ose émettre le vœu qu'elle soit enfin autorisée. Aucun d'entre eux, jusqu'ici, n'a eu le courage de déposer un projet de loi dans ce sens. A peine l'idée lancée, la presse reçoit une avalanche de protestations. Les ouvriers s'arrêteraient de travailler devant un tel scandale ! Pourtant, nous ne sommes pas aux confins du Golfe, mais en terre chrétienne, chez des nations aux traditions démocratiques anciennes, jouissant d'un niveau de vie qu'environnent beaucoup de pays d'Europe.

Au Groenland, où la consommation d'alcool avait pris des proportions inquiétantes, les autorités avaient institué, en 1979, un système de rationnement par tickets. Chaque citoyen recevait un carnet mensuel de soixante-douze tickets, chaque ticket donnant droit à l'achat d'une bouteille de bière. Lorsque le système fut abandonné après deux années d'expérience malheureuse, le carnet valait environ 1 000 francs au marché noir. Tout citoyen sobre était devenu un trafiquant en puissance.

Cuites grandioses et retentissantes, suivies de remords spectaculaires, figures antialcooliques omni-

présentes et semi-prohibition sont le lot commun des trois peuples. L'obsession de l'alcool, cependant, est un phénomène culturel qui ne se mesure pas en chiffres. Les Islandais sont, statistiquement, le pays le plus sobre d'Europe. Mais 5 % de la population s'y est fait désintoxiquer, et les listes d'attente sont si longues que les candidats ont peine à se faire admettre en cure.

Le prestige islandais

Puritanisme religieux ? Certainement pas en ce qui concerne l'Islande et le Groenland. Voici trois peuples qui, à eux tous, totalisent trois cent trente mille habitants. Les yeux tournés vers leurs voisins scandinaves, ils aspirent à la même liberté de mœurs, et l'ont conquise. Mais ce qui est naturel dans l'anonymat de Copenhague l'est moins à Reykjavik ou à Thorshavn. La société fonctionnera donc selon deux structures différentes : celle du travail, conformiste et puritaine, et celle, anonyme, de la fin de semaine, où la bouteille, interdite, permet de faire des choses qui le sont plus encore.

Groenlandais, Islandais et Féroé ont multiplié ces dernières années les initiatives communes, sans que la coopération ait eu toutefois l'ampleur souhaitée. C'est que l'Islande est un État, mais les Féroé une nation, et le Groenland un peu-

ple qui commence à peine à s'administrer lui-même. Les Islandais, forts de leur héritage culturel et d'une population quatre fois supérieure à celle de leurs voisins, sont fiers de jouer les grands frères. Les Groenlandais, hier encore simple colonie, jettent des regards admiratifs vers l'Islande indépendante. Mais les Islandais, dont les érudits allaient au Moyen Âge étudier à la Sorbonne, ont toujours été vexés qu'au-delà des mers on les confonde parfois avec les Esquimaux.

Les comités à deux, les associations à trois, ont fleuri ces deux dernières années. Entre le Danemark et un voisin nord-américain militairement présent, les trois nations de l'Atlantique nord découvrent une spécificité commune. Pourtant, celle-ci n'est pas toujours évidente. Le Groenland défend frénétiquement les lambeaux de sa culture ancestrale. L'Islande nationaliste et indépendante, riche d'un passé culturel glorieux, est la plus engagée dans la voie du mode de vie américain. Les Féroé, moins ambitieux, pragmatiques, ont tiré le meilleur parti possible de la tutelle danoise. Ce sont eux qui ont le mieux, comme sans y penser, conservé leurs traditions. Ici comme ailleurs, la préservation de la culture traditionnelle est inversement proportionnelle au discours qui lui est consacré. On ne veut sauvegarder que ce qui est déjà éteint.

Féroé, Islandais et Groenlandais ont créé plusieurs comités permanents. Les fédérations syndicales des trois îles ont des réunions régulières. Les relations au niveau des gouvernements sont plus délicates : il ne faut pas blesser les Danois. Et les dirigeants groenlandais, lorsqu'ils font escale à Reykjavik, ne peuvent être reçus qu'à titre privé.

Toutefois, les liaisons entre les trois territoires sont devenues plus difficiles depuis qu'en novembre 1982 la compagnie SAS a supprimé son escale à Keflavik. Un Groenlandais se rendant en Islande doit dorénavant passer par la capitale danoise. C'est au Danemark que les dirigeants syndicaux des trois îles ont dû tenir une de leurs dernières réunions. Les routes de l'Arctique passent encore par Copenhague.

GÉRARD LEMARQUIS.

Etranger

Philippines

L'ENQUÊTE SUR LE MEURTRE DE BENIGNO AQUINO Des témoignages mettent en cause les « hommes du président »

De notre correspondant

Tokyo. — Les « hommes du président » — ont-ils trempé directement dans le meurtre du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino, assassiné, en août dernier, lors de son retour d'exil ? Ont-ils assisté « en direct », sur un circuit vidéo équipant l'aéroport de Manille et placé sous leur contrôle, à l'exécution du principal rival politique de leur « patron » ? Si oui, pourquoi n'en avoir rien dit depuis bientôt cinq mois : si oui, où sont les bandes, si oui...

Au fil des témoignages recueillis par la deuxième commission d'enquête nommée par le président philippin — la première lui était à ce point inféodée que même ses membres ne l'avaient pas prise au sérieux — les hommes des services de sécurité de la présidence, fréquemment chargés de délicates missions, émergent de l'ombre : on découvre aujourd'hui officiellement qu'ils étaient nombreux à attendre Benigno Aquino, que certains l'ont escorté jusqu'au moment où il a été tué, qu'ils ont donc été, tout comme trois autres membres des services de sécurité militaire de l'aéroport, en position de l'abattre, ou, au moins, de voir qu'il a réellement abattu, et sont, évidemment, en position de témoignage (1).

Qu'ils n'aient pas jugé opportun de le faire depuis cinq mois, malgré les promesses présidentielles de faire « toute la lumière », n'est pas fait pour conforter la version officielle : celle d'un tueur solitaire qui aurait trompé les services de sécurité, mais qui aurait été lui-même abattu une fois son forfait accompli. Un tueur que la police connaissait, que les militaires ont à un moment présent comme un « tueur à gages » notoire, et dont M. Marcos a cru pouvoir faire un « commandant communiste ».

Le moins que l'on puisse dire, après certains témoignages récents, est que la version officielle — et toutes les déclarations subéquemment faites par les autorités militaires et par le président lui-même pour tenter de l'étayer — est très sérieusement mise à l'épreuve. Qu'on en juge.

En décembre, un technicien de l'aéroport de Manille, M. Ramon Balang, qui se trouvait sous l'appareil d'observation Aquino, affirme que, loin d'être un « tueur solitaire inconnu » embusqué sous l'avion, le meurtrier présumé, Rolando Galman, bavardait et plaisantait avec les soldats qui attendaient au sol alors que Benigno Aquino descendait les marches de la passerelle. Pour M. Balang, « compte tenu de sa position, il est impossible que Galman ait pu tuer Aquino ».

Chemises blanches

A ces révélations explosives — et risquées — M. Balang ajoutait celle-ci : quatre hommes en barong tagalog (chemise blanche longue, qui est aux Philippines, la tenue officielle) ont suivi le sénateur Aquino de très près pendant sa descente de l'appareil et étaient en position de commettre le meurtre. Là encore, la version officielle était ouvertement contestée : elle affirme, en effet, que la victime était seulement escortée par les gardes des services de sécurité, en uniforme et désarmés. Ces soldats ont d'ailleurs déposé dans ce sens : ils étaient seuls. Or, d'une part, des clichés et des films pris par des journalistes étrangers accompagnant Aquino prouvaient le contraire depuis le début et, d'autre part, les tests ont fait apparaître des traces de poudre sur les mains de deux de ces militaires.

Quelques jours après cette déclaration, les membres de la commission (dite Agrava, du nom de sa présidente, Corazon Agrava) révélaient qu'au moins soixante-dix personnes, civiles et militaires, y compris un nombre indéterminé de membres de la sécurité présidentielle en civil — en barong tagalog, plus exactement — avaient pu voir le crime, compte tenu de leur position. On se souviendra, à ce sujet, que l'un des membres de la famille Aquino avait, en septembre dernier, affirmé qu'au moins onze témoins avaient assisté au meurtre, mais refusant de témoigner par peur pour leur vie.

Soixante-dix témoins, cela fait beaucoup, mais il y a, semble-t-il, encore mieux depuis jeudi dernier. Ce

jour-là, un photographe philippin qui se trouvait à l'aéroport le jour du meurtre, M. Recto Mercene, a d'abord montré un film pris par lui dans les secondes qui suivirent le drame et sur lequel on voit un homme en chemise blanche fuir les lieux du crime un pistolet à la main. Ce film avait, semble-t-il, échappé à la confiscation opérée par des officiels auprès des photographes philippins accrédités à l'aéroport. De même, au moment crucial du meurtre, manquait sur le film de la télévision gouvernementale.

Reste à savoir qui est cet homme en blanc qui court vers la gauche et que personne, du côté officiel, ne semble avoir vu alors que l'heure était particulièrement grave et que l'aéroport grouillait d'hommes de la sécurité militaire, de la police, etc. On se souviendra aussi que sur aucune des photos prises au moment du drame on ne pouvait repérer l'arme de très gros calibre que le meurtrier présumé était censé avoir utilisé. Celle-ci apparut plus tard, lors de la première conférence de presse de militaires.

Pressions

Mais tout cela, ces éléments massifs, ces contradictions, ces accusations et ce silence pesant du côté officiel, pourraient être résolus si la seconde révélation de M. Mercene est exacte. Selon lui, les hommes de la sécurité du président — toujours eux — avaient le contrôle d'un système de télévision ultrasophistiqué permettant de surveiller l'aéroport. On peut imaginer, vu l'importance attachée par la présidence au retour de Benigno Aquino, après avoir tout tenté pour l'empêcher, que s'il y avait bien un événement à ne pas rater, c'était celui-là. Mais, si tel est bien le cas, pourquoi, une fois en core, ce silence ? Qui protège-on ? Où est la bande filmée ? Pourquoi, enfin, la commission vient-elle de demander aux militaires de cesser de mener des enquêtes parallèles et de convoquer avant elle certains témoins ? Serait-ce, comme l'ont affirmé certains de ces derniers, parce qu'ils sont l'objet de « pressions » ou parce que, invariablement après quelques visites, les témoins « ont tendance à devenir muets », comme l'affirmait-il jadis ?

Malgré les manœuvres d'intimidation, il est probable que les témoignages des derniers jours seront suivis par d'autres. Ce qui reste néanmoins difficile à comprendre de la part d'un régime qui a promis toute la vérité — M. et Mme Marcos, on le sait, se sont déclarés fort affligés par l'assassinat de leur rival — c'est qu'il donne la très forte impression, lui et ses exécutants en uniforme et en chemise blanche, de faire exactement le contraire.

R.-P. PARRIGAUX.

(1) Le Monde avait signalé la présence d'hommes de la présidence et des services secrets en civil à l'aéroport et autour de l'avion. Voir « Assemblée d'un meurtre », le Monde du 20 septembre 1983.

Les évêques philippins et le droit à l'abstention. — Dans une lettre qui devait être lue le dimanche 8 janvier dans toutes les églises, les évêques des Philippines annoncent qu'ils laissent les catholiques du pays libres de participer ou non aux prochaines consultations organisées par le régime du président Marcos. Les évêques rappellent qu'ils ont toujours insisté sur le « devoir moral » que constituait la participation à des scrutins « dans des conditions normales ». Cependant, ajoutent-ils, les conditions sont actuellement « loin d'être normales » aux Philippines, et la décision de voter ou de s'abstenir relève de la conscience de chacun.

Les élections philippines sont invitées à se prononcer le 27 janvier sur un projet de réforme constitutionnelle et au mois de mai à désigner cent quatre-vingt-sept membres de l'Assemblée nationale. — (U.P.I.).

Cambodge

Sommet indo-chinois à Phnom-Penh. — Le président vietnamien, M. Truong Chinh, et le chef de l'Etat laotien, le prince Souphavong, sont arrivés à Phnom-Penh le vendredi 6 janvier, a annoncé l'agence de presse cambodgienne S.P.K., reçue à Bangkok. Les deux chefs d'Etat devaient assister samedi aux cérémonies marquant le cinquième anniversaire du gouvernement de M. Heng Samrin. — (A.F.P.).

LES PROJETS DE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE

M. Mitterrand semble résolu à faire des questions

Depuis le 1^{er} janvier, c'est la France qui exerce la présidence de la Communauté.

Honneur plus redoutable que prometteur, et dont elle se serait sans doute, dans l'immédiat, bien passée. Mais M. Mitterrand semble résolu à faire des questions européennes une affaire personnelle.

Ainsi vont les impératifs du calendrier communautaire : échec du sommet d'Athènes ou non, il n'était pas question de se dérober à l'appel du devoir européen, quelle que soit l'aridité laissée par les Dix.

Cette présidence assumée par la France a déjà donné lieu, au Quai d'Orsay comme chez le tout nouveau ministre des affaires européennes, M. Roland Dumas, à quelques séances de réflexion collective. Même en s'interdisant de céder au « syndrome de la présidence », les responsables de la diplomatie française pouvaient difficilement, en effet, ne pas s'interroger sur la façon de sortir de l'impasse une construction européenne qui, à l'évidence, a besoin d'une nouvelle impulsion, même si l'on conviait de ne pas s'exagérer la portée de l'échec du dernier conseil.

La France mesure, en outre, qu'elle prend la présidence semestrielle de la C.E.E. dans un moment particulièrement délicat : les élections européennes auront lieu dans cinq mois. D'ici

là, quel gouvernement pousserait l'héroïsme jusqu'à multiplier, au bénéfice de ses partenaires, des concessions qui lui vaudraient sans doute l'estime de la Commission de Bruxelles en général et de M. Thörn en particulier, mais qui lui aliéneraient des suffrages par centaines de milliers ?

Fallait-il, dans ces conditions, changer de ministre chargé des affaires européennes ? M. Chandernagor n'avait aucunement démerité, et il serait injuste de lui imputer la responsabilité de l'échec du sommet d'Athènes. Sans doute n'était-il pas parvenu à s'imposer vraiment par rapport aux relations extérieures françaises en général : mais cette situation ambiguë tenait surtout aux institutions et à la pratique qui en était faite. Notamment, celui qui allait devenir le nouveau président de la Cour des comptes aurait ainsi s'affirmer davantage, et il avait depuis toujours la « fibre » européenne. Il n'était que ministre délégué, et avait affaire, à la tête du Quai d'Orsay, à un spécialiste s'il en fut de la chose communautaire.

Le voici, depuis trois semaines, remplacé par un ministre à part entière, lui aussi un « politique », plus proche du président de la République, et à qui l'on connaît les ambitions dans le domaine des relations extérieures — n'a-t-il pas été chargé par M. Mitterrand de différentes missions de confiance en Afrique et au Proche-Orient ? — Plus que dans le domaine, si particulier et si délicat, des affaires européennes, M. Roland Dumas, au demeurant, aborde avec cir-

conspection et modestie ce terrain miné, qu'il connaît encore mal. Depuis le départ de M. Chandernagor, il a largement laissé le cabinet de son prédécesseur expédier les affaires courantes. Vendredi 6 janvier, il s'est rendu à Bruxelles pour rencontrer quelques-uns de ses futurs interlocuteurs quasi quotidiens, et procéder à ce que l'on appellerait ailleurs un « repérage ».

L'homme de l'Elysée

La nomination de M. Dumas n'a pas été une véritable surprise. Au cours du dernier trimestre 1983, le bruit avait couru qu'il pourrait être appelé prochainement à remplacer M. Chandernagor, mais M. Chénouet lui-même, au demeurant, son accession au rang de ministre à part entière peut préparer, pour l'après-présidence (qui sera aussi l'après-élections européennes) une autre promotion, à la tête du Quai d'Orsay ou d'un autre ministère important, notamment l'éducation nationale si l'on cherchait un successeur à M. Savary. Même si l'on assure aujourd'hui que les deux choses ne sont aucunement liées, il est évident que son sort ministériel sera, pour une part, fonction du résultat de la gauche en général, et du P.S. en particulier, au scrutin européen de juin.

La mission du nouveau ministre des affaires européennes est claire : il s'agit à la fois de débrouiller, en étroite et permanente concertation avec l'Elysée, un certain nombre de dossiers communautaires, et de réussir quelques « coups » susceptibles de ramener à la gauche certaines catégories de l'électorat qui risqueraient de lui faire défaut, tout particulièrement les agricul-

teurs. De ce point de vue, il était essentiel, pour M. Mitterrand, que son ministre des affaires européennes fût un fidèle entre les fidèles, un compagnon de sa « longue marche » personnelle, bref quelqu'un avec qui ne risquent pas de se poser les problèmes qui ont pu parfois exister entre le président de la République et M. Chénouet.

Est-ce dire que, par contrepoint, l'autorité personnelle du ministre des relations extérieures risque de se trouver bécotée en l'absence par le nouveau responsable dont le voici flanqué ? C'est peu probable, et l'intérêt lui-même n'a aucunement l'intention de se comporter comme un ministre en sursis, investi d'une responsabilité au rabais. Il n'a d'ailleurs, au dire de son entourage, manifesté aucune humeur particulière à la nomination de M. Dumas, comme si tout avait été soigneusement réglé à l'avance de cette nomination avant le départ de M. Chandernagor.

En réalité, le fait que la France dédie la présidence de la Communauté semblait au contraire effacer pour six mois les difficultés qui auraient pu se manifester sur ce terrain. C'est M. Chénouet, et lui seul, qui présidera les conseils des ministres des affaires étrangères des Dix durant ce semestre. Mais c'est M. Dumas qui — sous le magistère du ministre des relations extérieures — y représentera la France. De sorte que chacun trouvera, en principe, dans les prochaines réunions européennes l'occasion d'affirmer qu'il occupe toute la place qui lui est impartie. On voit mal, cependant, comment pourront être évités certains heurts, certains tiraillements, entre deux personnalités aussi affirmées, même s'il a été clairement précisé que toute la coopération politique

Le scepticisme l'emporte à Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Un accord européen ne semble pas hors de portée, et on en distingue même assez facilement l'économie générale. Mais il ne sera évidemment possible que si tous les gouvernements membres ont le souci de parvenir à un compromis. Est-ce le cas ? Rien n'est moins sûr. On peut redouter que M. Thatcher estime que son intérêt est de jouer la crise, la crise durable. S'il en est ainsi, la fin de l'affrontement sera reportée à une période postérieure à la présidence française. Et si l'on considère que l'objectif prioritaire est de prévenir la dislocation de la Communauté, plutôt que de donner de l'éclat à cette présidence, c'est une hypothèse qu'il faut avoir présente à l'esprit pour éviter la précipitation, source de déceptions.

On observe de surcroît qu'avec le temps le volet agricole occupe une place dominante, et devient de plus en plus difficile à régler. C'est là la conséquence la plus concrète de l'échec d'Athènes. Avant le conseil européen, on pouvait espérer y arrêter les mesures de rationalisation de la politique agricole commune (PAC), puis repartir d'un bon pied avec suffisamment d'argent — le contentieux budgétaire étant réglé — pour affronter les prochains rendez-vous. Ce scénario angélique ne s'étant pas réalisé, ce qu'on entrevoyait comme un danger devient maintenant une réalité : il faut négocier sous une contrainte budgétaire formidable, avec plusieurs difficultés qui se télescopent.

Le budget de la Communauté pour 1984, que le Parlement européen a eu la bonne idée de voter, prévoit des crédits de 16,5 milliards d'ECU pour le soutien des marchés (110 milliards de francs). Ces crédits ont été calculés au plus juste, en considérant comme acquis que les réformes visant à faire des économies, qui étaient sur la table de négociation à Athènes, seraient adoptées. Les caisses étant vides, la possibilité de proposer en cours d'année un budget sup-

plémentaire est en principe exclue. La Commission doit donc gérer la PAC de manière que cette enveloppe de 16,5 milliards d'ECU ne soit pas dépassée.

Ce qui a une triple conséquence. La Commission doit insister auprès des Etats membres pour qu'ils adoptent les mesures de rationalisation agricole, sans attendre que progressent les autres volets de la négociation. D'autre part, dès le mercredi 11 janvier, elle proposera de ne prévoir pour l'exercice 1984-1985 qu'un relèvement très modeste des prix agricoles en ECU (on parle d'une hausse de 1 % des prix garantis des principaux produits). La nécessité de réorber les montants compensatoires monétaires (M.C.M.), qui faussent la concurrence à l'intérieur du Marché commun, conduirait dans ces conditions à des baisses de prix en monnaie nationale en R.F.A. et aux Pays-Bas. Enfin, la Commission a déjà été amenée à pratiquer une gestion au jour le jour qui gêne et irrite les agriculteurs.

Des dispositions

« invendables »

La combinaison de telles difficultés risque vite de tout bloquer. S'écroulerait-on ainsi que les Allemands préfèrent un gel général de la situation en attendant un arrangement d'ensemble, plutôt que de se retrouver avec des mesures de rationalisation impopulaires et des prix en baisse ? Les mesures de remise en ordre des marchés étaient, d'entrée de jeu, difficiles à faire accepter par le monde agricole. Pour des raisons psychologiques évidentes, le temps qui passe, la multiplication des déclarations, des promesses, l'approche des élections européennes, figent les possibilités de négociation. Celles-ci se réduisent encore si, par accumulation successive, l'effort à demander s'accroît. Soudainement, tout les Etats membres, sauf sans doute le Royaume-Uni, vont constater qu'ils ont devant eux un ensemble de dispositions parfaitement « invendables » à leur clientèle respective.

Comment sortir de la nasse sans rationaliser partiellement les politiques agricoles, autrement dit sans risquer de remettre en cause la PAC ? La Commission ne semble pas avoir d'avis à ce sujet. Peut-être M. Rocard, qui, lundi, présidera le premier conseil des ministres de l'agriculture de l'année, proposera-t-il des pistes nouvelles ? La plus sûre consisterait à parvenir à un arrangement d'ensemble. La difficulté agricole se trouverait considérablement atténuée dans le cas où se dégageait un compromis sur la correction des déséquilibres budgétaires, compromis qui lui-même préviendrait un déplatement des ressources de la C.E.E.

Le dossier a été bien exploré. Les Français sont prêts à ce que soit versée aux Britanniques, de manière durable, une compensation égale au tiers de leur contribution nette, alors que ceux-ci réclament les deux tiers. Si l'on prend les données chiffrées de 1982, sur la base d'une contribution nette de 2 milliards d'ECU, Paris est ouvert à une compensation de 600 millions. Bonn de 800 millions. Londres veut 1.500 millions. Les discussions d'experts sur la méthode et sur le montant sont devenues stériles. Seul un accord politique peut permettre de régler le différend.

M. Thatcher s'y prêtera-t-elle, et quand ? Ses récentes déclarations sur la nécessité de prendre des contre-mesures dans le cas où la compensation qui lui a été promise en juin à Stuttgart au titre de l'année 1983 ne serait pas versée assurent mal de l'avenir. En menaçant ainsi implicitement de ne plus régler sa quote-part au budget de la Communauté, elle feint d'oublier qu'à Stuttgart les pays partenaires ont subordonné la confirmation de la compensation pour 1983 à un accord sur l'ensemble du contenu. Le premier ministre britannique peut espérer que les Neuf céderont, de guerre lasse, afin d'échapper au chaos agricole. Si tel est son état d'esprit, elle refuse l'accord aussi longtemps qu'elle discernera des éléments de discorde entre eux.

Or un arrangement à neuf, du type de celui qui lui fut imposé sur les mêmes sujets en 1982, n'a rien de facile. Les circonstances politiques n'y sont pas propices. On voit mal les Allemands, déjà méfiants à l'égard du gouvernement socialiste en place à Paris, jouer un grand « coup » européen avec un chancelier hésitant et des ministres libéraux qui ont comme principale préoccupation de limiter leur perte d'audience.

Cacophonie

La présidence française, dans le cas où elle se heurterait à l'intransigence britannique, a-t-elle une chance de les amener à parler d'une seule voix ? La réponse dépend de la méthode de travail qu'on va retenir à Paris. Depuis Stuttgart, sur le fond, la position prise par la France a été cohérente, et parfaitement défendable. Mais la mise en œuvre a été plus contestable, comme en a témoigné le bégaiement ministériel qui a suivi Athènes : trois ministres importants, MM. Chénouet, Delors et Rocard, ont fait des déclarations qui révélaient qu'ils étaient loin de se trouver sur la même longueur d'onde. Cette cacophonie, gênante sur le plan intérieur, devient désastreuse dès lors qu'il s'agit de manœuvrer avec des pays partenaires.

La présidence française, plus que de tapage, a besoin d'un négociateur principal qui, sous l'autorité du président de la République, ait, dans la réalité des choses, un pouvoir d'orientation, de coordination et d'arbitrage.

Les Français ont eu raison de dire que l'exercice en cours n'a de sens que s'il s'accompagne d'une relance de l'esprit d'actions nouvelles. Le terrain où devrait, à l'évidence, se développer cet effort est celui de la coopération industrielle. La présidence française parviendra-t-elle à provoquer ce décollé ? Apparemment, un peu par peur, le scepticisme reste de mise. Rassembler les moyens d'enrayer le déclin industriel, c'est pourtant là que réside sans doute le principal défi auquel est confrontée la présidence française.

PHILIPPE LEMAITRE

سكرا من الاميل

Étranger

POUR LA COMMUNAUTÉ

européennes une affaire personnelle

entre les Dix relèverait de la seule compétence de M. Cheysson.

On ne nourrit pas d'illusions exagérées, à l'Elysée comme au Quai d'Orsay, quant à la possibilité de résoudre sous la présidence française l'ensemble des questions auxquelles a échappé le sommet d'Athènes. Mais on fait une double constatation. D'une part, si échec il y eut, il s'est produit alors que de nombreuses concessions avaient déjà été faites, et que l'on avait considérablement avancé vers un règlement global du contentieux communautaire. M. Cheysson devrait y revenir, le 18 janvier prochain, devant le Parlement européen, où il prononcera un important discours. D'autre part, c'est maintenant par la multiplication des rencontres bilatérales que l'on peut espérer aboutir, lors d'un prochain sommet, à un règlement d'ensemble, et non de ruminant éternellement sur la table, en présence des Dix, tous les problèmes encore en suspens.

Une stratégie du tête-à-tête

C'est donc vers une stratégie du tête-à-tête, bien plus que vers la multiplication de sommets anticipés (contrairement à ce que l'on avait pu penser, juste après l'échec d'Athènes), que la présidence française va désormais s'orienter. Avec les questions encore à régler l'imposent : deux interlocuteurs privilégiés : Londres et Bonn.

S'agissant des Allemands, M. Cheysson a bon espoir que le problème des montants compensatoires monétaires trouve rapidement une solution. Lors de son entretien avec M. Genscher,

dans la capitale grecque, il avait eu le sentiment que l'accord était très proche ; mais les représentants de la R.F.A. étaient singulièrement « absents » lors des discussions à dix, préoccupés qu'ils étaient sans doute par l'affaire Lamberdorff et la controverse sur les euro-missiles. Le ministre des relations extérieures n'est pas loin de considérer qu'en réalité, l'agrement de Bonn à une formule équitable de règlement est acquis. Tout le problème est maintenant d'obtenir que le chancelier Kohl — alors que le processus de décision semble grippé à Bonn — tienne devant ses neuf partenaires le même langage que celui que son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a tenu à M. Cheysson à Athènes. Il en sera longuement question au cours de la rencontre du chef du gouvernement ouest-allemand avec M. Mitterrand, le 2 février prochain à son domicile privé de Ludwigshafen.

Les choses sont moins nettes avec les Britanniques. On se refuse toutefois, au Quai d'Orsay, à dramatiser, ou à prendre au tragique les dernières déclarations de M. Thatcher sur la controverse budgétaire (*le Monde* du 6 janvier). Certes, le premier ministre anglais n'a manifestement pas renoncé à exiger le maximum possible de ses neuf partenaires. Mais la notion du « juste retour », pour le moins, évolue dans un sens favorable à l'esprit communautaire. Il est vrai que M. Mitterrand y avait mis du sien à Athènes, en admettant que la solution intermédiaire proposée par les interlocu-

teurs européens de Londres puisse s'étaler sur quatre ans — ce qui n'était tout de même pas très éloigné des cinq que réclamait M. Thatcher.

La France compte également multiplier les contacts avec ses autres partenaires de la C.E.E. Le voyage officiel de M. Mitterrand aux Pays-Bas les 6 et 7 février prochains, devrait lui donner l'occasion de procéder avec ce pays, longtemps négligé par la diplomatie française, à une mise au point minutieuse en ce qui concerne l'ensemble du contentieux communautaire. La préparation de la C.D.E. (Conférence sur le désarmement en Europe), qui s'ouvrira à Stockholm le 17 janvier, donnera par ailleurs à M. Cheysson, qui doit y prononcer une longue allocution, dont une partie le sera au nom des Dix, l'occasion de manifester une sollicitude appuyée à l'égard des partenaires européens de Paris, et à la diplomatie française celle de multiplier les contacts bilatéraux avec les Etats membres de la Communauté, comme cela avait été le cas pour la C.S.C.E. de Madrid.

On considère en outre, à Paris, que la grande question budgétaire et ses diverses implications et ramifications ne doivent pas faire oublier deux autres dossiers très importants que la présidence française va avoir à traiter : l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, ainsi que le renouvellement de la convention de Lomé II. Ce dernier n'aura lieu qu'à la fin de 1985, mais devra être négocié dès ce semestre. Là

aussi, la France compte multiplier les contacts bilatéraux avant de poser les problèmes en suspens à l'ensemble de ses neuf partenaires.

Cet effort pour renouer des fils qui ont été, à Athènes, plus distendus que vraiment rompus, doit-il être le fait de l'ensemble de l'appareil des relations extérieures, ou laissé à la seule initiative du président ? La commune à l'Elysée, c'est évidemment à l'Elysée que tout se décidera en dernier ressort. Mais une réunion à ce sujet a eu lieu jeudi matin autour de M. Dumas, qui faisait ainsi ses premières armes de nouveau responsable de la stratégie européenne de la France. Ou plutôt, comme on le souligne au Quai d'Orsay, de sa « mise en musique ». En fait, il semble que l'on souhaite combiner les deux types de démarche.

Mais en tout état de cause, on estime à Paris que si aucun résultat important n'était enregistré au prochain conseil européen, qui aura lieu en mars à Bruxelles, il serait vain d'espérer conclure sous la présidence française, compte tenu de l'échéance électorale de juin 1984. On n'en ferait d'ailleurs pas un drame ; mais on souhaiterait beaucoup que cette présidence se traduise, à tout le moins, par d'importantes avancées. M. Mitterrand, pour sa part, semble résolu à s'engager à cette occasion un peu comme il s'était engagé en 1983 dans la bataille des euro-missiles.

B. B.

« L'acquis communautaire » semble irréversible à Londres

De notre envoyé spécial

Londres. — L'Angleterre est une île, aime-t-il à rappeler de Gaulle. Est-ce du moins une île européenne ? Dès avant le conseil d'Athènes, certains, en France et ailleurs, — mais en France surtout — ne se privaient pas d'en douter. A plus forte raison depuis : n'est-ce pas, souligne-t-on à Paris, l'intransigeance de M. Thatcher qui, plus que tout autre facteur, a fait capoter ces pourparlers communautaires ?

Or, c'est là le type de reproche qui fait généralement boudier la plupart des représentants de la classe politique britannique, avec à peu près autant d'indignation désoignée qu'un député gauliste des années soixante à qui l'on eût pris le risque d'assurer que le général, justement, était anti-européen. D'ailleurs, la référence au fondateur de la V^e République revient sans cesse, à droite comme à gauche, dans le nouveau discours anglais sur l'Europe : « Nous sommes, au fond, pour l'Europe des patries », dit l'un (qui villipendait sans doute la superbe gaullienne lorsque l'Elysée claquait la porte de la C.E.E. au nez du Royaume-Uni). « Il était exigeant pour son pays comme Maggie l'est pour le nôtre, mais il n'a jamais cassé la mécanique communautaire. Bien au contraire, il a exigé qu'elle devienne plus franchement européenne. Nous, c'est la même chose », renchérit l'autre.

Avant le sommet d'Athènes, on avait d'ailleurs entrepris, du côté britannique, un vaste effort d'explication et de persuasion, destiné à convaincre l'opinion des différents partenaires qu'un éventuel échec du conseil européen ne serait pas spécialement imputable au Royaume-Uni. En fait, une partie des conservateurs reconnaît que la « Dame de fer » méritait plus que jamais son surnom, et qu'un peu plus de souplesse n'eût pas été malvenue à Athènes. Mais, hors des rangs du parti travailliste et de l'État-major des Trade-Unions, et encore, tout le monde ou presque assure que les Britanniques, en matière européenne, et en dépit du fiasco de décembre, ont bien changé.

« Le vieux débat entre « in » et « out », entre les partisans du maintien britannique dans la C.E.E. et du retrait, est, lui, complètement « out », dépassé, fini, assure avec quelque apparence de raison un haut responsable du cabinet. Vous nous croyez toujours comme l'oiseau sur la branche, en train d'hésiter, de nous interroger sur la profondeur et la pérennité de notre sentiment d'appartenance à l'Europe. C'est un cliché périmé. Nous sommes profondément européens, même si nous défendons ardemment, à l'intérieur de la Communauté, un point de vue qui nous semble juste contre une situation qui, elle, est injuste ».

Evolution favorisée, il est vrai, par le fait que les Britanniques mesurent avec satisfaction, les progrès de leur argumentation dans la perception de leurs partenaires, y compris français. « Quand bien même le sommet d'Athènes nous donnerait des raisons superficielles de croire le contraire, explique-t-on au Foreign Office, nous savons bien qu'en réalité, le président Mitterrand, et à plus forte raison le chancelier Kohl, puisent l'Allemagne est un autre « contributeur net » (c'est-à-dire un pays qui fournit à la Communauté plus de ressources qu'il n'en retire de crédits), mesurent l'injustice qui nous est faite et la nécessité de trouver un arrangement ».

De leur côté, il est vrai, les Britanniques ont, en dépit des apparences, renoncé à un certain langage. Ils ne demandent plus, aujourd'hui, la restitution intégrale des sommes qu'ils versent dans l'escarcelle communautaire. Le rappel de la fameuse formule de M. Thatcher : « I want my money back » (« Je veux récupérer mon argent »), proférée pour la première fois il y a quatre ans au conseil européen de Dublin, suscite quelque embarras chez ses partisans.

L'approche des élections

En fait, M. Thatcher ne pouvait céder grand-chose à Athènes pour la même raison que ses partenaires : dans moins de six mois, on réélira l'Assemblée parlementaire de la Communauté. Et elle a à faire face à une opposition travailliste et à des syndicats qui

affirment de plus en plus explicitement leur hostilité au Marché commun, à ses pompes et à ses œuvres. Dans ces conditions, avec plus de trois millions de chômeurs (même si cela n'a guère à voir) elle pouvait difficilement restreindre à Athènes, en ayant multiplié les concessions à ses partenaires. Elle y eût sans doute gagné quelques sympathies à l'Elysée ou à la chancellerie de Bonn ; sans parler du pauvre M. Papandréou, qui souhaitait tellement couronner la présidence grecque de la Communauté par un succès. Mais le parti conservateur y aurait sans doute perdu quelques bons paquets de voix aux élections européennes.

La gauche britannique est-elle donc si féroce à l'égard du Marché commun ? « En théorie, nous sommes contre, c'est vrai, déclare visiblement un peu embarrasé, M. Bill Callaghan, membre du secrétariat du T.U.C. Mais c'est une position formelle. La Communauté a fait beaucoup de travail, mais elle n'a pas fait grand-chose pour les travailleurs. Il y a un grand scepticisme dans la classe ouvrière britannique à son égard ; les enthousiastes sont rares, franchement... ». On a tout de même un peu l'impression, à l'entendre, que les adversaires irréductibles le sont aussi.

Faut-il les chercher, plutôt que chez les syndicats, du côté du parti travailliste ? la condamnation n'est pas beaucoup plus féroce. « Le traité de Rome a été fait par des conservateurs pour des conservateurs », explique M. Jimmy Little, secrétaire international du Labour. Beaucoup de choses en lesquelles nous croyons ne sont absentes. L'Europe communautaire n'a aucune dimension sociale. Ses mécanismes ne sont pas faits pour le moins, pour encourager le socialisme sur notre continent. Et où en serons-nous dans cinq ans ? ».

La tonalité est beaucoup plus enthousiaste au parti conservateur, où l'on prend soin de distinguer la nécessaire fermeté de M. Thatcher dans la controverse budgétaire et la fidélité de principe aux institutions européennes. « Nous sommes des gaullistes anglais », insiste M. Colin Hart, qui travaille, il est vrai, au groupe tory du Parlement eu-

ropéen, et prépare sa propre campagne pour les élections de 1984 à l'Assemblée de Strasbourg. Nationalistes, si l'on veut. Mais, à notre façon, on n'en veut bien d'autres, terriblement attachés à l'Europe ».

En outre, M. Thatcher est désormais, avec le premier ministre luxembourgeois Pierre Werner, le doyen (en terme d'ancienneté de fonctions) des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix. Et elle a été, au printemps dernier, confirmée à son poste pour cinq ans, alors que M. Werner a annoncé qu'il ne se représenterait pas en 1984. C'est dire que ce premier ministre, qui fait figure d'empêcheur d'européaniser en rond, est en même temps appelé, de plus en plus, à incarner la mémoire et la tradition du conseil européen.

En fait, on ne peut pas ne pas être frappé, lorsque l'on s'entretient avec des Britanniques de différents milieux politiques, professionnels et sociaux, de l'imprégnation européenne qui est la leur, y compris chez ceux dont la passion communautaire ne paraît pas le trait dominant. Avec l'instinct très sûr qui est le sien pour les causes perdues, la gauche travailliste et syndicale a certainement choisi un mauvais cheval de bataille en se prononçant pour la sortie du Marché commun. Pour beaucoup de gens, à Londres, la question ne se pose même plus : le retrait britannique marquerait pour le Royaume-Uni une très nette régression économique et diplomatique. D'ores et déjà, l'« acquis communautaire » a marqué la Grande-Bretagne de façon très profonde, sinon irréversible.

Un signe parmi d'autres (qui n'est, au demeurant, que modérément réconfortant pour les Français) : aujourd'hui, quand on rencontre un responsable britannique qui parle parfaitement notre langue, que ce soit dans un parti, un syndicat, à la Banque d'Angleterre, dans un ministère ou dans un journal, il y a neuf chances sur dix pour qu'il l'ait apprise à Bruxelles ou à Strasbourg, plutôt qu'à Paris. Soit : l'Angleterre a (presque) cessé d'être une île en 1973. Ce qui ne signifie pas que les Britanniques s'apprêtent à devenir des partenaires conciliants. Du moins veulent-ils demeurer des partenaires.

BERNARD BRIGOUÉDIL.

Italie

DE LA PETITE DÉLINQUANCE AU CRIME ORGANISÉ

Recrudescence de la violence dans tout le pays

De notre correspondant

Rome. — La première semaine de l'année 1984 a été placée, en Italie, sous le signe de la violence. Une violence que rien ne semble pouvoir enrayer. Une violence au quotidien, crissante, méthodique ou diffuse, qui va de l'assassinat en pleine rue au racket des commerçants en passant par les enlèvements ou les trafics de nouveau-nés (vendus 20 millions de lires), dont deux réseaux, à Marsala et à Palerme, ont été découverts au cours de la semaine écoulée. Une semaine presque comme les autres.

Les enfants ne sont pas épargnés. Victimes « privilégiées » des enlèvements, comme le petit Rocco Luppi, détenu pendant dix mois et libéré le 31 décembre, ou comme le petit Silvio Iervolino, âgé de deux ans. Les tueurs l'avaient vu, mais « tant pis pour lui », ils ont tiré, le tuant sur le coup et blessant son oncle, leur véritable cible. Cela se passait le 2 janvier dans la petite ville d'Ottaviano, sur les pentes du Vésuve, d'où est originaire Raffaele Cutolo, l'un des chefs de la Camorra.

Le même jour, à Naples, la voiture d'un gardien de prison explosait, tuant un passager. Jeudi, à Catane, le journaliste Giuseppe Fava était assassiné : il en savait trop sur la Mafia. Une victime du courage (*le Monde* du 7 janvier).

Le début de l'année, c'est aussi le moment où l'on publie les bilans. Le Centre d'études pour les investissements sociaux, en conclusion d'une enquête faite avec le ministère de l'Intérieur, révèle par exemple que les consommateurs de drogue dure sont au nombre de deux cent mille. En Campanie (province de Naples) ont été commis onze cents crimes en quatre ans. Sur les quarante enlèvements commis l'année dernière, soit un peu moins que l'année d'avant, huit personnes sont toujours détenues par leurs ravisseurs.

A cela s'ajoutent les disparitions, toujours difficiles à chiffrer, car elles ne sont pas systématiquement déclarées à la police : au cours des six premiers mois de 1983, près d'un millier de personnes, pour la plupart jeunes, ont disparu. Fugues, bien sûr, mais aussi, parfois, affaires plus dramatiques. Il est fréquent, à Naples ou à Palerme, par exemple, de voir sur les murs des affiches placées par des parents angoissés. Le pire est, en effet, à craindre, surtout si la personne disparue avait des fréquentations douteuses. La semaine dernière, à Palerme, on a trouvé dans la cache d'un clan mafioso une « salle de torture ». On y a découvert qu'à la vieille méthode consistant à couler les cadavres des victimes dans le béton, le milieu préférait désormais celle, plus mo-

derne, de la « liquéfaction » des corps dans un bac d'acide...

Le crime se banalise, et la progressive insertion des petits délinquants dans les rangs de la grande criminalité organisée explique en partie cette recrudescence de la violence. C'est le cas à Naples, où les bandes de Cutolo et de ses adversaires comptent quelque cinq mille hommes. Dans une région comme la Campanie, où les chômeurs sont au nombre de six cent mille, on estime à cent mille le nombre de personnes qui vivent de près ou de loin dans la mouvance de la criminalité organisée.

Mais un phénomène nouveau est apparu en 1983 : l'extension de la Mafia et de la Camorra dans le nord de la péninsule : par exemple à Milan, où un grand coup de filet de la police, au début de l'année passée a démontré l'existence d'une mafia industrielle puissante, mais aussi à Rome et dans la région du Latium en général. Selon le procureur général de la cour d'appel de Rome, M. Sesti, « la décision des différents clans de la Mafia sicilienne, de la Ndrangheta calabraise ou de la Camorra de s'installer à Rome provient de la nécessité d'être proche de l'aéroport de Fiumicino, l'un des points d'arrivée de la drogue ».

Le conseil des ministres du jeudi 5 janvier était consacré à la lutte contre la criminalité. Des insuffisances, de coupables légers, il y en a, certes, comme l'évasion en toute simplicité, puisqu'il avait été autorisé à passer les fêtes de fin d'année chez lui, du chef d'un clan de la Camorra, Michele Zaza, ou comme la situation des palais de justice de Catane et de Reggio-Calabre, dépassés par la tâche qui leur incombe. Mais il y a aussi le courage de policiers et de magistrats qui paient parfois de leur vie leur détermination. Il y a aussi des réactions de la population, comme celle des mères du quartier de Primavalle, banlieue de Rome, qui collaborent avec la police pour dénoncer au jour le jour les petits revendeurs de drogue. Parfois leurs coursiers, comme c'est le cas à Naples, sont de tout jeunes enfants — en dessous de quatorze ans, ils ne sont pas passibles de peines — qui cachent l'héroïne dans une capote sous leur langue.

PHILIPPE PONS.

Espagne

Le roi invite l'armée à une totale subordination au pouvoir civil

De notre correspondant

Madrid. — C'est un fervent plaidoyer en faveur de la démocratie que le roi Juan Carlos a prononcé le 6 janvier, à l'occasion du discours qu'il adresse, traditionnellement, aux forces armées le jour de l'Épiphanie. Jamais sans doute le souverain n'avait réclaté en termes aussi dépourvus d'ambiguïté la pleine acception par l'institution militaire du régime né de l'après-franquisme, et sa subordination à l'autorité du pouvoir civil.

Le patriotisme, a déclaré le roi, consiste à admettre que « la patrie n'est la propriété exclusive de personne, et que sa défense doit être partagée entre tous les Espagnols. Il consiste aussi à savoir accepter la volonté légitime et librement exprimée de nos compatriotes et à renoncer à l'idée qu'une minorité puisse imposer aux autres son propre concept du bien de la patrie ».

Juan Carlos a implicitement critiqué la thèse des milieux ultras relative à un « pouvoir militaire autonome » en soulignant l'« inanité des discussions sur l'existence d'un pouvoir distinct d'un pouvoir constitué ». Il a ainsi ramassé sa pensée : « Il n'y a pas d'Espagne sans liberté et il n'y a pas de liberté sans armée. Les forces armées constituent le bras armé de la souveraineté nationale. Nous serons libres en obéissant aux lois ».

Le roi a également apporté un soutien sans équivoque à l'ambitieux programme de modernisation de l'institution militaire que le gouvernement socialiste a commencé à mettre en œuvre (*le Monde* des 19 novembre et 31 décembre). « Je

suis sûr que les modifications qui seront faites rendront les forces armées plus efficaces et plus adaptées à leur objectif », a-t-il affirmé, en invitant les militaires à collaborer aux réformes « sans doutes ni réserves ».

Cet appui du souverain, qui exerce, suivant la Constitution, le commandement suprême des forces armées, est particulièrement bien venu pour les socialistes, dont les réformes rencontrent des réticences évidentes dans certains secteurs militaires. Le projet de loi de réduction des effectifs est particulièrement impopulaire parmi les officiers de grade intermédiaire qui craignent d'en être victimes.

THIERRY MALINIAK.

R.F.A.

● M. Romanov à Nuremberg. — M. Gregory Romanov, membre du bureau politique et du comité central du P.C. soviétique, a dénoncé, vendredi 6 janvier, à Nuremberg, devant le congrès du P.C. ouest-allemand (D.K.P.), « la politique militariste des Etats-Unis et de l'OTAN, qui cherchent à s'attribuer des positions dominantes dans le monde entier ». Il a rappelé que Moscou entendait répliquer à l'installation des nouvelles armes nucléaires de l'OTAN, ce qui « coûte d'importants efforts au peuple soviétique ». M. Romanov, qui est accompagné notamment par M. Zagladine, du département international du comité central, est la première personnalité de ce rang à séjourner en R.F.A. depuis le début du déploiement des Pershing. Il ne devrait rencontrer aucun officiel ouest-allemand. — (Corresp.)

France

DEVANT LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

M. Jean Popperen dénonce le « maximalisme » de la C.F.D.T.

M. Jean Popperen, membre du secrétariat national du P.S., évoque, samedi 7 janvier, devant le comité directeur du parti, la situation chez Talbot et l'attitude de la C.F.D.T.

« Comment un gouvernement de gauche, écrit M. Popperen, pourrait-il ne pas se sentir concerné par les rapports entre chefs d'entreprise et salariés, surtout lorsque le sort de milliers de travailleurs est en cause, et l'avenir de secteurs importants de l'économie nationale. (...) C'est [ce] qui (...) a amené le gouvernement, notamment dès que la direction de P.S.A., en juin dernier, a annoncé son intention de procéder à des licenciements massifs à Talbot-Poissy, à désigner un expert. Le gouvernement n'a pas eu tort (...) de vouloir prendre quelque délai : il a utilisé ce délai à la recherche de solutions plus acceptables pour les travailleurs, moins draconiennes. « Le compromis (...) impliquait d'appréciables concessions de la direction de P.S.A. Pourrait-il encore être amélioré ? Sans doute, mais pas au point que soient évitées toutes suppressions d'emploi. La concertation avec les diverses organisations syndicales avait-elle été suffisante ? C'est un point controversé, mais cela justifiait-il la remise en cause du compromis lui-même ? (...) Fallait-il, au nom du maximalisme, condamner ce qui était acquis pour s'engager dans ce qui risquait d'être une aventure, et qui, en effet, la suite le montre, a été une aventure, négative pour les travailleurs, pour le mouvement ouvrier ? »

« Comment ne pas être déconcerté, poursuit M. Popperen, par l'attitude d'une organisation dont les principaux dirigeants ont, à maintes reprises, critiqué ce qu'ils appelaient le manque de « réalisme », le manque de courage du gouvernement, à qui ils faisaient reproche de ne pas procéder aux « mutations nécessaires », et dont les responsables sur le terrain, à la première grande épreuve de vérité, refusaient toute conséquence de ces « mutations », se portaient d'un coup aux antipodes du « réalisme » ?

« Et que penser lorsque ces mêmes responsables, qui, durant des jours, avaient fait étalage d'intransigeance, avaient n'importe quel jour, pour la première fois, reconnu par la loi, la commission administrative, en revanche, sur proposition des communistes, qu'aucune personne de nationalité étrangère ne puisse prendre de participation dans plus d'une entreprise de presse française.

« L'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

demande : par une préservation du pouvoir d'achat moyen de la grande masse des salariés et le maintien de la priorité donnée à l'amélioration des plus bas salaires, par le soutien donné à la reconquête du marché intérieur (...), par les encouragements donnés aux investissements créateurs d'emplois (...), par les soutiens spécifiques apportés à certains secteurs dans l'activité plus ou moins grande et immédiatement des effets sur l'emploi.

M. Bachy souligne que « la réduction du temps de travail (...) reste un instrument efficace de création d'emplois (...). L'objectif de fond est la réduction du temps de travail est celui de la compensation salariale, dit-il. Le gouvernement et le parti devraient, sur ce sujet, dire plus clairement quelles doivent être les responsabilités respectives de l'Etat et des partenaires sociaux. » « Des pas en avant pourraient (...) être faits pour « socialiser » une partie du coût de la compensation. » M. Bachy conclut sur ce point : « La liaison triangulaire formation-réorganisation du travail-réduction du temps de travail apparaît comme l'un des principaux moyens de faire face aux changements technologiques et aux mutations industrielles. »

A propos des immigrés, M. Bachy suggère de développer l'aide au retour, qui doit toujours rester volontaire grâce à une « formation valorisante en vue d'une réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine (...). Le système (...) pourrait s'appeler contrat formation-retour au pays ». Il envisage aussi, dans le même esprit, des contrats « formation-exportation ».

M. Bachy propose ensuite, en matière d'aide aux entreprises, de « simplifier, informer, contrôler ». Il affirme, à propos des charges des entreprises : « La France ne se situe pas dans le lot des pays où le poids des charges est le plus considérable. Il faut donc se garder de l'exagération et ne pas céder aux demandes patronales sans contrepartie sous l'effet d'un changement de l'équilibre des entreprises si la situation actuelle persiste (...). » Il ajoute néanmoins : « Le système fiscal et social français tend à aggraver le coût du travail et, par là, décourage fortement les entreprises de créer des emplois (...). Le mode de financement de la Sécurité sociale (...) ne correspond, à l'heure actuelle, à aucune exigence logique dans la mesure où il reste assésimilé à un véritable impôt anti-emploi. »

M. Dominique Scaus-Khan, dans son rapport sur le pouvoir d'achat, affirme que, conformément à la motion adoptée au congrès de Bourg-en-Bresse, « la stratégie économique poursuivie implique le maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés et, à terme, son amélioration (...). Force qu'on ne change pas de politique économique tous les neuf mois, il faut mener en 1984 la même politique de pouvoir d'achat qu'en 1983 : cela signifie qu'en 1984 comme en 1983 le pouvoir d'achat des salariés devra être maintenu. »

A propos du pouvoir d'achat dans la fonction publique, M. Strauss-Kahn écrit : « Il convient d'appliquer les accords passés, afin que le rendez-vous prévu permette le rattrapage nécessaire pour assurer le maintien du pouvoir d'achat. Selon les estimations provisoires dont on dispose, le rattrapage nécessaire serait d'environ 0,4 % (...). Le respect des engagements pris dans la fonction publique garantissant le maintien du pouvoir d'achat autorisera la signature pour 1984 d'accord analogue et indique la direction à adopter pour l'ensemble de la politique salariale. »

« Toutefois, poursuit-il, la politique des revenus ne saurait se limiter à la politique contractuelle des salaires. »

« Il faut aussi que les revenus non salariaux connaissent une distribution normale. Pour les revenus d'activité, l'action sur les revenus non salariaux passe par une grande fermeté dans la négociation des accords de prix, par une révision des conditions de rémunération des professions à tarifs, etc. »

YVES MONTAND A ANTENNE 2

Une fonction de témoignage

Il est arrivé à Yves Montand d'agacer. Cet agacement s'est exprimé, il faut croire que cela l'a fait réfléchir. Mardi soir 3 janvier, sur Antenne 2, le chanteur et acteur avait décidé de prendre au sérieux l'attention prêtée par le public à ses propos, à ses choix politiques.

Pourquoi Montand ? Qu'a-t-il à dire ? A qui ? Au profit de qui ? Venant au devant de ces questions, l'homme de spectacle a imposé mieux qu'un savoir-faire, souvent perceptible, bien sûr, mais qui n'a pas nui à l'authenticité du propos.

Ce fut une heure et demie de politique, loin de la plus mauvaise. Rien à voir avec Coluche. Montand critique mais ne tourne pas en dérision. Et si le rapport, chèrement avec M. Ronald Reagan, suggéré par les questions des téléspectateurs, l'a pris au dépourvu, ce fut pour lui, finalement, l'occasion de remettre les choses à leur place : il ne se range pas parmi les hommes politiques, dont il respecte la compétence, sans s'égarer sur leurs défauts éventuels.

Faut-il le situer dans la catégorie des « intellectuels engagés » ? Si ceux-ci se définissent par l'apport, au débat politique, d'un savoir ou d'une réflexion d'ordre théorique, ce n'est, à l'évidence, pas le cas de Montand. Sans doute bénéficie-t-il du prestige intellectuel qui accorde encore, à trente ans de distance, l'engagement, au sein du parti communiste, ou à son côté, d'hommes et de femmes qui n'appartenaient pas ou plus au monde ouvrier, mais c'est plutôt d'avoir été l'un des ambassadeurs efficaces de cet engagement, puis de la « parole de foi », qui semble demeurer l'une des causes de l'écoute accordée à Montand.

L'aventure communiste serait-elle, en définitive, si familière à une société, qui, pourtant, dans sa très grande majorité, en est toujours restée éloignée ?

Le P.C. se passerait bien de cet hommage dévastateur à sa gloire passée. L'insistance que met l'humanité à rejeter Montand dans le camp des nantis montre qu'elle ne se trompe pas sur l'effet que peuvent avoir les propos de l'ancien compagnon de route, fils d'ouvrier immigré, dont le public se reconstruit dans l'électorat communiste. D'autant que ses engagements passés lui créent un devoir de réponse, qui n'incombe, au même degré, à aucun autre personnage comparable. « Vous étiez contre la guerre d'Algérie, vous êtes pour l'intervention au Tchad : expliquez-vous ! », lui demandait-on, par exemple, mardi soir.

L'épisode communiste, si vit que soit l'intérêt qu'il continue à susciter, ne suffit pas à expliquer la fonction de témoignage dont, plus que d'autres, Montand est investi. Gérard Vincent se demandait, dans les Jours français, si le patron du Club Méditerranée n'avait pas, mieux que le général de Gaulle, compris les Français des années 80. On pourrait dire que Montand et les Français des années 80 se comprennent. C'est pourquoi son discours ne peut être réduit à l'hébergement d'une carrière de spectacle bien conduite. Montand, sans doute, prend soin de son « image » et dispose sur le « médium » télévisuel d'une maîtrise dont rêvent bien des hommes politiques. Mais cet homme de spectacle donne peut-être une voix à l'introuvable société civile.

PATRICK JARREAU.

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

L'opposition ralentit les travaux de la commission de l'Assemblée nationale

L'opposition continue à retarder les travaux de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale qui étudie le projet de loi sur la presse. MM. Alain Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) et François d'Aubert (U.D.F., Mayenne) s'emploient à faire traîner les choses. Ainsi le premier a-t-il, à plusieurs reprises, demandé l'application de la règle du quorum ; comme, bien entendu, la moitié des membres de la commission ne sont pas présents, le vote sur les amendements est renvoyé à la séance suivante. Cela a été le cas pour une proposition de M. Jacques Baumel (R.F.R., Hauts-de-Seine) évoquant la « télépathie » entre les médias d'une entreprise de presse pour connaître certains renseignements concernant celle-ci.

M. d'Aubert, lui, s'est fait une spécialité de la défense d'amendements identiques en plusieurs endroits du texte. L'opposition a proposé, par exemple, d'étendre aux médias audiovisuels les dispositions visant à assurer la transparence des journaux. M. Madelin a demandé que soit rappelé avant chaque journal d'informations politiques et générales, radiodiffusé ou télévisé, le contrôle de l'Etat sur l'entreprise émettrice.

Le député de l'Ile-et-Vilaine a aussi annoncé son intention, lorsque la loi sera entrée en vigueur, de déposer des plaintes avec constitution de partie civile si le moindre abus de la loi est constaté. L'opposition a proposé, par exemple, d'étendre aux médias audiovisuels les dispositions visant à assurer la transparence des journaux. M. Madelin a demandé que soit rappelé avant chaque journal d'informations politiques et générales, radiodiffusé ou télévisé, le contrôle de l'Etat sur l'entreprise émettrice.

Le député de l'Ile-et-Vilaine a aussi annoncé son intention, lorsque la loi sera entrée en vigueur, de déposer des plaintes avec constitution de partie civile si le moindre abus de la loi est constaté. L'opposition a proposé, par exemple, d'étendre aux médias audiovisuels les dispositions visant à assurer la transparence des journaux. M. Madelin a demandé que soit rappelé avant chaque journal d'informations politiques et générales, radiodiffusé ou télévisé, le contrôle de l'Etat sur l'entreprise émettrice.

Le député de l'Ile-et-Vilaine a aussi annoncé son intention, lorsque la loi sera entrée en vigueur, de déposer des plaintes avec constitution de partie civile si le moindre abus de la loi est constaté. L'opposition a proposé, par exemple, d'étendre aux médias audiovisuels les dispositions visant à assurer la transparence des journaux. M. Madelin a demandé que soit rappelé avant chaque journal d'informations politiques et générales, radiodiffusé ou télévisé, le contrôle de l'Etat sur l'entreprise émettrice.

teur du texte, a souligné que, dans le climat actuel, il est important que le droit à l'expression, à l'identité et à la différence culturelle de ces communautés soit, pour la première fois, reconnu par la loi. La commission administrative, en revanche, sur proposition des communistes, qu'aucune personne de nationalité étrangère ne puisse prendre de participation dans plus d'une entreprise de presse française.

A l'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

« L'article 8, les socialistes avaient fait renforcer la transparence des principaux propriétaires, en ajoutant, à l'indication de la détention d'une partie du capital social, celle des droits de vote et celle de la propriété d'une partie des biens de l'entreprise de presse. A l'article 7, il a été ajouté, à la liste des renseignements devant figurer dans chaque numéro d'une publication, le nom du responsable de la rédaction. En revanche, et contrairement à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 7 janvier, l'obligation de placer ces renseignements à la première ou à la dernière page n'a pas été supprimée, mais il est pratiquement acquis que l'on reviendra sur cette disposition en séance publique.

DEUX DÉCISIONS DU CONSEIL D'ÉTAT SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

● Inversion des résultats à Villepinte ● Annulation à Carrières-sous-Poissy

Le Conseil d'Etat a rendu, vendredi 6 janvier, sa décision relative aux élections municipales de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Cette décision, qui maintient le jugement du tribunal administratif de Paris du 8 juin 1983, est conforme aux conclusions du commissaire du gouvernement.

Le Conseil d'Etat a constaté que, dans deux bureaux de vote, le procès verbal et les feuilles de pointage avaient été frauduleusement modifiés de manière à attribuer des voix supplémentaires à la liste d'union de la gauche conduite par M. Baragioli (P.C.) et à en retrancher à la liste d'opposition. Il a en conséquence reculé le nombre des suffrages valablement exprimés pour les établir à 4 204 voix pour la liste d'opposition et 4 054 voix pour la liste d'union de la gauche, et il a confirmé le jugement du tribunal administratif de Paris qui avait attribué, sur les trente-neuf sièges de conseillers municipaux, vingt-sept sièges à la liste d'opposition et huit sièges à la liste d'union de la gauche.

Le Conseil d'Etat a, en outre, transmis le dossier au procureur de la République de Bobigny, comme l'exige le code électoral dans le cas où des faits de fraude électorale sont révélés à la juridiction administrative.

Par un autre jugement, rendu le 15 juin 1983, le tribunal administratif de Paris avait annulé l'élection de M. Baragioli comme maire de la commune ; d'où le 15 janvier prochain que le Conseil d'Etat examinera l'appel formé par M. Baragioli contre ce jugement.

En outre, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation des élections municipales de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), comme l'avait décidé, en première instance, le tribunal administratif de Versailles. De nouvelles élections seront donc organisées dans cette commune. Le tribunal administratif avait annulé le scrutin de mars à Carrières-sous-Poissy pour « abus de propagande » le 20 mai dernier. Le 6 mars, la liste de M. Daniel Blerve (R.P.R.) l'avait emporté par 1 362 voix contre 1 342 voix à la liste conduite par le maire communiste sortant, M. Michel Thomazeau.

Le Conseil d'Etat a constaté que, dans deux bureaux de vote, le procès verbal et les feuilles de pointage avaient été frauduleusement modifiés de manière à attribuer des voix supplémentaires à la liste d'union de la gauche conduite par M. Baragioli (P.C.) et à en retrancher à la liste d'opposition. Il a en conséquence reculé le nombre des suffrages valablement exprimés pour les établir à 4 204 voix pour la liste d'opposition et 4 054 voix pour la liste d'union de la gauche, et il a confirmé le jugement du tribunal administratif de Paris qui avait attribué, sur les trente-neuf sièges de conseillers municipaux, vingt-sept sièges à la liste d'opposition et huit sièges à la liste d'union de la gauche.

Le Conseil d'Etat a, en outre, transmis le dossier au procureur de la République de Bobigny, comme l'exige le code électoral dans le cas où des faits de fraude électorale sont révélés à la juridiction administrative.

Par un autre jugement, rendu le 15 juin 1983, le tribunal administratif de Paris avait annulé l'élection de M. Baragioli comme maire de la commune ; d'où le 15 janvier prochain que le Conseil d'Etat examinera l'appel formé par M. Baragioli contre ce jugement.

En outre, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation des élections municipales de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), comme l'avait décidé, en première instance, le tribunal administratif de Versailles. De nouvelles élections seront donc organisées dans cette commune. Le tribunal administratif avait annulé le scrutin de mars à Carrières-sous-Poissy pour « abus de propagande » le 20 mai dernier. Le 6 mars, la liste de M. Daniel Blerve (R.P.R.) l'avait emporté par 1 362 voix contre 1 342 voix à la liste conduite par le maire communiste sortant, M. Michel Thomazeau.

Le Conseil d'Etat a constaté que, dans deux bureaux de vote, le procès verbal et les feuilles de pointage avaient été frauduleusement modifiés de manière à attribuer des voix supplémentaires à la liste d'union de la gauche conduite par M. Baragioli (P.C.) et à en retrancher à la liste d'opposition. Il a en conséquence reculé le nombre des suffrages valablement exprimés pour les établir à 4 204 voix pour la liste d'opposition et 4 054 voix pour la liste d'union de la gauche, et il a confirmé le jugement du tribunal administratif de Paris qui avait attribué, sur les trente-neuf sièges de conseillers municipaux, vingt-sept sièges à la liste d'opposition et huit sièges à la liste d'union de la gauche.

Le Conseil d'Etat a, en outre, transmis le dossier au procureur de la République de Bobigny, comme l'exige le code électoral dans le cas où des faits de fraude électorale sont révélés à la juridiction administrative.

Par un autre jugement, rendu le 15 juin 1983, le tribunal administratif de Paris avait annulé l'élection de M. Baragioli comme maire de la commune ; d'où le 15 janvier prochain que le Conseil d'Etat examinera l'appel formé par M. Baragioli contre ce jugement.

En outre, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation des élections municipales de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), comme l'avait décidé, en première instance, le tribunal administratif de Versailles. De nouvelles élections seront donc organisées dans cette commune. Le tribunal administratif avait annulé le scrutin de mars à Carrières-sous-Poissy pour « abus de propagande » le 20 mai dernier. Le 6 mars, la liste de M. Daniel Blerve (R.P.R.) l'avait emporté par 1 362 voix contre 1 342 voix à la liste conduite par le maire communiste sortant, M. Michel Thomazeau.

Le Conseil d'Etat a constaté que, dans deux bureaux de vote, le procès verbal et les feuilles de pointage avaient été frauduleusement modifiés de manière à attribuer des voix supplémentaires à la liste d'union de la gauche conduite par M. Baragioli (P.C.) et à en retrancher à la liste d'opposition. Il a en conséquence reculé le nombre des suffrages valablement exprimés pour les établir à 4 204 voix pour la liste d'opposition et 4 054 voix pour la liste d'union de la gauche, et il a confirmé le jugement du tribunal administratif de Paris qui avait attribué, sur les trente-neuf sièges de conseillers municipaux, vingt-sept sièges à la liste d'opposition et huit sièges à la liste d'union de la gauche.

Le Conseil d'Etat a, en outre, transmis le dossier au procureur de la République de Bobigny, comme l'exige le code électoral dans le cas où des faits de fraude électorale sont révélés à la juridiction administrative.

Par un autre jugement, rendu le 15 juin 1983, le tribunal administratif de Paris avait annulé l'élection de M. Baragioli comme maire de la commune ; d'où le 15 janvier prochain que le Conseil d'Etat examinera l'appel formé par M. Baragioli contre ce jugement.

En outre, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation des élections municipales de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), comme l'avait décidé, en première instance, le tribunal administratif de Versailles. De nouvelles élections seront donc organisées dans cette commune. Le tribunal administratif avait annulé le scrutin de mars à Carrières-sous-Poissy pour « abus de propagande » le 20 mai dernier. Le 6 mars, la liste de M. Daniel Blerve (R.P.R.) l'avait emporté par 1 362 voix contre 1 342 voix à la liste conduite par le maire communiste sortant, M. Michel Thomazeau.

مقداد الاميل

France

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS » Le groupe Pesenti serait à l'origine du contrat avec ELF-ERAP

De notre correspondant
régional

Cannes. — Au début de l'année 1976, raconte dans son rapport M. François Giquel, les dirigeants de l'ERAP furent approchés par les représentants d'un important groupe financier européen qui attirèrent leur attention sur une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière. Quelle était la composition du groupe en question ? Quelle était l'identité de ce groupe ? Tous ces éléments étaient à l'époque les dirigeants d'ELF-Aquitaine, semble-t-il, et que le « groupe » informel, constitué par M. Giquel, réunissait des intérêts puissants dans divers secteurs et divers pays.

Le rapporteur de la Cour des comptes ne donne pas le nom de ce « groupe », mais il indique que deux « pistes » : le groupe industriel Pesenti, en Italie, et une « grande banque espagnole ». Il avait été impossible jusqu'à présent d'en savoir beaucoup plus sur ces mystérieux investisseurs qui se réunissent, aux yeux des responsables de l'entreprise française, « en mesure d'approcher certains chefs d'Etat, comme le maréchal Giscard d'Estaing ou M. Vorster en Afrique du Sud... ». Cependant, M. Giquel indique dans son rapport que « les noms d'éminentes personnalités étaient prononcés : un cardinal italien, un ancien ministre des affaires étrangères espagnol, le président Pini, qui apportait à l'affaire leur caution morale ».

Or il apparaît aujourd'hui, selon des informations recueillies dans l'ouvrage de M. Carlo Pesenti, que le fameux « groupe informel » resté obstinément muet n'aurait été constitué que de sociétés « appartenant ou liées à l'empire Pesenti ».

Dans le rapport de M. Giquel, on avait appris que le consortium européen n'était qu'un conglomérat d'intérêts sans personnalité juridique propre, auquel participaient plusieurs sociétés ayant leurs activités en Italie, en Espagne, au Luxembourg, en Suisse, ainsi qu'aux Etats-Unis (le Monde du 31 décembre 1983). On croyait savoir également que ces sociétés avaient mis à la disposition du comte Alain de Villegas des fonds représentant, sur une période allant de 1969 à 1975, une somme d'environ 80 millions de francs.

Il est désormais permis de situer plus précisément ces sociétés. Dans l'album de photographies que nous a montré l'inventeur, italien Aldo Bonassoli, figure un homme d'affaires américain présent sur le site de forage d'eau réalisé en 1972-1973 au sud d'Almería (Espagne), par M. de Villegas. Ce personnage d'allure élégante, grand et mince, est M. Crosby Kelly, directeur de plusieurs sociétés aux Etats-Unis, travaillant habituellement avec le groupe Pesenti. Il s'avère, d'autre part, que les premiers financiers des « inventeurs » avaient fait procéder préalablement à une expertise réalisée par un ingénieur italien appartenant à l'une des sociétés en holding du groupe Pesenti (domicilié au Luxembourg). Il apparaît, en effet, que les recherches effectuées par M. de Villegas, en Espagne et en Italie, ont bien été financées ponctuellement par des sociétés dépendant de l'empire créé par l'homme d'affaires lombard (le Monde du 6 janvier).

Bresil, Espagne, Afrique du Sud

Les « inventeurs » ont d'autre part porté leur curiosité vers le Brésil et l'Afrique du Sud dès l'été 1974. MM. de Villegas et Bonassoli s'étaient rendus en Afrique du Sud et y avaient entrepris une vaste campagne de reconnaissance aérienne. Ils avaient obtenu un permis de recherche et avaient commencé, sans succès, un forage pétrolier dans la région du Zululand. Ils revinrent quatre ans plus tard sur le théâtre de leurs « exploits », en entraînant la société ELF-ERAP à un nouveau et très coûteux forage, toujours stérile (M. de Weck, avec l'aide de M. Viollet, en firent rembourser les dépenses à ELF, soit 19 millions de dollars, par la Fisalm).

L'« inventeur » belge avait également mis à son programme des opérations au Brésil, auxquelles il fut contraint de renoncer devant l'importance des frais à engager. Le groupe soutenant M. de Villegas avait dû nécessairement prendre contact avec les autorités de ces deux pays pour obtenir les autorisations indispensables de survol aérien et de prospection.

Le succès de ses démarches laisse penser qu'il avait suffisamment de

poils pour convaincre les milieux gouvernementaux concernés. La carte de visite de M. Pesenti aurait été, en l'occurrence, déterminante... Pour ce qui concerne l'Espagne, les négociations auraient pris un tour plus particulier. Il apparaît que des discussions ont eu lieu entre le groupe et le ministre du tourisme espagnol de l'époque, M. Sanchez Bella. La découverte de ressources en eau importantes aurait en effet ouvert de très intéressantes perspectives d'aménagement dans une région réputée totalement aride. Les forages révéleraient bien certaines réserves souterraines (avec un débit de 150 litres/seconde), mais leurs résultats ne furent pas jugés concluants.

Le groupe, affirme-t-on dans l'ouvrage de M. Pesenti, fut dissout en 1975 à sa retraite définitive de l'affaire. On sait qu'il recruta par la suite les « avances » faites à M. de Villegas, soit très exactement 78 millions de francs, correspondant à un capital investi de 40 millions de francs, majoré des intérêts qui avaient couru jusqu'à la date de remboursement.

Ce dernier eut lieu en 1977 et M. de Villegas put pour y faire face dans les fonds que lui avait versés ELF-ERAP. Etaient-ce des avances ou des prêts ? Il n'est pas exclu qu'il y ait eu une infraction aux accords conclus avec la société pétrolière française. Le comte belge n'avait en fait, semble-t-il, aux termes du contrat de 1976, aucune obligation de justifier l'emploi de l'argent qu'il avait reçu pour « services rendus » et qui, de surcroît, lui était « définitivement acquis ».

M. POPEREN (P.S.) : le mythe de la « compétence » des hommes de droite

Dans le rapport qu'il a présenté samedi 7 décembre devant le comité directeur du P.S., M. Jean Popereen décrit, à l'occasion de l'affaire des « avions renifleurs », le mythe de la « compétence » des hommes de droite. L'hypothèse la moins défavorable pour eux — et celle-là, en tout cas, on ne peut la récuser — est que les « plus responsables d'entre eux » n'ont pas été les seuls à avoir fait la preuve, en la circonstance, de leur légèreté et de leur fragilité. Ils ont aussi donné, une fois de plus, le spectacle de leur divinité, de leur incapacité à dominer l'hostilité féroce qui les oppose entre eux.

LA C.E.D.T. : l'indépendance de la Cour des comptes n'a pas été respectée

Dans un communiqué rendu public, vendredi 6 janvier, le syndicat C.F.D.T. de la Cour des comptes et des chambres régionales indique notamment :

« Après la publication du rapport de M. Giquel, [le syndicat] tient aujourd'hui à faire connaître sa position. Au-delà des questions de personnes, il regrette que l'indépendance de la Cour n'ait pas été respectée. Il constate que les procédures régionales des autres juridictions n'ont pas été observées et que, de ce fait, la Cour se trouve mêlée à une polémique d'ordre politique ».

M. LÉOTARD (P.R.) : les dirigeants de l'après-1988 s'en souviendront

Dans une interview publiée par le Nouvel Observateur daté 5-12 janvier, le secrétaire général du P.R., M. François Léotard déclare à propos de l'attitude du gouvernement : « En vérité, nous avons actuellement un pouvoir cynique qui brutalise l'opposition, qui la fragilise. Il y aura des retours de bâton. C'est inévitable. Je ne le souhaite pas mais on aboutira à ça. Ce sera l'acharnement. Car les dirigeants de l'après-1988 se souviendront. Et eux aussi poseront des questions. Par exemple, sur les sommes dépensées pour le sommet de Versailles ou sur l'assassinat d'un sous-préfet en Corse et le voyage de M. Francheschini avec sa maîtresse pleine de dollars. Si l'on cherche des « affaires », on peut en trouver. Je souhaite que Mauroy ait une retraite heureuse, mais ça m'intriguera ».

« Carlos » l'insaisissable »

(Suite de la première page.)

« Carlos » risque alors avec des camarades « deux tentatives infructueuses de débarquement au Venezuela » et participera à « l'agitation étudiante à l'université de Caracas (2) ». Enfin, il séjourne à Londres où réside sa mère. Dans le seul entretien qu'il ait accordé, il précise d'une phrase nostalgique ses idées de l'époque : « Nous étions très idéalistes à ce moment-là, et le communisme international existait encore. Les choses ont changé maintenant (3) ». Ce communisme international, « Carlos » va le vivre, d'une certaine manière, en partant à l'âge de dix-neuf ans (1968) pour Moscou. Là, il suit les cours de l'université Patrio-Lumumba, réservée aux étudiants du tiers-monde, et se lie à des militants de la cause palestinienne.

Contacts et « couverture »

« Carlos » va rester jusqu'en 1970 à Moscou. Il est alors expulsé pour « vie dissolue » et sous l'accusation d'être « un propagateur antisoviétique ». Est-ce vrai ? Est-ce une « couverture » créée à l'initiative des services secrets ? Quoi qu'il en soit, « Carlos » a désormais à tenir aux côtés des Palestiniens, et plus précisément du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) de Georges Habbache et Waddi Hadad. Il se rend en Jordanie et participe aux combats qui opposent, notamment de juillet à septembre 1970, les Palestiniens aux troupes du roi Hussein. « Je fus blessé confusément, mais j'avais acquis une expérience utile des tactiques de guérilla », « Carlos » reprend alors le chemin de l'Europe.

Jusqu'en 1973, il demeure un militant, certes actif, mais anonyme. Il consacre, dit-il, « toute son énergie au F.P.L.P. (3) ». Il prend des contacts avec une « couverture ». Entre 1966 et 1975, écrit Claire Sterling, journaliste américaine, Carlos était à la fois un jeune Sud-Américain aimable, mondain, jouant de la guitare, couvrant les filles dans le tourbillon de la haute société européenne, un agent exécutif important du circuit terroriste international et un communiste orthodoxe travaillant sous le contrôle du K.G.B. (4).

L'année 1973 constitue, après ce repos relatif, un tournant. Mohamed Boudia, quarante et un ans, membre fondateur du F.L.N. algérien clandestin et chef de Septembre noir (F.P.L.P.) en France, selon les services secrets occidentaux, meurt à Paris dans un attentat. M. Popereen explique que « Carlos » (vingt-trois ans) est alors choisi pour le remplacer. Et « Carlos » le confirme à sa manière : « Mon existence d'étudiant marginal avec des idées révolutionnaires s'était transformée, j'étais devenu quelqu'un de vraiment efficace. C'est le moment où « Carlos » est né (3). Illich Ramirez Sanchez débute sa carrière de terroriste.

Refuge en France

Le 30 décembre 1973, à Londres, il tire à trois reprises sur Joseph Edward Seif, frère du président de la grande chaîne de magasins Marks and Spencer. J.E. Seif échappe à la mort. Explication de l'attentat par « Carlos » : J.E. Seif et son frère « étaient très engagés dans la conspiration sioniste pour voler la Palestine ». Le F.P.L.P. avait une haine profonde pour cette famille (3). Début 1974, il jette un paquet d'explosifs dans une banque londonienne qualifiée de sioniste. Après quoi, « Carlos » se réfugie en France. Dans la nuit du 2 au 3 août 1974, il participe aux attentats dirigés à Paris contre l'Aurore, Mitoute et l'Arche, revue du Fonds social juif unifié. Ce sont trois voitures piégées qui explosent devant les locaux de ces journaux. Il y aura quelques blessés légers.

Un mois plus tard, « Carlos » supervise l'occupation de l'ambassade de France à La Haye. Le 13 septembre 1974, trois membres de l'armée rouge japonaise, ses camarades, prennent en otage l'ambassadeur et dix autres personnes. Ils exigent notamment la libération de Yucata Fuyaka, arrêté à Orly un mois plus tôt. Deux policiers sont blessés.

L'épisode de la rue Toulrier

Les négociations sont longues. Craignant que l'opération ne soit un échec, « Carlos », revenu à Paris, décide : « une opération de style algérien : envoyer deux grenades dans un café ». C'est l'attentat du drugstore Publicis Saint-Germain, le 15 septembre, qui tue deux personnes et en blesse trente-quatre autres. « J'envoyais des menaces aux ministres du gouvernement, précise « Carlos », déclarant qu'il y aurait d'autres actions si les demandes de mes camarades à La

Haye n'étaient pas acceptées (3) ». Le 18 septembre, Yucata Fuyaka est libéré par le gouvernement français et les otages relâchés. « Carlos » se vante-t-il à tort de cette opération « de style algérien » ? Peut-être. Les détails fournis par « Carlos » dans son interview ne correspondent pas à ceux relevés par les services de police, sur place, le jour de l'explosion.

En tout cas, la série des attentats continue. Le 13 janvier 1975, des agents de « Carlos » ratent une opération à Orly. Le 19 janvier, les agents du réseau de « Carlos » insistent. Mais, surpris après qu'ils récupèrent des armes dissimulées dans les toilettes de l'aéroport, ils prennent dix personnes en otages et tentent une « sortie » (vingt personnes seront blessées, plus ou moins grièvement). Un avion sera mis à leur disposition le lendemain et ils gagneront l'Irak.

« Carlos » est bel et bien né. Certains hommes qui le rencontrent n'en savent pourtant rien. Hans-Joachim Klein croit avoir affaire à un combattant révolutionnaire et non à un terroriste. Il raconte : « Il manifestait une assurance inouïe dans son comportement et en connaissait long sur l'évolution politique dans le monde ; sur les données historiques aussi bien que sur les événements politiques contemporains (1) ».



Dessin de PLANTU.

Le 27 juin 1975, trois policiers de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) ne se doutent pas son plus, lorsqu'ils entrent dans un appartement au numéro 9 de la rue Toulrier, à Paris (5), que le jeune Vénézien qui leur fait face, « Carlos », est un terroriste redoutable. Les policiers ont été conduits à cet appartement par un ressortissant libanais, Michel Moukharbel, le « patron » de « Carlos », arrêté quelques jours auparavant. Après une discussion paisible qui n'est qu'une feinte, « Carlos » sort son revolver, tue les inspecteurs Raymond Dous et Jean Donatini et laisse pour mort le commissaire principal Jean Hernez. « Carlos » exécute alors Michel Moukharbel, présent — traître ou lâche selon les versions, — qui fut l'un de ses meilleurs amis...

Ce sixième sera le conduit-il à rompre, en 1976, avec la section « opérations extérieures » du F.P.L.P., dirigée par Waddi Hadad ? H.-J. Klein l'affirme. Claire Sterling va plus loin : « (...) « Carlos » prit sa retraite. Il était temps. Mais cette retraite semble un leurre. Le président Sadate estime, en 1977, que ce terroriste international veut l'éliminer.

Rien n'indique en effet que « Carlos » a rendu les armes. En 1979, il accorde à un ami journaliste, militant palestinien, Assam Al Joundi, un très long entretien (soixante-quinze feuillets dactylographiés) à Beyrouth. Le journal Al-Watan Al-Arabi en publia de larges extraits (3). Nul regret dans les déclarations de « Carlos ». Il

L'épisode, apparemment invraisemblable, est réel. Et réelle la fuite réussie de « Carlos ». Les autorités françaises exigent alors le rappel de trois diplomates cubains en poste à Paris, accusés d'avoir été en relation avec des amis de « Carlos ».

« Ce qui justifie mon activité... »

L'image d'un terroriste impitoyable est désormais nette. On parle du mythe « Carlos ». H.-J. Klein déclare : « C'est la presse qui en a fait un mythe. Lui, il disait une chose qui me semble juste : plus on parle de moi, plus j'ai l'air dangereux, mieux c'est pour moi (5) ». Nous sommes toujours en 1975. Au mois de décembre, « Carlos » prend la tête d'un commando du F.P.L.P. de cinq personnes et investit les locaux de l'OPEP, à Vienne, où se tient une réunion des ministres du pétrole. Trois personnes sont tuées. Après des tractations avec les autorités autrichiennes, le commando obtient de partir vers Alger avec deux ministres en otages. Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, dira plus tard de « Carlos » : « C'est un jeune homme d'une intelligence percutante, doté d'une capacité inouïe d'agir rapidement, de faire face aux imprévus et de prendre les initiatives qui le tirent des difficultés ».

semble bien décidé à continuer. « La révolution est mon euphorie suprême », dit-il. Et il ajoute :

« Puisque vous mentionnez les Etats communistes, il n'y a plus à mes yeux de distinction entre les superpuissances, qu'elles s'appellent capitalistes ou socialistes. A partir de maintenant il n'y a qu'un combat : celui qui oppose ceux qui sont opprimés et les impérialistes. Je suis un marxiste révolutionnaire, mon devoir est d'apporter mon soutien aux révolutions. C'est ce qui justifie mon activité ».

Lors de cet entretien, Al Joundi hébergeait « Carlos ». Un jour, « Carlos » part. Il laisse seulement un mot ainsi rédigé : « A très bientôt. Au revoir. Salim ». Et, de 1979 à 1982, « Carlos » ne fait plus parler de lui. Jusqu'à cette lettre adressée au gouvernement français, déposée durant la nuit du 25 au 26 février à l'ambassade de France de La Haye.

« Carlos » y menace les autorités de représailles si elles ne libèrent pas deux de ses « amis », Magdalena Kopp et Bruno Bréguet, arrêtés dix jours auparavant. Deux empreintes de pouce, de part et d'autre de la lettre, ne laissant aucun doute. « Carlos » en est bien l'auteur. Et ses « amis », Bruno Bréguet et Magdalena Kopp, ne sont pas libérés. Ils sont au contraire condamnés à quatre et cinq ans d'emprisonnement. Faut-il dès lors lui imputer l'attentat contre le Capitole (cinq morts, vingt-sept blessés, le 29 mars), l'attentat de la rue Marbeuf (un mort, soixante-trois blessés, le 22 avril), l'assassinat d'un couple de Français à Beyrouth (le 15 avril) et divers attentats contre des biens ? Les éléments de réponse manquent.

Depuis, « Carlos » a revendiqué par lettre l'attentat commis, en août 1983, contre la Maison de France à Berlin-Ouest, qui a fait un mort et vingt-trois blessés, l'attentat contre le centre culturel français de Tripoli, au Liban, et les attentats du 31 décembre contre la gare Saint-Charles de Marseille et le T.G.V.

Selon M. Walid Abou-Zahr, directeur du journal Al-Watan Al-Arabi, « Carlos » réside depuis deux ans en Syrie, à Damas. Il serait devenu un proche du colonel Rifaat El Assad, frère du chef de l'Etat et responsable des services secrets syriens. Illich Ramirez Sanchez n'aurait pas rompu avec le F.P.L.P. Sa carrière de terroriste, à défaut d'être mythique, bat des records de durée.

LAURENT GRELSAMER.

(2) L'avenir n'est écrit nulle part. Michel Pomiatowski, Albin Michel, 1978.

(3) Cet entretien fut recueilli en 1979 par le journaliste, militant palestinien, Assam Al Joundi, et publié par le magazine de langue arabe édité à Paris, Al-Watan Al-Arabi (le Monde daté 16-17 décembre 1979). L'attentat de la rue Marbeuf à Paris, le 22 avril, eut lieu devant les locaux du journal Al-Watan Al-Arabi.

(4) Le Réseau de la terreur, enquête sur le terrorisme international, Claire Sterling, Jean-Claude Lattès, 1981.

(5) Entretien avec Jean-Marcel Bouguereau dans Libération, 5 octobre 1978.

Le Monde

L'EDUCATION

JANVIER 1984

ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :

LES FORMATIONS EFFICACES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

MÉDIAS

numéro 68

sortie vendredi 6 janvier

L'HOMME DE L'ANNÉE

Dans ce numéro :

- La loi sur la presse
- Les hommes de l'année 1983
- Méga-bilan : le marketing direct
- Le bilan 1983 des agences de pub

VENTE EN KIOSQUE

France

JANVIER 1954-JANVIER 1959

René Coty entre deux Républiques

Le jeudi 8 janvier 1959, René Coty accueille sur les marches du perron de l'Elysée son successeur, élu le 21 décembre précédent par 57 000 des 74 000 « grands électeurs » : le général de Gaulle devient le dix-huitième président de la République depuis Louis-Napoléon Bonaparte en 1848.

Cinq ans plus tôt, le samedi 16 janvier 1954, René Coty s'était installé à l'Elysée après avoir été élu président de la République le 23 décembre précédent par le congrès du Parlement à Versailles, au troisième tour de scrutin.

De Gaulle est mort à Colombey-les-Deux-Églises le 9 novembre 1970 et René Coty au Havre le 22 novembre 1962.

Le septennat interrompu de René Coty a donné lieu à des études moins nombreuses que celles qui ont été consacrées à son prédécesseur, Vincent Auriol, premier président de la Quatrième République, et surtout à ses successeurs.

Il est vrai que la période 1954-1958 met davantage l'accent sur le rôle des présidents du conseil que sur celui du chef de l'Etat. La politique se fait plus à l'hôtel Matignon et à l'Assemblée nationale qu'à l'Elysée. Ainsi d'ailleurs l'a voulu la Constitution de 1946. Huit présidents du conseil se succèdent pendant la présidence de René Coty : Joseph Laniel, Pierre Mendès France, Edgar Faure, Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard, Pierre

Pfimlin et Charles de Gaulle, soit un indépendant, quatre radicaux-socialistes, un S.F.I.O., un M.R.P. et... un gaulliste. La fin de la guerre d'Indochine, le début de la guerre d'Algérie, l'expédition de Suez, la crise du 13 mai 1958, notamment, ponctuent cette époque.

Les pouvoirs du président de la République étaient particulièrement restreints. Il « inaugure les chrysanthèmes », ironisera cruellement de Gaulle. René Coty en donne lui-même un témoignage éloquent en mentionnant dans ses notes à la date du 21 février 1956 : « Hier, pendant le dîner, téléphone de Guy Mollet, qui m'annonce que Chaban et Le Maire entrent au gouvernement. » Le chef de l'Etat était ainsi informé des décisions que venait de prendre le chef du gouvernement !

Et pourtant, malgré les apparences, René Coty joue dans cette période un rôle de premier plan. Non seulement il est le président de la transition entre la République parlementaire et la République gaullienne, mais il est un des premiers à dénoncer les défauts du système de la Quatrième République. Il est vrai que ce qu'il conteste surtout, c'est le jeu des partis, l'impossibilité de dégager une majorité cohérente, les déviations imposées à la règle de droit. Il souhaite avant tout la restauration de l'autorité du Parlement, représentant direct de la souveraineté nationale. Le président de la République n'est pas, selon lui, et

ne doit pas être, le chef de l'exécutif, mais le garant du respect d'une Constitution avant tout parlementaire. René Coty est, en effet, un parlementaire chevronné et sage, qui, à soixante et onze ans accède à la charge suprême. Pour lui, l'histoire ne progresse pas par bonds.

Elu député de Seine-Maritime en 1923 (il est né au Havre le 20 mars 1882), sénateur en 1935, secrétaire d'Etat pendant huit jours sous la Troisième République, ministre de la reconstruction pendant un an sous la Quatrième, il a peu de pratique gouvernementale, et demeure attaché au régime d'Assemblée. La démocratie directe, le recours au peuple lui sont des notions étrangères, voire dangereuses. Il est toutefois conscient de la nécessité des réformes, et en 1956 il va jusqu'à déclarer à Verdun que la révision des institutions est « une tâche primordiale ». Mais, étonné de son audace, il ajoute : « Que le président de la République puisse vous tenir un tel langage n'est pas un vain propos. C'est un signe. » Durant son « quinquennat », il s'est efforcé d'user de son autorité plus morale et politique que concrète, par exemple en nommant Guy Mollet président du conseil de préférence à Pierre Mendès France et en menaçant à plusieurs reprises de démissionner.

Cependant, convaincu en 1958 de la nécessité d'un recours à de Gaulle, il obtient que les formes constitutionnelles et parle-

mentaires du retour au pouvoir du chef de la France libre soient scrupuleusement respectées. Ces scrupules et la dignité avec laquelle il accueille à l'Elysée le 8 janvier 1959 « le premier des Français qui est désormais le premier en France » sont unanimement salués. En 1962, membre de droit du Conseil constitutionnel, René Coty désapprouvera cependant en silence le recours par de Gaulle au référendum pour décider de l'élection du président au suffrage universel.

René Coty, à la différence de ses homologues, n'a pas laissé de Mémoires sur son septennat. En revanche, tout au long de sa carrière politique, il a tenu des « cahiers », pris des notes et mentionné dans son « journal » ses réflexions sur les événements dont il a été le témoin ou l'acteur.

La réunion de ces manuscrits est actuellement en cours par les soins de M. Benoît Duteurtre, arrière-petit-fils du président Coty, qui s'est fait son historiographe avec le concours des deux filles de l'ancien chef de l'Etat, M^{lle} Georges et M^{lle} Eglhoff (1).

Grâce à leur obligeance, le Monde publie en exclusivité quelques pages inédites des « cahiers » de René Coty.

ANDRÉ PASSERON.

(1) La revue de psychologie des peuples, *Ethnopsychologie*, a publié en 1982 un numéro spécial consacré à René Coty (56, rue Anatole-France, 76600 Le Havre).



Dessin de CAGNIAT.

L'arrivée à l'Elysée

Bien que René Coty n'ait été élu qu'au troisième tour de scrutin, le 23 décembre 1953, sa candidature n'avait pas été une surprise. Lui-même l'avait envisagée depuis longtemps.

30 mai 1952. — Un article de *Matin* prévoit ma double élection au Luxembourg et à l'Elysée. Une réunion du groupe se montre favorable. Quelques radicaux et socialistes m'interrogent et se montrent sympathiques. Mais Rogier (sénateur indépendant), mon meilleur écouteur et conseiller, m'informe qu'on lui a dit qu'après ma campagne « contre Montalébert » (sénateur R.P.F.) le R.P.F. me serait hostile. Rogier envisage d'autres candidatures, surtout celle de Cornu (sénateur Gauche démocratique). Au groupe, j'ai fait observer que, en livrant bataille contre un radical, nous risquons fort de gêner Pinay. Je me rabats sur mon maintien à la vice-présidence où j'ai quelques chances...

25 août 1953. — Montalébert à déjeuner. Il reste à bavarder jusqu'aux environs de 17 heures. Me parle un peu, sans insister, de mes chances élyséennes.

27 septembre 1953. — Deux numéros successifs d'*El Paris* et de *Le Monde* de vendredi matin parlent de ma candidature à l'Elysée. On a dit à L. que c'est moi qui manœuvrais le mieux en ce manœuvrant pas.

30 septembre 1953. — Allusion faite par moi à ma candidature élyséenne...

4 novembre 1953. — Paigneard m'assure que les autres modérés étant impossibles, j'ai des chances élyséennes très sérieuses. Il fait campagne pour moi...

11 novembre 1953. — Ce matin je me mets à préparer mes premiers propos élyséens. Décidément mes chances sont minces, tout en étant assez minces. Cette semaine le nouveau, après Médécia, était Herriot...

20 novembre 1953. — Vers 15 heures entretiens avec Chastellain, maire de Rouen, sénateur indépendant qui me parle de sa candidature et m'interroge sur la mienne, très amicalement. Je comprends qu'il escompte quelques appuis du côté M.R.P. et spécialement de Bidault. Lecaunet (alors député M.R.P. de Seine-Maritime) verrait sans doute avec plaisir la double vacance de Rouen. Chastellain me dit qu'il redoute un septennat orageux. Il a été sollicité, me dit-il, par des socialistes. Il ne sera pas mon concurrent. Je lui réponds que si je me sentais des chances sérieuses, je me laisserais faire. Ces jours derniers, nul ne m'a parlé de cette éventualité. Samedi

le *Monde* énumérera les possibles. Je n'en étais pas. J'en ai même été un brin mortifié.

29 novembre 1953. — Mercredi 25 à 15 heures, visite à Monnerville pour lui exposer l'état de nos travaux constitutionnels.

A 17 h 30, au groupe des indépendants où nous sommes nombreux, Abel Durand parle des candidatures indépendantes à l'Elysée. Il me cite en premier. Je vais donc être obligé de prendre au sérieux une candidature qui n'a jusqu'à présent été pour moi que matière à plaisanteries. D'autres seraient plus qualifiés que moi, même s'ils ont déclaré qu'ils n'entendaient pas être candidats. Par la suite je préciserais que je songe ainsi à Pernot. Puis à Pinay. Les collègues présents sont restés sur la réserve, riant de bon cœur quand j'ai parlé de mon étonnement d'avoir à envisager sérieusement. Le matin, l'*Aurore* me comptait au nombre des candidats possibles...

Le départ de l'Elysée

René Coty désigne de Gaulle comme président du conseil et l'Assemblée nationale l'investit le 1^{er} juin 1958. Le chef de l'Etat note ainsi les phases ultimes de sa présidence :

Mardi 19 août 1958. — J'avais hier soir téléphoné à Belin, secrétaire général du gouvernement, puis à Pompidou, pour les prier de demander à de Gaulle que le conseil de cabinet, prévu pour demain mercredi matin, fût converti en conseil des ministres. De Gaulle s'y refuse : ce ne sera, me fait-il dire, qu'une courte séance. La délibération véritable sur le projet constitutionnel interviendra après l'avis du Conseil d'Etat. L'après-midi, entretien de trois quarts d'heure avec Debré, délégué sous deux. Il fait bon accueil à mes suggestions, dont je lui remets un texte écrit. J'en suis particulièrement content pour les dispositions relatives à la révision constitutionnelle. Je réserve la question des grâces et celle du Conseil de la magistrature. Lettres de créance.

Mercredi 20. — A 11 h, Le Troquer (président de l'Assemblée nationale), qui me parle de moi « extraordinaire popularité ». Je lui réponds que je serais un salaud si je me dérobais lorsqu'on aurait besoin de moi ; que la question ne se posera qu'après les élections législatives. Je lui fais observer qu'un échec de de Gaulle nous replacerait dans la situation du 13 mai...

Jeu 18 septembre 1958. — J'ai fixé mon point de vue sur mon départ de l'Elysée. Je souhaite recouvrer ma liberté à la fin de cette année, avant les réceptions de Noël, sans me dissimuler qu'il y aura quelques heures difficiles. Mais j'ai épuisé la coupe élyséenne. J'aspire à être un homme libre, à m'appartenir et à me recueillir...

Dimanche 12 octobre 1958. — Le 28 septembre, à 22 heures, je mesure l'ampleur de la victoire du référendum. Le nombre des non est généralement inférieur à celui des voix communistes des précédentes élections. Je téléphone à Colombey pour féliciter de Gaulle, qui me dit qu'il ne le savait pas encore. Du coup, je suis dès le lendemain pour le scrutin unanime. Je le dis le mercredi à de Gaulle, qui semble d'ailleurs orienté en ce sens, mais à la courtoisie de me demander mon opinion sur cette question et sur l'Algérie...

Dimanche 30 novembre 1958. — Avant-hier, en fin de matinée, de Gaulle fait demander à Merveilleux du Vignaux (secrétaire général de l'Elysée) si je pourrais le recevoir vers 17 h 45-18 heures. A 18 heures *pinay*, il arrive et me dit : « L'élection présidentielle s'approche. Je viens vous demander conseil. » Je réponds : « J'ai pu hésiter avant les élections de dimanche dernier. Je n'hésite plus. Le chef de la nation doit être le chef de l'Etat. Si l'Assemblée avait été autre, peut-être eût-elle été nécessaire que vous puissiez y passer comme premier ministre. Mais ce ne sera pas le cas. » Mon état de santé, dit-il, ne me l'aurait d'ailleurs pas permis. — Quand et comment annoncer votre candidature ? Je voudrais qu'il apparût que nous sommes bien d'accord. (C'est ce que m'avaient proposé les quatre grands chefs de partis la veille, en ces propres termes). Je leur avais fait observer, et je le dis à de Gaulle, qu'il ne serait pas correct qu'un président de la République en exercice proposât son successeur, contrairement à toutes les traditions. Il en tombe d'accord. — Mais alors quoi ? — Comme d'ordinaire, lui dis-je, j'ai jeté sur le papier un projet de texte. Je le sors de ma poche et un papier que je lui laisse : il est à peu près ainsi libellé : « Le général de Gaulle s'est entretenu vendredi soir avec le président de la République de la prochaine élection présidentielle. M. René Coty lui ayant confirmé qu'il n'avait pas le désir de demander le renouvellement de son mandat, le général de Gaulle a décidé de (laisser) poser sa candidature. »

« Pose-t-on sa candidature à une élection présidentielle ? — La négative était autrefois professée. Il y avait là un peu d'hypocrisie. Au surplus, j'ai prévu le mot *laisser*. Ce n'est d'ailleurs qu'un projet hâtif. Emportez-le. — Je tiendrais à vous rendre hommage. — Je ne le refuse pas, car j'aimerais n'avoir pas l'air d'être mis à la porte. Ce pourrait être d'ailleurs dans l'allocution d'investiture, si la transmission des pouvoirs n'a pas lieu, comme autrefois, dans l'intimité de ce cabinet de travail. Mais sans doute laisseriez-vous à l'un de vos collaborateurs, M. Le Franc, je crois, le soin de régler le cérémonial avec mes collaborateurs. — Ce sera M. Pompidou qui verra cela avec M. Merveilleux du Vignaux. »

Quant à la date de cette transmission des pouvoirs, j'avais, dans

l'entretien que nous avons eu en juillet sur cette question, exprimé le vœu que ce fût avant Noël. J'ai changé d'opinion depuis ce midi, à la suite d'une conversation que j'ai eue avec Jacques Rueff et qui m'a rempli de joie, en me faisant espérer pour la fin de l'année l'assainissement financier dont je rêve depuis quarante ans.

Je souhaite que ce soit vous, qui le présentiez au peuple comme chef du gouvernement. C'est une bataille décisive qui ne va pas sans risques. Mais si nous ne mettons pas à profit, pour la livrer, l'élan national qui seul peut assurer le succès, nos finances continueront à nous condamner au mensonge et à la mendicité. — Oui si Pinay se décide. — Il le faut !

Il me dit ensuite un mot de sa visite à Adenauer, dont il est satisfait. En tout, une demi-heure. Il s'en va en me remerciant à plusieurs reprises. « C'est à vous, lui dis-je, que tous les Français doivent une immense reconnaissance. » Je rends compte aussitôt aux Quatre. Ganeval, (chef d'état-major particulier de l'Elysée), qui a accompagné de Gaulle jusqu'à la porte, me dit qu'il était si enchanté qu'il l'a pris dans ses bras.

Et moi aussi je suis content. (...) Je redoute aussi l'ennui, le désœuvrement. Mais ce sera seulement un mauvais moment à passer.

Vendredi 8 janvier 1959. — Prise de fonctions de de Gaulle. Tout s'est très bien passé. J'ai eu juste à ce moment-là la visite de Grier, envoyé par le *Figaro*, avec qui j'ai eu plaisir à bavarder. Et maintenant... Je suis seul et sur moi le soir tombe. Je vais aller me déshabiller seul, comme j'ai tenu ce matin à m'habiller seul. C'est demain que l'expérience va maintenant commencer. Je suis encore un peu saoul d'entendre et d'exprimer tant de merci...

Mardi 13 janvier 1959. — L'expérience se déroule comme prévu. — Dans l'*Express* que je lis, des citations de Debré qui m'ont semblé l'exclure d'un gouvernement libéral, si je n'avais le souvenir des coteries de Clemenceau. (Toujours pour moi le « précédent », ce dont ne se sont guère souciés ni de Gaulle, ni Debré). Clemenceau était un caractère ; celui-là impulsif, celui-ci méditatif. L'un avait contre lui son passé. L'autre est porté par son passé.

PROVINCES FRANCAISES

Livres épuisés
Service de recherches
gratuit
Achat, expertises, partages
Spécialiste depuis 35 ans
Librairie GUENEGAUD
10, Rue de l'Odéon
75006 PARIS
Tél. : 326-07-91

ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE DE SAINT-CYR

Cinq concours ouverts aux jeunes gens et aux jeunes filles de nationalité française âgés de moins de 22 ans (ou 23 ans service militaire accompli) au 1^{er} janvier de l'année en cours.

SCIENCES - niveau math spé M.P.T.T.A.
LETTRES - niveau 1^{er} supérieure.
SCIENCES ÉCONOMIQUES - niveau DEUG ou prépa HEC.
DES - ouvert aux titulaires de certains diplômes du 2^e cycle de l'enseignement supérieur.
AEI - ouvert aux candidats figurant sur une liste d'admission à certaines grandes écoles d'ingénieurs.

DATES DES CONCOURS :
- Sciences - Lettres - Sciences économiques - Mai 1984. Limite d'inscription : 20 février 84.
- DES - AEI - Août-septembre 1984. Limite d'inscription : 20 juin 84.

RENSEIGNEMENTS :
- Centres de Documentation de l'Armée de Terre dans les départements.
- Commandement des Ecoles de l'Armée de Terre (C.E.A.T.).
37, bd de Port-Royal 75998 PARIS-ARMÉES - Tél. 555 95 20 poste 43008.

France / société

UNE NOUVELLE COLONIE DANS LE TREIZIÈME ARRONDISSEMENT

Des Chinois sans tapage

Entre la rue de Tolbiac et la porte d'Ivry, dans un triangle de moins de 80 hectares, dorment, mangent et travaillent dix mille réfugiés d'origine chinoise, et que viennent rejoindre à présent des cousins de Chine populaire et de Hongkong. Un bout d'Asie dans le treizième.

Singulière population trotte-menu qui s'active sans bruit, nuit et jour, comme des abeilles dans une ruche bien close. En un tour-nemain, elle a occupé les tours, tissé ses réseaux d'accueil, organisé des cours de français, accaparé les épiceries, aujourd'hui débordantes de produits d'Extrême-Orient, monté une usine de soie, une fabrique de nouilles et de cinquante ateliers de confection, suscité l'édification d'un mensuel et de quatre quotidiens, ouvert une cinquantaine de restaurants, des cinémas, des dancings et des salles de jeux. Maintenant, ce sont les bouceries, les salons de coiffure, les grandes surfaces, les magasins de matériel hi-fi, les bureaux d'assurances, les cabinets

médicaux et les agences de voyages qui sont grignotés.

Sans tapage et presque à l'insu des pouvoirs publics, un quartier chinois s'est constitué dans Paris. Le premier du genre. Mais il ressemble comme un frère aux chinatowns que les Asiatiques ont créées dans toutes les grandes villes du monde où ils sont en nombre (1). Ils restent une énigme pour leurs voisins. Toujours souriants, ne comprenant plus un traître mot de français dès qu'une question les embarrasse, ne recevant jamais les Européens à domicile, naturellement méfiants à l'égard de l'administration dont, chez eux, ils ont beaucoup pâti, ils opposent à toute curiosité, même bienveillante, le mur de la politesse. Leur devise : « Pour vivre heureux vivons cachés. » Mais en entretenant ainsi une certaine atmosphère de mystère, ils étonnent, intriguent et finissent par provoquer le soupçon.

Cercles de jeux

Les Chinois de Paris, et notamment ceux qui se sont rassemblés dans les tours du treizième arrondissement, ne sont pas tous des petits saints. Une collectivité de dix mille membres compte forcément dans ses rangs des person-

nages au tempérament excessif et même quelques brebis galeuses, qui tôt ou tard défrayeront la chronique des faits divers.

Personne ne nie l'existence de cercles de jeux. D'abord parce que certains ont pignon sur rue, comme celui qui, non loin de l'avenue d'Italie, est géré par une association déclarée. Les membres de la communauté chinoise confessent aisément que les paris et les jeux sont une véritable passion et qu'ils s'y livrent volontiers entre amis. Mais pour jouer à l'aise, expliquent-ils, il faut mieux se trouver en terrain neutre. D'où les cercles plus ou moins clandestins, qui deviennent une proie facile pour les racketteurs. Plusieurs ont été fermés par la police. Des propriétaires ont renoncé d'eux-mêmes, comme celui du cercle qui se trouvait au-dessus d'un restaurant sur la dalle des Olympiades. Mais ils rouvrent sans doute ailleurs, dans les étages des tours. C'est sans conteste l'un des points faibles de la communauté asiatique, la porte ouverte à un éventuel gangstérisme.

La prostitution ? Elle existe, mais feutrée, quasiment confidentielle, ne s'affichant jamais dans la rue. La drogue ? Une filière partant de Hongkong, manipulée de là-bas passant par Roissy et utilisant de jeunes Chinois vou-

lant faire fortune trop rapidement, a été démantelée. En deux ans, la police a mis sous les verrous plusieurs dizaines d'Asiatiques.

Mais, dit un policier, il n'y a pas plus de trafic chez les Asiatiques du treizième que dans n'importe quel autre groupe, et même plutôt moins. En revanche, c'est une population qui ne pose aucune problème de sécurité sur la voie publique. « Je termine souvent mon travail vers 11 heures du soir, dit une jeune femme du treizième, et je traverse le quartier à pied pour regagner mon domicile. Jamais je n'ai éprouvé la moindre crainte. On croise des passants, des groupes de jeunes, mais la rue est aussi sûre que celle d'une ville de province. » Sur les milliers de plaintes que reçoit chaque année le commissariat de l'arrondissement, rares sont celles qui concernent des Chinois. « Pour la délinquance, nous sommes des privilégiés », conclut le commissaire.

Honnêtes citoyens, les Asiatiques du treizième sont aussi des parents comme on n'en fait plus. L'autorité du père (ou du grand-père) s'exerce comme au bon vieux temps, le divorce est très mal vu, et jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes mariés les enfants versent leurs gains dans la cagnotte commune.

Dès leur plus jeune âge, ils fréquentent les écoles du quartier. On en compte mille deux cents, inscrits dans les classes primaires du treizième. Au collège Masséna, porte de Choisy, ils représentent 34 % des effectifs. Pas question de manquer un seul jour de classe. Lors de la rentrée 1982, on s'est aperçu que certains enfants étaient déjà inscrits à Paris alors qu'ils se trouvaient encore dans des camps d'hébergement, en province. Les réfugiés d'Extrême-Orient ont compris que la scolarisation et l'apprentissage du français étaient le meilleur outil d'intégration dans la société française, puis de promotion sociale. « Ces enfants sont concentrés, disciplinés, charnards avec les maîtres. Ils font un effort considérable et apprennent très vite. Comme on souhaiterait que les petits Français leur ressemblent, comment la directrice d'un collège. Quant aux parents, ils ne contestent ni l'enseignement ni l'administration. Ils nous font confiance, voilà tout. Nous les voyons fort peu, mais nous sentons leur autorité ».

Il y a un an environ, à la suite d'un incident mineur entre deux collégiens, une bagarre générale avait opposé dans la rue une cinquantaine de Noirs et deux cents jeunes Asiatiques. L'affaire pouvait empirer pour longtemps la vie du quartier. On convoqua les parents de ceux qui étaient à l'origine de la dispute et les menaçait d'exclure leurs enfants. Dès le lendemain un calme total était revenu dans les classes et dans la rue. Il n'a plus jamais été troublé.

Prénom français

Dès le troisième, les plus doués des Asiatiques songent déjà aux grandes écoles. Estimant qu'il ne pouvait travailler convenablement dans le deux-pièces où il vivait avec les huit personnes de sa famille, un Laotien de quinze ans a demandé à être placé dans une famille française. On lui en dénicha une à Orléans. Le principal du lycée parisien tenait tant à garder son élève qu'il mit aussitôt à sa disposition une chambre vide, le soir après les cours.

Dans les organismes distribuant une aide sociale, on chante les louanges de la communauté jaune. Ainsi au dispensaire de protection maternelle et infantile du boulevard Masséna cent cinquante jeunes mamans asiatiques viennent en consultation chaque mois avec leur bébé. « Ces enfants sont précoces, très éveillés, bien nourris et en bonne santé, dit une des responsables du dispensaire. Nos puéricultrices sont reçues à bras ouverts dans les familles. Les Asiatiques ouvrent plus volontiers leur porte que les Français. Signe d'intégration, les mamans ont abandonné

leur kimono et elles donnent à leurs enfants un prénom français. Enfin, parmi toutes les « clientes » du dispensaire, ce sont les seules qui ont pensé à nous apporter de menus cadeaux pour Noël. »

Même son de cloche au bureau d'aide sociale du treizième. « Les Asiatiques, dit-on, connaissent leurs droits, accomplissent scrupuleusement les formalités nécessaires, mais ils ne réclament jamais, ne demandent aucun passe-droit et, parce qu'ils sont durs à la tâche et soucieux de leur dignité, ils cessent plus rapidement que les autres de solliciter une aide. » Une particularité tout de même intrigante : les fonctionnaires de ce service. Pourquoi les Chinois du treizième sont-ils si nombreux (près de quatre mille) à demander l'aide médicale (gratuité des consultations chez le médecin, des médicaments et des soins hospitaliers). Hypothèse : cette aide est plus parcimonieusement attribuée se ferait domiciliée chez un cousin du treizième pour en bénéficier. Une enquête est en cours. Difficile, car les identités sont douteuses et les visites imprévisibles à domicile instructives.

Ateliers de confection

A l'Agence pour l'emploi du treizième, les Asiatiques qui demandent du travail sont actuellement au nombre d'environ quatre cents, soit moins de 10 % des inscrits. Ils pointent au jour dit, demandent plus que d'autres à suivre des stages d'alphabétisation, acceptent de repartir de zéro et restent fidèles à leurs employeurs.

D'expérience, les réfugiés d'origine chinoise préfèrent se débrouiller par eux-mêmes plutôt que de recourir à l'aide publique. Sans rien demander à personne, ils ont ouvert dans le treizième près de deux cent cinquante commerces, bureaux et ateliers, qui emploient plus de deux mille d'entre eux. Cela s'est fait parfois dans des locaux de fortune, dont la destination était différente, et sans bien connaître les règles françaises concernant l'hygiène et la sécurité. La police et l'inspection du travail ont en train d'y mettre bon ordre. Des réunions par profession ont été organisées par le commissariat de l'arrondissement. Les Asiatiques sont venus, ont écouté, ont compris ce qu'on leur demandait et sont en train de faire les travaux nécessaires. Deux restaurants parmi les plus notables entraînent-ils les pieds ? On les a fermés pour quelques semaines.

De son côté, l'inspection du travail agit. Tous les patrons d'ateliers de confection, par exemple, ont reçu une lettre personnelle énumérant les règles auxquelles ils devaient désormais se plier. Puis des équipes de contrôleurs ont débarqué un dimanche matin dans le triangle jaune, qui a été passé au peigne fin. Résultat : six procès-verbaux, qui ont été transmis au parquet. Les employeurs risquent de 1.200 F à 3.000 F d'amende.

Quelques jours après, nouvelle descente en pleine nuit cette fois, car les femmes n'ont pas le droit de travailler après 22 heures. Dans les tours, sous la lumière crue du néon, autour des machines à coudre et des planches à repasser, on a eu quelques mauvaises surprises. « C'est un travail pressé qu'il faut livrer demain », s'excusent les employées. « Vous ne risquez rien, expliquent courtoisement les inspecteurs, mais en France les femmes ne doivent pas travailler la nuit. Vos patrons ont été avertis. Ils seront sanctionnés. C'est une mesure de protection sociale. »

L'inspection du travail assure qu'ainsi, petit à petit, les Asiatiques vont entrer dans le droit commun. Ils le font d'ailleurs avec meilleure grâce que beaucoup d'autres ressortissants étrangers. La même régularisation est en cours du côté du fisc, qui a entamé une série de contrôles.

M. Jacques Toubon, maire de l'arrondissement, s'inquiétait récemment de savoir si on appli-

quait bien la loi commune aux Asiatiques de son secteur. « Mes électeurs ont l'impression que l'enclave chinoise est en état d'extra-territorialité, explique-t-il. Ce ne serait pas supportable et entraînerait bientôt des réactions de rejet. » Là encore une courte enquête facile à faire aurait apaisé les craintes de l'honorable parlementaire.

« Qu'on ne nous parle pas de ghetto », s'indigne le Père Thomas Elhorga, l'animateur du centre Franco-Asie. Cet organisme reçoit des milliers de réfugiés venant demander aide et informations. Les huit permanents et la quarantaine de bénévoles qu'il mobilise ont reçu en 1982 le prix du concours international « Les droits de l'homme ». Selon le Père Elhorga, les réfugiés indochinois s'intégreront mieux que bien d'autres « à la société multiraciale qu'est le milieu parisien ». Ces gens, ajoute-t-il, créent des entreprises et des emplois. Ils nous apportent leur expérience, leur savoir-faire, ils développent un réseau de commerce international. De quoi nous plaignons-nous ? Lots d'être une charge, ils sont une chance pour la France. »

MARC AMBROISE-RENDAL

(1) Depuis la chute de Saïgon et la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges en 1975, des milliers de Vietnamiens, de Cambodgiens et de Laotiens se sont réfugiés en France. On estime que sur les 120 000 ressortissants de Sud-Est asiatique résidant en France, dont 50 000 en Ile-de-France, 85 000 sont d'origine chinoise.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris du 17 novembre 1983, M. MIGEON (92), demeurant à PARIS-16, 175, boulevard Maillot, a été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis plus pénalités fiscales, pour soustraction frauduleuse à l'impôt sur le revenu et au paiement de l'impôt sur les sociétés et omission de présentation d'écritures ou présentation d'écritures faussées.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de condamné : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Matin.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

Le greffier en chef,

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONdamnATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 12 juillet 1983, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour NON RESPECT DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL - pour avoir à Paris, le 20 octobre 1982, sur le chantier "1, rue Romée Paris 12^e - étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III, du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler : - deux ouvriers à une hauteur de plus de cinq mètres sans qu'ils aient été munis de mesures de protection collective (parapluies, planches, treillis ou écharpes), et sans qu'ils soient munis de protections individuelles - deux ouvriers sur un échafaudage dont les planches n'étaient pas solidement fermées, et dont l'un des côtés n'était pas pourvu de garde-corps ni de plinthe, et sans qu'ils aient été munis de protections individuelles.

A la peine de QUATRE amendes de MILLE DEUX CENTS FRANCS chacune (4 x 1.200 F).

Le sieur RABAN Roger Louis, né le 7 juin 1925 à Saint-Quentin (Aisne), conducteur de travaux demeurant 1, rue du Progrès à Noisy-le-Sec (93).

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par nous, Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appliqué.

Liseoz

Le Monde
doctes et documents

RUMEURS

Morts ou disparus ?

Mais que font-ils de leurs défunts, ces Chinois ? Depuis deux ans la question circule de bouche à oreille. Le 21 novembre dernier, M. Jacques Toubon, député (R.P.R.) de Paris, maire du treizième arrondissement et fidèle de Jacques Chirac, demandait au procureur de la République de Paris l'ouverture d'une enquête sur les conditions dans lesquelles décèdent et sont enterrés les Asiatiques de son arrondissement. Trois jours plus tard, il s'en expliquait devant les caméras de la télévision. Agence de presse, radios, quotidiens et

tranche d'âge, le taux de mortalité des Parisiens, on parvient à un nombre de décès présumés se situant entre treize et trente-trois par an. Or on a enregistré en 1983 dans l'arrondissement dix-sept décès d'Asiatiques dont neuf étaient domiciliés dans le treizième.

Maintenant qu'ils sont ici, parmi nous, où et comment rendent-ils leur âme à Confucius ? Pour le savoir, il suffit de se rendre à l'hôpital le plus proche, en l'occurrence pour le treizième à la Pitié-Salpêtrière. Car

grâce à ce qu'ils souhaitent reposer définitivement en terre de France.

Mais les Asiatiques préféreraient avoir leur carré dans un des cimetières de Paris. L'Association des résidents d'origine chinoise et l'Association des Vietnamiens de France ont écrit l'une et l'autre fait la demande à la Villa. Les Vietnamiens voudraient édifier un petit pavillon en forme de pagode pour abriter par mauvais temps ceux qui pleuraient suivent la dernière cérémonie. Une loi centenaire (1884) interdit dans les cime-

NON, J'AI RIEN REMARQUÉ D'ANORMAL ?



Dessin de PESSIN.

hebdomadaires dépêchèrent leurs reporters dans le « triangle jaune ». En vain. Faute de dénicher la moindre preuve on livra cependant à l'opinion un fatras de suppositions rocambolesques qui ont objectivé le rumeur. Sur requête du parquet, la police mène de son côté une enquête officieuse. Le rapport qu'elle établira dira ici peu si, oui ou non, il y a lieu d'ouvrir une instruction en bonne et due forme.

Cette hypothèse est peu probable car la simple étude des données statistiques dégonfle le mythe des morts qui disperseraient. Selon le recensement de 1982 - pour lequel on avait spécialement recruté dans le treizième des étudiants parlant le chinois - la colonie asiatique de l'arrondissement compte entre 7 200 et 9 400 membres. C'est une population très jeune (71 % de moins de trente-cinq ans) où les plus de soixante-cinq ans sont rares (3,3 % contre 16,7 % dans le reste de Paris). Si on lui applique, tranche d'âge pour

les Asiatiques ne meurent plus chez eux mais dans les établissements de soins, exactement comme les autres Parisiens. De là, certains sont transportés au cimetière du Père-Lachaise où selon leur volonté, ils sont inhumés.

D'autres préfèrent s'adresser à une entreprise privée, les Pompes funèbres générales, qui dispose d'un funéraire très moderne à Villeneuve-la-Guyonne, près de Saint-Denis. Là-bas, après l'incinération, les cendres peuvent être répandues sur une pelouse joliment appelée le jardin des souvenirs. Enfin, ceux qui ont souhaité l'inhumation sont transportés dans l'un des cimetières de la ville de Paris. Le plus proche du treizième est celui d'Ivry où dans la section 45 - la plus récente - on peut compter une douzaine de sépultures toutes neuves portant des noms vietnamiens et chinois. Les plus voyants ont même acheté des caveaux à l'avance, témoi-

gnant ainsi qu'ils souhaitent reposer définitivement en terre de France.

Après cela pourquoi imaginer des cérémonies clandestines, des inhumations secrètes, des filières extravagantes de transports furtifs vers l'étranger ? Pour récupérer les papiers du mort et faire venir un cousin, dit-on. Cette hypothèse fait sourire les policiers qui savent à quel point il est plus facile et moins coûteux de se procurer de faux papiers dans les bars de Pigalle.

Voilà ce qu'auraient pu apprendre les responsables municipaux du treizième arrondissement s'ils s'étaient donné la peine de faire leur propre enquête avant d'accréditer par une demande publique une rumeur désobligeante.

M. A.-R.

DU PALAIS GARNIER A LA BASTILLE

Pour Massimo Bogianckino l'Opéra n'est pas ingouvernable

Un calme insolite règne à l'Opéra de Paris, qui travaille beaucoup, mais dans une atmosphère harmonieuse, semble-t-il. Quels que doivent être les prochains mois, le nouvel administrateur, M. Massimo Bogianckino, a sans conteste réussi son entrée.

Au dernier étage d'un immeuble proche de la place de l'Étoile, dans un salon tout blanc comme un décor de théâtre, chargé de livres bien rangés, où un piano rappelle la vocation première du maître de maison, il nous reçoit, souriant et disponible, italien jusqu'au bout des ongles comme un personnage de la Renaissance, ouvrant toutes grandes les portes de son esprit subtil où la précision léonardesque du trait s'allie à la couleur et aux volutes du baroque.

La finesse de l'exégète de Spérlietti, la riche culture de l'universitaire, démentent le portrait-robot du chef d'entreprise. Ni dictateur, ni pacha de navire, ni manager à l'américaine. Il est coupé dans un autre « patron » : Main de fer dans un gant de velours ? Ce n'est pas cela non plus. Disons un grand chef d'orchestre, responsable de l'œuvre dans tous les détails de son interprétation, mais qui travaille avec des artistes et les considère comme tels, sachant bien que, sans leur accord unanime, il ne peut rien faire.

« Je joue à Paris avec de bonnes chances », nous dit d'emblée Massimo Bogianckino, heureux d'être à la tête d'une équipe jeune, dont les principaux éléments ont été presque entièrement renouvelés (le dernier en date étant le directeur général, M. Saint-Onge, qui remplace M. Leclerc), sous la houlette de M. André Larqué, président du conseil d'administration, récemment nommé lui aussi. Un bon bilan provisoire : en trois mois, l'Opéra, dans ses deux salles, a donné plus de cent spectacles et concerts, cinquante lyriques, quarante-cinq chorégraphiques (auxquels s'ajoute une brillante tournée du Ballet en Italie), sans oublier la grande « liturgie » Callas.

Pour l'observateur extérieur, le succès est réel, car M. Bogianckino avait joué gros jeu : le triomphe de deux grandes productions aussi insolites que *Motus* et *Saint François d'Assise* n'était nullement assuré d'avance, et l'œuvre de Messiaen a même pris la dimension d'un événement international, amplifié par la retransmission télévisée, dont l'écho fut extraordinaire autant qu'inattendu.

En revanche, M. Bogianckino ne s'explique pas la « condamnation » presque unanime de la *Butterfly* de Sammartini par la presse, spectacle moins ambitieux, mais qui lui semblait s'inscrire dans la ligne de Lila de Nobili, Visconti et Zeffirelli. Il reste assurément entre l'Italie et la France une différence de sensibilité. Attendons Werther par le même Sammartini.

La sérénité actuelle ne devrait pas être troublée par l'achèvement de la discussion sur les conventions collectives : « Certes, les conflits sont dans la juste logique des choses, mais l'espère qu'ils ne se produiront pas. Personne ne veut remettre en cause les droits des travailleurs qui découlent de leurs efforts. Nous cherchons seulement à favoriser un travail plus souple, une organisation plus productive, qui permette par exemple de donner des représentations en matinée, de répéter le dimanche avec les chanteurs invités ou de prolonger l'activité du Ballet jusqu'à la mi-nuit. Cela implique des sacrifices minimes qui ne touchent nullement aux droits fondamentaux ».

« L'Opéra est une convergence d'arts et de métiers différents. Je considère chacun : musicien, chanteur, technicien, habilleuse — comme un artiste, et j'ai été touché depuis trois mois de voir que tous acceptaient volontiers de

lutter pour la grandeur de leur maison. Il n'est pas vrai que l'Opéra soit ingouvernable. Tout le monde s'est ingénié à éviter les dépassements de temps dans des productions aussi lourdes que les nôtres, et je me demande dans quel théâtre au monde on aurait pu monter l'œuvre de Messiaen de manière aussi parfaite et sans heurts. Songez que l'orchestre, par exemple, a joué trente-six répétitions et cinquante-deux services (1) ! »

« Je tiens beaucoup à ce sentiment de responsabilité personnelle en chacun. L'Opéra doit rester un artisanat et non devenir une industrie de masse, sans quoi on tuera la musique. Cinquante Carmen ou trente Belle au bois dormant à la suite, c'est la négation de l'art. On ne fait du théâtre que lorsque chacun est motivé, d'où ma défiance envers les reprises et les coproductions, hélas ! inévitables, où l'aspect de création est amoindri. Ce ne sera certainement pas le cas avec l'Enlèvement au sérail, fin janvier, qui sera recréé par Strehler dans les conditions d'un spectacle entièrement nouveau ».

L'avis d'un praticien

Du palais Garnier d'aujourd'hui à la Bastille de demain, il n'y a qu'un pas... ou un gouffre ? En praticien expérimenté, M. Bogianckino juge les estimations de la commission Bloch-Lainé (le Monde du 20 novembre) prudentes et réalistes. Avec les dix millions d'habitants de sa région, Paris mérite d'avoir un opéra qui donne autant de représentations que Vienne, Berlin ou Hambourg, et seul un édifice moderne permet d'atteindre cet objectif au point de vue technique et financier.

La programmation de la grande salle (deux cent cinquante spectacles) ne lui paraît pas insurmontable. Il est souhaitable que le public puisse voir chaque année quinze ou vingt spectacles différents. L'alternance de quatre ouvrages par semaine sera parfaitement réalisable grâce aux installations perfectionnées de la Bastille. Elle permettra d'inviter davantage de grands artistes, éventuellement de leur faire chanter plusieurs rôles, et en tout cas de réaliser des recettes chaque soir, même pendant les répétitions des ouvrages nouveaux.

Le palais Garnier aura une dominante chorégraphique qui en assurera, enfin, une exploitation rationnelle, avec un minimum de personnel technique, mais il sera bon de lui conserver des séries homogènes d'opéras. « Ne serait-ce que pour justifier le nom de la place et de la station de métro ». Rien ne s'y oppose dans la mesure où l'on ne conservera plus alors que les décors d'un seul ouvrage lyrique et ceux, plus légers, des ballets.

M. Bogianckino estime irréaliste la conception d'un pool de deux cent vingt musiciens qui serviraient à la fois pour les deux salles de la Bastille, Garnier et Favart. Mieux vaudrait un orchestre de soixante à quatre-vingts instrumentistes à Garnier avec un programme harmonieux de ballets et d'opéras, et une saison de concerts assez fournie pour que les musiciens trouvent dans leur métier un véritable intérêt musical.

Il s'élève à ce propos contre l'idée que les quelques privilèges

de temps et les permissions données aux instrumentistes de son établissement soient démesurés : « Leur vie est bien moins tranquille, bien plus heurtée que dans les orchestres symphoniques, et ils souffrent d'être confinés dans la fosse, dans une condition qui peut paraître inférieure. Laissons-leur une certaine liberté et la possibilité de jouer sur scène, voire en soliste, si nous ne voulons pas que les meilleurs désertent l'Opéra ».

Une troupe permanente de vingt à trente chanteurs lui semble amplement suffisante pour assurer les spectacles de la Bastille (comme c'est le cas à Munich ou à Hambourg, pour deux cent quarante représentations). Dans les troupes nomades, à Vienne par exemple, la moitié des chanteurs sont payés à ne rien faire, et les meilleurs s'évadent constamment pour interpréter les premiers rôles qui leur sont interdits dans la capitale.

Seule exception : Favart, voué à l'opéra-comique et à l'opérette, devrait avoir ses chanteurs et son orchestre de trente musiciens pour constituer un ensemble homogène, en raison de la spécificité du répertoire et des voix.

Quant à la salle expérimentale de la Bastille, il est difficile de dire encore ce que sera son exploitation : des spectacles d'essai contemporains certes, mais qui ne peuvent remplir une saison (ni la salle), des productions régionales, des ouvrages baroques, des ballets, des concerts... L'avenir est ouvert. M. Bogianckino souhaite qu'on n'oublie pas pour autant le Théâtre des Champs-Élysées, lieu idéal pour les opéras des dix-septième et dix-huitième siècles, en particulier Mozart.

Enfin, le passage matériel de Garnier à la Bastille ne semble pas l'inquiéter outre-mesure. « Certes la transition sera délicate : elle posera de nombreux problèmes techniques et humains, et demandera un maximum de précision et de prévision. Mais, personnellement, j'aime les démenagements, sans doute parce que j'ai beaucoup déménagé dans ma vie ! »

Faut-il entendre par là que M. Bogianckino ne serait pas malheureux d'effectuer lui-même le déménagement de « la grande boulique » en 1988 ? Peut-être.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) L'Opéra donnera le troisième tableau et le troisième acte de « Saint François » en concert au cours d'une tournée européenne cet été, et peut-être sa représentation dans un grand festival.

HISTOIRE DE YENS

Paul Mauriat, le Français qui fait vendre

Sur les télévisions nipponnes, à l'heure de la pub, un aimable quinquagénaire grisonnant trace de la main quelques arabesques devant l'azur d'un ciel de Provence et dit, en version originale et accent marseillais : « Le café, c'est ma musique ».

C'est Paul Mauriat. Paul Mauriat et son Grand Orchestre, qui s'en souvient au pays ? Mais au Japon il est l'un des deux Français qui font vendre, l'autre étant Alain Delon — le samouraï — qui apparaît quotidiennement sur des millions d'écrans pour faire, volant en mains, la promotion d'un fabricant de voitures japonaises. Message simple : même le numéro un du cinéma français roule japonais.

Pour Paul Mauriat, l'oreille nipponne, que l'on dit pourtant plus musicale que celle des Français, aime les succès qui distillent dans leur manière claire, nette et propre, ses cuivres et ses violons. On en redemande d'un bout à l'autre de l'archipel, et pas seulement dans la mégapole Tokyo-Nagoya-Osaka. Les publicitaires n'ont pas pour habitude de jeter leurs millions de yens en l'air et surtout pas, quoiqu'on dise pour les beaux yeux de la France. Et s'ils misent sur Paul Mauriat c'est que depuis treize ans, il fait salle comble. Quelques lignes dans un coin de journal ont suffi pour que les billets des cinquante-quatre concerts de sa troisième tournée, fin 1983, soient vendus en trois jours.

Dans un contexte de guerre commerciale, où la France est en retard de quelques victoires — exception faite du camembert et du cognac — et où les Japonais nous reprochent notre

manque de sérieux et la faiblesse de nos prestations sur leur marché, un tel succès a de quoi étonner, surtout face au déferlement « culturel » des variétés américaines.

Bien souvent le Japon attend, pour s'intéresser, la consécration occidentale. Le coup de foudre pour Paul Mauriat éclate par ricochet, en 1969, quand l'une des mélodies du compositeur marseillais devient un tube au hit-parade américain. C'est *Love is blue*, l'*Amour bleu*. Première tournée : « Dix-huit concerts, ça marche bien mais sans plus », raconte Paul Mauriat. En 1970, nous ne revenons pas, mais en 1971 je signe pour trente-cinq prestations. Tout est réservé en quelques jours. Depuis, nous sommes là chaque année et nous avons toujours joué devant des salles bourrées de jeunes, même en province. Lui-même est surpris, et redoute que « ça ne dure pas ». « Ma génération, dit-il, connaissait surtout le Japon de Pearl Harbor, j'ai découvert un peuple romantique, qui, je crois, aime aussi dans la musique et dans notre travail sur scène le côté mélancolique et complet ».

Comme d'autres musiciens, autrement plus frénétiques, il n'échappe pas au conformisme poli et au manque de spontanéité du public japonais. « Au début, on est déçu, surtout après les publics latins et américains, qui manifestent leurs sentiments pendant le concert. Ici, ça ne se produit jamais. » Il parle des jeunes filles, émues par ses violons, qui pleurent discrètement, le nez dans leur bouquet sans oser l'aborder, et

des jeunes gens sérieux qui viennent lui parler de musique classique. Il fit son admiration pour l'équipement des salles, de l'extrême nord à l'extrême sud, même dans les petites villes. Il constate que l'infrastructure et les connaissances musicales sont égales sinon supérieures à celles de l'Allemagne fédérale et prédit que là encore, « le Japon va dépasser tout le monde ».

Les écoles de musique, en effet se multiplient, et les concerts prolifèrent à un rythme soutenu, pour le classique, le jazz, les variétés, Tokyo est plus que jamais une étape obligée. La plus lucrative. De surcroît, depuis la « guitare espagnole » jusqu'à l'orgue de barbarie électronique, il devient difficile de trouver un instrument qui ne soit pas « made in Japan ».

En écoutant Paul Mauriat vanter les qualités exceptionnelles de l'organisation et du public japonais — et sans doute aussi celles de ses cachets en yens reconvertis — on comprend pourquoi il consacre désormais la quasi-totalité de ses tournées au pays du Soleil Levant. D'autant que ce soleil prend la forme de disques d'or : les producteurs nippons, habiles à jouer de la boudinisme du public pour la musique importée et à prolonger le succès, achètent toutes ses compositions. En bons commerçants, ils mélangent les titres pour obtenir le maximum de combinaisons. Au fil des ans, ils ont sorti deux cent huit disques, dont ils ont vendu vingt millions d'exemplaires, uniquement au Japon.

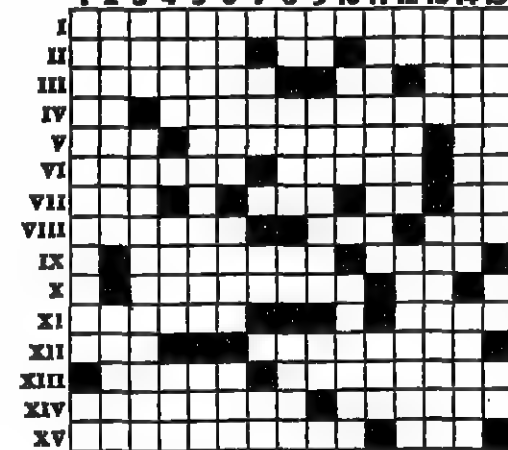
R.-P. PARINGAUX.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3619

HORIZONTALEMENT

I. Un qui se met en quatre. — II. Placement en liquide qui peut rapporter. N'a donc rien à perdre. Sont donc faits pour s'entendre. — III. Se digèrent mieux sur un plat que sur un plateau. Descendu, peut-être pour remonter. Le début d'un aveu. — IV. Représentent une certaine puissance en Angleterre. On y met le feu lorsqu'il est en cendres. — V. Récolte donc les fruits de la campagne. S'en met plein la bouche ou nous en met plein les oreilles. Signes d'ordre. — VI. Bien polies mais peu sortables. Ne chasse donc pas son chagrin en travaillant. Terme de rhétorique. — VII. Terme de cé-



rémonie. Un usage ou un grain. Démonstratif. Symbole chimique. — VIII. Écrivain français. Plus on en a envie et plus on s'en passe. De quoi nous faire tourner la tête. — IX. Partie d'un bassin. Tente de faire apparaître. — X. Font les chefs ou sont faites par les chefs. Lettres de satisfaction. — XI. Anciens titres nobiliaires écossais. Enfant de cœur. — XII. Dispose donc ou indispose sûrement. Telles des fuites difficiles à endiguer. — XIII. Qu'il soit bouché ne l'empêche pas d'être ouvert. Pour lesquelles une cure est du plus grand

VERTICALEMENT

1. Jeune fille qui semble peu douée pour le ménage. Abréviation. — 2. Travaille à tour de bras. Porteuse de pain. — 3. Celui que l'on prend est parfois celui qu'on laisse. Peut combler les amateurs de lait pur. — 4. S'annonce en coupant la parole. Fait ressentir un choc. Un

bon remède contre le mal de l'air. — 5. Pour lui, c'est la grande vie. Symbole de résistance. — 6. Sont donc revenus à la charge. Hommes de robes. Roi. — 7. Purgé donc sa peine. Signes d'intelligence. Ses jours sont comptés. — 8. Le dernier cri. Est donc à ramasser. Homme de bien ou homme d'un mal. — 9. Entre deux possibilités. A donc quelque chose d'un spectre. Participe passé. — 10. Titre cananéen. Jette du jus mais manque d'eau. — 11. Parfois schémas avec les enfants. Tests donc. — 12. Symbole chimique. Nous comble lorsqu'elle est heureuse. Ne sont pas fauchés comme les blés. — 13. Service que l'on demande instamment. Jette une ombre sur un visage de femme. — 14. De nature à empoisonner ou à capturer, selon l'espèce. Cavallières. — 15. Excite donc physiquement ou fatigue moralement. Donne matière à boutons. Abréviation.

Solution du problème n° 3618

Horizontalement
I. Muscadins. — II. Une. Navet. — III. Simon. — IV. Ereinte. — V. Carte. Han t. — VI. H. l. Noce. — VII. Alpha. Ecs. — VIII. Iles. — IX. Les. Cossé. — X. Sterne. — XI. États. Ou.

Verticalement
1. Musio-hall. — 2. Uni. All. Est. — 3. Semer. Piété. — 4. Orteil. Et. — 5. Année. Nègre. — 6. Da. Sons. — 7. Franco. Se. — 8. Ne. Tacota. — 9. Stène. Elu.

GUY BROUTY.

DEUX ANES

IMMENSE SUCCÈS DE LA MORDANTE REVUE

L'IMPOT ET LES OS

avec

Pierre-Jean VAILLARD

Christian VEBEL
Jean-Louis BLEZE
Jacques RAMADE
Marie SANDRINI
Jean-Michel MOLÉ
Maurice ARISI
Jean-Pierre MARVILLE
Robert VALENTINO

Mise en scène
Francis DESCHAMPS
Location : Théâtre et agences

THEATRE MONTPARNAISE

MARCELLO MASTROIANNI

NATASHA PARRY

TCHIN TCHIN

de FRANÇOIS BILLETDOUX

PETER BROOK

et MAURICE BENCHOU

LOCATION : 322-77-74

ILS ONT OSÉ !

LEE MARVIN • MIOU-MIOU
JEAN CARMET • VICTOR LANOUX

CANICULE

UNE BOMBE !

SIGNÉE

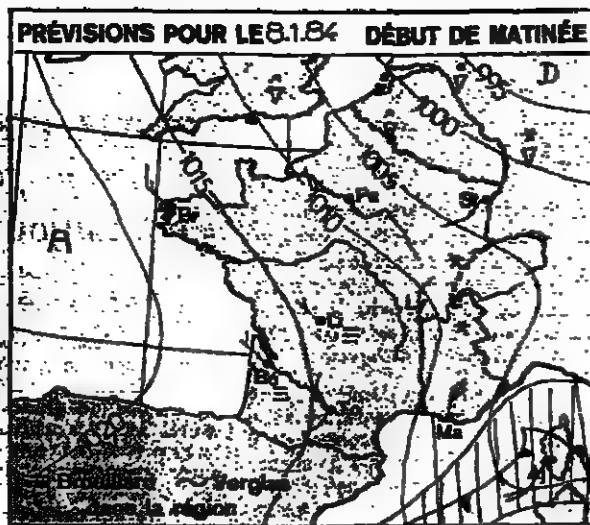
YVES BOISSET • MICHEL AUDARD • JEAN VAUTRIN

LE 11 JANVIER

مقالات العمل

France / services

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 janvier à 0 h et le dimanche 8 janvier à midi.

La dépression centrée au sud de la Scandinavie dirige sur la France un front de nord-ouest modéré.

Dimanche matin des brumes ou brouillards se formeront de l'Aquitaine au centre et à la Bourgogne et l'on pourra observer des gelées de brouillard à 0 à -3 degrés.

Des averse se produiront d'abord près de la Manche, des frontières du Nord, et des Vosges aux Alpes et à la Corse.

En cours de journée, elles interviendront aussi le nord de la Seine, les régions du Nord-Est et de l'Est, et la Corse. Le neige tombera à basse altitude sur les versants nord des massifs montagneux.

Les éclaircies seront assez belles près de l'Atlantique et sur le golfe du Lion.

Les vents de nord-ouest à nord seront modérés à assez forts avec rafales, sous les averse. Le mistral et le vent de nord-est resteront violents.

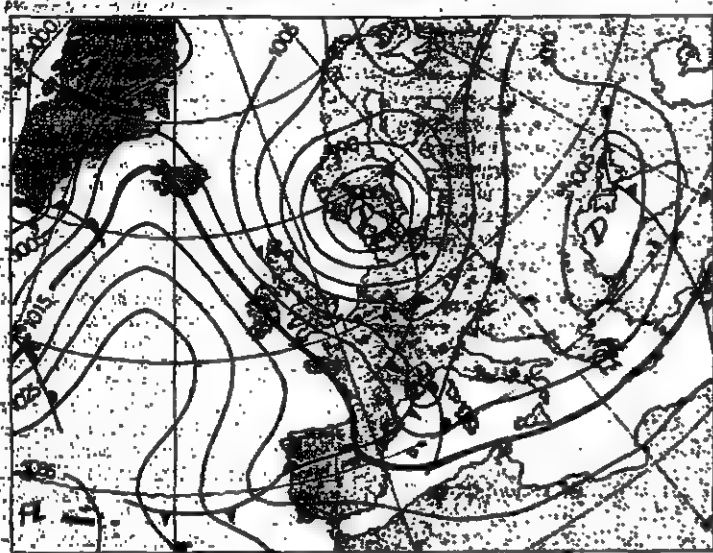
Les températures maximales seront partout en baisse par rapport à la veille; elles varieront de 5 à 7 degrés près des côtes à 2 ou 3 degrés sur le Nord et le nord des Alpes.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 janvier; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 janvier): Ajaccio, 12 degrés et -1; Biarritz, 12 et 9; Bordeaux, 9 et 8; Bourges, 7 et 4; Brest, 11 et 10; Caen, 9 et 7; Chambourg, 8 et 7; Clermont-Ferrand, 8 et 0; Dijon, 3 et 2; Grenoble, 6 et -1; Lille, 7 et 5; Lyon, 3 et 0; Marseille, 10 et 6; Nancy, 4 et -1; Nantes, 8 et -1; Paris, 8 et -1; Pau, 11 et 8; Perpignan, 12 et 9; Rennes, 9 et 7; Strasbourg, 8 et 3; Tours, 8 et 5; Toulouse, 10 et 6; Valence, 10 et 23.

Températures relevées à TANGER : Alger, 14 et 7 degrés; Amsterdam, 7 et 5; Athènes, 15 et 11; Berlin, 5 et 3; Bonn, 6 et 4; Bruxelles, 6 et 5; Le Caire, 20 et 10; Des Canaries, 20 et 18; Coppenhague, 6 et 3; Dakar, 24 et 19; Djibouti, 13 et 10; Genève, 4 et -2; Jérusalem, 15 et 11; Lisbonne, 11 (minimum); Londres, 8 et 7; Luxembourg, 4 et 2; Madrid, 9 et 4; Moscou, 0 et -4; Nairobi, 21 et 11; New-York, 7 et 3; Palma-de-Majorque, 16 et 4; Rome, 10 et 0; Stockholm, 2 et -1; Téhéran, 12 et 6; Tunis, 12 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Nantes, 9 et 6; Nice-Côte d'Azur, 12 et 2; Paris-Le Bourget, 8 et 6; Paris-Montsouris, 8 et 6; Pau, 11 et 8; Perpignan, 12 et 9; Rennes, 9 et 7; Strasbourg, 8 et 3; Tours, 8 et 5; Toulouse, 10 et 6; Valence, 10 et 23.

Températures relevées à TANGER : Alger, 14 et 7 degrés; Amsterdam, 7 et 5; Athènes, 15 et 11; Berlin, 5 et 3; Bonn, 6 et 4; Bruxelles, 6 et 5; Le Caire, 20 et 10; Des Canaries, 20 et 18; Coppenhague, 6 et 3; Dakar, 24 et 19; Djibouti, 13 et 10; Genève, 4 et -2; Jérusalem, 15 et 11; Lisbonne, 11 (minimum); Londres, 8 et 7; Luxembourg, 4 et 2; Madrid, 9 et 4; Moscou, 0 et -4; Nairobi, 21 et 11; New-York, 7 et 3; Palma-de-Majorque, 16 et 4; Rome, 10 et 0; Stockholm, 2 et -1; Téhéran, 12 et 6; Tunis, 12 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 7 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Julien Fontanes. Un coup de bluff, réal. D. Moosmann. Avec J. Morel, R. Miramon, S. Amidou, C. Barbier, M. Marie... Un inconnu se fait passer pour l'ami d'enfance du magistrat Julien Fontanes. Qui est-ce ?
22 h 15 Droit de réponse : l'esprit de contradiction. Émission de Michel Polac. A quel sert la télévision ? Avec J. Chazal, sénateur, J.-M. Cavada, A. Gaillard, O. Todd, A. Beroff, P. Bouastier...
0 h Journal.

cinéma américain : Mel Brooks, Dean Martin, Jerry Lewis.
21 h 30 La vie de château. Émission de J.-C. Brialy. Pour la première émission de sa série, Jean-Claude Brialy reçoit dans son château de Monthyon Suzanne Flon, Bernard Giraudeau et Gérard Lenorman. Souper aux chandelles et conversations à bâtons rompus.
22 h Journal.
22 h 20 Musiclub. Les péchés capitaux (1^{re} partie), par le mime Marcelou.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

au PALAIS DES CONGRES à partir du 12 Janvier
NANA MOUSKOURI
Nouvel Album QUAND ON REVIENT.
PHILIPS

20 h 35 Variétés : Champagne-Élysées. De M. Drucker. Avec Nana Moukouri.
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock. Spécial Quincy Jones.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : L'univers du rire. Présentée par B. Reynolds, J. Lemmon, W. Matthau. Une série de trois émissions qui proposent de faire revivre les grands moments et les grandes figures de

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30 Informations.
17 h 35 Troisième rang de face (l'actualité des spectacles).
18 h 10 Dynasty.
18 h 55 Dessin animé : Les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Infos régionales.
19 h 35 Clip-Clip (panorama de la chanson et du cinéma français).

FRANCE-CULTURE

20 h. Et soudain l'homme s'est envolé, de C. Dufrenoy. Avec S. Ariel, P. Michel, D. Manuelli...
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Variations pour orchestre sur un thème de Haydn, Concerto pour piano et orchestre n° 5 de Beethoven, Symphonie n° 4 en fa mineur de Tchaïkovski par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine, sol. Y. Egorov, piano.
22 h 30, Fréquence de nuit : le club des archives.

Dimanche 8 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Messe de l'Épiphanie. En l'église Saint-Jean de Laval (Mayenne), avec les choristes et les malentendants.
12 h Sport : Ski. Station spéciale à Morzine.
13 h Journal.
15 h 25 Série : Starkey et Hutch.
16 h 20 Thriller. Vidéo clip avec Michael Jackson.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h 30 Monique. Voix et visages de l'immigration. A la découverte des associations, de la vie quotidienne des communautés étrangères en France. M^{me} Georgina Dufols, secrétaire d'Etat aux immigrés, présente ses vœux.
15 h 50 Théâtre (cycle Shakespeare) : Jules César, réal. Herbert Wise, avec R. Pasco, Ch. Gray, K. Michell. Enjeux des succès politiques et militaires de César, Cassius conspire avec Cécilia pour le détrôner. Brutus se joint au complot. Mise en scène anglaise souvent révisée.
18 h 30 Émission pour la jeunesse.
19 h 40 R.F.O. Hebdo.
20 h Fraggie Rock. Une comédie musicale colorée, des marionnettes, un spectacle de Jim Henson, créateur des « Muppets ».
20 h 35 Téléfilm : la Recours aux armes. De F. Barret et J.-L. Philippot. Un propriétaire de ranch, grand chasseur de gibier, introduit de nouvelles espèces d'animaux et rompt l'équilibre écologique.
21 h 30 La légende de saint Julien l'Hospitalier. D'après réal. U. Laugier, G. Flaubert. Émission de TF1.
Une légende belle et cruelle tirée des « Trois Contes » de Gustave Flaubert qu'Ulysse Laugier a mise en images de façon très virgine. Ni acteurs ni décors mais des dessins, des peintures qui s'animent et se transforment au gré de l'histoire.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : (cycle Aspect du film noir) : En quatrièmes vitesses. Film américain de R. Aldrich (1955), avec R. Meehan, A. Dekker, P. Stewart, M. Carr, M. Cooper, C. Leachman (v.o. sous-titrée N.). Un détective privé, brutal et sans scrupules, cherche à résoudre une énigme qui devrait le conduire à un trésor. Il avance dans un labyrinthe de violence et d'horreur. Le plus mythique des films d'Aldrich dans les années 50. Une mise en scène survolée, des personnages étranges, une parabole moderne sur les maux qui peuvent sortir de la Botte de Pandore.
0 h 10 Prélude à la nuit. Chanson et sonnet de Giovanni Gabrieli, par les philharmoniques de Châteauroux à Budapest. Dir. Y. Kovacs.

FRANCE-CULTURE

8 h. Foi et tradition.
8 h 25, Protestantisme.
9 h 10, Écoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française.
10 h. Messe à la cathédrale du Havre.
11 h. Musique : deux siècles d'opéra à Prague (et à 12 h 45, 14 h 5, 18 h 30 et 23 h).
12 h 5, Allegro.
14 h. Soma.
17 h 30, Rencontre avec... J.-C. Victor (l'enjeu afghan), le père S. de Beauregard (Mica enfante de Kaboul) et le docteur P. Bau de Médecins sans frontières.
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, La cinémas des cinéastes.
20 h. Allégresse : Amérique en lambeaux de mémoire (poésie et musique latino-américaine).
20 h 40 Ateliers de création radiophonique : Quadrige P.S.G.S. : Frey, Farber, Globokar, Schwarz.
23 h. Deux siècles d'opéra à Prague.

FRANCE-MUSIQUE

8 h 5, Cantate, de Bach.
9 h 5, D'une oreille l'autre : vers 10 h 30, concert : œuvres de Verdi, Dvorak, Brahms par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly.
12 h 5, Magazine International.
14 h 4, Hors commerce : œuvres de Magard ; vers 16 h, Références : œuvres de Chausson, Fauré.
17 h. Comment l'entendez-vous ? Berlioz par J.-P. Aron, écrivain.
19 h 5, Jazz vivant.
20 h. Les chants de la terre.
20 h 30, Concert Missa solennelle de Beethoven par l'Orchestre philharmonique de New-York et les chœurs de Westminster, dir. D. Mitropoulos, sol. E. Steber, N. Tangemann, M. Harrel...
22 h 30, Fréquence de nuit : les figurines de l'ère ; Entre guillemets.

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 JANVIER

« Raphaël », 15 h, Musée de Louvre, pavillon de Flore (Approche de l'art).
« Poussin », 14 h 30, Musée de Louvre, porte Denon (Arènes).
« Hôtel Launay », 15 h, 37, quai d'Anjou (Arts et curiosités de Paris).
« Villa Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel Biron », 15 h, Métro Varenne (M^{me} Haullier).
« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrui).
« Turner », 16 h 45, Grand Palais (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« L'Opéra de Paris », 13 h 15, hall d'entrée (M^{me} Roman).
« La Mousquie », 14 h 30, place du Palais-de-Justice (Approche de l'art).
« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« La franc-maçonnerie », 15 h, 16, rue Cadet (P.-Y. Jastel).
« Le cœur de Paris », 14 h 30, place du Châtelet (Paris autrui).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Atelier d'un restaurateur de cristal », 15 h, 84, rue de Jemmapes (Tourisme culturel).

MARDI 10 JANVIER

« La Mousquie », 14 h 30, place du Palais-de-Justice (Approche de l'art).
« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« La franc-maçonnerie », 15 h, 16, rue Cadet (P.-Y. Jastel).
« Le cœur de Paris », 14 h 30, place du Châtelet (Paris autrui).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Atelier d'un restaurateur de cristal », 15 h, 84, rue de Jemmapes (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

MARDI 10 JANVIER

14 h 30, 62, rue Madame : « Politique et urbanisme à Rome » (Arènes).
19 h 30, Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, 1, rue Victor-Costa, Père Humbert Bonodi : « Toulard de Chardin » (Université populaire de Paris).
20 h 30, 15, rue Laffitte, L. Viozler et M.-A. Gaudard : « Le Zodiaque » (Nouvelle Acropole).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 7 janvier 1984 :

DES DÉCRETS

• Fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques.
• Modifiant le code de l'urbanisme et relatif au permis de construire.
• Portant classement parmi les sites pittoresques (dans les départements du Gard et de l'Hérault).
• Portant modification de limites territoriales à Paris.

EN BREF

CLUB

BOULEVARD DE VIVRE. — Salon de la lecture, salon de thé, salle de jeux, salle de télévision avec projections de films sur écran géant (Notre-Dame de Paris, Tout feu, tout flamme, la Bonne Année) concert Vivendi : ainsi s'annonce le programme du mois de janvier au Club de la Planchette, un centre de loisirs et un resto-club ouvert par Patrick Berkany et son équipe municipale à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), installé dans le château de la Planchette, enfoui dans la verdure et les fleurs d'un parc de 28 000 mètres carrés, ce club sera ouvert aux personnes âgées de cinquante ans et plus. Au resto-club, on peut réserver et déjeuner : conception pour un prix modeste. On n'a pas oublié le terrain de boules et le camp d'accès pour handicapés. Inauguration le 8 janvier.
★ Club de la Planchette, 105, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret. Tél. : 731-30-10.

FONDATION

FAMILLES NOMBREUSES. — L'Académie française, qui vient de décerner les prix des deux fondations Cognac-Jay, a modifié les conditions imposées aux familles. Pour la première fondation (2 000 F) les familles devront être composées d'au moins six enfants vivants et du même père ou de huit enfants précédemment. Pas de changement pour la seconde fondation (1 000 F) ouverte aux familles composées d'au moins quatre enfants vivants. Les familles de huit enfants et plus sont rares. Ce qui explique cette modification.
JOURNÉE NATIONALE DU SKI
TOUS SUR LES PISTES. — Débuter le ski en famille est l'objectif de cette journée du 8 janvier. 10 000 moniteurs des écoles de ski français accueilleront gratuitement, dans 400 points des cinq massifs français (au pied des pistes ou dans les écoles), les débutants pour leur faire prendre contact avec le ski alpin et le ski de fond. Les enfants seront confiés à des moniteurs spécialisés et les adultes pris en charge dans les cours collectifs de dix personnes. Les moyens mis en œuvre par le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports, les moniteurs des Écoles du ski

français et la Fédération française de ski notamment permettent d'accueillir plus de 100 000 personnes.

RÉTROMANIE

BROCANTE. — La dix-neuvième Brocante de Paris aura lieu du 12 au 22 janvier sous le chapiteau de la porte Maillot. Innovation de cette année, M. Jacques Nebout, facteur de piano, exposera et vendra des pièces restaurées dans ses ateliers : Erard, Gaveau, Pleyel, Bechstein et Steinway des années 1900.
★ Tous les jours, de 11 heures à 19 heures ; samedi et dimanche, de 10 heures à 19 heures.

VIE QUOTIDIENNE

ON NE REMBOURSE PLUS LES TEMPÊTES

Depuis le 1^{er} janvier, la loi sur les catastrophes naturelles ne s'appliquera plus aux tempêtes. C'est la garantie « tempête-grêle-neige », actuellement en usage, qui prendra désormais en charge les dommages dus aux intempéries sur les toitures, mais aussi, dans certaines conditions, à l'intérieur des immeubles, maisons ou appartements. Rendent causes les inondations résultant de refoulements d'égouts ou de débordements de rivières. Sauf si les pouvoirs publics assument l'événement à une catastrophe naturelle.

La garantie prévoit que le montant des capitaux assurés contre la tempête sera identique à celui fixé au contrat de la garantie incendie.

Le titulaire d'une garantie « tempête-grêle-neige » sera indemnisé normalement. L'assureur doit proposer cette garantie à celui qui ne l'a pas. Toutefois certains assureurs n'en parlent pas à leurs clients pour des raisons techniques : elle leur sera proposée automatiquement au moment de règlement du sinistre. On peut la demander sans attendre le mauvais temps.
★ Centre de documentation et d'information de l'Assurance (C.D.I.A.), 2, rue de la Chausse-P-Antia, 75009 Paris. Tél. : 624-96-12 et 770-89-39.

Libez
Le Monde DE L'ÉDUCATION

Économie

Le corset de la politique contractuelle

Ce n'est que le 31 décembre 1983 que M. Pierre Mauroy a adressé aux ministres assurant la tutelle des entreprises publiques ses « orientations » pour l'évolution des salaires publics en 1984 (le Monde du 6 janvier). Sa lettre commence par l'annonce d'un principe clair et net : « La politique contractuelle demeure, dans le cadre de l'objectif fixé par le gouvernement en matière de lutte contre l'inflation, l'élément essentiel des relations sociales dans l'entreprise. » Voilà qui rejoint la volonté exprimée déjà dans ses précédentes directives, en date du 10 septembre 1982, pour préparer la sortie du blocage des salaires, de « faire redémarrer avec énergie la politique contractuelle ».

A première vue, le champ de cette politique contractuelle est assez étendu puisqu'il recouvre, outre les salaires, la durée et l'aménagement du temps de travail et la constitution de fonds salariaux. Mais ce n'est qu'apparence. Déterminer la politique contractuelle — à défaut de lui donner un nouveau souffle — nécessite de donner une marge de manœuvre minimale aux partenaires qui sont amenés à discuter et à préserver la liberté de négociation. Or le cadre esquissé par M. Mauroy est tellement strict qu'il ne peut en ressortir qu'une

politique contractuelle très corsetée. Très surveillée.

Déjà, dans le secteur privé, les recommandations du C.N.P.F. ne laissent qu'une bien faible marge de manœuvre pour discuter les salaires. Il en sera de même pour le secteur public. Lorsque M. Mauroy indique que « l'objectif du gouvernement est le maintien du pouvoir d'achat moyen » — ce qui ne se confond pas avec le maintien du pouvoir d'achat de chaque salarié, — il ajoute, ce qui est encore plus restrictif, « dans la mesure compatible avec la situation effective des entreprises. Le succès de la politique de lutte contre l'inflation est le plus sûr moyen d'y parvenir ». Une priorité qui rejoint tout à fait dans son esprit celle exposée par le patronat.

Les quatre règles énoncées par M. Mauroy — et notamment celle selon laquelle « les augmentations du niveau des salaires doivent être fixées pour l'ensemble de l'année 1984 suivant un calendrier prédéterminé et ne pas excéder l'objectif retenu par le gouvernement en matière de prix, à savoir 5 % » — sont conformes à ce qui était attendu (le Monde du 25 novembre et du 17 décembre 1983), y compris quant à l'inclusion du fameux

« glissement vieillesse technicité » (G.V.T.), qui prend en compte les mesures automatiques liées au déroulement de carrière, dans la masse salariale.

Curieusement, alors qu'il y aura bien peu de grain à moudre en matière salariale pour 1984, il y a peu de réactions syndicales. Talbot oblige. Seule la C.F.T.C. a noté, lucidement, que, « compte tenu des reports de l'année précédente, il ne resterait pratiquement aucune augmentation à réaliser dans toute une série de secteurs ». Elle s'est inquiétée de l'« acte de foi » demandé ainsi aux salariés alors que les prévisions situent l'inflation, en 1984, au-dessus de 5 %. Le premier rendez-vous salarial dans la fonction publique, le 20 janvier, permettra de mesurer le degré de mécontentement des salariés alors que se posera le problème de l'application des clauses de sauvegarde.

Est-ce pour assouplir le carcan que le premier ministre a recommandé, comme à la fin 1982, de rechercher la réduction du temps de travail « par la voie contractuelle » ? On sait que le chef du gouvernement réaffirme, et il s'en entretiendra dès lundi avec MM. Krasucki et Mahe, à de nouvelles formules dans ce domaine. Mais là aussi, le cadre est strict

puisque les éventuelles diminutions de la durée du travail devront être assorties de négociations sur l'amélioration de la productivité et l'utilisation des équipements « dans le but de ne pas entraîner de coût supplémentaire pour l'entreprise ».

En filigrane réapparaît ainsi la question de la compensation salariale. M. Mauroy préconise deux voies : celle des contrats de solidarité — mais n'ont-ils pas besoin d'être adaptés pour être plus incitatifs ? — et celle du « temps choisi » — formule qui n'en est encore qu'aux premiers balbutiements. Enfin, conformément aux orientations dégagées par M. Bérégovoy à l'issue des travaux de la commission nationale de la négociation collective, la directive recommande la constitution de fonds salariaux. On peut cependant se demander combien d'entreprises publiques et nationalisées se lanceront dans cette voie alors que les syndicats sont si divisés sur ce point.

Vieille habitude. M. Mauroy tente d'augmenter la rigueur salariale d'une petite dose de « qualitatif ». Un souci louable mais présenté dans un flacon si étroit que peu de syndicats se précipiteront pour en apprécier la saveur.

MICHEL NOBLECOURT.

POUR M. PIERRE MAUROY

Le risque pour Talbot

« est toujours celui de la fermeture »

Au début du week-end, on était dans l'attente des conditions dans lesquelles pourrait se faire la réouverture de l'usine Talbot de Poissy, fermée depuis le vendredi 6 janvier par la direction. Celle-ci évaluait à 8 millions de francs les dégâts causés lors des affrontements des jours précédents, surtout du jeudi, entre grévistes et non-grévistes. Mais, au-delà, c'est le sort des 1 905 travailleurs licenciés qui reste en suspens. L'application de l'accord social passé le 17 décembre entre le gouvernement et la direction devra être précisée, au moment où le premier ministre consomme ses rencontres avec les responsables syndicaux et patronaux sur les problèmes de l'emploi dans l'industrie.

Plusieurs manifestations ont eu lieu vendredi à propos de Talbot, avec un nombre limité de participants.

La plus importante a réuni à Paris, à l'appel de la C.G.T., vingt mille personnes selon les organisateurs, cinq mille selon la police. Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient de nombreux immigrés, ont défilé de la Nation à la Bastille en scandant : « Talbot vivra, P.S.A. doit négocier ! » et « Français et immigrés, même patron, même combat ! ». Le cortège, conduit par plusieurs dirigeants de la C.G.T., notamment M. Henri Krasucki, secrétaire général de la Confédération, André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, ainsi que par Mme Nora Trénel, secrétaire de la section Talbot-Poissy, comptait notamment des délégations des grandes usines automobiles de la région parisienne et de nombreux élus communistes.

A Poissy, la manifestation organisée par la municipalité et la C.S.L., auxquelles s'étaient associés le Syndicat autonome et la section F.O. de Talbot, a rassemblé 2 500 personnes selon la police (4 500 selon les organisateurs) devant la mairie. A l'appel du maire, M. Jacques Masdeu-Arus (R.P.R.), les commerçants de la ville ont fermé leurs boutiques pendant deux heures. M. Hervé Martin, secrétaire de la C.S.L., a déclaré que « des gens ont des obligations de défendre jusqu'à Talbot », pris, selon lui, entre une direction qui leur disait nous vous vendons » et « des gens prêts à

user ». A La Rochelle, quatre cents salariés de l'usine Talbot de Périgny se sont aussi rassemblés vendredi après-midi à l'appel de la C.S.L. Le secrétaire général de cette confédération, M. Auguste Blanc, a demandé à être reçu par le premier ministre.

M. Pierre Mauroy va, en effet, rencontrer, au cours des deux semaines qui viennent, les principaux dirigeants syndicaux et patronaux : après M. Krasucki (resp. d'autre part, par le président de la République le 13 janvier) pour la C.G.T. et M. Edmond Maire pour la C.F.D.T. le lundi 9, ce seront, mardi 16, MM. André Bergeron pour F.O. et Jean Mann pour la C.G.C., mardi 17, M. Jean Bernard, président de la C.F.T.C., et, enfin, le mercredi 18, M. Yves Gattaz, président du C.N.P.F.

Evénement le conflit Talbot, en cours de la cérémonie des vœux de Nouvel An à la mairie de Lille, M. Mauroy a estimé que « le risque, d'état, et c'est toujours celui de la fermeture ». Surtout, il a donné quelques indications sur les moyens envisagés par le gouvernement pour des secteurs en difficulté comme les charbonnages, la sidérurgie ou les chantiers navals : il a suggéré des « concours de reconversion » de deux ans pendant lesquels les travailleurs licenciés pourraient bénéficier pour se reconvertir, « afin de concilier la loi économique avec la loi humaine et la loi sociale ».

En ce qui concerne l'industrie automobile, M. Georges Granger, secrétaire de la Fédération C.F.D.T. de la métallurgie, a reconnu vendredi à l'Europe 1 qu'il y avait « sureffectif » — contrairement à ce qu'avait affirmé la veille M. Claude Foppen, membre du bureau politique du P.C.F. — et qu'il fallait « d'autres méthodes que le licenciement sec et brutal ». De son côté, M. Jacques Toubon, membre du conseil politique du R.P.R., député de Paris, a déclaré à l'Europe 1 devant les élus locaux de son parti : « Ce qui se passe à Talbot-Poissy est la répétition générale de l'affaire que nous allons connaître d'ici peu à Renault-Flins ». Pour lui, « le gouvernement a toujours choisi la mauvaise solution : chaque fois qu'il avait des problèmes ».

A L'USINE MERE

Sochaux, lieu de paix

De notre correspondant

Besançon. — Talbot, Peugeot, Poissy, Sochaux, même combat ? Pas vraiment. Les événements de Poissy n'ont pas provoqué à Sochaux de réactions vives parmi les trente mille six cents ouvriers de l'usine Peugeot, pas plus d'ailleurs que l'annonce, le 3 janvier 1984, du comité d'établissement de l'accord donné quatre jours plus tôt par les pouvoirs publics à la mise en prétraite, dans le courant de l'année, de quelque mille sept cents salariés de l'entreprise socialiste.

JEAN-LOUIS THIE.

En 1990

Les deux aéroports parisiens pourront accueillir 50 millions de passagers

Le trafic d'Aéroport de Paris a, pour la première fois, franchi en 1983 le cap des 30 millions de passagers : 30,2 millions de personnes exactement ont transité par les trois aéroports parisiens (Orly, Le Bourget), soit 2,5 % de plus qu'en 1982. Cette amélioration des résultats aura été enregistrée en dépit d'un fléchissement — phénomène sans précédent — du trafic international (— 0,5 %) sensible surtout sur l'Europe et l'Afrique du Nord.

Présentant dernièrement l'activité de l'établissement public devant l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (A.I.P.A.E.), son président, M. Pierre Marion, a expliqué que des économies de gestion, la hausse de certaines redevances et une réduction des investissements ont permis à l'Aéroport de Paris de tirer son épingle du jeu dans une conjoncture somme toute assez

maussade. Ses bénéfices atteignent 18 millions de francs et sa capacité d'autofinancement couvre 56 % de ses besoins.

Pendant les cinq prochaines années, des investissements très lourds vont être consentis pour porter à la fin de la décennie la capacité totale des deux aéroports parisiens à 50 millions de passagers annuels. A Orly-Sud, les surfaces de traitement des passagers seront remodelées et un circuit dit « de haute sécurité » sera installé pour les « vols sensibles ».

Les deux bails d'Orly-Ouest vont être agrandis et deux bails supplémentaires seront construits. Enfin, à Roissy, un troisième terminal devrait être ajouté à l'aérogare CDG-2 où opère Air France, mais le calendrier des travaux ne sera arrêté qu'au milieu de l'an prochain, en concertation avec la compagnie nationale.

M. Gattaz a fait part à M. Mitterrand de l'inquiétude et du mécontentement des chefs d'entreprise

Le président du C.N.P.F., M. Yves Gattaz, a déclaré le 6 décembre, après un entretien avec M. François Mitterrand, que les chefs d'entreprise sont « à la fois inquiets et mécontents ».

M. Gattaz a expliqué : « Nous sommes inquiets parce que la France risque de « décrocher » du peloton de tête des entreprises mondiales dans les pays modernes et nous sommes mécontents parce qu'il y a un certain nombre de promesses non tenues sur la liberté des prix, ou l'allègement des charges et des contraintes ».

Revenant d'un voyage outre-Atlantique, M. Gattaz a indiqué au chef de l'Etat qu'il avait été « très impressionné par le sursaut économique des Etats-Unis. Deux méthodes simples sont à la base de ce sursaut : allègement des charges ; flexibilité et liberté totale dans la gestion. Résultats : trois millions de chômeurs en moins en douze mois ».

M. Gattaz a, par contraste, opposé le sursaut des Etats-Unis à la situation de l'économie française. « Si le langage du pouvoir a changé, malheureusement ses actes ne sont

pas conformes aux paroles et les actions ne sont pas conformes aux intentions. Or, « les entreprises ne peuvent vivre avec des promesses ». Le président du C.N.P.F. a donné au président de la République des exemples de ce décalage entre les paroles et les actes. Ainsi, la décision de libérer les prix industriels n'a pas été répercutée au niveau de l'administration, puisque la direction des concurrents et des prix ne donne actuellement son autorisation aux industriels que pour des hausses de 4,25 % seulement en 1984 ; avec l'interdiction de répercuter l'augmentation du coût des matières premières.

« Les chefs d'entreprise français ne baisseront pas les bras, a affirmé le président du C.N.P.F. Nous voulons ardemment innover, investir, exporter, lutter contre le chômage. Nous voulons créer des emplois et augmenter le niveau de vie des Français (...) Mais pour cela il faut absolument que les promesses soient tenues et que l'on laisse la liberté aux entreprises afin que nous nous trouvions à armes égales avec nos concurrents étrangers ».

Les aciéries d'Usinor-Thionville reprennent le travail après cinq semaines de grève

De notre correspondant

Metz. — La production a repris, mercredi 4 janvier à 14 heures, à l'aciérie Usinor-Thionville (123 salariés). Cette installation était paralysée depuis le 5 décembre 1983 par une grève revendicative des salariés. Les aciéristes qui, la veille encore, avaient rejeté les propositions de la direction, ont décidé d'interrompre le mouvement, alors que le conflit s'enlisait.

Déclenchée à l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T., la grève tournante, ayant bloqué durant près de cinq semaines le four électrique et la coulée continue d'Usinor-Thionville, portait sur des revendications salariales et une révision des classifications. Les 123 aciéristes demandaient des augmentations de 500 F à 700 F pour aligner leurs salaires sur ceux des autres catégories, selon les syndicats. La direction, invoquant les consignes de modération données par le ministre de l'économie et des finances, les a refusées. Elle a néanmoins présenté au personnel, le 15 décembre dernier, une étude portant sur la réso-

nalisation des classifications. Celle-ci, acceptée par les syndicats, mais jugée insuffisante pour suspendre la grève, prévoyait d'accorder à soixante-quatre agents de l'aciérie une augmentation de salaire moyenne de 147 F.

Après la semaine de fermeture de l'usine de Thionville entre Noël et la fin de l'année, le bras de fer syndical-déclenché a repris mardi, chacun des paritaires seules, les aciéristes « à bout de souffle », selon l'expression de l'un d'entre eux, ont décidé de suspendre leur mouvement. La direction a, pour sa part, proposé une avance pour perte de salaire, remboursable en deux mois et applicable à compter du 1^{er} décembre.

Le conflit a entraîné une perte de production de 12 000 tonnes et d'importants retards dans la réalisation des commandes pour les services forges et fonderies. En outre, l'avenir des installations d'Usinor-Thionville, employant un total de 625 salariés, est jugé insuffisamment compétitif et très menacé par la construction d'un four électrique à Trith-Saint-Léger (Métallurgie, filiale d'Usinor), dans le Valenciennois.

JEAN-LOUIS THIE.

QUINZE MILLE MAISONS AVEC DES FISSURES

Les risques de l'innovation

Un enduit de façade fabriqué et commercialisé de 1973 à 1981 pose de graves problèmes à de nombreux acquéreurs de maisons individuelles, et l'Association Forces ouvrières-consommateurs (AFOC) a réuni à ce sujet un important et précis dossier.

L'enduit Lutèce Project, fabriqué par Lambert Industries, a connu un vif succès dès son lancement sur le marché : d'un prix de revient inférieur aux enduits de mortier traditionnels, il avait un aspect tout à fait flatteur. Deux avis techniques du Centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.) en 1976 et en 1979 avaient été relativement favorables au nouveau produit, et seul le troisième avis de cet organisme public sera franchement négatif : cet enduit, essentiellement à base de plâtre, est très érodé par l'eau, et exige une protection supplémentaire sur les façades trop exposées aux intempéries ; des fissures apparaissent, qui, dans certains cas, font se détacher l'enduit par plaques, laissant la charpente à nu. Et en 1981 le produit disparaît du marché.

L'enduit en question a été posé sur cent dix mille à cent cinquante mille maisons individuelles. On évalue à quinze mille en tout le

nombre des maisons où cet enduit pose problème. Le montant des réparations nécessaires serait d'environ 200 millions de francs, et elles sont urgentes, car plus elles tarderont et plus elles seront coûteuses. Chez Lambert frères, maison mère de Lambert Industries, on reconnaît le sérieux de ce dossier. Mais pour l'instant le producteur, les entreprises qui ont appliqué le produit, le C.S.T.B. et les assureurs se renvoient la balle, sans que rien de concret se profile à l'horizon.

Cette affaire se situe en fin de compte sur un autre terrain que celui de l'assurance déconale dont la loi de 1978 n'a pas réussi à assurer un fonctionnement satisfaisant. Elle est liée en fait à l'utilisation sur une grande échelle d'un produit nouveau. Elle apparaît comme une des conséquences dévies qui accompagnent une innovation. Le producteur lui-même reconnaît que les épreuves de vieillissement artificiel subies en laboratoire par un nouveau produit ne remplacent pas complètement l'épreuve du vieillissement naturel par le temps et les intempéries.

S'agissant de la construction de maisons individuelles, pour la

plupart financées avec l'aide de l'Etat par des familles qui se sont endettées pour vingt ans, il paraît aberrant que le recours à une innovation (produit ou méthode) ne s'accompagne pas automatiquement de la création d'un fonds spécial susceptible, le moment venu et le cas échéant, de régler sans heurts les problèmes dus à la défectuosité d'un produit insuffisamment mis au point ou aux défauts de pose par des professionnels encore peu rompus à son maniement. L'innovation est nécessaire, indispensable, dans le bâtiment comme dans le reste de l'industrie. Il est tout à fait anormal, fassent les frais de l'indéfinissable expérimentation qui suit immédiatement son lancement sur le marché. Le financement d'un tel fonds unique (pour tous les risques liés à l'innovation) ou spécialisé (par branche ou par produit) n'a sans doute rien d'impossible. Mais il faut manifestement inventer autre chose que le simple système de l'assurance construction, manifestement inopérant. Il faut trouver le moyen d'éviter ce qui, après coup, est une catastrophe pour les familles, victimes de l'innovation. — J. D.

De plus en plus de résidences secondaires à Paris

Le nombre de résidences secondaires à Paris intra-muros est passé de 37 580 en 1975 à 33 369 en 1982, soit un accroissement de 42 % d'un recensement à l'autre. C'est l'enseignement le plus significatif du recensement à Paris (1). Leur nombre a progressé dans tous les arrondissements, sauf dans le 14^e où il a baissé légèrement (-4,7 %). C'est dans le 5^e (+146,7 %) et dans le 6^e (+102,3 %) que la progression est la plus spectaculaire. Dans cinq arrondissements, le chiffre dépasse 4 000 : le 16^e (5 846), le 17^e (5 496), le 6^e (4 321), le 12^e (4 088) et le 18^e (4 004). Par rapport au nombre total de logements, la proportion pour l'ensemble de la capitale est de 4,2 %, dépassée dans neuf arrondissements, avec en tête le 6^e (19,8 % du parc), le 8^e (7,7 %), le 14^e (7,2 %), le 7^e (6,9 %), le 5^e (6,7 %).

Les fiches de renseignements du recensement ne permettent pas de connaître la destination de ces résidences secondaires, tout au plus peut-on penser, comme le fait M. Sylvie Bensaïd, qui a exploité ces statistiques, qu'elles « sont fréquemment des pied-à-terre occupés par des personnes venant à Paris pour des motifs professionnels mais habitant ailleurs ». La localisation de ces résidences secondaires dans les quartiers les plus proches des quartiers d'affaires et des universités conduit à penser qu'il s'agit

essentiellement d'hommes d'affaires et d'étudiants. En outre, il peut s'agir de logements à louer pour la saison touristique. Enfin, sans qu'on puisse en aucune manière quantifier ce phénomène, on sait qu'un certain nombre de parisiens, pour entreprendre la construction d'une maison à la campagne, s'y sont fait domicilier, afin d'obtenir des prêts attachés à la construction d'une résidence principale, tout en continuant à habiter régulièrement Paris, où l'appartement qu'ils occupent est une fausse résidence secondaire.

Quant au nombre total de logements, il a continué à croître, passant de 1 238 732 en 1975 à 1 279 730, soit une progression de 3,3 %, plus rapide que de 1968 à 1975, où elle avait été de 1,4 %. Cette augmentation a intéressé les arrondissements périphériques comme le 19^e (+16 %) et le 13^e (+12,6 %), tandis que les quartiers du centre ou des affaires ont vu le nombre de logements diminuer : 2^e arrondissement (-8,2 %), 4^e (-7,1 %), 8^e (-6,2 %), 3^e (-5 %), 15^e (-4,4 %).

Simultanément le nombre de résidences principales a stagné (1 114 400 contre 1 113 295), et le nombre moyen d'occupants par logement a diminué : de 2,2 personnes en 1968, on est passé à 2,02 personnes en 1975, pour tomber à 1,91 en 1982.

Quant aux logements vacants, le rythme de leur augmentation a tendance à se ralentir. De 1968 à 1975 leur nombre avait plus que doublé (+114,8 %) passant de 40 899 à 87 857 ; en 1982, la progression enregistrée est de 27,4 % (111 961). Il ne faut cependant pas confondre ces logements « vacants » avec des logements vides, laissés inoccupés par la seule volonté de leurs propriétaires. « Vacants », ils le sont au sens où l'entend l'INSEE, dont le recensement est une photographie prise à un instant donné : ils comprennent les logements en cours de travaux, ceux promis à démolition, ceux en cours d'achèvement, etc.

En résumé, la structure du parc de logements connaît, depuis 1968, une évolution constante : en 1968, sur 1 000 logements, on comptait 944 résidences principales, 23 résidences secondaires et 33 logements vacants ; en 1982, on ne recensait plus que 871 résidences principales, mais 42 résidences secondaires et 87 logements vacants. — J. D.

LES SUITES DU SCANDALE CARRIAN

Remous en Malaisie

L'empire immobilier Carrian, qui s'est écroulé dernièrement à Hongkong, laisse un passif de plus de 1 milliard de dollars (le Monde daté 4-5 décembre). Cette déconfiture a secoué la colonie chinoise, mais aussi les milieux politiques et financiers de la Malaisie. La Bank Bumiputra est en effet le plus gros créancier de Carrian, avec un total de 600 millions de dollars.

De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — Quand M. George Tan fut arrêté par la police de Hongkong, il s'apprêtait à s'enfuir pour la Malaisie. Cet homme d'affaires à la nationalité ambiguë — il avait un passeport singapourien expiré, mais aurait eu aussi des papiers de Tonga et d'une République d'Amérique centrale — allait-il chercher asile dans ce pays, fuyant la justice britannique qui lui demandait des comptes sur une faillite frauduleuse spectaculaire ?

Certains se posent cette question avec d'autant plus de sérieux que, en Malaisie, ce scandale financier a mis en lumière au moins l'imprévoyance de la Bank Bumiputra, l'un des plus importants établissements du pays, dont la filiale B.M.F. (Bumiputra Malaysia Finance) est le plus gros créancier de Carrian. La société de M. Tan lui devait en effet 4,6 milliards de dollars de Hongkong (589,4 millions de dollars américains). Cette somme représente 80 % du capital et des réserves de la Bank Bumiputra, dont l'objectif officiel est d'aider au développement de la communauté malaise — les Bumiputra — et non d'alimenter les spéculations frauduleuses d'un homme d'affaires véreux.

Ce qui n'était à Hongkong qu'un énorme scandale, doublé d'un meurtre — celui d'un enquêteur trop curieux — est devenu, en Malaisie, une véritable affaire politique. D'abord parce que, comme souvent dans de pareilles circonstances, le gouvernement a préféré garder le silence, et l'a imposé aux médias, laissant par là le doute s'installer dans bien des esprits. Ensuite parce que, quand il a réagi, il n'a pas répondu aux principales questions que les gens se posaient. Et que, en outre, par un hasard de circonstances, la loi sur les secrets officiels a été renforcée.

M. George Tan : un spéculateur mégalomane

De notre envoyé spécial

Hongkong. — Un visage rond, des lèvres sensuelles sur lesquelles plane un éternel sourire, une allure jeune et conquérante malgré une taille qui n'en impose pas : telle était, jusqu'au jour de son arrestation, le 2 octobre dernier, l'image que donnait de lui-même George Tan, le « patron » de la société immobilière Carrian. De larges lunettes à monture fine adoucissaient ce que les traits de ce Chinois, né en 1918, se sont exactement où, pouvaient avoir d'épais.

Une aura de mystère paraît avoir toujours accompagné la personne de M. George Tan. On l'a vu pendant longtemps originaire de la Malaisie, province du Sarawak. Les amis qu'il entretenait avec certains financiers malaisiens, proches de la banque Bumiputra, ont sans doute contribué à maintenir le doute. Assurément se fonder sur des documents authentiques, la Far Eastern Economic Review, hebdomadaire édité à Hongkong, a cependant affirmé que M. Tan Soon-Gin, alias

Pourquoi, se demandent en particulier des Malais, de l'argent destiné à permettre à une communauté de rattraper le niveau de développement des Chinois — qui représentent 40 % de la population du pays — a-t-il été détourné dans les poches d'un autre Chinois, dans un territoire étranger ? Comment se fait-il que de telles sommes aient pu quitter le pays sans que les plus hautes autorités financières, comme les gouverneurs de la Banque centrale, ou politiques, comme le premier ministre, M. Mahathir Mohamed, ou le ministre des finances aient autorisé, ou du moins aient été mises au courant ? Pourquoi avoir attendu que l'affaire éclate à Hongkong et dans la presse étrangère pour réagir publiquement ? Pourquoi adresser le blâme à des responsables qui apparaissent comme des complices ?

L'un d'eux, l'ancien directeur de la B.M.F., démissionnaire avant que n'éclate l'affaire, M. Kamarul Ariffin, s'est défendu, affirmant que le premier ministre « manquait de courtoisie en l'attaquant de la sorte ». Il a été quelques jours plus tard l'objet d'un contrôle fiscal. Il apparaît en outre que les prêts à Carrian ont été maintenus longtemps après son départ, peut-être pour tenter de renflouer l'affaire et d'éviter le scandale.

Les langues se délient

Le principal parti au pouvoir, l'UMNO (United Malays National Organisation), déjà bien malade de la récente crise constitutionnelle (le Monde du 23 novembre), et secoué par des rivalités de personnes, en a subi le contre-coup. Certains, comme M. Tannir Ghafar, un des dirigeants des jeunes de l'UMNO, ont demandé la création d'une commission d'enquête, tout comme le principal chef de l'opposition, M. Lim Kit Siang, du DAP (Democratic Action Party). Il a même accusé la Bank Bumiputra d'avoir trébuché sur ses comptes. En réponse, celle-ci a transmis le blâme à la Banque centrale. Le gouvernement, pressé de plusieurs côtés, a promis une enquête.

Une rivalité ouverte oppose le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, M. Musa Hitam, proche de M. Mahathir, au ministre des finances, le prince Razaleigh. Cette rivalité personnelle correspond aussi à des conceptions différentes : modernisme et ouverture sur l'extérieur pour l'un, religiosité et conservatisme pour l'autre. Tous deux entendent, lors du prochain congrès de l'UMNO, dans l'été 1984 prochain, se disputer le

poste de numéro deux du parti et donc de futur premier ministre. L'affaire de la B.M.F. sera certainement utilisée par les deux camps, qui engrangent dès maintenant leurs munitions. Un partisan de M. Musa nous a dit que ce dernier conservait pour le cas échéant une « bombe atomique » contre son adversaire. Sans doute un dossier sur B.M.F. et Carrian.

En attendant que la lumière soit faite sur cette affaire, les rumeurs vont bon train. Dans un pays où les gens sont en général prudents, il est surprenant d'entendre des Malaisiens, d'ordinaire mesurés, se demander si le premier ministre ne pourrait pas couvrir certains de ses proches. On va jusqu'à envisager que l'ancien ministre et dirigeant du parti chinois M.C.A. (Malaysian Chinese Association), M. Lee San Choon, qui a récemment quitté la vie politique, ait été contraint de le faire en raison de son implication dans l'affaire.

Que ces rumeurs soient vraies ou controuvées importe peu. Le fait demeure que, pour la seconde fois en quelques semaines, les idées les plus folles circulent, que les langues se délient, même chez des fonctionnaires. Jamais des accusations pareilles n'avaient été prononcées contre les plus importants dirigeants du pays depuis l'indépendance. Ce qui montre que, en dépit de son importance populaire, concrétisée par son succès électoral de 1982, M. Mahathir n'a pas su prendre la mesure de son opinion publique, qui s'attendait à être d'autant mieux informée que le gouvernement a promis de s'attaquer avec vigueur à la corruption.

S'il devait se confirmer que — comme l'a écrit la Far Eastern Economic Review de Hongkong — plus de 2 milliards de dollars de Hongkong prêtés par la B.M.F. à Carrian ont disparu des comptes et que cet argent a été déposé dans un pays tiers avec la connivence des deux parties, l'image de marque de la Malaisie risquerait de s'en voir fortement ternie auprès de la communauté financière internationale. Pays au nationalisme sourcilieux, au développement économique très rapide, aux nombreuses ressources agricoles et minières, dont l'industrialisation progresse à pas de géant, qui accueille — et rémunère bien — les investissements étrangers, la Malaisie a jusqu'à présent disposé d'une excellente image de marque. Les énormes prêts de la B.M.F. à Carrian — et les sorties de capitaux qu'ils ont entraînées — ne semblent pas jusqu'à présent avoir affecté l'équilibre économique du pays.

PATRICE DE BEER.

LES MYSTÈRES DU GAZ

Les services livraisons de gaz domestique à la France, par Moscou, sont en panne depuis le 1^{er} janvier, et ont été déclarés impossibles à cet endroit, le 6 janvier, des experts occidentaux à Moscou.

Sur les quarante et une stations de compression qui assurent le transport du gaz, aucune n'est actuellement opérationnelle, et on ne dispose même pas de la source, ce qui exclut, techniquement, que le gaz ait été transféré par le gazoduc, euro-sibérien.

Radio-Moscou avait annoncé, dans la soirée du 1^{er} janvier, que les livraisons avaient été suspendues par cette canalisation la plus longue du monde (le Monde du 30 janvier).

De son côté, Gaz de France a fait savoir à Paris qu'il était impossible de continuer que le gaz soviétique, depuis le 1^{er} janvier par le nouveau point de livraison de « Nalchik » à la frontière entre la Tchétchénie et la R.F.A. était bien sûr.

Les responsables de l'entreprise nationale, en bornant à confirmer que, le 1^{er} janvier à 8 heures, les premiers mètres cubes de gaz sont bien arrivés à ce nouveau point de livraison, aménagé pour recevoir le gaz sibérien, aux termes du deuxième contrat signé entre la France et l'U.R.S.S. il y a deux ans.

Une « bataille » pétrolière

TEXACO S'INTÉRESSE AUSSI A GETTY OIL

Survoleurs dans la bataille pour le contrôle de Getty Oil, la célèbre compagnie pétrolière américaine fondée par le magnat Paul Getty, Texaco, quatrième compagnie pétrolière américaine, a annoncé, le 6 janvier, son intention d'acquiescer à 11,8 % du capital de Getty Oil, en rachetant, au prix de 125 dollars l'action, la participation détenue jusqu'alors par Paul Getty Museum.

Le 4 janvier, Pennzoil, une société privée de taille moyenne, et M. Gordon Getty, qui contrôle 40 % du capital de Getty Oil (à travers la Sarah Getty Trust), avaient proposé aux autres actionnaires de la compagnie de leur racheter leurs actions au prix unitaire de 115 dollars (le Monde du 6 janvier).

Selon les analystes financiers de Wall Street, Texaco aurait l'intention de proposer aussi aux autres petits actionnaires de Getty Oil de leur reprendre leurs titres à 125 dollars. Ce prix, Getty Oil est évaluée à 9,9 milliards de dollars. D'ores et déjà, Texaco a déboursé 1,16 milliard de dollars pour acquiescer les 11,8 % détenus par le Musée Paul Getty.

● Brésil : pas de troisième centrale nucléaire. — La société brésilienne Nuclebrás a décidé d'ajourner la construction de la troisième centrale nucléaire du pays, après une réduction de 20 % de son budget décidée par le Secrétariat spécial de contrôle des entreprises nationales (SESI). La Nuclebrás a également annoncé la suspension de toutes les commandes d'équipements et services et un ralentissement du rythme de construction de la seconde centrale.

LA HAUSSE DU PRIX DES CIGARETTES

À la suite de l'annonce d'une hausse de 5,5 % sur le prix des cigarettes, lundi 9 janvier, l'Association de fournisseurs communautaires de cigarettes précises, dans un communiqué, qu'il s'agit d'une hausse purement fiscale due à l'introduction d'une nouvelle tranche de la « vignette tabac ». Le montant des taxes prélevées sur un paquet de cigarettes aura ainsi augmenté de 47 % environ depuis août 1981.

Or, pendant la même période, les prix des cigarettes à la production auront été quasiment bloqués (7 à 8 % d'augmentation moyenne) et à 18 points de moins que l'inflation. Il a été jugé trop lourd pour l'industrie de procéder à la fois à un rajustement des prix industriels et à une augmentation de fiscalité.

● Faut-il avoir pu normalement augmenter leurs prix, poursuit l'Association, les producteurs, tant français qu'étrangers, sont donc confrontés à l'ajout d'un des déficits dans le niveau de leur production.

● Cet ensemble de mesures met la France en infraction avec la réglementation européenne. La « vignette tabac » est une taxe contraire au droit européen, ce que la Commission a déjà informé la France. Elle devra donc, de toute façon, abandonner. Quant à la politique consistant à empêcher les fabricants d'augmenter leurs prix de façon cohérente avec l'évolution de l'inflation, elle a été condamnée par la Cour européenne de justice le 21 juin 1983.

EXCÉDENT RECORD DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU BRÉSIL EN 1983

Le Brésil a enregistré, en 1983, un excédent commercial record de 6,49 milliards de dollars, indiquent les statistiques officielles.

Ce résultat dépasse l'objectif d'un excédent de 6,3 milliards de dollars accepté par le gouvernement brésilien dans la lettre d'intention remis au Fonds monétaire international pour obtenir en 1983 un crédit stand by de 4,5 milliards de dollars.

Les exportations du Brésil en 1983 ont atteint 21,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,5 % par rapport à 1982, année où elles avaient atteint 20,2 milliards de dollars.

Les importations du pays ont reculé de 20,6 % par rapport à 1982, passant de 19,4 milliards de dollars en 1982 à 15,4 milliards pour l'exercice clos le 31 décembre dernier.

TAPIS D'ORIENT

VENTE PAR IMPORTATEUR-AUX PARTICULIERS d'EXTREME-ORIENT des tonnes de tapis faits main avec certificat d'origine

Grand choix de tapis en soie à partir de 2 500 F

Iran, Chine, Pakistan, Caucase, ancien

IVOIRES et PIERRES DURES

STATUETTES VASES 1 600 F

Samedi 7, dimanche 8, lundi 9 janvier 1983

de 10 à 13 heures et de 15 à 19 heures

IMPERIAL JADE

7, RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS

Tél. : 285-01-35

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euro-marché

Réveil inattendu des émissions à taux fixe

La renaissance assez inattendue du marché des euro-emissions en dollars à taux d'intérêt fixe, un soudain et très vif intérêt pour le papier à taux variable des emprunteurs français, caractérisent ce début d'année. Alors que la plus grande confusion régnait en ce qui concerne l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis et qu'une baisse prochaine et durable du coût de l'argent est encore loin d'être évidente outre-Atlantique, le lancement cette semaine de huit euro-emissions dotées de taux d'intérêt invariables a surpris. On n'en avait pas vu depuis plus d'un mois, et chacun estimait qu'il faudrait encore attendre un certain temps avant que ce secteur se retrouve son entrain d'antan. Or il s'est non seulement réveillé plus tôt que prévu, mais les nouvelles opérations ont dans l'ensemble été bien accueillies. Parmi les différentes raisons pouvant expliquer la recouverte du marché à taux fixe, trois émergent au-dessus des autres. Tout d'abord les investisseurs, et surtout la clientèle privée de Suisse, du Benelux et d'Allemagne sont littéralement hypnotisés par la devise américaine. Ils se ruent sur tout ce qui est libellé en dollars parce qu'ils estiment que sa hausse actuelle n'est pas prête de s'arrêter. En revanche, ils délaissent les euro-emissions en deutschemarks, alors que ces derniers deviennent extrêmement intéressants pour ceux qui les résient à bon compte en dollars. Deuxièmement, le mouvement est amplifié par le reflux d'eurocapitaux en quête de réemploi. Au début de chaque mois, plus de 2 milliards de dollars se versent sur le marché européen, en provenance soit de règlements d'intérêts, soit de remboursements en principal. Troisièmement, les débiteurs du continent nord-américain préfèrent recourir à l'euro-marché parce que l'argent y est moins cher qu'à New York et que le marché américain des capitaux est pour l'instant entièrement occupé par les financements du Trésor, pressé de combler un déficit budgétaire fédéral ahurissant.

C'est la chaîne de grands magasins américains Sears-Roebuck qui, la première, a décidé de solliciter le marché international des capitaux en lançant simultanément deux euro-emissions. La première, d'un montant de 150 millions de dollars et d'une durée de sept ans, est offerte au pair avec un coupon annuel de 11,625 %. Il est des noms qui sont connus des investisseurs et qui les attirent. Sears est de ceux-là. Bien reçue, cette proposition était

demandée vendredi avec une décote d'environ un point. Par contre, son deuxième emprunt international destiné à être placé en Extrême-Orient pourrait se voir bénéficier d'un accueil aussi favorable. D'un montant de 50 millions de dollars, et d'une durée de cinq ans, il est offert à un prix de 99,50 avec un coupon annuel de seulement 11,25 %. Celui-ci est nettement trop bas; on se voit pas l'intérêt d'acquiescer au papier qui rapporterait annuellement 0,175 % de moins que la première émission. La durée, légèrement plus courte que la seconde, ne justifie pas une différence de coupon aussi importante.

Macy, autre chaîne de grands magasins des Etats-Unis, est pour sa part venue proposer au pair 100 millions de dollars d'euro-obligations à sept ans, accompagnées d'un coupon annuel de 11,75 %. Comme dans le cas de Sears, la signature de Macy est de celles qui plaisent à la clientèle privée. Très demandée, non offerte n'était, à la veille du week-end, affectée que par une décote de l'ordre de 0,75. En revanche, la Tokyo Bank, établissement japonais moins connu que nombre de ses illustres confrères, a rencontré un peu plus de résistance pour placer au pair et sur sept ans 100 millions de dollars, malgré un coupon annuel très alléchant de 12,25 %. L'abondance de papier bancaire japonais en circulation de toute évidence sur le choix des investisseurs, comme l'a démontré la décote de 1,625, 1,25 sur l'opérateur d'Autel. Néanmoins, cette décote demeure bien inférieure à la commission bancaire, qui totalise 1,875 %.

Les emprunteurs canadiens, qui, traditionnellement, laissent la majorité de leurs capitaux à New York, trouvent également le marché américain trop cher et trop monopolisé par le gouvernement des Etats-Unis. Aussi, trois d'entre eux ont fait appel au marché euro-obligataire. Cette semaine, la Royal Bank of Canada a lancé une euro-emission de 100 millions de dollars. D'une durée de cinq ans, elle est proposée au pair avec un coupon annuel de 11,50 %. La province de Nouvelle-Ecosse a de son côté offert 100 millions de dollars sur sept ans à partir d'un prix au pair et d'un coupon de 11,75 %. Enfin la province de Québec est venue rechercher 150 millions de dollars sur dix ans. Les euro-obligations qui seront émises au pair sont dotées d'un coupon annuel de 12,25 %. Chacune de ces trois transactions a rencontré l'approbation des investisseurs, ravis de se voir offrir un tel

événement de taux d'intérêt et de durée. Elles se traitent toutes à l'intérieur de leur commission bancaire respective. Les emprunteurs australiens ont toujours bénéficié auprès de la clientèle privée d'une aura, même lorsque celle-ci n'était pas totalement justifiée. Aussi, en lançant un euro-emprunt de 50 millions de dollars sur une durée de sept ans, la Rural Industries Bank of Western Australia était plus ou moins assurée d'un certain succès. L'opération, qui est garantie par l'Etat d'Australie-Occidentale, sera émise au pair et portera un intérêt annuel de 12 %.

Hausse du papier français
Malgré la réouverture du marché en dollars à taux fixe, l'engouement pour le papier à taux flottants ne se diminue pas. La banque finlandaise Kansallis-Osake-Pankki a réussi une très belle performance avec une émission de 100 millions de dollars sur huit ans. Son intérêt semestriel sera composé de l'addition d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à six mois, tandis que la commission pour les banques assumant le placement totalise 0,50 %. Tout cela équivaut à un coût non actuariel pour l'emprunteur de 18,75 points de base par an. Ces conditions très plates n'ont pas empêché l'opération financière d'être très bien reçue. Alors qu'elle sera émise à 100, elle se traitait vendredi à 99,70. L'autrichienne Spar Cassa Bank a drainé sur des bases similaires 50 millions de dollars. La durée et l'intérêt de son offre sont les mêmes que la finlandaise. Seule diffère la commission bancaire, qui est de 0,75 %, soit un coût annuel pour le débiteur légèrement inférieur à 22 points de base.

Il n'est dès lors pas surprenant que les émissions à taux variables des emprunteurs français, qui, sur le marché secondaire, donnaient des rapports de l'ordre de 30 points de base, aient enregistré des hausses importantes ces derniers jours, après avoir fait l'objet d'une très forte demande. C'est ainsi que le récent emprunt de 250 millions de dollars de Crédit lyonnais, qui, juste avant Noël, avait connu des débuts difficiles, est spectaculairement redressé. Il se traitait vendredi après-midi aux environs de 99,10 et devait progresser beaucoup plus encore.

L'amélioration du papier français reflète également celle de la signature française sur la scène financière internationale, où les débiteurs de l'Hexagone devraient emprunter moins cette année.

CÉRÉALES. — Les cours du blé, du maïs et des tourteaux de soja sont repliés sur le marché de Chicago. Les transactions réalisées sur cette place pour ces trois produits ont augmenté d'un tiers en 1983 par rapport à celles de 1982.

Les devises et l'or

Nouvelle poussée du dollar : 8,57 F Grande fermeture du yen

Après une fin 1983 tout à fait morne, 1984 s'est ouvert sur une nouvelle et vigoureuse poussée du dollar, accompagnée dans son ascension par un yen flamboyant, les deux monnaies battant d'ailleurs leur record historique sur la place de Paris, à 8,57 F et 3,68 centimes respectivement.

La semaine dernière, nous relevions que le glissement du dollar, jusqu'à 8,33 F à Paris et 2,72 DM, était traditionnel en fin d'année, du fait de la maigreur des échanges, réduits à leur plus simple expression après la couverture des échéances de fin d'année. Il y a plus de douze mois, la monnaie américaine avait fléchi jusqu'à 15 janvier, avant de reprendre sa montée.

Cette fois-ci, la poussée s'est déclenchée dès le lendemain du 1^{er} janvier. Elle a pris pour prétexte une tension temporaire des taux aux Etats-Unis, puis s'est poursuivie alors même que ces taux se débandaient (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Résultat : le dollar a enregistré une de ses montées les plus rapides, passant, en quatre séances, de 8,33 F à 8,57 F à Paris et de 2,72 DM à 2,80 DM à Francfort. Les banques centrales ont tenté de freiner le mouvement en intervenant massivement, en Allemagne et en Grande-Bretagne, mais en vain : les achats de dollars étaient trop importants. D'où étonnement-ils ? De parait-il, des opérateurs, qui jouaient une « petite baisse » en début d'année, de pétroliers, qui couvrent leurs livraisons de brut, de détenteurs de dollars autour de la planète : des acheteurs de valeurs américaines.

En outre, il faut y ajouter, donnée qu'on néglige trop souvent, les opérateurs du marché à terme de Chicago, le célèbre I.M.M. Conçu originellement pour permettre aux banques et aux entre-

prises de se « couvrir » du risque de change par des arbitrages classiques, il est devenu, au fil des ans, le champ des activités des opérateurs à découvert (traders), qui, selon un rapport récent de la Réserve fédérale des Etats-Unis, réalisent 30 % à 40 % d'un chiffre d'affaires quotidien supérieur à 25 milliards de dollars. L'action des traders tend à amplifier les mouvements, ce qui surprend souvent les opérateurs extérieurs, dont certains et avec eux les journalistes, s'évertuent à justifier par des raisons économiques et financières des variations purement spéculatives.

Ces traders travaillent beaucoup sur graphiques retraçant l'évolution des monnaies (et aussi des taux d'intérêt) sur plusieurs mois et plusieurs années.

Le franchissement de certains seuils constitue un signal d'achat ou de vente. Or ces derniers temps, les graphiques donnaient, comme signal à l'achat de dollars, le cours de 2,70 DM, puis de 2,80 DM. Le dernier seuil vient d'être franchi, et, déjà, on vise celui de 2,90 DM : on attend 3 DM. Comme les banques internationales, qui arrivent à traiter 95 % des opérations entre elles, contre 5 % avec les clients, s'en mêlent également, l'effet de levier est considérable.

De plus, les données de base (les fameux « fondamentaux ») sont favorables au dollar : taux élevés aux Etats-Unis, vigueur de la reprise économique américaine, sécurité des placements outre-Atlantique dans un environnement international bien plus sûr. Ceci s'ajoutant à cela, le résultat peut être grandiose, et il l'est.

Le plus paradoxal, dans cette affaire, est que la plupart des opérateurs internationaux prévoient un retournement de la situation,

le cas échéant brutal, dans le courant de l'année 1984, sans préciser la date, toutefois. Par ailleurs, comme l'indiquait M. Alexandre Lamfussey, directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux (BRI), au colloque de l'Expansion à Paris, il n'y a pas d'exemple qu'un pays dont la balance des paiements devienne très fortement déficitaire ne finisse par inquiéter les prêteurs. Or ce sera le cas de l'Inde balance pour les Etats-Unis en 1984 et, surtout, en 1985 (100 milliards de dollars, dit-on).

Face à cette domination du « billet vert », la quasi-totalité des monnaies ont baissé pavillon. La Banque d'Angleterre a dû intervenir assez vigoureusement pour empêcher le livre sterling de descendre en dessous de 1,60 dollar, son plus bas niveau historique, et la Bundesbank a défendu, sans succès, le seuil de 2,80 DM. Le seul grand vainqueur a été le yen, quasiment inchangé par rapport à la monnaie américaine, avec le soutien discret de la Banque du Japon et, surtout, les achats du monde entier, fasciné par les brillantes perspectives de l'économie japonaise en 1984.

Au sein du Système monétaire européen, le franc français s'est bien comporté, se payant même le luxe de monter par rapport au deutschemark, revenu de 3,06 F à 3,05 F sur la place de Paris.

Quant à l'or, la hausse du « billet vert » l'a fait reculer lourdement, aux environs de 375 dollars l'once. Pour l'instant, personne n'en veut vraiment.

FRANÇOISE RENARD.

Les matières premières

Hausse des métaux et du café

L'année commence bien pour les matières premières utilisées à des fins industrielles (métaux et caoutchouc), dont les prix pourraient se révéler plus résilients. L'amélioration de la conjoncture économique dans les plus importants pays consommateurs, comme les Etats-Unis et le Japon, ainsi que dans divers pays européens, devraient conforter le mouvement de reprise des cours.

MÉTALX. — Pour la première fois depuis plusieurs semaines, les cours du cuivre sont repassés au-dessus de 1 000 livres la tonne pour le matériel disponible au Metal Exchange de Londres. La production du métal affiné a diminué aux Etats-Unis durant les neuf premiers mois de 1982. Les stocks de métal hors des Etats-Unis commencent lentement à régresser.

La progression des cours du zinc se poursuit sans discontinuer sur le marché de Londres. Ils dépassent désormais leurs meilleurs niveaux depuis mai 1974. Majorations diverses des prix des producteurs américains, rarefaction des disponibilités de métal de haute qualité, utilisation accrue de métal aux Etats-Unis, de tels facteurs ne peuvent qu'entretenir la hausse persistante des prix. D'ailleurs, si ce mouvement s'accroît, les producteurs ne tarderont pas à relever leurs barèmes fixés récemment à 980 dollars la tonne. En décembre 1973, le zinc se traitait sur le marché de Londres à des prix supérieurs à 900 livres la tonne. Mais les stocks à Londres étaient alors inférieurs à 5 000 tonnes. Actuellement, ils sont vingt fois plus importants.

Le plomb a conservé et même légèrement amélioré son avance de la semaine précédente à Londres. Mais toute revalorisation plus importante des prix restera subordonnée à une reprise plus sensible de la consommation.

Progression des cours de l'étain à Londres en corrélation avec les nouveaux achats du directeur du stock régulier.

Repli des cours de l'argent à Londres dans le sillage de l'or, la flamme du dollar portant ombrage aux

métaux précieux qui ne jouent plus leur rôle de valeurs-refuges.

DÉNREES. — Le coup d'Etat au Nigeria n'a finalement exercé qu'une influence limitée sur le marché du cacao. Après avoir atteint au commencement de la semaine leurs niveaux les plus élevés depuis cinq ans, les cours ont ensuite fléchi. Le Nigeria, quatrième producteur mondial, couvre le dixième des besoins de la consommation. Il faut toutefois s'attendre à de nouveaux retards dans les expéditions de fèves en provenance de ce pays. Quant au déficit mondial pour la saison 1983-1984, il est évalué entre 150 000 et 180 000 tonnes. En l'espace de deux mois, le prix du cacao a fait un bond spectaculaire de 60 % sur la plupart des places.

Sensible reprise des cours du café sur l'ensemble des marchés, qui atteignent maintenant leurs niveaux les plus élevés depuis quatre ans et

demie. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, la récolte serait inférieure aux prévisions.

Toujours en retrait, le sucre reste déprimé par des stocks excédentaires et des ventes à bas prix de certains pays producteurs. Une firme privée britannique estime à 93,32 millions de tonnes la récolte de la campagne 1983-1984. Elle doit couvrir intégralement les besoins de la consommation. Auparavant, on tablait sur un déficit de 3 millions de tonnes. Les conditions climatiques se sont améliorées dans certaines régions productrices. En U.R.S.S., par exemple, la récolte est supérieure de 10 % aux estimations.

CÉRÉALES. — Les cours du blé, du maïs et des tourteaux de soja sont repliés sur le marché de Chicago. Les transactions réalisées sur cette place pour ces trois produits ont augmenté d'un tiers en 1983 par rapport à celles de 1982.

LES COURS DU 6 JANVIER 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade) comptant, 1 020,50 (982,50) ; à trois mois, 1 045 (1 006) ; étain comptant, 8 570 (8 455) ; à trois mois, 8 755 (8 615) ; plomb, 294,50 (290,50) ; zinc, 666 (618) ; aluminium, 1 123,50 (1 088) ; nickel, 3 335 (3 295) ; argent (en pence par once troy), 588,50 (614,25). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 65,30 (65,10) ; argent (en dollars par once), 8,54 (8,91) ; platine (en dollars par once), 579 (592) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 89,50 (86,10) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (322-340). — Pétrole : étau (en ringgit par kilo), inch. (294,15).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars, 75,62 (77,65) ; mai, 76,92 (78,90). — Londres (en nouveau pence par kilo) : laine (premier terme), mars, 425 (410) ; Bonifant (en franc par kilo), laine, mars, 47,30 (47,20).

CAOUTCHOUC. — Londres (en livres pence par tonne) : R.S.S. (comptant), 845-865 (849-850). — Pétrole (en cents des Etats-Unis par kilo) : 258,50-260 (263-265,50).

DÉNREES. — New-York (en cents par lb saut) : café, 100-102 (dolars par tonne) : cacao, mars, 2 596 (2 720) (8,18) ; mai, 2 570 (2 691) ; sucre, mars, 7,68 (8,18) ; mai, 8,05 (8,52) ; café, mars, 142,50 (138,90) ; mai, 139,20 (136,90). — Londres (en livres par tonne) : cacao, mars, 40,05 (42,75) ; mai, 46,05 (46,90) ; café, mars, 1 980 (1 900) ; mai, 1 914 (1 832) ; sucre, mars, 1 959 (2 016) ; mai, 1 939 (2 016) (1 994). — Paris (en francs par quintal) : café, mars, 2 315 (2 437) ; mai, 2 340 (2 462) (2 330) ; mai, 2 350 (2 240) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 830 (1 860) ; mai, 1 900 (1 920) ; tonnage de soja. — Chicago (en dollars par tonne) : café, mars, 212,50 (224,70). — Londres (en livres par tonne), fév., 173,50 (186,60) ; avril, 176,50 (188,50).

CRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 356 1/2 (362 1/2) ; mai, 352 1/4 (359 3/4) ; blé dur, mars, 333 1/4 (337 1/2) ; maïs, 336 3/4 (339 1/2).

INDICES. — Moody's, 1 050,0 (1 065,90) ; Renter, 1 982,0 (1 975,90).

Cours moyens de clôture du 30-12-1983 au 6-1-1984

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLAGE	Libra	SEAL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Mark	Libra
New-York	1,4778	—	11,6885	44,7227	35,9935	1,7498	31,7881	0,8888
Paris	1,4709	—	12,8192	45,8715	36,7511	1,7992	32,7225	0,8884
London	12,8859	1,3790	—	38,277	36,835	14,9954	27,735	0,8404
Zurich	12,8856	1,3790	—	38,165	36,736	14,9786	27,725	0,8332
Frankfurt	3,1440	2,7340	26,8810	—	79,5871	3,9128	17,8607	1,3157
Bruxelles	3,1453	2,7340	26,8820	—	80,1176	3,9222	17,8399	1,3188
Amsterdam	3,9230	2,7895	32,7338	125,85	—	4,9140	39,3288	1,4351
Stockholm	3,9288	2,7310	32,7053	124,81	—	4,8956	39,4379	1,4448
Oslo	36,4180	37,15	4,686	25,590	28,3417	—	38,1467	1,4448
Helsinki	36,7011	35,5800	6,688	25,494	28,4283	—	38,1871	1,4359
Australie	4,0306	3,1498	36,1444	146,45	112,08	5,5881	—	1,8887
Indonésie	4,0373	3,0540	36,7399	146,10	112,31	5,6001	—	1,8887
Malaisie	2,9728	1,0495	19,831	78,26	491,49	20,7409	548,98	—
Singapour	2,9635	1,0430	19,649	78,26	491,49	20,7409	548,98	—
Taipei	3,7134	232,85	21,679	114,02	52,8885	4,8789	73,8885	1,1388
Manila	3,5645	231,58	21,6240	106,19	52,8799	4,1621	75,7824	1,1400

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 janvier 1984, 3,6836 F, contre 3,5935 F le vendredi 30 décembre 1983.

Marché monétaire et obligataire

Un petit zéphyr

Une légère détente sur les taux d'intérêt américains s'est produite à partir du milieu de la semaine, déclenchant une forte reprise de la Bourse de New-York (lire page ci-contre). L'extroitesse à six mois a fléchi d'un quart de point. Il est vrai que cette détente faisait suite à une forte et brève tension provoquée par la tombée des échéances de fin d'année, repoussées jusqu'au milieu de la semaine. Mais il n'empêche, tout léger fléchissement du taux donne un léger espoir.

Cet espoir, toutefois, apparaît bien ténu. M. Alexandre Lamfussey, directeur général adjoint de la B.R.I., au colloque de l'Expansion, a déclaré que les Etats-Unis étaient entrés dans une période où leurs taux d'intérêt réels allaient rester positifs, voire élevés. Il n'est pas exclu, toutefois, qu'ils puissent fléchir temporairement. Mais, comme le déclarait cette semaine à notre confrère le Wall Street Journal, M^{me} Françoise Soars-Kemp, chef des changes au Crédit lyonnais à New-York, « même si les taux baissent ici (aux Etats-Unis), les Européens en profiteront pour en faire autant, et l'écart se maintiendra ».

A Paris, à la surprise des opérateurs et de la Banque de France, les échéances de fin d'année se sont étendues jusqu'à vendredi de cette semaine, avec un volume extraordinaire de recouvrements ce jour-là, assez inattendu. En conséquence, le taux de l'argent au jour le jour, qui avait pu revenir jeudi à 12 1/2 %, s'est tendu jusqu'à atteindre 12 3/4 % à la veille du week-end. La Banque de France a réagi immédiatement en fournissant au marché au plus de 13 milliards de francs, valeur lundi 9 janvier, à un taux inchangé de 12 %. Voilà qui ne va pas inciter les banques à abaisser leur taux de base : ramené de 12,75 % à 12,25 % le 5 janvier 1983. Depuis 1966, année de sa institution, il n'était jamais resté stable aussi longtemps.

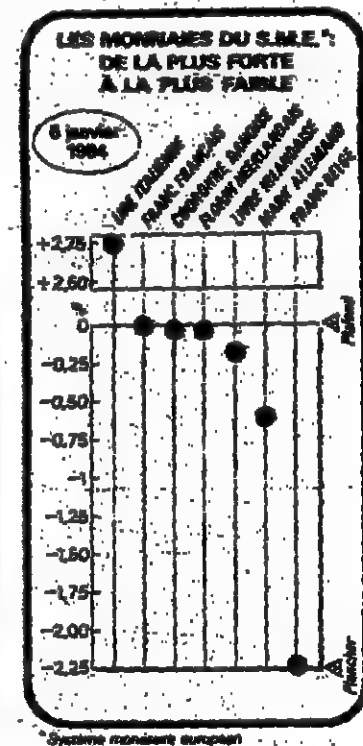
Un bon début
Après avoir battu, en 1983, tous ses records avec 197 milliards de francs d'émission, le marché obligataire français a très bien commencé l'année. Non seulement l'emprunt de 550 millions de francs de la Compagnie nationale du Rhône, paru au

BALO du 2 janvier 1984, mais placé la semaine d'avant, s'est très bien écoulé, mais celui de 3 milliards de francs lancé par la B.F.C.E. a connu un sort très favorable. Bon exemple du haut degré de perfectionnement du marché actuellement, cet emprunt comporte deux tranches égales, l'une à « flottant », de remboursement anticipé, l'autre à taux révisable annuellement (T.R.A.). Il convient de noter que la première tranche, d'une durée de dix-huit ans, est émise au taux inchangé de 14 %, alors que l'on escomptait 13,90 %. Sans doute, ce taux de 13,90 % est-il adopté pour la deuxième tranche, mais il est moins significatif, puisqu'il révisable.

Il semble qu'au Trésor on ait estimé que situation n'était pas encore mûre pour une nouvelle baisse des taux.

Pour la semaine prochaine, on parle d'un « gros » emprunt du Crédit foncier de France, de 3 à 4 milliards de francs. D'avance, l'accueil est favorable : cette année, comme la précédente, sera celle des emprunteurs en attendant que le fardeau de la dette s'allourdisse pour nos successeurs.

F. B.



سوق الاموال

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

« **S**ANS atteindre les records enregistrés l'année dernière, on pourrait imaginer pour la Bourse de Paris une hausse de 10 % à 15 % en 1984 », estimait mercredi le nouveau syndicat des agents de change, M. Xavier Dupont, devant les journalistes du Club presse finance. En ces premiers jours du mois de janvier, rares étaient encore les professionnels qui acceptaient de se livrer à ce petit jeu des pronostics, et on ne saurait faire crédit à leur patron d'avoir pêché par excès de prudence. Pourtant, force est de reconnaître que si la cote continue à forger les feux à la cadence qu'elle s'est imposée depuis le 4 janvier, elle a toutes les chances de réaliser ce score en une quinzaine de jours seulement.

Songer qu'en une seule semaine il y a quatre séances par les fluctuations du nouvel an, les cours des actions françaises ont monté de 5,1 % en moyenne, ce qui porte à plus de 9,5 % les gains enregistrés depuis la dernière liquidation. L'indice quotidien de la Bourse de Paris (calculé sur une base 100 arrêtée au 31 décembre 1983) se situait déjà à 105,2. Il est vrai que notre place n'a pas été la seule à se distinguer dans ce domaine. Avec un bel ensemble, toutes les bourses mondiales ont été parées de hausses successives les premiers jours de l'an neuf dans le sillage de New-York, où l'on a battu, jeudi soir, un record toutes catégories en termes de volumes échangés.

A Paris, les transactions ont été également très actives au fin de semaine, à tel point que les échanges ont porté sur plus de 530 millions de francs sur les seules valeurs françaises négociées au règlement mensuel, le successeur de l'ancien marché à terme. Cette avalanche d'ordres postés indubitablement de récentes nouvelles aux cours qui ont un mal fou à expliquer les affaires pendant la durée normale de la séance (de 12 h 30 à 14 h 30) et on joue souvent les prolongations autour des groupes de cotation avec le retard que cela implique pour la transmission des cours (notamment pour les quotidiens du soir qui ont bien du mal depuis près de deux mois à publier une cote complète...). Constatant de ces difficultés, qu'il attribue « à l'absence d'activité des quotidiens » intervenant à la fin octobre et au début novembre, à la demande des pouvoirs publics, le nouveau syndicat a demandé qu'il soit envisagé d'élargir des horaires de cotation, tout en maintenant sélectif de ces quotidiens (nombre de titres nécessaires pour passer un ordre). M. Dupont pense que le seul coût de 4 000 francs en moyenne pourrait être relevé aux alentours de 7 000 francs (soit le montant de compte d'épargne en actions ou C.E.A. autorisé pour un célibataire), sans pénaliser outre mesure les petits épargnants.

L'euphorie

Sur ce chapitre, il est intéressant de noter que les souscriptions aux C.E.A. qui ont succédé aux ex-Sicav (Monory) se sont nettement accélérées à la fin de l'année dernière, à tel point qu'un établissement important faisait état, début janvier, d'un solde net (montant des souscriptions diminue des annulations) supérieur de 10 % en 1983 par rapport à l'année précédente. Ce solde net représentait dans son cas, un peu plus de 100 millions de francs, ce qui n'est pas négligeable, alors que, de son propre aveu, les montants nets collectés par les grands réseaux devraient être cinq ou dix fois supérieurs à ces chiffres pour chaque banque concernée.

En outre, pour la première fois depuis l'instauration des Sicav Monory, en 1978, on n'a pas constaté en début d'année ces traditionnels désinvestissements qui pèsent sur les premières séances. Mardi, premier jour de la réouverture de la Bourse de Paris, les cours n'ont cédé que 0,56 % (alors qu'ils avaient chuté de près de 3 % l'année dernière à la même époque), et le marché est aussitôt reparti comme une fusée en s'ajoutant successivement 1,82 %, 2,57 % et enfin 1,30 % de hausses les trois jours suivants. A tour de rôle, mais très souvent d'un jour sur l'autre, une dizaine de titres ont fait les beaux jours de la cote, à commencer par tous ceux qui ont été « réservés à la hausse » par excès d'ordres d'achat : Ciments français, Pochlain, Esso, Sca, Seb, Arjomari-Primo, Mot-Hemery, Fives-Lille, Lesieur, Sommer-Alibert, Pechelbrom, Samtes et Gercy.

On retrouve dans cette liste les valeurs pétrolières qui, Esso en tête, ont répandé des vapeurs d'essence sous les colonnes, certains boursiers tablant sur des gains plus prometteurs que ne le laissent supposer les informations contenues dans les communiqués officiels récemment publiés. Flanquant également des sociétés axées sur les marchés à l'exportation (Moët), auxquelles il faut ajouter Pernod-Ricard, Martell et B.S.N. (certains fins esprits entrevoient déjà une synergie possible entre ces deux dernières sociétés), Bie (avec des volumes très importants jeudi et vendredi) et Accor (qui vient de clore brillamment son augmentation de capital), toutes stimulées par un dollar haussé à 8,5750 francs vendredi soir à New York.

A ne pas oublier, les valeurs au redressement dont le plus bel exemple est fourni par Sommer-Alibert, en hausse de 213 % en 1983 à l'issue d'un parcours sans faute. C'est

dans cette catégorie que certains spécialistes placent Michelin et Peugeot. « Bilebendum » doit encore régler son problème de financement des stocks mais l'assainissement est en vue, fait-on valoir. Idem pour le groupe automobile : pendant que grévistes et non-grévistes « musclés » dialoguent à coups de bouloons chez Talbot-Poisay, quelques analystes tablent déjà sur un accroissement des gains de productivité sur les autres marques qui pourrait conduire Peugeot sur la voie des bénéfices à brève échéance.

Il faut également signaler le cas des entreprises qui résistent à la crise dans des secteurs par ailleurs sinistrés. La performance de D.M.C. (plus 184 % en 1983) est significative à cet égard et la société textile pourrait réserver d'heureuses surprises cette année. C'est également le cas de Ciments français, bien en vue cette semaine et dont on prévoit une progression de 15 % à 20 % des résultats consolidés 1984, dans une activité cimentière où elle assure à elle seule le tiers du marché.

La distribution des dividendes versée cette année au titre de 1983 fera l'objet d'une recommandation « des pouvoirs publics, dont le détail précis sera connu d'ici une dizaine de jours à l'issue d'une concertation qui se déroule actuellement avec les autorités boursières et le C.N.P.F. On sait depuis le dernier conseil des ministres, qu'à l'exception des limitations aux hausses de salaires prévues pour 1984, les revenus du capital devraient également être limités à 5 %. Les dispositions en ce sens feront donc l'objet d'une simple lettre et non pas d'une loi, comme ce fut le cas avec le texte du 30 juillet 1982. Comme pour les deux années précédentes, il est toutefois prévu que les sociétés qui auront augmenté leur capital de 10 % en 1984 échapperont à la limitation imposée aux distributions de dividendes.

Un moyen d'encourager le renforcement des fonds propres des entreprises, qui a atteint un record l'année dernière. Au vu des émissions d'actions parues au BALO, les augmentations de capital ont représenté 11,9 milliards de francs en 1983 (contre 4 milliards l'année précédente), auxquelles il faut ajouter 3,8 milliards de francs d'obligations convertibles et à warrants (contre 0,6 milliard) et 4,05 milliards de francs de titres participatifs. Au total, ce sont près de 20 milliards de francs qui auront été directement injectés dans l'économie française en une année par le canal de la Bourse de Paris, c'est bien là la véritable justification des marchés financiers.

SERGE MARTL

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Record d'activité

La bourse de New-York a enregistré de fortes hausses cette semaine, après avoir commencé l'année avec un record d'activité quotidienne record jeudi, lorsque près de 160 millions de titres ont été échangés (le précédent record de 149,3 millions remontant au 4 novembre 1982). L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a frôlé à plusieurs reprises son précédent record de 1 287,19 enregistré le 29 novembre dernier et a conclu les quatre séances à 1 286,64 points, en hausse de 28,01 points d'une semaine sur l'autre.

Cette performance exceptionnelle de Wall Street s'explique par le retour en masse sur le marché des investisseurs institutionnels, encouragés par le léger tassement observé sur les taux d'intérêt, par les bonnes perspectives économiques pour 1984 et par le sentiment que les entreprises américaines annonceront prochainement des bénéfices trimestriels en forte progression dans leur ensemble.

	Cours 30 déc.	Cours 6 janv.
Alcoa	44 7/8	47 1/8
A.T.T.	41 1/4	44 1/8
Boeing	43 3/4	47 5/8
Chase Man. Bank	45 1/2	48 1/4
Du Pont de Nem.	52	52 1/2
Eastman Kodak	76 3/8	78
Exxon	37 3/8	37 1/4
Ford	42 1/2	48
General Electric	58 5/8	58
General Foods	51 3/8	52 1/2
General Motors	74 3/8	78 3/8
Goodyear	30 1/2	31
I.B.M.	122 3/8	123 5/8
J.T.I.	44 3/4	46 3/4
Johnson & Johnson	28 3/4	28 3/4
Pfizer	35 3/4	37 3/4
Schlumberger	50 1/4	49 3/4
Texasco	36	36
U.A.L. Inc.	36 3/4	39
Union Carbide	62 3/4	64 1/4
U.S. Steel	30 1/2	33 1/8
Westinghouse	54 3/4	56 3/4
Xerox Corp.	49 3/4	50 3/4

LONDRES

Record de hausses

A la suite de deux journées un peu hésitantes en début de semaine, en raison des incertitudes relatives aux taux d'intérêt américains, le London Stock Exchange s'est nettement repris par la suite, pulvérisant ses records de hausse tandis que la livre sterling affaiblie de son côté des fortes baisses par rapport au dollar, un facteur jugé encourageant pour les firmes exportatrices britanniques. En quatre séances, l'indice Financial Times des valeurs industrielles, qui s'approche à grands pas des 800 points, a encore progressé de 2,4 % en quatre séances, pour clore la semaine à un nouveau sommet, l'indice « F.T. » industriel : 794,3 (contre 775,7), mines d'or : 557,1 (contre 575,7), fonds d'investissement : 83,54 (contre 83,12).

	Cours 30 déc.	Cours 6 janv.
Beecham	395	313
Bovater	265	270
Brit. Petroleum	406	406
Charter	000	000
Courtauld	123	123
De Beers (*)	7,45	7,52
Dunlop	39	40
Free State Geduld	37 1/4	34 1/2
Glanco	702	610
Gl. Univ. Stores	616	620
Imp. Chemical	636	650
Shell	568	603
Unilever	896	940
Vickers	136	135
War Loan	36 1/8	36 1/2

(*) En dollars.

TOKYO

Au plus-haut historique

Sollicitée par les forces hausses enregistrées tant à New-York qu'à Londres, les actions nippones ont vivement progressé et l'indice Nikkei Dow-Jones a inscrit samedi matin un nouveau record historique de 9 982,45 yens, gagnant ainsi 88,63 yens, qui viennent s'ajouter aux 188,97 de la semaine précédente. De son côté, l'indice général a bondi de 11,35 points, à 743,17, enregistrant également un nouveau record. Selon les analystes, le marché a été encouragé par les prévisions formulées par plusieurs instituts de recherche privés et selon lesquelles le Japon devrait enregistrer une croissance d'au moins 4 % en 1984, au terme réels.

	Cours 29 déc.	Cours 6 janv.
Akai	609	585
Bridgeport	641	631
Casco	1 570	1 560
Fuji Bank	500	501
Honda Motor	1 110	1 140
Mitsubishi Electric	1 980	1 990
Mitsubishi Heavy	275	268
Sony Corp.	3 660	3 540
Toyota Motor	1 500	1 480

FRANCFORT

Fortes hausses

La Bourse a débuté l'année par un feu d'artifice, dans un climat d'optimisme encouragé par les très bonnes performances de Wall Street. La cote a été tirée à la hausse par la sidérurgie et les biens d'équipement, tandis que les automobiles étaient un peu délaissées. L'indice de la Commerzbank s'est établi à 1 063,6, contre 1 041,7 le 29 décembre 1983.

	Cours 29 déc.	Cours 6 janv.
A.E.G.	80,50	88
A.S.F.	173	176,50
Bayer	172,50	176,80
Commerzbank	170,70	175,30
Deutschebank	338,30	352,50
Hoechst	181,30	192
Karstadt	28	282
Mannesmann	144	152,70
Siemens	382,10	392,20
Volkswagen	218,30	231,80

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	6-1-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1 840	+ 8
7 % 1973	9 530	+ 90
10 3/8 % 1975	92,20	+ 0,30
P.M.E. 10 1/2 % 1976	91,15	+ 0,23
8,80 % 1977	111,99	+ 0,31
10 % 1978	90,10	+ 0,40
9,80 % 1978	90,50	+ 0,28
8,80 % 1978	90,50	+ 0,25
9 % 1979	86,40	+ 0,86
10,80 % 1979	91,90	+ 0,15
12 % 1980	102,30	+ 0,80
13,80 % 1980	102,30	+ 0,80
16,75 % 1981	110,90	+ 0,30
16,20 % 1982	111,30	+ 0,42
18 % 1982	111,30	+ 0,70
18 1/2 % 1982	109,50	+ 0,70
B.C.N.E. 3 %	3 251	+ 132
C.N.B. 10 000 F. (1)	101,80	+ 0,30
1 000 F. (2)	101,70	+ 0,19
C.N.B. 500 000 F. (3)	101,80	+ 0,20
C.N.L. 5 000 (4)	101,70	+ 0,64

(1) Compte tenu d'un coupon de 349,85 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 349,85 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 349,85 F.
(4) Compte tenu d'un coupon de 349,85 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	6-1-84	Diff.
Bail Équipement	278,50	+ 5,50
Cedem	376	+ 125
Chargour S.A.	245,50	+ 9,50
Carrefour (Cie)	474,90	+ 18,90
C.F.F.	528	+ 17
C.F.I.	242	+ 4
Carrefour	851	+ 51
Hélan (La)	346,30	+ 11,30
Imm. P.M. Monceau	281	+ 7
Loxifrance	294	+ 4
Loxifrance	294	+ 4
Midl	1 482	+ 32
Midland Bank	199,80	+ 26,30
O.P.F. (Omn. Fin. Paris)	995	+ 45
Parifinanc de rées.	626	+ 1
Prêtatril	910	+ 1
Schneider	95,50	+ 8,71
U.C.B.	251	+ 21

Alimentation

	6-1-84	Diff.
Beghin-Say	269	+ 4
Bongrain	1 980	+ 102
B.S.N.	2 865	+ 125
Carrefour	1 428	+ 95
Casino	885	+ 13
Céles	530	+ 20
Eurocristal	690	+ 8
Guyenne et Gase	312	+ 9
Leclerc	1 415	+ 35
Martell	1 198	+ 143
Mot-Hemery	1 545	+ 19
Océanides (Gale)	676	+ 9
Olida-Caby	215	+ 25,30
Pernod-Ricard (1)	829	+ 47
Premodis	1 322	+ 42
Source Perrier	495	+ 42
St-Louis-Bouchon	331	+ 19
C.S. Saupiquot	589	+ 14
Veve Chiquet	1 965	+ 185
Viniprix	1 100	+ 20
Nestlé	2 500	+ 80

(1) Compte tenu d'un coupon de 9 F.

Bâtiment, travaux publics

	6-1-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 140	+ 76
Bouygues	721	+ 21
Ciment Français	224	+ 18,80
Bouygues	889	+ 28
J. Lefebvre	154	+ 5
G.T.M.	295	+ 2
Lafarge	314	+ 25,30
Maison Phéas	347	+ 30
Point et Chausson	175	+ 11,20
S.C.R.E.	98	+ 0,90
S.G.E.S.B.	98	+ 0,90

UN DÉBUT D'ANNÉE EXPLOSIF

Record des transactions battu à New-York, record historique sur le niveau moyen des cours battus à Tokyo, Londres, Francfort et Amsterdam, activité exceptionnelle à Paris avec un redressement des « favorites » de l'année 1983, l'indice 1984 débute en fanfare sur les marchés financiers mondiaux après un exercice 1983 absolument exceptionnel. Sans doute, Wall Street a donné, en million de dollars, l'impulsion initiale avec un rebond en force des investisseurs institutionnels, qui ont des capitaux considérables à placer. Mais les autres marchés ont réagi avec trop de rapidité pour que l'on puisse penser à un simple effet d'entraînement. Sans doute, également, les opérateurs escomptent une accentuation de la reprise des économies, en Japon en premier, et aussi en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne, le cas de la France, marché clos, devant être disjoint. Mais, pourtant, on a le sentiment, et même la certitude, que les entreprises vont bénéficier de la sollicitude des gouvernements, soucieux de réhabiliter une industrie victime, depuis des années, de transferts en faveur des ménages. Souvent laminés par la crise des bénéfices des sociétés, ceux-ci expriment dans bien des pays, et le plus souvent, en valeurs réelles, compte tenu des progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation. Dans ce « boom » extraordinaire, les universités des valeurs mobilières, qui n'ont rien de commun avec les mouvements de ce genre intervenus dans le passé et dont le caractère était, la plupart du temps, trop spéculatif, le moteur principal paraît bien être cette réhabilitation de l'entreprise, créatrice de richesse et d'emploi. A l'Élysée, le chef de l'État français lui-même prêche en faveur de cette réhabilitation. C'est vraiment la révolution.

F. R.

Mines, caoutchouc, outre-mer

	6-1-84	Diff.
Géophysique	864	+ 54
Infatig	62,50	+ 1,80
Michelin	921	+ 120
M.M. Penroy	44,90	+ 0,40
Charrier (1)	37,25	+ 3,60
INCO	163,50	+ 4,80
R.T.Z. (2)	96	+ 4,60
Z.C.C.	2,30	+ 0,02

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,45 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 0,70 F.

Mines d'or, diamants

	6-1-84	Diff.
Anglo	1 120	+ 66
Anglo-American	175	+ 2,10
Buffetfonten	598	+ 30
De Beers	82,70	+ 2,70
Drieffontein	348	+ 0,50
Free State	380	+ 34
Goldfields	77	+ 10,50
Genor	243	+ 10,20
Harmony	206,80	+ 10,20
Président Brand	394	+ 7
Randfontein	4 470	+ 55
Sain-Holens	363	+ 22
Western Deep	529	+ 37
Western Holding	432	+ 33

Flutures, textiles, magasins

	6-1-84	Diff.
André Rouiller	147	+ 8
F.F. Agache-Witot	95	+ 0,20
B.H.	110	+ 30
C.F.A.O.	92	+ 30
Danier-Servinois	1 445	+ 55
Dary	821	+ 43
D.M.C.	90,50	+ 7
Sagun	154,90	+ 4,40
La Redoute	1 195	+ 70
Noveltes Galeries	72	+ 4,50
P.C.O.M.	142,50	+ 10
S.C.O.A.	66,50	+ 10,50

Métallurgie

construction mécanique

	6-1-84	Diff.
Alpi	90,70	+ 9,71
Ampen	680	+ 20
Arcelor	430	+ 15
Chaud. For. Dunk.	5,90	+ 0,35
Chiers-Châtillon	25,75	+ 1,35
Croquet-Levy	48	+ 5,50
De Dietrich	328	+ 32
FACOM	340	+ 87
Fives-Lille	209	+ 9
Fonderie (Générale)	39,50	+ 1
Marine-Wendel	67,95	+ 0,25
Penabill	471	+ 6
Peugeot S.A.	224	+ 17
Pochlain	64,90	+ 10,90
Pompey	134	+ 10
Sagun	1 418	+ 10
Saules	30,50	+ 5,30
Vallo	337	+ 17
Vallourec	66	+ 2

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes après variation (en millions de francs)

ACTIF Au 20-12-1983

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER 380 924

2) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉF. 280 738

3) BILLETTS EN CIRCULATION 28 971

4) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉF. 79 103

5) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 14 111

6) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 11 672

7) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 5 780

8) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 217 287

9) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 85 988

10) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 76 988

11) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 8 954

12) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 884 042

13) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 103 957

14) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 11 788

15) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 24 406

16) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 66 381

17) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 1 120

18) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 175

19) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 598

20) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 82,70

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. TUNISIE : après les décisions du président Bourguiba.
6-7. Les projets de la présidence française pour la Communauté.

FRANCE

8. Le comité directeur du P.S.

SOCIÉTÉ

11. La mort d'Alfred Kastler.

CULTURE

13. Ou palais Garnier à la Bastille : pour Massimo Boglietti, l'Opéra n'est pas ingouvernable.

ÉCONOMIE

16. Le conseil de la politique économique.
17. De plus en plus de résidences secondaires à Paris.

RADIO-TÉLÉVISION (15)
Carnet (11) : Journal officiel (15) : Programmes des spectacles (14) : Météorologie (15) : Mots croisés (13).

LE P.C.F. DÉNONCE UNE VAGUE D'HYSTÉRIE ANTICOMMUNISTE

Le bureau politique du P.C.F. a rendu public, vendredi 6 janvier, une déclaration appelant les communistes à un effort de recrutement, notamment à travers les « assemblées populaires » organisées, chaque année, par les cellules pour la remise des cartes aux adhérents.

A cette occasion, le bureau politique souligne que le P.C.F. « lutte et favorise l'intervention des travailleurs pour apporter des solutions constructives aux problèmes non résolus et qui préoccupent les Français, notamment en matière de politique industrielle et d'emploi, de pouvoir d'achat, de justice sociale, de cadre de vie ».

Le bureau politique dénonce « l'acharnement et l'hystérie anti-communiste actuelle » et affirme que « tous les actes du parti communiste, toutes ses propositions, ses actions, ses observations et parfois ses critiques n'ont qu'un objectif : la réussite de la gauche, la réussite de la politique ratifiée par les Français en 1981 ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., participera au « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures, dimanche 8 janvier.

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1984 a été tiré à 486 501 exemplaires.

soldes

NICOLL

la tradition anglaise

à Paris, 29 rue Tronchet

depuis 1829

(Publié)

DES CHIFFRES RÉVÉLATEURS :

3850 cadeaux de toutes sortes (anciens ou récents, utiles ou décoratifs, de valeur ou bon marché) sont à vendre dans notre dépôt.

2080 mètres carrés soit l'équivalent de 81 stands aux Puces : telle est la surface exacte du « Dépôt Vente de Paris », beaucoup le plus grand de la capitale.

1525 personnes ont franchi le seuil de notre dépôt le samedi 22 Octobre 1983.

111 armoires anciennes en chêne, acajou, noyer ou merisier sont à vendre de jour au « Dépôt Vente de Paris », beaucoup le plus grand de la capitale.

Le Dépôt-Vente de Paris

81, rue de Lagny, Paris 20^e

372.13.91

A B C D E F G H

UN GESTE PRÉCIEUX POUR LES AUTORITÉS POLONAISES

Mgr Glemp condamne l'implantation des euromissiles

Le cardinal Glemp, primat de Pologne, a consenti un nouveau geste en direction du pouvoir à l'occasion de son homélie de l'Épiphanie, prononcée vendredi 6 janvier à Varsovie : il a condamné fermement l'implantation des euromissiles, et cela en des termes qui désignent les fusées américaines beaucoup plus que les fusées soviétiques.

Ce geste est d'autant plus éloquent qu'il survient au lendemain d'une longue rencontre entre le primat et le général Jaruzelski, rencontré sur laquelle Mgr Glemp a gardé un silence total. Le primat franchit-il ainsi une étape supplémentaire sur la voie des concessions après sa récente mise en garde aux prêtres trop engagés politiquement ? C'est à dire aux côtés de Solidarnosc ?

Ses propos concernant les euromissiles laissent en tout cas peu de place au doute : « La perspective de l'année qui commence peut éveiller un sentiment d'oppression, car voici la nouvelle que certains pays européens de vieille culture chrétienne se sont hérités de fusées porteuses de mort. Si c'est une « nouvelle », comme le dit le primat, il ne peut s'agir des SS 20, dont la mise en place remonte à plusieurs années. Et si les pays européens en question ne sont hérités... », il ne peut guère s'agir non plus des nouveaux missiles soviétiques destinés à contrebalancer à leur tour, selon les thèses de Moscou, les Pershing et les Cruises, puisque cette implantation-là, elle, n'a pas commencé : restent donc les euromissiles occidentaux associés à une condamnation globale des « menaces immorales » dirigées contre « l'humanité ».

La prise de position du primat est fort importante, car elle risque de heurter de front les sentiments d'une grande partie de l'opinion polonaise, dont les sentiments « pro-Pershing » ne sont un mystère pour personne : ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la Pologne est le seul pays de l'Est où les autorités n'ont pas osé organiser une campagne « pacifiste » populaire contre les euromissiles, laissant ce soin à la seule presse officielle.

Assainissement du parti

En échange de ces bons procédés, le primat a-t-il obtenu quelque chose, au cours de son long entretien avec le chef du régime ? dont la durée s'explique, semble-t-il, par le fait qu'il a été ponctué, pour la première fois, par un déjeuner ? Rien pour l'instant ne permet de l'affirmer.

En Roumanie

Grèves de protestation contre le nouveau système de salaires

Des grèves et des arrêts de travail ont été observés cet automne dans les mines du Maramures (au nord de la Transylvanie) et dans une grande entreprise de Brasov, au centre de la Roumanie, pour protester contre la mise en application d'un nouveau système de rémunération, fondé sur le rendement et la suppression du revenu minimum (le Monde du 7 septembre 1983).

Selon nos informations, des grèves ont eu lieu au début du mois de septembre dans sept petites mines du Maramures, où le nouveau système salarial, généralisé par un décret du 1^{er} septembre, était déjà utilisé (1) : les grévistes demandaient le retour à l'ancien mode de rémunération, un meilleur approvisionnement, et un alignement de leurs conditions de travail sur celles obtenues par les mineurs de la vallée du Jiu, à la suite des grèves de 1977. Le ministre des mines s'est rendu sur place, mais aucune autre information n'est parvenue sur les suites données à cette grève, la région ayant été investie par la police politique, qui en a contrôlé l'accès.

A la fin novembre, un millier d'ouvriers de l'usine de camions Steagul Rosu (Drapéau rouge) de Brasov ont observé un arrêt de travail d'une journée quand ils ont reçu les feuilles de paie établies selon le nouveau système : certains d'entre eux touchaient désormais à peine la moitié de l'ancien salaire minimum ; le premier secrétaire du parti pour la région de Brasov aurait assuré aux ouvriers qu'une étude serait ouverte pour vérifier le bien-fondé de leurs protestations.

Enfin, une très forte explosion, consécutive à un sabotage, aurait eu lieu au printemps dernier dans une usine souterraine de Tohan, près de Brasov ; l'usine produisait en principe des bicyclettes, mais il s'agissait en réalité d'une usine d'armement. Il y aurait eu, selon divers renseignements concordants, plusieurs centaines de morts et de blessés.

(1) Une étude approfondie du nouveau système de rémunération, dit de l'« accord global », a été publiée dans le numéro de janvier-février de la revue l'« Athénisme ».

Les départs du Vietnam en 1983. — Mille neuf cent quatre-vingt deux Vietnamiens et dix-huit Cambodgiens ont été autorisés à quitter le Vietnam au cours du mois de décembre dernier, ce qui porte le total des départs légaux à 19 494 personnes pour l'année 1983, a annoncé le dernier bulletin mensuel du bureau d'Hanoi du haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR).

Ce chiffre des départs pour l'année est le plus élevé depuis juin 1979. — (A.F.P.)

En Angola

Les derniers combats ont fait trois cent trente et un morts

affirme le chef d'état-major sud-africain

La dernière opération lancée le 3 janvier dans le sud angolais par l'armée sud-africaine contre les maquisards de la Swapo a fait trois cent trente et un morts, a annoncé le samedi 7 janvier, dans un communiqué publié à Pretoria, le chef des forces sud-africaines, le général Constant Viljoen. Selon ce communiqué, trois cent vingt-quatre hommes de troupe angolais, soldats cubains et nationalistes de la Swapo, ainsi que sept soldats sud-africains ont été tués lors de combats qui se sont déroulés près de la ville de Cuvalei à 200 kilomètres au nord de la frontière namibienne et à 50 kilomètres au sud-ouest de la ville de Cassinga.

Selon le général Viljoen, les troupes de Pretoria ont saisi des stocks importants d'armes et détruit onze chars T-54 de fabrication soviétique. Le chef des forces armées sud-africaines a également précisé que la région de Cuvalei était une base importante de la Swapo, abritant un quartier général. Deux bataillons de soldats cubains auraient été envoyés en renfort dans ce secteur peu avant l'attaque du 3 janvier.

L'annonce de ce succès militaire par Pretoria intervient au moment même où le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné « l'agression » vendredi 6 janvier, l'Afrique du Sud pour ses récentes opérations en Angola et a exigé le retrait immédiat et inconditionnel de ses troupes. Le texte de la résolution a été

« La présence syrienne au Liban constitue un atout stratégique pour Israël »

déclare le chef d'état-major de l'armée israélienne

Le chef d'état-major israélien, le général Moshe Levy, a déclaré vendredi 6 janvier que la présence syrienne au Liban ne menaçait pas militairement Israël, se faisant ainsi clairement l'interprète de la volonté des milieux militaires israéliens de ne pas lier un désengagement des forces israéliennes à celui de l'armée syrienne. « Le déploiement des troupes syriennes au Liban joue en leur faveur, d'un point de vue stratégique global », a affirmé le général Levy au quotidien israélien Haaretz (indépendant).

Selon lui, l'existence d'un départ des troupes syriennes du Liban ne se justifiait que dans la perspective d'un État libanais indépendant. « Il aurait fallu exiger leur départ dans la perspective d'un État libanais véritablement indépendant, mais étant donné la situation qui prévaut actuellement dans ce pays, la présence syrienne constitue un atout stratégique pour Tachal (l'armée israélienne) », a-t-il dit.

L'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, M. Donald Rumsfeld, s'est entretenu vendredi pendant près de deux heures à Jérusalem avec le premier ministre, M. Shamir. Selon la presse et la radio israéliennes, M. Rumsfeld aurait parlé avec M. Shamir des « efforts de l'administration américaine en vue d'un accord de sécurité au Liban ». M. Rumsfeld s'était entretenu la veille à Beyrouth avec les autorités libanaises. Il souhaiterait se rendre prochainement à Damas.

En Jamaïque

Semaine de violence dans le « ghetto » de Kingston

Kingston (A.F.P., Reuters). — De vifs incidents ont eu lieu cette semaine à Trench Town, un quartier populaire situé à l'ouest de la capitale jamaïcaine surnommé le « ghetto ». Ils ont fait au moins huit morts. Tout avait commencé au début de la semaine lorsque l'armée jamaïcaine, soutenue par la police, avait investi le quartier. Les forces de l'ordre ont arrêté près de deux cents suspects. Des observateurs notent que ces troubles coïncident avec de fortes hausses de prix consécutives à la dévaluation, à la fin de 1983, du dollar jamaïcain.

Le parti national populaire (P.N.P., gauche) de M. Michael Manley, principale formation d'opposition, s'est déclaré prêt à remettre à la police tous les éléments pouvant aider à son enquête. Cette déclaration est importante dans la mesure où le P.N.P., qui a boycotté les élections anticipées du 15 décembre dernier et ne se trouve donc plus, de ce fait, représenté au Parlement, démontre ainsi son souci de légalité. La formation de M. Manley assure, cependant, que les autorités s'abstiennent de contrôler certains éléments « intouchables ».

Durant la campagne électorale de 1980, à l'issue de laquelle M. Seaga l'avait emporté sur M. Manley, il y avait eu près de sept cents morts à la Jamaïque, le plupart, précisément, dans le « ghetto ».

Les sympathisants de M. Manley ont souvent été en cause des émeutes existant entre le « milieu » jamaïcain, avec ses prolongements aux États-Unis, et le parti gouvernemental. En retour, les partisans de M. Seaga sont prompts à accuser le « milieu raciste » (des adeptes de « contre-révolution », une secte prônant la « libération » des Noirs), d'être un relais idéologique de l'opposition.)

Ministre tchadien des affaires étrangères

M. IDRISS MISKINE EST MORT À N'DJAMENA

M. Idriiss Miskine, « numéro deux » du régime tchadien et ministre des affaires étrangères, est mort ce samedi 7 janvier à N'Djamena d'une crise de paludisme. M. Miskine était allé depuis vendredi après-midi et son état de santé avait brusquement empiré dans la soirée, a-t-on indiqué à la radio tchadienne. Des milliers de personnes convergent en fin de matinée vers son domicile pour lui rendre un dernier hommage. — (A.F.P.)

(Né le 15 mars 1948 à N'Djamena, M. Miskine était originaire de la province du Guera, dans le centre du pays, et appartenait à la tribu des Hadjorai, Musulman. M. Miskine était ministre des affaires étrangères depuis octobre 1982. En juin 1982, il avait participé activement à la reprise, par les Forces armées du Nord (FAN, de M. Miskine Habré), de la capitale tchadienne, qui venait d'être occupée par les troupes de M. Goukouni Oueddei.

En juillet et août 1983, il commandait les troupes gouvernementales à Faya-Largeau assiégée par les rebelles de M. Goukouni Oueddei aidés par l'armée libyenne. C'est lui qui avait organisé la retraite en bon ordre de la garnison de la grande palmeraie du Nord.

M. Miskine était membre du conseil de commandement des Forces armées du Nord (CCFAN), composées essentiellement des Forces armées tchadiennes (FAT).

Il avait été ministre des transports, des postes et télécommunications en 1978, sous le régime du président Félix Malloum. En compagnie de M. Miskine Habré, il avait quitté le gouvernement en 1979 pour prendre la parole.

Chaleureux, cet homme de haute taille et de grande stature était toujours disponible pour expliquer la cause de son pays, dont il était un ardent et humble défenseur. M. Idriiss Miskine était un fidèle parmi les fidèles du président Idriss Habré. Nul doute que cette mort, qui intervient à l'aube d'une « semaine-révolte » sur le régime tchadien, aggrave l'instabilité politique et le désespoir du chef de l'État tchadien. — F.C.

En R.F.A.

UN CHANTAGE POURRAIT ÊTRE À L'ORIGINE DU LIMOGEAGE DU GÉNÉRAL KESSLING

Bonn (A.F.P.). — Le général Günther Kessling, commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe, mis en retraite anticipée, le 31 décembre, a rejeté, vendredi 6 janvier, les accusations d'homosexualité portées contre lui. Le général qui occupait, depuis 1982, le plus haut grade de la Bundeswehr et était l'adjoint du général américain Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, était depuis des semaines sous le feu des critiques de la presse. Visiteur des boîtes de nuit homosexuelles de Berlin-Ouest, il était devenu, assimilé le contre-espionnage militaire, « une cible potentielle de chantage et un risque en matière de sécurité ».

Certains journaux occidentaux estiment que le général Rogers aurait lancé la C.I.A. sur la piste du général Kessling parce qu'il ne s'entendait pas avec lui. La presse, dans son ensemble, s'interroge en tant que sur les vraies raisons ayant justifié ce limogeage sans précédent dans l'histoire de la R.F.A., et relève le secret dans lequel cette mesure a été prise depuis plusieurs mois. Le porte-parole du ministère de la Défense, qui s'adressait aux journalistes vendredi, n'est pas parvenu à les convaincre que l'éviction du général Kessling ne faisait pas suite à une tentative de chantage d'agents de l'Est.

LA CINQUIÈME ÉTAPE DU PARIS-DAKAR

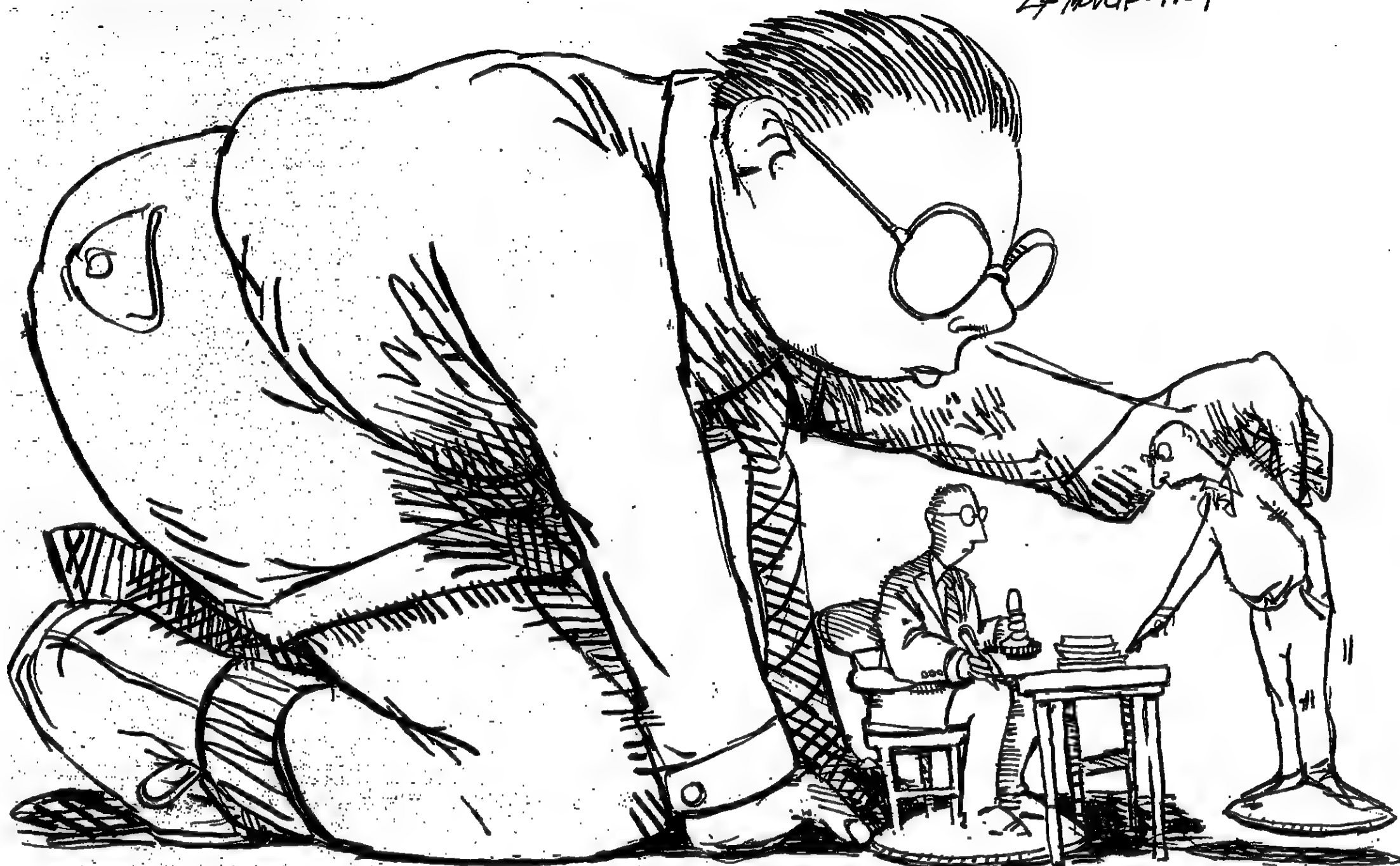
La cinquième étape Tâmanrasset-In Azoua (270 km) a été marquée, vendredi 6 janvier, par les victoires de l'équipage Ickx-Bassac (Porsche 911), dans la catégorie des automobiles, et de B.M.W. qui, avec le Belge Gaston Rahier, les Français Hubert Auriol et Raymond Lemoine, ont pris les trois premières places dans la catégorie des motos. L'équipage Mergé-Lemoine (automobile) et Gaston Rahier (motos) sont en tête dans leur catégorie.

هذه من الامل

Le Monde

DIMANCHE

LA NOUVELE 1984



LA MOUCHE

Fonctionnaires de père en fils

Un fils de fonctionnaire a deux fois plus de chances que les autres de devenir fonctionnaire. Du haut en bas de la hiérarchie, le service de l'Etat est souvent héréditaire. On se transmet à la fois le goût de servir l'Etat et celui de la sécurité.

COMME papa, ils ont chassé la pantoufle de la fonction publique, qui paraît douce à beaucoup en ces temps incertains. Emploi garanti, salaire indexé, carrière sans périls, retraite assurée... Sage-ment, presque naturellement, nombre d'enfants de fonctionnaires, utilement conseillés, le deviennent à leur tour. Pour surprenant qu'elle soit, cette filiation n'a pourtant rien d'exceptionnel dans un pays où aujourd'hui encore on demeure, dans tous les sens du terme, le fils de son père puis-que, arrivé à l'âge adulte, on occupe à peu de chose près une position sociale identique. Les agriculteurs sont en majorité fils d'agriculteurs, les ouvriers ont souvent un père ouvrier; même chose pour les employés, les cadres, les « indépendants » (petits commerçants et artisans) et les membres de professions libérales avec, il est vrai, des indices d'hérédité plus ou moins élevés d'une catégorie à l'autre (1).

Cette transmission familiale qui se retrouve partout est particulièrement nette cependant chez les fonctionnaires. Certaines études ont souligné en effet la forte hérédité professionnelle des agents de l'Etat, des grands services publics et des collectivités territoriales qui apparaît même globalement supérieure à celle des actifs du secteur privé (2). Des données statistiques, il ressort qu'on a en réalité deux fois plus de chances d'être salarié du public lorsque son père y travaillait déjà. Cette propension à la reproduction, qui soit dit en passant n'est sans doute

pas étrangère à l'extraordinaire clivage de la société française entre secteur public et secteur privé, est d'autant plus importante qu'on grimpe dans la hiérarchie : 30 % des personnels de catégories C et D — agents de bureau, ouvriers, etc. — sont issus de familles travaillant dans l'administration, le pourcentage monte à 41 % pour les cadres B et jusqu'à 46 % avec les cadres de la catégorie A, qui rassemblent magistrats, officiers, universitaires, ingénieurs civils, hauts fonctionnaires des administrations centrales et des services « extérieurs », etc. A ce niveau, on a calculé que la probabilité d'accéder à de telles fonctions était d'autant plus grande que le père était un cadre supérieur du secteur public... Alors que cette probabilité ne dépasse pas 9 % pour les enfants de cadres supérieurs du privé, même titulaires des diplômes leur permettant de postuler à des emplois publics, elle s'élève à 57 % lorsque le père appartient à l'administration.

Déterminisme social et culturel, volonté délibérée des fils de marcher dans les traces des pères ? Voilà en tout cas un autorecrutement fort impressionnant. Faut-il en conclure qu'il y a transmission d'une sorte de capital administratif d'une génération à l'autre ? « Les fils et les filles de fonctionnaires ont sans doute plus de facilités à le devenir que les enfants de non-fonctionnaires », observe Jean-François Kessler, directeur adjoint de l'ENA, « mais ils doivent généralement passer un concours et posséder tel ou tel diplôme » (3).

Si on n'hérite plus, et depuis des lustres, des postes qui faisaient les dynasties de grands et petits commis — la Révolution française a supprimé la patrimonialité des offices, la vénalité des charges et démocratisé l'accès aux emplois publics, — on hérite d'une capacité certaine à choisir telle filière plutôt que telle autre, à préparer les concours administratifs. On n'est donc pas fonctionnaire de père en fils ou de mère en fille par hasard. Dans certaines catégories d'agents, être fonctionnaire c'est une tradition. C'est encore vrai chez les enseignants comme chez les militaires de carrière. Entre 1945 et 1958, 40 % des saint-cyriens étaient fils de militaires (4). Vingt ans plus tard, en 1978, on retrouve les mêmes proportions : 38 % dont 26 % étaient fils d'officiers et 12 % de sous-officiers (5).

Dans les égouts depuis 1902

Cette fidélité quasi familiale au métier — entre autres facteurs — a cimenté de solides corporations. Ainsi en a-t-il été de la profession d'égoutier à Paris, souvent exercée de père en fils. Aujourd'hui on trouve encore de ces descendants qui ont repris le flambeau — ou la lampe... — dans les 2100 kilomètres de boyaux sou-

terrains de la capitale. C'est que, comme le fait remarquer Christian, trente ans, chef égoutier, « les égouts, il faut connaître. C'est spécial. Quand on a eu de la famille dans la même branche, on n'est pas trop dépaycé quand on débute... ». Chez Christian la lignée remonte loin : « Le premier qui est descendu, c'est le mari de la sœur de mon arrière-grand-père, c'était en 1902. Ses trois fils ont fait comme lui et mon père, qui avait d'abord travaillé dans la joaillerie, est rentré comme balayeur à la Ville de Paris avant de passer au service des égouts ». Christian, qui dans son adolescence ne se sentait pas de dispositions particulières pour ce genre de besogne, a fini, passé le service militaire, par prendre pourtant la même direction : « Je n'avais pas de qualification professionnelle, je voyais déjà beaucoup de chômage autour de moi, alors je me suis décidé, j'ai fait ma demande à la voirie ». Rapidement monté en grade, notre égoutier ne se plaint pas : statut des fonctionnaires communaux, possibilité de prendre sa retraite dès cinquante ans, journée de travail réduite à six heures compte tenu de l'insalubrité du métier. Et de se féliciter, avec le recul, d'avoir fait le bon choix : guidé par l'exemple paternel.

Cet exemple permet de comprendre ces « vocations » plus ou moins précoces. On ne se met pas au service de la collectivité par une pure déférence filiale mais bien parce qu'à un moment donné on a pu mesurer l'intérêt, les avantages d'une carrière qu'on a pu observer depuis l'enfance. L'hérédité professionnelle résulte aussi de choix parfaitement conscients. Les enfants de hauts fonctionnaires qui se sont installés à leur tour sur les plus hautes marches de l'appareil d'Etat en sont l'éclatante démonstration. Au fil des générations se sont constituées des familles de professeurs d'université, de magistrats et de membres des grands corps de l'Etat. Les « fils de... » peuplent le Who's who, le Bottin mondain et les annuaires administratifs. Lecture instructive, qui donne des élites l'image de groupes plutôt fermés où l'autorecrutement fonctionne dès le concours d'entrée à Polytechnique et à l'ENA.

« On naît polytechnicien »

Ces deux écoles, prestigieuses entre toutes, passages obligés vers un destin, sinon nécessairement glorieux, du moins confortable, continuent de recruter pour une large part dans les milieux aisés de la capitale. La reproduction ne joue pas seulement au niveau social mais aussi corps par corps. « L'aristocratie du mérite cache mal la noblesse héréditaire », lance à propos des « X » Jacques-Antoine Kosciuszko-Morizet dans un petit livre féroce sur la « mafia » polytechnicienne (6). « L'Ecole est un moyen déguisé de cooptation par les couches dirigeantes de leur propre progéniture ». « On naît polytechnicien plus qu'on ne le devient ».

MICHEL HEURTEAUX.

(Lire la suite page III.)

LIRE

● LE SOLAIRE ET LES ADOLESCENTS DIFFICILES

De jeunes casseurs de vitres pour construire des capteurs solaires (lire page VI).

● CARLO GINZBURG HISTORIEN ET DÉTECTIVE

Traquer la vérité historique à partir d'indices et d'empreintes à la façon d'un détective (lire page XIII).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).

COURRIER



Discrimination antimasculine

L'article de M. Christian Torral sur « L'information revue et corrigée par les femmes » (*le Monde Dimanche* du 18 décembre 1983) est une bonne illustration de la discrimination sexuelle contre les hommes en matière professionnelle, contrairement à ce que pense son auteur. En choisissant une branche professionnelle plus masculine que féminine, il est facile d'établir un inventaire des « injustices » au détriment des hommes. Les hommes sont donc discriminés, car ils sont exclus des avantages de certaines professions masculines, pourquoi ne pas parler de celles qui leur sont exclusivement réservées en raison de leur sexe : nourrices, périclitrices ou sages-femmes. Sait-on qu'une loi de 1942 interdit aux hommes de devenir sage-femme ?

Pourquoi ne pas parler non plus des travaux pénibles uniquement réservés aux hommes alors que ceux-ci vivent une dizaine d'années de moins que les femmes ? travail de nuit, mines, carrières ou bâtiment. L'égalité professionnelle ne doit-elle se limiter qu'aux mesures privilégiant les femmes ?

Pourquoi une speakerie de télévision qui passe son temps à se faire les ongles gagne-t-elle 7 000 francs par mois alors qu'un manœuvre du bâtiment qui travaille dans la boue en touche la moitié ? La liste pourrait être longue de cette discrimination contre les hommes.

Quant au prétendu « sexisme » qu'invoquent souvent les féministes, il serait plus sérieux de parler de la spécificité de chaque sexe plutôt que d'invoquer des ordonnances « sexistes » (...).

MARTIAL LEMOINE,
« Condition masculine »
(Paris).

Tableau de famille

Leur premier bébé : il a six mois déjà. Et penchés au-dessus du berceau, ses parents qui rêvent : Mozart ou cantonnier ? Voyou ou footballeur ? Casse-cou ou pantoufflard, qu'est-ce qu'il sera ? Ils se voyaient déjà en faire un homme, debout.

Arrière les rêves : le petit berceau est un lit d'hôpital, et le petit d'homme, entre les barreaux, gémît, pleure et cherche la lumière que déjà ses yeux ont quittée.

Il y a six mois de cela, trois jours durant, mère et fils se sont débattus dans les douleurs de l'accouchement. Trois jours avant que l'on ne s'aperçoive que, finalement, non « ça » ne passerait pas. Et « ça » vivait encore ! César, c'est donc. Bien sûr, on l'a un peu aidé, réanimé, oxygéné, opéré, récupéré : après une si grosse cr-

reur, ça faisait du bien de pouvoir encore lui faire quelque chose ! Merveille du pouvoir médical, délicatesse exquise...

Il a six mois maintenant, et après moultes examens : « Votre bébé n'a plus de cerveau... Donnez-lui beaucoup d'amour... L'anxiété de la naissance a tout détruit. Allo maman, bobo ! Joli bébé, jolie frimousse, et sa petite tête vide. Prison du corps : il ne marchera pas, il n'entend pas, il ne voit plus. Il sait pleurer.

A la grande tombola de la vie, papa et maman, c'est sûr, ont gagné le gros lot. Obi la gaffe, docteur ! Pourvu qu'ils se tiennent tranquilles ces deux-là ! Ça ferait une de ces brutes sur votre jolie plaque de cuivre...

ANNE PICARD
(Lyon.)

La paresse

Dans l'éloge de la paresse (une lettre publiée dans *le Monde Dimanche* du 20 décembre 1983), j'ai envie de commenter cette sim-

« Eurêka ! », crie Denise en gras et en souriant, parlant également les deux langues. De la traie et du quano plein les cheveux, elle surgit du goulot forcé, l'air d'une hermine qui a traîné dans le purin. J'arrache un soupir à la vesse pour le rejoindre. Passé les ronces et les mètres cubes de terre déversés pour masquer l'entrée, les premiers mètres parcourus avaient été, C'est la déception. L'office initial, d'une discrétion inquiétante, ne parlait pas : l'impression de pénétrer dans les dédales de la Cloaca maxima. Mais l'air froid qui sort de la grotte nous saisi. L'outil artificiel a vendu la mèche, une très longue mèche. Ce trou de renard était l'entrée d'une caverne inoubliable. L'odeur surette de moisi nous grise. De toute notre âme souterraine, nous fonçons.

Denise, Elisabeth, Pascal, Laurent et les autres, nous sommes un petit groupe informel à qui rien de ce qui est souterrain n'est indifférent sinon étranger. Ce qui nous plaît dans un village ou un paysage, c'est leurs coulisses souterraines. Plonger dans le noir, c'est notre jeu. Le silence éternel de ces espaces finis ne nous effraie pas. Leur indicible solitude nous fascine. Pour les puristes de la science chthonienne, il y a souterrain et souterrain. Nous, grotte, caverne, s'abîme sous roche, cave, tunnel, carrière, mine oubliée, logis troglodytique, galerie, hypogée, toute excavation naturelle ou artificielle nous intéresse.

Tout commence le jour où l'un de nous, propriétaire d'un cottage en Touraine, convie notre petite bande à un week-end à flanc de rocher, 60 mètres au-dessus du Loir. Merveilleusement aménagée, sa grotte creusée dans la craie entre des bancs de silex noirs, nous transporte. Cave forte que les écor-

cheurs de Plantagenet écumèrent, il y a fait aussi bon vivre au temps de César, qui disait des Tourangeaux : « Ils vivent curieusement dans des terriers ». A penser que ça veut mieux que des clipeaux, nous apprécions la fraîcheur des lieux, l'été, leur douceur, l'hiver, l'indifférence à la sensation d'écroulement. Combien, depuis, n'avons-nous pas fait de nos terriers une maison, nous terrois de racine ou personne n'a fouillé ! Non sans mal.

S'il est facile de jeter un oeil sur les habitations troglodytiques de La Roche-Guyon tant leurs ouvertures attirent les regards ou sur les galeries pleines de malices et de danger de l'Haut, bien des excavations se défendent. Quel de plus caché par définition ? Les paysans n'ont-ils pas toujours une méfiance quand on les interroge sur les galeries qui lancent leurs tentacules sous leur village ? Si on allait réveiller le trésor qui y dort depuis trois cents ans ! La topographie est plus loquace. Qu'est-ce qu'un dussu dans le Val-de-Loire, une bove en Artois, une crevette dans le Soissonnais, une mardelle en Champagne, sinon un souterrain ? Si l'on figure sur la carte, pourquoi pas sur le terrain ? C'est ainsi qu'aujourd'hui, Denise en tête (c'est son tour), nous découvrons, dans la Somme, un magnifique réseau de boyaux entrelacés. Plus traitres que de vieux serpents, conçus pour leurner les indésirables, on y sent de la fourberie. S'agiter dans la ligne droite ? Pas si bêtes, ses auteurs ont multiplié des convolutions, camouflages et guets-apens au point que, soucieux de contrôler de près l'advent, il nous faut souvent, perdue, faire demi-tour. Déroulant non sans légèreté angloise notre fil de nylon et d'Ariane, nous nous écoutons mar-

LANGAGE

Une maladie honteuse

Il advient à un de nos lecteurs une aventure qu'il juge, et nous avec lui, passablement irritante. Médecin dans une grande ville de province, il est devenu, pour se loger, copropriétaire dans une « résidence », laquelle devait porter le nom d'Enlil Littre (1801-1881), Français illustre à plus d'un titre. Jusqu'ici, rien que de très satisfaisant, et nous résidents se font à l'avance un plaisir de voir le nom d'un homme qu'il admire (car Littre fut, entre autres, le premier grand traducteur de l'œuvre d'Hippocrate, père de la médecine) inscrit en lettres d'or au fronton de l'immeuble.

Il y est bien, inscrit. Mais l'immeuble est devenu LE LITRE. Du Litre au Litre, il y a plus qu'une querelle d'accent. Notre médecin-résident, consterné (c'est son mot), demande au promoteur responsable de la construction de rendre au grand homme ce petit accent sur le E, qui lui évite, entre autres motifs d'imitation, le sentiment d'avoir acheté un appartement dans une bouteille.

Réponse du responsable : « Non, les mots écrits en majuscules ne prennent pas d'accent. » « Est-ce vrai ? », nous demande notre lecteur. Et qui a voulu cette règle absurde et scandaleuse ?

Non, il n'existe évidemment pas de « règle » générale et impérative en ce sens. De qui pourrait-elle venir ? De l'Académie ? On ne l'imagine pas acceptant de compter parmi ses membres, morts ou vifs, un Paul VALÉRY, un Claude FARRÈRE, un Michel DEON ou un Georges DUMÉZIL ? Et, à côté d'eux, que faire d'un DORGELES, d'un CELINE, d'un BLÉRIOT, d'un POINCARÉ et évidemment d'un LITRE ?

Du gouvernement ? Hélas, hélas, il y a un peu de vrai. Il apparaît bien que l'administration a donné des ordres pour faire « sauter » les accents sur les noms propres, écrits en majuscules sur les cartes d'identité et autres pièces officielles. Seuls les actes de naissance « bénéficient » encore d'un traitement particulier : la lettre qui doit porter un accent est écrite en minuscules au milieu des autres, en majuscules. Ainsi, BLÉRIOT, DUMÉZIL, FRAPPIÉ ou LAINE, pour éviter au moins un Frappe ou un Laine aberrants.

En matière typographique (journaux, livres en particulier), il n'existe pas d'autre « règle » que celle que les imprimeurs ou les éditeurs ont laissée se constituer peu à peu, par paresse et pour économiser quelques sous. Les dictionnaires maintiennent encore un accent, de moins en moins visible, sur les capitales de noms propres. Les livres et les journaux, très irrégulièrement.

Tous les professionnels le savent : beaucoup plus qu'une affaire de « langue », c'est une affaire de machines, et en particulier de machines à composer. Nous sommes, dans ce domaine, désastreusement dépendants de l'étranger, donc des machines à composer (et d'ordinateurs) conçus pour fonctionner dans des langues pratiquement sans accents.

Il y a là un problème majeur. De gouvernement. L'ÉGALITÉ et la FRATERNITÉ de nos frontons sont de belles choses. L'ÉGALITÉ et la FRATERNITÉ ne seraient plus que des maladies honteuses.

JACQUES CELLARD.

ple phrase : « Lafargue croit que le développement du machinisme va rendre possible la réduction légale de la journée de travail à trois heures maximum, permettant ainsi au prolétariat de retrouver joie, santé et liberté ».

Première question : comment le prolétariat a-t-il perdu sa joie, sa santé, sa liberté ?

Réponse : parce que le développement du machinisme les lui a enlevées. Encore un serpent qui se mord la queue.

Il semble que Lafargue avait compris que le travail industriel était en train d'aliéner une classe ouvrière qui n'avait pas de vérita-

ble tradition, puisqu'elle était de formation récente.

Sans remonter à la malédiction originelle, on est bien obligé de constater que, pendant de longs siècles, le travail n'a pas eu droit au respect que l'on accordait à l'oisiveté. Quand il s'agissait de « O paresseux, mène des arts et des nobles vertus », il pensait à l'oisiveté employée à l'oisiveté, celle qui fait les écrivains et les artistes. Tout autre travail ne faisait rejettier aucun honneur sur celui qui le pratiquait. Il y avait des artisans, mais dans l'artisan il y a « art ». Quant au paysan qui fai-

sait vivre tout le monde, il avait droit au mépris.

Le dix-neuvième siècle a changé tout cela et certains se sont rendu compte que le surmenage, joint à un travail mécanique et sans intérêt, conduisait une partie de la population à l'abrutissement et au désespoir. D'où cette idée très optimiste que bientôt trois heures de travail par jour suffiraient.

Il est permis de se demander si ce ne sont pas les profits de cet état de choses qui ont lancé l'idée de glorifier le travail pour le faire accepter par les victimes de l'essor industriel du dix-neuvième siècle.

Maintenant que les médailles du travail sont plutôt démodées, il faut songer à réduire les heures de présence au travail, ce qui oblige à une politique de redistribution pour que les laïcs ne deviennent pas une nouvelle contrainte.

Nos ancêtres d'avant le dix-neuvième siècle n'avaient pas besoin qu'on leur dise quoi faire de leur temps libre.

M. GOFFAND
(Saint-Mandé).

Saint-Pierre et les P.T.T.

L'article de Bernard Giametto paru dans *le Monde Dimanche* du 11 décembre 1983 et relatif à la découverte du territoire français de Saint-Pierre-et-Miquelon fait état de la non-compatibilité géographique de cet archipel par les agents des P.T.T. En effet ces derniers, parce qu'ils ignorent l'existence de cet archipel ou parce qu'ils le localisent vaguement, achemineraient, selon votre collaborateur, une partie du courrier sur Saint-Pierre de la Martinique.

Le personnel du centre de tri de Paris-Gare P.L.M.-Avion vient d'appor-ter le correctif suivant :

Si certaines lettres parviennent à Saint-Pierre de la Martinique, cela est imputable à une erreur de tri (toujours possible) ou à un mauvais libellé de l'adresse (possible aussi). Néanmoins il convient de préciser que de nombreux agents des P.T.T. sont originaires des Antilles françaises et qu'il serait impensable, pour eux, d'ache-miner du courrier adressé à Saint-Pierre-et-Miquelon sur

Saint-Pierre de la Martinique. Par contre, il existe une erreur de tri plus fréquente : la confusion entre Saint-Pierre de la Martinique et Saint-Pierre de la Réunion (localité que votre article ignore totalement).

Van des Weyden et de la Pasture

Malgré l'éloquente lettre de M. Rikér (*le Monde Dimanche*, 18 décembre 1983), on devrait continuer à croire que Roger van der Weyden, frère de Jan van Eyck, et Rogier de la Pasture, frère de Robert Campin, sont deux « Flamands » et non pas un seul. Du moins selon mon édition de *Het leven der doortachtige nederlandse en hoogduitsche schilders*, de Carel van Mander (Amsterdam, 1946), dont une note cite E. Remond, la solution du problème de van der Weyden.

« Parler des gens sur une base ethnique » est hasardeux. Je refuse que le dialecte de mes che-veux, mon teint ou les proportions de mon crâne servent à me classer. Mais il me semble hautement improbable que mes ancêtres, habitants de Zeland, dans les Pays-Bas, se soient jamais appelés — par M. Rikér — des Belges. Zeeuwen, plutôt...

Mais vive — pourquoi pas ? — les Belges, et toutes les autres gens du coin, qu'ils aiment s'appeler Wallons, Flamands, Frisons, Picards, Limbourgeois, Brabançons, Bénédictins ou Chinois.

SOPHIE HARRIS-VAN DER SPEK
(Clamart-Métro).

« La vérité »

Je viens de lire dans *le Monde Dimanche* du 25 décembre, l'interview de Gustav Pelegrin, Pasternak, « Hubert Reeves et l'origine du monde ».

Je ne comprends pas : « L'urgence de l'univers, il y a quinze milliards d'années... Comment pouvait-il y avoir des « amonées » sans système planétaire ? Et comment un « néant » pouvait-il émerger « l'univers » ? un « big-bang initial » et « un moment zéro » ? Comment le « néant » — l'existence — pouvait-il « exploser » ? Des « micro-secondes » après l'explosion ? Comment compter des micro-secondes ?

« Une matière et une anti-matière qui s'annihilent en lumière » ? Comment comprendre une « anti-matière » ? Le raisonnement semble arbitraire.

« Un univers très chaud, très dense et une expansion infinie » ? Ces notions, réelles à notre niveau humain — sauf « l'infini » — sont-elles cosmologiques ? Il y manque la notion d'énergie » (voir Cestvald).

« Né dans un grand élanement — action très humaine — la cosmologie a pourtant appliqué — notion biologique — les particules élémentaires... ». Comment comprendre ? Et on a découvert rien de moins qu'un rayonnement fossile ! Il semble bien s'agir d'une transposition de la notion géologique de « fossile » à la cosmologie.

« Nous nous trouvons, je crois, en présence d'un raisonnement simplement humain appliqué à « expliquer » un monde, un cosmos, qui n'est pas à la portée de notre raisonnement.

« Nous existons et nous raisonnons dans notre environnement. Les explications que nous inventons ne tiennent pas debout si nous raisonnons en « cartésiens ».

S'il est permis de raisonner, de vouloir expliquer, on ne peut prétendre posséder « la vérité ».

J. VINAS
(Dijon).

« Un démenti. — M^{me} Geneviève Videmann, cadre à l'Hyper-marché Carrefour de Montesson, dont le prénom a été cité dans l'enquête : « Les drogues du travail » (*le Monde Dimanche* du 6 novembre 1983), nous demande de dire qu'elle n'a pas tenu les propos que nous avons imprimés. Michel Heurteaux, pour sa part, maintient les avoir entendus et notés.

PIERRE LEULLIETTE.

VOUS ET MOI

Sous terre

« Eurêka ! », crie Denise en gras et en souriant, parlant également les deux langues. De la traie et du quano plein les cheveux, elle surgit du goulot forcé, l'air d'une hermine qui a traîné dans le purin. J'arrache un soupir à la vesse pour le rejoindre. Passé les ronces et les mètres cubes de terre déversés pour masquer l'entrée, les premiers mètres parcourus avaient été, C'est la déception. L'office initial, d'une discrétion inquiétante, ne parlait pas : l'impression de pénétrer dans les dédales de la Cloaca maxima. Mais l'air froid qui sort de la grotte nous saisi. L'outil artificiel a vendu la mèche, une très longue mèche. Ce trou de renard était l'entrée d'une caverne inoubliable. L'odeur surette de moisi nous grise. De toute notre âme souterraine, nous fonçons.

Denise, Elisabeth, Pascal, Laurent et les autres, nous sommes un petit groupe informel à qui rien de ce qui est souterrain n'est indifférent sinon étranger. Ce qui nous plaît dans un village ou un paysage, c'est leurs coulisses souterraines. Plonger dans le noir, c'est notre jeu. Le silence éternel de ces espaces finis ne nous effraie pas. Leur indicible solitude nous fascine. Pour les puristes de la science chthonienne, il y a souterrain et souterrain. Nous, grotte, caverne, s'abîme sous roche, cave, tunnel, carrière, mine oubliée, logis troglodytique, galerie, hypogée, toute excavation naturelle ou artificielle nous intéresse.

Tout commence le jour où l'un de nous, propriétaire d'un cottage en Touraine, convie notre petite bande à un week-end à flanc de rocher, 60 mètres au-dessus du Loir. Merveilleusement aménagée, sa grotte creusée dans la craie entre des bancs de silex noirs, nous transporte. Cave forte que les écor-

cher tant le silence est de qualité. Certains souterrains irritent parce qu'ils inquiètent. Celui-ci, blanc et frais, reste avenant même s'il faut qu'il y ait à quatre pattes, un ébranlement rituel précédant chaque salle. Mais nous connaissons le système picaresque. Une première fois, prise d'angoisse, nous avons visité une cité-refuge du même style, à 30 mètres du sol. Place publique, église, rues en étoile, habitations de particuliers, étable, lavoir... l'immense coup foué ne cachait rien de ce qu'il dissimulait aux Espagnols de la guerre de Tranta Ana, qui campaient un village sous leurs pieds.

Midi. Halte sur le « place ». Le réseau étant circulaire, on s'arrêtait au point de départ ! Assis en rond dans les entrailles de cette France caennaise, vêtus en blanc, nous partageons les mêmes ornières, ombres nous-mêmes. Tout est fort entre nous. L'obscurité ne pèse pas. Quel calme ! Un transistor ne pèse pas une inconvenance. Seule la Petite Musique de nuit serait dans la note. Une araignée s'offre à notre curiosité. Comme celle de Pellisson, nous l'invitons à notre table. Elle s'empare d'une miette. Inter-mède. Avouons-le : ces galeries sont généralement vides. Au mieux, de très vieux coeurs s'entre-tendent, creusés dans la craie : « Maurice aime Martha. 1903. » Parfois, une roue de charrette affondée, la mâchoire d'un cheval. Tout le monde ne peut pas « tomber » sur Lascoux. Il faut se contenter de ces médianociques égarés. Nous avons investi en vain la grotte des faux-monnayeurs du Sa-lève, où l'on fabriquait des batz de Berne et le labyrinthe-atelier à double issue de Jeanne de Boulogne, la fausse-monnaieuse du Terni. Rien ! Ou plutôt des riens qui font

un tout. De sorte que tout ce qu'on voit compte, mais plus encore ce qu'on ne voit pas : présence de mille absences qui trahissent un passé pas simple. Qu'importe si un squelette d'oiseau est le seul butin ? Passé les portes de la nuit, ce sont les fantômes prosaïques et tragiques qui s'y réduisent qui nous passionnent : temples, hiéroglyphes, paysans des routes des grandes invasions. Tous sont nos amis. Une familiarité avec le passé qui n'exclut pas le respect. Jusque sous Paris, suspendu au-dessus du vide avec ses 300 kilomètres de galeries, nous l'avons rencontré, ce passé. Mille cavités inexplicables trouvant la France de la Normandie à la Brie, du Puy-de-Dôme aux Bouches-du-Rhône, c'est autant de défis lancés par des siècles de résistances souterraines. S'ils ne nous troublent plus, ils nous étonnent encore.

Minuit. Saturés d'émotions primitives, nous émergeons, un à un, recrus, au clair de lune. L'esprit imprégné de ces fonds où tant d'hommes pratiquaient l'art de la survie, nous nous évouons le futur. Quels splendides sprints atomiques feraient ces galeries ! Défense passive, cachette-refuge, casier ultime, ces souterrains auront tant d'usages, que pas plus que l'histoire, leur histoire ne paraît finie.

« Qui sait ce qui peut arriver ? », lance Denise.

« Personne », lui répond quelqu'un, narquois.

Notre journée est faite. Inscrutables de toute psychologie, des profondeurs, nous avançons ce matin l'impression de rentrer dans le ventre de notre mère, la Terre. Sensation, ce soir, d'en sortir. C'est très troublant, paraît-il.

ENQUETE

Fonctionnaires de père en fils

(Suite de la première page.)

On pourrait en dire autant de l'enquête. On n'aurait pas beaucoup de mal à trouver parmi les récentes promotions d'élèves de l'ENA des fils et des filles d'inspecteur des finances, de membres du Conseil d'Etat ou des cabinets ministériels. Certaines familles — les Bloch-Lainé, les Giscard d'Estaing, les Schweitzer, les Saint-Geours, pour ne citer que les plus en vue — s'honorent de compter parfois plusieurs de ces brillants sujets. Brillant, Hubert l'est assurément : une agrégation de lettres, un passage par l'ENA, et dans la foulée un poste à la direction des affaires économiques au Quai d'Orsay. Un parcours et une position sociale somme toute « naturels ». Fils et petit-fils d'ambassadeur de France, il a baigné depuis sa plus tendre enfance dans ce milieu diplomatique où l'on attachait autant d'importance aux bonnes manières qu'à la culture et aux études des enfants. « Les familles faisaient beaucoup d'efforts pour propulser leurs rejetons vers l'administration. Bien entendu le summum, c'était d'obtenir les diplômes et les titres pour faire carrière dans la haute administration, dans les grands corps. » Et Hubert, qui rêvait sur les bancs de la Sorbonne en 1968 d'un destin universitaire, a fini, comme il le précise, par « rebasculer » dans sa caste en préparant l'ENA. « Brusquement, dit-il, j'ai retrouvé tous les réflexes familiaux, et, ma foi, j'ai fini par en prendre mon parti... » Pour quoi négliger en effet une voie toute tracée et qui était loin d'être médiocre ?

« J'ai toujours eu le sentiment d'être sur le rail », avoue pour sa part Michèle, vingt-six ans, sortie de Polytechnique dans le corps des ponts et chaussées, actuellement responsable des études dans un service technique du ministère des transports. Son père, qui était lui-même du corps des « ponts », avait « très présente à l'esprit la notion de service de l'Etat ». Il a poussé sa fille « avec des arguments valables » à préparer l'X. Et c'est tout naturellement qu'au sortir de l'Ecole elle a choisi un ministère plutôt que de démissionner pour entrer dans le privé.

« En France, le système d'éducation pousse en fait les plus brillants vers la fonction publique, ajoute Michèle. C'est une attitude qu'on observe dès les classes préparatoires aux grandes écoles. Une majorité de talents et de khâgneux n'ont en fait qu'une seule ambition : décrocher un poste de fonctionnaire. »

568 000 candidats en 1981

Pouvoir, prestige, primes... A quoi s'ajoutent la sécurité d'emploi, un déroulement de carrière sans surprise, garantis par le statut général de la fonction publique, statut qui concerne pour l'heure quelque deux millions six cent mille agents. Cette certitude d'une vie sûre et réglée explique par ailleurs l'hérédité du milieu, comme l'ont constaté Alain Darbel et Dominique Schnapper, du Centre de sociologie européenne (C.E.S.) : « Le système administratif offre en effet les privilèges d'une grande sécurité à des individus qui y sont d'autant plus sensibles et qui la recherchent d'autant plus qu'ils viennent pour le plus grand nombre d'un milieu familial appartenant déjà à la fonction publique. »

Dans la période actuelle de fort chômage, le fonctionariat apparaît à une proportion croissante de Français — qui ne lui ménagent pas pour autant leurs critiques — comme un refuge très désirable : il y a quelques mois un sondage ne révélait-il pas que 52 % de Français souhaitaient voir leurs enfants choisir le public plutôt que le privé ? Administrations, services publics et collectivités territoriales croulent depuis quelques années sous les candidatures. En 1981, selon les chiffres de la direction générale du ministère de la fonction publique et des réformes administratives, 568 000 personnes ont postulé pour 42 000 postes mis au concours. Cette même année, les P.T.T. ont enregistré à eux seuls 100 000 demandes pour 2 500 places d'agents d'exploitation. Le métier de douanier par exemple suscite un intérêt grandissant. Les écoles de douanes de Neuilly-sur-Seine, de Rouen et de La Rochelle ont en, l'an passé, 45 000 candidats pour un petit millier de

postes. « On sent très bien les gens inquiets face à l'avenir, dit un responsable du recrutement de l'Ecole de Neuilly. Il y a une volonté très affirmée d'entrer dans la fonction publique pour bénéficier avant tout du statut. »

Fils, filles, frères, sœurs, neveux et nièces ne sont évidemment pas les derniers à tenter de se mettre à l'abri. Au centre de formation des apprentis de l'équipement de la S.N.C.F. à Chambly (Oise), qui accueille deux promotions de soixante élèves, les enfants de cheminot représentent le tiers des effectifs. « Chiffre constant et normal », affirme un instructeur. « C'est le milieu ferroviaire qui plat », dit Thierry, dix-sept ans, qui s'est tourné comme sa mère vers la S.N.C.F. avant par « goût pour le chemin de fer » que par souci de trouver une place stable : « Je ne me suis pas mal débrouillé, quand je vois des copains qui traînent au café sans boulot... »

Même souci de sécurité chez ces fils et filles de gendarmes. Ces derniers, précisons-le, ont représenté en 1983 18 % des demandes pour entrer dans la gendarmerie... Dominique, vingt-sept ans, actuellement en poste à Paris, est entré dans la carrière comme le fit son père. Après un échec en première année en faculté de médecine, Dominique, qui ne se voyait guère dans le privé, se résout à préparer plusieurs concours administratifs. « J'ai réfléchi au statut de fonctionnaire surtout dans ce contexte de crise... » Et comme la maréchassée « ne le rebutait pas du tout », que son père le poussait un peu, lui recommandant par exemple d'aller voir du côté du commandant de sa compagnie pour s'enquérir des démarches à effectuer, il s'est décidé à passer le concours et les tests psychotechniques. Un bon candidat pour la gendarmerie, d'autant que, comme l'assure Dominique, « avoir déjà de la famille dans le milieu, ça aide ».

Même son de cloche chez Roger, gabelou, fils de gabelou, contrôleur au poste frontière de Saint-Aybert, près de Valenciennes, sur l'autoroute Paris-Bruxelles : « Je voyais mon père travailler, il me racontait ses « constatations », ses exploits, il m'a un peu initié. » Sachant que ses « possibilités question études étaient assez limitées », Roger s'est tout bonnement rabattu sur l'administration. « Mon père m'a dit : « Mon gars, ce qu'il te faut, c'est un bon boulot bien sûr. Il m'a aidé pour les examens en me donnant le programme des épreuves, et voilà... »

Le métier, Roger le juge intéressant, passionnant même. Quant au salaire, auquel s'ajoutent des primes sur saisies, il n'est pas négligeable. « J'ai un voisin qui



travaille en usine, il est loin de faire ce que je fais par mois. Pas étonnant que les gens se reportent en masse sur les administrations ! »

Roger, qui n'est pas loin de penser qu'il a tout simplement décroché le gros lot, conseille à ses proches de faire de même : « Il n'y a pas longtemps, tenez, j'ai fait entrer une cousine aux douanes. Elle cherchait un emploi, on en a discuté en famille. Le mieux pour elle c'était de commencer, même en bas de l'échelle. Après, je lui ai dit : tu pourras grimper... »

A dossier égal...

La connaissance du terrain, voire un petit capital de relations, aident puissamment, beaucoup le reconnaissent pour en avoir bénéficié. Avoir un parent dans la place, c'est le petit coup de pouce du destin. Tel est bien l'avis de Gérard, mécanicien à l'imprimerie de la Banque de France à Chamalières, banlieue résidentielle de Clermont-Ferrand. 1800 employés y travaillent à l'abri de grilles colossales. Un statut aussi avantageux que celui des fonctionnaires, la se-

maine de 36 h 30, quatorze mois de salaire, des rémunérations supérieures à la moyenne régionale... « Entrer ici, surtout en ce moment, c'est une chance pour un jeune, c'est le bâton de maréchal dans sa giberne », lance Gérard. Lui l'a décroché voilà dix-sept ans. Après un passage chez Michelin quitté « sur un coup de colère », il prépare le concours d'ouvrier imprimeur à la Banque de France où son père travaillait depuis 1936. Des antécédents qui ont pesé lourd dans la balance. « La direction préfère jouer la sécurité : à dossier égal, on fera plutôt confiance à un fils d'agent, c'est humain ! Dans mon service, sur soixante personnes, il y en a bien une douzaine qui sont dans mon cas », ajoute Gérard.

Théoriquement le « piston » est interdit de séjour dans la fonction publique, le mode d'entrée étant le concours. C'est oublier que certaines catégories d'agents de l'Etat et des collectivités territoriales peuvent être recrutés discrétionnairement — huissiers, agents de bureaux, sténodactylos, etc. — puis titularisés comme fonctionnaires en catégories C et

D. « Pour les « fils de », à ce niveau les recommandations peuvent très bien aboutir, constate tel haut fonctionnaire. Il est plus facile d'entrer dans l'administration sur contrat que sur concours... »

Dans les services municipaux tant des petites communes que des grandes villes, il n'est pas rare non plus de voir des demandes, soigneusement diligentes par des parents en poste, être prises en considération. Certains emplois d'exécution — cantonniers, femmes de service — sont la plupart du temps pourvus par recrutement direct. Le maire, selon le code des communes, dispose en ce domaine d'un pouvoir de nomination. « Monsieur le maire fait son choix », dit-on au service du personnel de la mairie de Clermont-Ferrand. Bénéficiant en priorité des informations sur les emplois à pourvoir, les employés peuvent tenter d'intercéder, qui en faveur d'un fils, qui d'un beau-frère, qui d'un cousin. Ainsi se forment les dynasties de gardiens de square, de plantons et de fossoyeurs...

L'administration n'est-elle pas aussi une grande famille ? De fait, un agent peut souvent en cacher un autre. Le fonctionnaire est rarement « isolé », comme le soulignent les travaux du Centre de sociologie européenne, cités plus haut. En effet, parmi les fonctionnaires dont le père l'était aussi, 84 (soit 3 %) comptaient d'autres membres dans le secteur public et 47 (6 %) comptaient à la fois le père, un ou les deux grands-pères et des collatéraux au service de l'Etat. Un exemple parmi tant d'autres : Anne-Marie, vingt-cinq ans, postière dans le 14^e arrondissement de Paris, a succédé à son père qui a débuté comme facteur. Son grand-père paternel était à la S.N.C.F., sa tante est employée aux P.T.T. et ses cousins de même. Récemment, elle a noué une idylle avec un camarade, postier lui aussi, dont les parents sont employés au ministère de l'Agriculture... Anne-Marie, qui souhaite fonder un foyer, attend de cette union deux ou trois enfants.

Ce cercle de famille qui va s'élargissant ne témoigne-t-il pas d'une tranquille assurance face aux lendemains ? Le sentiment de sécurité pousse d'ailleurs les employés de l'Etat à être un peu plus féroces que les hauteurs membres des classes moyennes. Alain Darbel et Dominique Schnapper citent des statistiques qui montrent que la fécondité des couples de fonctionnaires, à catégorie socio-professionnelle constante, est supérieure à celle des couples exerçant dans le secteur privé. Lorsque seule l'épouse est dans le secteur public, le nombre d'enfants est toujours plus élevé que lorsqu'elle travaille dans le privé.

Compte tenu de cette capacité de procréation du milieu, il n'est pas déraisonnable de penser que l'avenir de la fonction publique est bien assuré.

MICHEL HEURTEAUX.

CROQUIS

Merci Thelma...

Pour qui arrive de Paris par l'autoroute dans une voiture chauffée, la petite église de campagne, ce matin de décembre, apparaît bien froide et comme hors du monde. La silence y est épais que chez que pas sur la pierre nue semble une provocation. Au pied de l'autel, le cercueil immobile en noir et derrière le prêtre en rouge qui bouge. Et puis nous, dans les stalles de bois, les proches, les parents, une petite trentaine, tout frileux, tout misérables : Thelma, notre amie de la publicité, vient de mourir tragiquement, d'une minute à l'autre comme qui dirait : quel scandale quand on y pense et quelle injustice ! On ne laisse pas en plan une poignée de gens auxquels on a tant donné, le rire, la joie, les histoires merveilleuses, la générosité, la prodigalité du cœur et, pour tout dire d'un mot, la chaleur. On ne s'en va pas comme ça car, ensuite, il fait encore plus froid. Nous étions habitués, hélas ! trop habitués. Que nous l'avons gaspillée de son vivant ! Elle n'était pas étamelle et nous n'en savions rien...

OLIVIER RENAUDIN

Les rainettes

C'est la nuit. Déjà à demi-endormie, je ferme les volets de la maison.

Une fois la fenêtre close, j'aperçois une petite rainette collée à la vitre de ses quatre pattes à ventouse et de son petit ventre plat, jaune, complètement assoupi.

La lumière l'a surprise et elle me regarde fixement de ses gros yeux dorés. Je la regarde aussi. Pourquoi est-elle sortie du « gourg », cette source entourée d'un vieux mur et qui vous sert à arroser le potager ? J'y vais parfois le soir écouter deux rainettes se répondre, la gorge enflée par ce cri disproportionné à leur petit corps. Celle-ci devait chasser les moustiques du soir. Pour la chasser, il faudrait que l'ouvre la fenêtre, décroche les volets, la prenne en main et jette dehors. Quatre gestes, c'est trop. Elle attendra bien demain matin ?

Le lendemain, à l'aube, elle avait replié ses pattes minces, ses petits bras grêles étaient serrés sur sa poitrine plate, ses beaux yeux d'or n'étaient pas fermés. Je l'ai prise sans dégoût, je l'ai posée sur l'eau du jour, toute légère, espérant qu'elle se déplierait et se mettrait à nager sa petite brasse démodée. Mais elle est restée sur l'eau, tranquille, et n'a plus bougé. Et depuis lors, l'autre rainette n'a plus cherché.

Je me sens coupable.

JEANNE LAURENT.

REPORTAGE

PORTRAIT

La métamorphose de Monsieur Dupont

Comment André Dupont, patron de restaurant, est devenu Mouna, amuseur public malgré lui et philosophe des rues et des places.

INUSABLE Mouna, inévitable Mouna, sempiternel Mouna... Ces adjectifs ont le don de hérisser le célèbre Aguiqui Mouna : s'il lit son nom dans les journaux, c'est pour le trouver accolé à des qualificatifs lui attribuant avant tout le mérite de la durée. « Ils parlent de moi quand je serai crevé », fulmine-t-il. Car, depuis trente ans qu'il a endossé sa dérogation d'amuseur public, Mouna a du mal à se faire prendre au sérieux.

De Beaubourg au quartier Latin, d'Avignon à la Côte d'Azur, de Strasbourg à Bourges... impossible de ne pas avoir croisé le petit homme à barbe ébouriffée, sourcil édenté, regard de myope, feutre noir et costume usagé, truffé de badges, vélo fatigué... Enlevé à Mouna son bagou, ce petit homme qui n'est plus de son âge, et il se fond dans la foule comme un petit vieux fragile et misérable. Un petit vieux nommé Dupont. Car Mouna s'appelle Dupont. « Moi, je crois aux symboles », dit-il. On y croirait à mort.

Que serait André Dupont s'il n'était devenu Aguiqui Mouna ? « Un vieux con », répond-il. « Je suis né le 1^{er} octobre 1911, à Metzer, près d'Annecy, de parents petits, vraiment tout petits cultivateurs. J'ai perdu mon père quand j'avais sept ans. Un matin, j'avais neuf ans, ma tante m'a réveillé en m'annonçant : ta mère est morte. Ça fait un drôle d'effet ! Avec mon frère, on est allés vivre chez elle... On m'a volé mon enfance et mon adolescence : à huit ans, j'allais glaner, j'arrachais les pommes de terre... J'ai commencé à travailler après le certificat d'études ».

A seize ans, André Dupont entre à la chocolaterie d'Annecy : « J'aurais dû me gâcher, et j'ai été viré », dit-il. Il remplit d'une épicerie : « Je livrais des pots de miel : j'en ai mangé la moitié d'un, on m'a viré ». Il est embauché dans une fabrique de bijoux : « Un truc dingue, comme dans les Ruskoï de Cavarini, je faisais mille pièces à l'heure ». A seize ans, il s'engage dans la marine : « J'ai bien fait, ça m'a fortifié ». Cinq ans et demi radio-électrique : « J'aurais trop ma gueule, j'ai été cassé ».

Pourtant où il passe, il ne peut s'empêcher de « de criser contre les injustices ». Débarqué d'un pétrolier à Marseille, en 1933, il connaît la misère et le fait, et ce souvenir le hante encore aujourd'hui : « Je ne peux pas supporter de voir les gens malheureux ». Il débute alors dans le métier qui sera le sien pendant dix ans : gérant de café, avec des intimités comme les valets de chambre et commis de restaurant. Sous-payé, travaillant quinze heures par jour, il connaît toutes les galères. « Moi, c'est le rugby qui m'a sauvé : je jouais dans l'équipe de Paris XIII, j'en voulais, j'étais comme un fauve, mais comme j'aurais ma gueule, il m'ont encore viré ».

Dans l'angoisse

En 1939, André Dupont rencontre sa future femme. Le mariage tiendra quatre ans. Un jour, nouveau coup dur, il voit son épouse dans un café en compagnie des Allemands : « Ça fait un drôle d'effet ». En 1943, pour la première fois, il s'installe à son compte. Son bistrot sera fermé trois mois parce que M. Dupont refuse de collaborer gentiment.

A la libération, André Dupont rencontre celle qui sera sa compagne pendant sept ans. « C'est elle qui m'a ouvert les yeux, sans elle je ne serais pas devenu aguiqui », dit-il. Il adhère au parti communiste, suit les cours du soir de l'Université nouvelle dispensés par Roger Garaudy et Henri Wallon. Il commence à se cultiver, lit le Capital. C'est un militant exemplaire : il est secrétaire de la cellule d'Argenteuil où il a ouvert un restaurant avec sa nouvelle femme. Un jour, il a une vive discussion avec elle : le fait est rapporté aux camarades, qui somment Dupont de venir s'expliquer. Il refuse, et est exclu du parti.

Aujourd'hui, il reconnaît : « Le P.C. m'a déçu. J'ai appris à m'ouvrir dans les réunions de cellule. Quand je suis parti, ils m'ont dit : celui-là on l'a loupé. Et finalement, ça m'a sauvé ». Suit une « petite crise de mysticisme » qui ne durera pas. Mais l'enseignement de Gandhi le marque à jamais.

En 1951, André Dupont a quarante ans. C'est un commerçant classique et sérieux, mais tourmenté. Ne croyant plus ni en Dieu ni au parti, il tombe dans l'angoisse. « Je me vois toujours, j'étais dans mon petit restaurant tout seul, en plein hiver, en train de cogiter. En face, il y avait les pompes funèbres ! Je pensais à la vie, à la mort. Matériellement, j'étais heureux. Dix ans avant je faisais le garçon de café, et maintenant j'avais des employés. Mais j'étais mal dans ma peau. Il y avait la guerre d'Indochine, j'avais vécu celle de 39, Hiroshima m'avait marqué. Je me disais : mais qu'est-ce qui m'arrive ?

Et puis, tout d'un coup, j'ai dit : non ! Ça a éclaté... et c'est là que j'ai pensé : on dit aguiqui et aguiqui, pourquoi pas aguiqui ? Tiers, c'est marquant, et mouna a suivi... c'est inexplicable. On m'a dit que j'avais fait de la perception directe ».

Sur le sac

Mouna est né. M. Dupont accueille désormais ses clients en tapant deux fois sur sa crâne d'où jaillit le lumière : « Mouna, mouna », dit-il en guise de bonjour. Le nom lui restera. Il n'a plus qu'à suivre la voie que sene le savoir il s'est ouverte. A l'époque, il ignore, bien sûr, qu'il deviendra ce saltimbanque-philosophe-bouffon-orateur unique en son genre. Il se métamorphose doucement et... bizarrement.

Il berboulle les murs de son restaurant de formules qui feront sa célébrité : « Tout est bien ici-bas avec le fêta en bas... » ; il peint sur le plafond un soldat crachant le feu, une fleur à la main ; il se promène dans la rue en kimono... Même Jacques Prévert, venu dîner un soir dans son établissement, ne comprend pas : « Qui c'est ce con qui a écrit ça ? », demande-t-il.

Un matin, M. Dupont grimpe dans un platane, y reste seize heures « pour prouver que l'homme ne descend pas du singe mais de l'arbre ». Il est le seul à trouver un sens à ces sections spectaculaires : « C'était pour le pag mais aussi pour m'éprouver ». Sans le savoir, il fait du surréalisme et mai 68 avait tout le monde.

Arrive ce qui devait arriver. Les clients désertent le restaurant Dupont, car le patron pense désormais davantage à faire l'amuseur qu'à les nourrir. Mouna monte à Paris, y ouvre sa dernière affaire, qui sera l'ancêtre des cafés-théâtres. C'est la fête tous les soirs, musiciens et chanteurs se succèdent, et Mouna a même droit à un article dans le Monde. Parfois, il termine la porte et, coté d'un kilo, se rend à Saint-Germain-des-Frès « pour gueuler contre Dieu Bien-Phi ». A cette époque, il fait Paris-Goffe-Juan sur un vélo aux rayons décentrés pour montrer que le monde ne tourne pas rond.

Arrive encore ce qui devait arriver. Mouna fait faillite. Il n'a plus de femme, plus de travail et, en 1968, se retrouve « sur le sac » : « Je n'ai pas voulu recourir à faire le garçon, j'ai pas voulu voler ni escroquer, j'ai pas voulu me suicider ni devenir clochard, j'ai voulu faire ce que je fais : saltimbanque ». Il ignore encore où il va mais, pour ne pas crever de faim, se résigne à faire la manche, aidé par un orgue de barbarie acheté à crédit chez Alain Vilen, le frère de Soris.

Sur cartes postales

Mouna joue, chante et commence à parler. De la paix, de la guerre, de la bombe. « Pas pour m'exhiber, pour gueuler », dit-il. Il paracheve son image, et s'annonce la France à vélo pour y prêcher par le rire le bonheur et la paix. Régulièrement, la police l'embarque ou le fait descendre des monuments publics ou des statues qui lui servent de tribune. Cinq fois, il passe en correctionnelle pour outrage à agents. « A l'époque j'étais très agressif », s'excuse-t-il.

Trois fois, il évite de peu l'internement.

Peu à peu, il trouve sa voie, est de toutes les manifestations antiracistes, antimilitaristes, antinucléaires, pacifistes, écologistes...

En 1961, Mouna prend la route de l'Inde ; il veut, chemin faisant, recueillir des signatures contre les essais nucléaires. Il sera bloqué à Amman, en Jordanie.

Aujourd'hui, devenu malgré lui une figure du folklore parisien, Mouna est immortalisé sur cartes postales. On ne le prend plus pour un fou. Un rigolo ou un farfelu, sans plus. Jack Lang, qui l'écouterait jadis parler au quartier Latin, assure-t-il, l'a nommé « chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres ». « Pour les titres éminents que vous vous êtes acquis dans le domaine de la culture », il reçoit des cartes le conviant à des manifestations mondaines ; il va parler, à leur demande, devant les élèves des Travaux publics, de Sciences-Po ou de Polytechnique, et n'en revient pas : « Moi qui ai mon certificat d'études, je parle devant des diplômés, des agrégés, les cadres de demain ».

Il est stupéfait du pouvoir de sa parole : « C'est en parlant qu'on devient haut-parleur ! ». Chaque jour depuis trente ans, et avec une obstination peu commune, il descend dans la rue pour parler.

La reconnaissance dont on le gratifie ne suffit pas à Mouna. Il ne cherche pas la gloire « porte ouverte sur le désert », mais voudrait que l'on sache enfin qui il

est. « J'en ai marre, soupire-t-il, de traîner cette étiquette de pugasse ». Il se dit bien qu'il y a fortement contribué : « Mon allure me nuit, mais tant pis. Avant je m'adaptais à la société, maintenant c'est elle qui doit s'habituer à moi ».

Mouna refuse toute étiquette, même celle d'« anar » : « Moi je suis un associé organisé ». La comparaison souvent établie avec Ferdinand Llop, autre figure errante du quartier Latin, familière aux étudiants de l'après-guerre, provoque sa réaction indignée : « Il n'avait pas d'idée directrice, c'était le gagan inventaire, ça n'a rien à voir avec moi ».

Pourquoi vouloir lui dénicher des maîtres ou des modèles ? « Je me suis construit tout seul ; j'ai fait une synthèse de tout ce que j'ai vu, observé... A me regarder, je suis un existentialiste ».

Son souci n'est pas de se prendre au sérieux, mais de prouver qu'il l'est. Il conserve comme des reliques les mi-sèves de sympathisants, les coupures de journaux le concernant et surtout une lettre d'Albert Einstein à qui il avait demandé d'être président d'honneur du Club des aguiquistes, « association ayant pour but de réaliser tout projet susceptible d'apporter la joie, le gaieté, l'optimisme ».

Avant de répondre, la servant se renseigne auprès d'amis français : « Qui sont les aguiquistes ? » Ils consultent le dictionnaire, en vain... Einstein, pourtant, accepte en ces termes : « Il y a, il est vrai, des académies et des institutions de ce genre extrêmement méritantes, mais le désir de la vérité n'y est pas aussi pur que ça ». Et Einstein termine sur cette phrase : « Mouna, dont je me suis un peu douté, qu'il reste à lui-même bien convaincu politique ». C'était en 1953. Mouna s'empresse d'effacer dans son restaurant parisien le célèbre photo de celui qui tire la langue au monde ».

Porte-parole

« J'ai fait une mutation, voilà. J'ai boucliné : l'Eloge de la folie d'Erasmus, Socrate, Platon, Diogène, Spinoza, dont je me suis un peu douté... Et j'ai fait une synthèse. Un truc qui m'appartient à moi. Comme l'école si bien Krishnamurti : « Devenez votre propre chef, je ne veux pas faire de prosélytisme, je ne veux pas d'adeptes ».

« Je ne peux pas me comparer à des gens illustres qui s'appellent Martin Luther King, Gandhi... Je ne vais pas jusqu'à dire que j'ai une certaine autorité, mais je me sens un peu disciple ». Et j'ai fait une synthèse. Un truc qui m'appartient à moi. Comme l'école si bien Krishnamurti : « Devenez votre propre chef, je ne veux pas faire de prosélytisme, je ne veux pas d'adeptes ».

« Parfois je me pose des questions : de quel droit tu vas haranguer les gens ? Et puis je me dis : pourquoi les autres et pourquoi pas moi ? Je sais qu'il y a des gens qui m'attendent, qui veulent m'écouter. Ils ne peuvent pas parler, et je suis leur porte-parole ».

« Parfois je me pose des questions : de quel droit tu vas haranguer les gens ? Et puis je me dis : pourquoi les autres et pourquoi pas moi ? Je sais qu'il y a des gens qui m'attendent, qui veulent m'écouter. Ils ne peuvent pas parler, et je suis leur porte-parole ».

Mouna vit, seul, dans un meublé « agui », fidèle à ses principes, « exploitateur exploité ». Les 200 F mensuels du minimum vieillesse ajoutés à la vente quotidienne de quelques Mouna frères, son journal, suffisent largement à ses besoins, et il se déteste encore chaque mois de 100 francs au profit d'un enfant libéral qu'il parraine, quand il ne donne pas son obole pour telle ou telle cause.

S'il ne parle pas, s'il ne court pas après une manifestation, un meeting, Mouna lit, « dévore pour rattraper le temps perdu ». « La seule chose que j'ai raté, c'est mon instruction, affirme ce « cyclodidacte », je sais que mon vocabulaire et mon argumentation sont trop simplistes et démentaires ».

Et rien ne suscite davantage sa fureur que cette réflexion d'un professeur du lycée Janson-de-Sailly à ses élèves : « A Beaubourg, il y a une espèce de Diogène. Il s'appelle Mouna ».

ANNE GALLOIS.

Un sport démocratisé : l'équitation

Démocratisée, l'équitation ?

Elle s'y efforce, non sans difficulté : son coût est encore élevé et les cavaliers souhaitent des clubs moins « classiques ».

Ly a une vingtaine d'années, tout comme le tennis et l'escrime, l'équitation était encore réservée, en France, à une caste privilégiée, qui, parfois, la pratiquait davantage par tradition familiale que par vocation profonde. Elle était considérée malicieusement, en raison de son coût et de l'élégance de la tenue traditionnelle, comme l'image de marque des manifs, ou du luxe que s'offrait une bourgeoisie collet monté. Aujourd'hui, malgré un coût d'entretien qui reste non négligeable, le cheval s'est démocratisé dans l'opinion comme dans les faits. Restent à analyser les causes de l'essor qu'il connaît il y a une douzaine d'années, et à en suivre l'évolution.

« Lorsque j'ai commencé à pratiquer l'équitation dans un club hippique en 1967, nous dit une cavalière, mes amis pensaient que c'était par snobisme. Nous n'étions d'ailleurs acceptés ni par les cultivateurs, qui s'imaginaient que nous allions piétiner leur récolte avec le plus grand mépris, ni par les chasseurs, qui ignoraient qu'un cheval ne dérange pas le gibier ; ni par les piétons en général, qui nous prenaient pour des nababs hautains ! Mais l'opinion a changé vers les années 70. C'est en effet à cette époque que les clubs et les associations se sont mis à proliférer, notamment aux alentours des grandes villes, alors qu'ils avaient été surtout ruraux jusque-là. Le nombre de cartes de cavaliers — délivrées par la Fédération — traduit de reste cet accroissement : 90 969 en 1973, soit 31,14 % de plus qu'en 1972 ; 100 079 en 1975 ; 117 667 en 1977 ; 126 670 en 1979 ; 137 744 en 1981 (1).

La raison de cette croissance ? Pour 90,3 % des adeptes de tous âges (2) : « Nous sommes venus à l'équitation d'abord pour le cheval lui-même. C'est le seul sport qui se pratique en communion étroite avec un animal et avec la nature ». Cela explique sans doute l'expansion des clubs urbains, dans lesquels règne souvent une ambiance de cour de ferme à la veille d'un marché agricole, les cavaliers mettant très volontiers la main à la pâte : on bouchonne, on étrille, on cure les sabots, on graisse les cuirs, on refait une litière.

Pas plus cher que le tennis, mais...

L'équitation semble donc s'être sensiblement démocratisée. Dans certaines limites. Laissons parler une cavalière passionnée : « J'ai été étonnée que la leçon d'équitation ne coûte pas plus cher qu'une heure de tennis, bien au contraire ; ce qui n'est d'ailleurs pas logique. Je voudrais passer ma vie à cheval, mais je suis fille de « smicard », et ce n'est pas facile pour moi. Je ne peux monter que trois ou quatre heures par mois, et ça ne me permet pas de viser un niveau très élevé. Je me prive de sorties, de toilettes et de vacances. Je me suis trouvé un travail pour les mois d'été, et en ce moment je remplace un palefrenier absent, contre une heure de monte gratuite par jour de travail. Tout le monde n'a pas la chance de pouvoir en faire autant ».

Les exploitants ne sont pas pour autant des exploités. Ceux qui sont sur le point d'abandonner s'expliquent : « On ne peut ni démocratiser ni attirer le client en augmentant les tarifs, surtout en province. Or nos bénéfices ne couvrent pas la hausse des prix des aliments, de la paille, du fourrage, des frais de ferrure, de vétérinaire, d'entretien du matériel et des installations. Le cheval de club travaille trois heures par jour toute l'année, ne coûte rien, ne rapporte rien, ne couvre pas l'investissement de son achat. Le T.V.A. et les charges sociales sont écrasantes : les subventions s'amenuisent, et vont surtout au sport de haute compétition ».

L'argent n'est pas le seul scif de la guerre. Les raisons d'abandon de la pratique équestre ne sont d'ailleurs pas en priorité pécuniaires : on allègue surtout la routine des activités, le manque d'ambiance. Le club s'était souvent efforcé d'organiser des compétitions de saut d'obstacles. Or un sondage (2) a révélé que les préférences des pratiquants étaient : 1) randonnée ; 2) promenade ; 3) dressage ; 4) manège... 10) obstacle. Ce résultat surprend. Il était pourtant prévisible : la forte proportion de clientèle citadine ne prouvait-elle pas un désir d'évasion et de détente modulable, plus

qu'un engagement dans la voie exigeante de la compétition ?

A qui la faute ? « Aux moniteurs », disent les clients et certains responsables officiels ; mais s'il est vrai qu'ils sont la cheville ouvrière de la machine équestre, il est également vrai qu'en exiger à la fois trop et trop peu. Trop, car en leur demande d'être bons enseignants, pédagogues, psychologues, animateurs, commerçants et gestionnaires, alors que leur formation est surtout basée sur l'entretien. Trop peu, puisqu'on peut être moniteur sans passer par l'Ecole nationale d'équitation et sans bagage scolaire particulier (ce qui corrige peut-être un tronc commun « réhaussé »). Le niveau étant ce qu'il est, le salaire est, on le devine, très moyen et peu stimulant. Les amateurs qui le peuvent se rabattent donc sur une équitation libre, qui fleurit çà et là avec un certain entrain.

Mais la démocratisation peut-elle, actuellement, se passer de clubs ? Avoir un cheval chez soi nécessite terrain, installations, temps et connaissances indispensables ; c'est un « métier » qui ne s'improvise guère, et au détriment des chevaux. Et la solution est exclue pour les citadins, les néophytes et les moins favorisés. Pour eux, l'hébergement en club demeure assez onéreux, mais avec des arrangements possibles : cheval au pail, partage, avec un autre cavalier, de son utilisation et de sa pension, transports groupés vers les lieux de compétitions, etc...

Une observation à long ou moyen terme permet même de constater qu'un club, où seul l'enseignement classique est de qualité, ne retient qu'une clientèle réduite de « spécialistes » en la discipline favorite du moniteur ou de l'instructeur. Des gens astucieux ont joué sur les deux tableaux : « Nous soignons l'accueil et l'entretien, et proposons une équitation « à la carte », en variant les activités : reprises traditionnelles, jeux équestres, randonnées, observation ethnologique, journal, soirées à thème, livres et revues, stages, etc... Il faut exploiter le goût de la variété propre à l'époque, sans tomber dans la dispersion, puisque le cheval en demande le centre ». Certains clubs semblent en effet avoir une « ligne », et les jeunes aiment s'y rendre après la classe, au lieu de rentrer chez eux avec le retour des parents. On s'instruit en regardant monter les autres, on en fait ses devoirs dans un coin. Odeur des cuirs de la sellerie proche, pas d'un cheval ou d'un poney dans la cour...

Quatre fois plus de cavaliers outre-Rhin et outre-Manche

Parti des ministères, notamment en 1970, le concept d'« équitation populaire » répondait en fait à une poussée, à un besoin : celui de compenser une vie moderne épuisante, sarvaissant et anti-naturelle ; instinctivement, on se tournait vers le cheval — rééquilibrant — psychomoteur ; et des structures se mirent en place. Dans la mesure où l'accroissement existait sans pour autant égarer la demande, on peut encore parler d'une équitation en voie de démocratisation. Mais non totalement démocratisée. En Allemagne et en Grande-Bretagne (quatre fois plus de cavaliers qu'en France) existent deux types de structures et de pratiques différentes, s'appuyant (toute question de doctrine mise à part) l'une sur la qualité de ses enseignants, l'autre sur une équitation populaire d'extérieur. Un « ancien », qui se réjouit du regain d'intérêt pour le cheval, ajoute : « Instiguer et maintenir la clientèle potentielle permettrait sans doute de résoudre en partie certains problèmes financiers. Pour cela, comme pour le reste, il faudrait plus d'imagination à tous les niveaux de l'organisation. Notre équitation est un loisir « vert », ce qui veut également dire... qu'elle a besoin de mûrir ».

DANIELE GOSSIN.

(1) Le bilan des dernières années demande une analyse plus affinée, la carte de cavalier étant devenue obligatoire pour l'inscription aux concours.
(2) Enquête Cheval de décembre 1982.

مقداد الاميل

DEMAIN

Le solaire, les adolescents difficiles et l'économie sociale

Des jeunes casseurs de vitres pour construire des capteurs solaires d'un type nouveau. L'alliance de l'énergie douce et de l'économie sociale. Deux défis lancés dans le Nord.

POURQUOI ne pas envisager que des enfants, « sous » fabriquent des capteurs solaires ? C'est moins une question que pose Pierre de Saintignon, directeur de l'association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, qu'une affirmation. Face au scepticisme qui s'exprime ici et là, il prend les devants. L'association qu'il dirige se lance dans une aventure. Elle procède actuellement à la création d'une société à responsabilité limitée qui emploiera des jeunes en difficulté, garçons et filles de seize à dix-huit ans.

La Sauvegarde gère, sur l'ensemble du territoire, des foyers d'accueil pour des enfants généralement placés par l'autorité judiciaire. Pour les sortir de cet espace clos, l'imagination et les moyens financiers sont nécessaires.

L'idée de lancer des ateliers de production de capteurs solaires est née de la rencontre de Pierre de Saintignon et des membres d'un institut de recherche alternatif, Synopsys. Le premier était en quête d'outils économiques appropriés à une population incapable de s'en sortir par elle-même. « Les jeunes portent sur leur visage et sur leur corps des années de souffrance. Cela s'échappe pas aux employeurs éventuels. Toutes les entreprises ne sont pas prêtes à s'occuper de gens qui, par leur attitude, remettent en cause le fonctionnement des ateliers. Leur donner la possibilité d'un emploi, c'est leur faire reconnaître par eux-mêmes qu'ils ne sont pas entièrement pourris. » Synopsys, depuis sa création en 1977, développe et expérimente l'autoconstruction simple pour les sociétés industrielles et des matériels utilisant des énergies renouvelables. Elargissant le cercle de ses adhérents aux personnes intéressées par sa démarche, l'institut a conduit une analyse des conséquences sociales engendrées par le développement technologique.

Un zone de non-agression

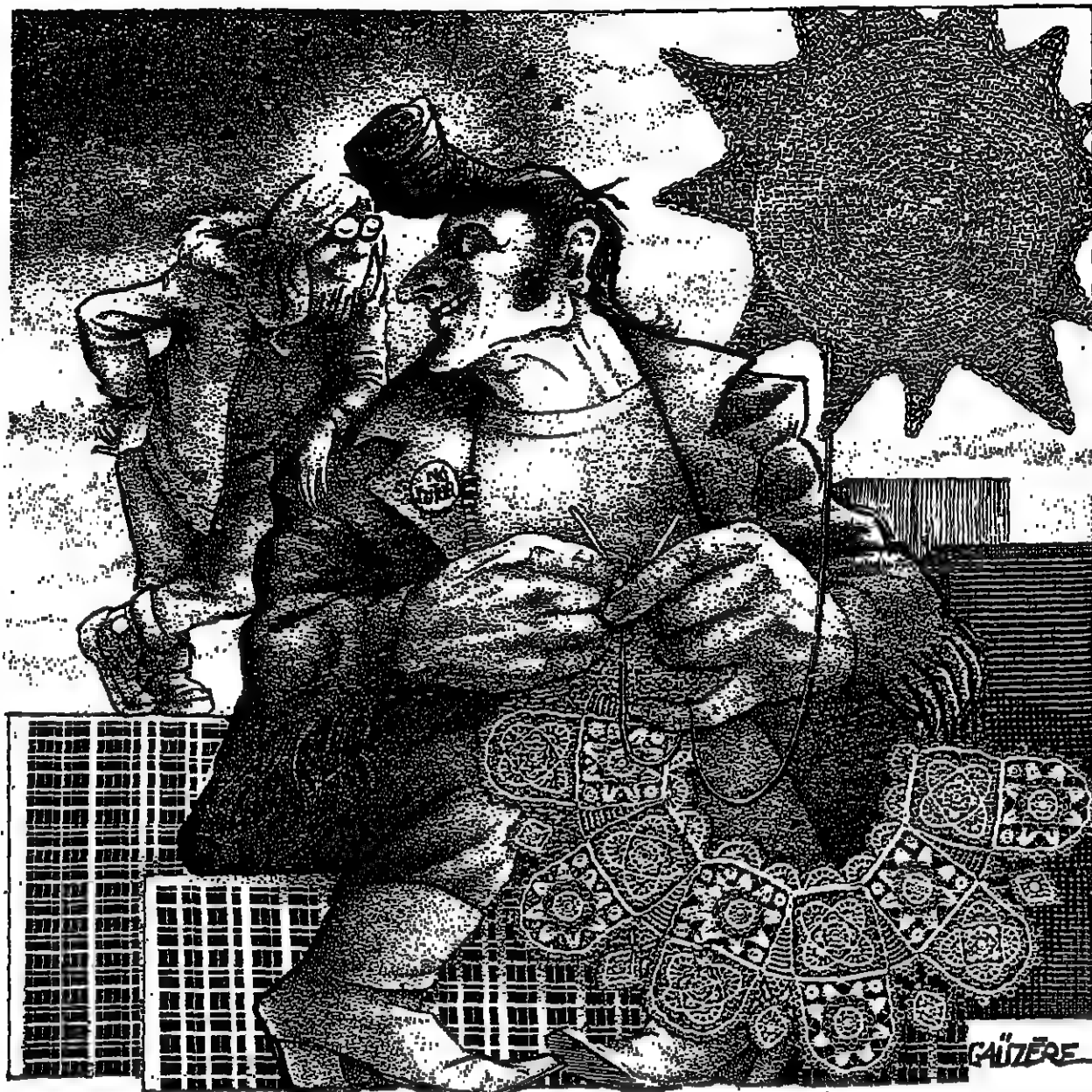
L'atelier est provisoirement situé à Maroq-en-Barrois. La température y est glaciale : rien n'est encore aménagé. Seuls quelques plaques d'isolants, des vitres et, au centre, un capteur solaire, préfigurent l'activité future. En janvier, il faudra que tout soit prêt pour se mettre au travail. Mickaël Schneidewind a quitté Synopsys pour cela. Avec deux autres éducateurs, il encadrera les trois premiers ouvriers de cette entreprise qui ne s'est pas encore donné de nom. Mais chaque espace est déjà affecté. Ici la fabrication, le pliage des tôles, la soudure, la pose des différents composants, là le stockage et, plus loin, les produits finis. Mickaël Schneidewind a conduit les premiers essais de fabrication dans un foyer du département. « Les jeunes, assure-t-il, ont très rapidement marqué un intérêt pour le solaire en se faisant expliquer en détail le principe de fonctionnement. » Dix prototypes ont ainsi été réalisés, sans bris de verre, un paradoxe, que souligne Pierre de Saintignon : « Eux pour qui les vitres doivent voler en éclats n'ont pas cassé les vitrages des capteurs. Mickaël a éprouvé ce comportement dans l'établissement le plus « dur ». Ces capteurs constituent une zone de non-agression. »

« Je ne voulais pas rester dans ce foyer pour animer un atelier de plus, explique Mickaël. Notre objectif n'est pas de former un professionnel du capteur. A dix-huit ans, lorsqu'il sort de l'établissement, l'adolescent vit une rupture. Entre ce monde qui lui assure une certaine protection et l'extérieur qui le refuse, il faut trouver une étape intermédiaire. » Ces apprentis devront se familiariser avec les droits et les obligations du travail. Ils percevront un salaire et devront respecter les horaires, maîtriser leurs

gestes et, peu à peu, réfléchir à la technique à travers l'option artisanale, voulue par l'équipe d'encadrement.

L'air et l'eau

L'innovation ne s'arrête pas à l'aspect social, elle touche également la technique. Le capteur solaire, objet de cette expérience, est tout à fait original. Depuis 1981, l'équipe de Synopsys travaille sur un système qui allie l'air et l'eau pour produire de l'eau chaude. Sur un capteur classique, le soleil chauffe au travers d'une vitre un liquide (bien souvent de l'eau et de l'antigel par temps froid) qui circule dans un serpentin, l'absorbeur. Les calories sont schématisées vers un ballon d'eau classique. En revanche, dans le capteur hybride de Synopsys, le soleil chauffe de l'air qui remonte pour transmettre sa chaleur à un échangeur de taille et de poids plus réduits que ceux de l'absorbeur usuel. Les promoteurs assurent que cette caractéristique lui confère un moindre poids et un moindre coût. Une fois le produit mis au point, l'institut ne souhaite pas le céder à l'industrie. Sédit par la possibilité d'associer les énergies renouvelables à une activité économique sociale, il en a cédé l'exclusivité au réseau de Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. Lille n'est en effet que le premier maillon de la chaîne : un groupement d'associations de même nature est en cours. Nice, Saint-Etienne, Ussel, Metz, Le Mans et Paris vont s'associer à la fabrication des capteurs, à leur installation et à la réalisation de produits annexes. Des négociations sont en cours avec différents interlocuteurs, parmi lesquels la Caisse des dépôts et consignations, les organismes de H.L.M. pour dégrader des marchés. Dans l'immédiat il a fallu trouver des financements. La Sauvegarde



qui reçoit un budget de fonctionnement ne peut puiser dans ces fonds pour créer des structures indépendantes. Seuls les ateliers classiques des centres d'éducation sont pris en charge sur ce poste. La recherche de subventions est une tâche qui ne rebute pas Pierre de Saintignon. « Ce que nous voulons faire se situe dans une problématique sociale, et ça nous savons le vendre. »

Le projet est assuré du soutien de la Fondation de France et du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Il bénéficie également d'une bourse à la création d'emplois d'initiative locale dans le cadre de la convention passée entre le comité d'action pour le solaire et le ministère de l'emploi.

« Notre conviction n'est pas suffisante. » Connaissant bien les obstacles

que peut rencontrer une structure fragile sur un marché difficile, Pierre de Saintignon pose le problème en termes politiques. Une première expérience tentée par le biais d'une société commerciale créée il y a trois ans sur le secteur du bâtiment a démontré que les effets économiques subis étaient les mêmes que pour les autres entreprises. Constat d'échec ? Il trouve là au contraire matière à alimenter le combat mené en faveur de l'insertion de ces jeunes exclus dans le champ économique. C'est la raison pour laquelle il réclame une participation financière massive de l'Etat. « Ce n'est pas de l'utopie, affirme-t-il. Un enfant dans une institution coûte entre 200 000 et 250 000 francs par an et ce, pendant deux, trois ou quatre ans. Au bout du chemin, il y a bien souvent la

prison ou l'hôpital psychiatrique. En ce domaine les statistiques sont sans appel, ceux qui « s'en sortent » ne dépassent guère 1 %. Par opposition, le coût du soutien d'une activité en entreprise sera, la première année, de 100 000 francs par enfant, la deuxième année de 50 000 francs, la troisième année il ne coûtera plus rien. »

Pour ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier — celui des pouvoirs publics — et pour pallier l'essoufflement du réseau traditionnel des bailleurs de fonds, Pierre de Saintignon projette la création d'une sorte de holding qui recueillerait le mécénat d'entreprises et les aides des particuliers destinés à soutenir le lancement d'activités nouvelles.

MARTINE CHARTIER.



ANNIE BATLLE

BOITE A OUTILS

Outils pour le futur

« Prospective, prévision, planification stratégiques : thèmes, méthodes, applications », le n° 71 de la revue *Futuribles* est consacré à l'analyse et à l'évaluation des outils disponibles pour appréhender le futur. Après un rappel des grands principes de ce type d'approche, Claire Ancelin décrit un exemple d'application de l'analyse structurelle à l'étude d'un cas technologique : « le vidéotex ». Gilbert Duers expose la méthode de Delphi (méthode d'experts) et les tentatives faites pour l'améliorer (mini-Delphi et analyses d'interactions probabilistes). Michel Godet développe un exemple d'application d'une de ces méthodes dites d'impacts croisés — (la méthode SMIC (1) — à l'énergie nucléaire, puis fait le point sur la méthode des scénarios (histoire, éléments, exemples). Nicolas Curien et Michel Gensollen mettent en évidence la nécessité de la démarche prospective — en amont du travail de la prévision — pour déceler les défis, dans des domaines entièrement nouveaux comme celui des produits de la communication. Raymond Courbis recense les sources de prévision économique en France et leurs spécificités. André Sigaut fait le bilan critique de la pro-

pective et de la prévision dans l'entreprise. Henri Aujac décrit les méthodes utilisées par le BIFE, et Emilio Fontela explore la liaison qui peut exister entre la méthode des scénarios (qui condense de nombreuses réflexions qualitatives) et le modèle économétrique dérivé de l'analyse de séries statistiques.

(1) *Système et matrice d'impacts croisés.*
* *Futuribles*, 55, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 222-63-10.

L'atelier de demain

L'atelier est un des lieux privilégiés de la coordination et de l'expérimentation des nouvelles techniques. C'est dans l'atelier qu'elles sont confrontées, d'une part, aux conditions générales de rentabilité du capital, d'autre part, à ceux qui les mettent en œuvre à des fins prospectives, les travailleurs.

Pour l'économiste, l'étude des formes anciennes et nouvelles de l'automatisation se situe dans une perspective théorique qui tente d'expliquer la nature, les formes et les effets du progrès technique sur la croissance économique (de A. Smith à J.R. Shumpeter), mais l'économie politique contemporaine manque d'une théorie qui explique de façon systématique le rythme et la direction des inno-

ventions au cours du temps, et c'est ce qui constitue la toile de fond de l'ouvrage de Patrick Beson, *L'Atelier de demain, perspectives de l'automatisation flexible*. Après avoir situé son étude par rapport aux conditions technico-économiques générales des productions manufacturières, il traite des modalités qui président à la genèse des systèmes de production automatisés flexibles (SPAF). Il décrit ensuite la structure des SPAF (recensement, classification, éléments socio-économiques), il démontre enfin l'insuffisance d'une problématique du changement technique dans l'atelier, qui prendrait la technologie de groupe comme angle d'attaque.

* *Presse universitaires de Lyon*, 26, rue Pasteur, 69007 Lyon.

Les nouveaux alchimistes

L'institut des nouveaux alchimistes a été créé en 1969 pour « explorer d'une manière scientifique les stratégies de survie adaptées à l'humanité au cours des décennies à venir ». Il a mis au point un certain nombre de technologies douces originales et s'est fait une réputation mondiale dans le domaine de l'aquaculture et dans la conception de mini-complexes de production intégrant l'énergie solaire, l'aquaculture et l'agriculture intensives.

John Todd, le fondateur de l'institut, a créé en 1979 le compagnie « Ocean Arks Internatio-

nal » pour réaliser son projet de construire, étudier, sauvegarder et cultiver commercialement dans un milieu fermé approprié toutes sortes d'espèces vivantes.

Dans *Coevolution* n° 73, John Todd expose sa conception du bio-habitat, ses expériences, ses projets.

* *Institut des nouveaux alchimistes*, P.O. Box 432 - Woods Hole - Massachusetts 02543 - U.S.A.

* *Coevolution*, B.P. 43 - 75661 Paris, Cedex 14.

A SUIVRE

Coquilles de noix pour feux de piste

Un fabricant anglais a mis au point un matériel faisant appel aux coquilles de noix moulues comme abrasif tendre pour nettoyer les couvertures optiques en plastique des feux de pistes d'aéroports. Il est actuellement en service à l'aéroport de Londres-Heathrow, où les feux de seuil et de bordure doivent être nettoyés toutes les semaines, et les feux de milieu deux fois par semaine.

Cet abrasif débarrasse les couvertures de la crasse, du noir d'échappement et des dépôts de caoutchouc en provenance des

pneus sans endommager le plastique. Après nettoyage, cet abrasif léger, biodégradable, est dispersé par le vent sans effet nuisible pour la piste ou les surfaces herbeuses voisines. Chaque couvercle exige entre 60 et 80 grammes d'abrasif.

* *Actualités industrielles de Grande-Bretagne*, 35, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 266-91-42, p. 232.

Chasse-abeilles

Manœuvrable de l'extérieur de la ruche, ce chasse-abeilles à tirs permet à volonté la montée ou la descente des abeilles d'un corps à l'autre de la ruche. On peut ainsi évacuer rapidement les abeilles des hausses pour prélever les rayons de miel en toute sécurité, et cela dans un minimum de temps. La remise en place de hausses pour le léchage ou une seconde récolte se fait sans aucun contact avec les abeilles.

Le miel, lui, ne sent pas la fumée et ne souffre pas des produits chimiques généralement utilisés pour chasser les abeilles. Facilitant la récolte du miel, ce système devrait ainsi permettre le développement de l'apiculture chez les amateurs.

* *Le Marché de l'Innovation*, 43, rue Caumartin, 75009 Paris. Tél. : 266-93-10.

ASSOCIATIONS

CONSEILS

L'emploi dans les associations (IV) LES CHARGES FISCALES

Les charges qui pèsent sur les associations qui rémunèrent, même occasionnellement, des collaborateurs, sont de deux ordres : charges fiscales et charges sociales.

La principale charge liée aux rémunérations est constituée par la taxe sur les salaires.

Son principe est établi par l'article 231 du Code général des impôts : « Les sommes payées à titre de traitements, salaires, indemnités et émoluments, y compris la valeur des avantages en nature, sont soumises à une taxe sur les salaires égale à 4,25 % de leur montant, à la charge des personnes ou organismes (...) lorsque les sommes ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée ou ne l'ont pas été au 30 % au moins de leur chiffre d'affaires au titre de l'année civile précédente celle du paiement desdites rémunérations. »

Ainsi il faut comprendre dans la rémunération retenue pour le calcul de la taxe tous les avantages en nature dont peuvent bénéficier les salariés : logement, nourriture, prestations diverses, et notamment les indemnités, remboursements et allocations forfaitaires pour frais dans la mesure où les sommes ainsi versées sont assujetties à l'impôt sur le revenu.

Cependant, une instruction de la direction générale des impôts du 9 décembre 1982 apporte une atténuation à cette règle en excluant de la base de calcul de l'impôt sur le revenu et en conséquence de la taxe sur les salaires la fourniture de repas aux catégories de salariés suivantes :

« Les éducateurs en service dans les établissements accueillant des enfants et adolescents handicapés, handicapés ou déficients sensoriels, le personnel infirmier des établissements psychiatriques lorsque leur participation aux repas des enfants ou des malades est imposée par l'employeur pour des raisons thérapeutiques. »

« Les personnes qui exercent à titre occasionnel des fonctions de moniteur ou d'animateur dans les colonies de vacances ou dans les centres de vacances et de loisirs et qui prennent leurs repas avec les enfants. »

Le taux de 4,25 % constitue donc le taux de base, mais l'article 231-2 bis l'aggrave assez sérieusement :

« Le taux de la taxe sur les salaires prévue au 1 est porté de 4,25 % à 8,50 % pour la fraction comprise entre 2 750 et 5 500 F (rémunération mensuelle brute par salarié) et de 9,35 % pour la fraction supérieure à 5 500 francs. Ainsi, pour un salarié dont le total de la rémunération (y compris les avantages en nature) s'élève à 6 000 francs pour un mois de décembre, cela donnera :

6 000 francs x 4,25 %	255,00 francs
2 750 francs x 8,50 %	233,75 francs
500 francs x 9,35 %	46,75 francs
Soit un total de	535,50 francs
arrondi à	536 francs

Ce qui représente une charge réelle au taux dit « réel » de 7 %. Une mesure générale d'allègement de cette taxe a été prise par la loi de finances pour l'année 1983 (article 9).

« La taxe sur les salaires, due par les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par les autres personnes visées au chapitre 1^{er} du livre IV du code de travail, à raison des rémunérations payées à compter du 1^{er} janvier 1983, n'est exigible au titre d'une année que pour la partie de son montant dépassant 3 000 francs. »

Ajoutons que la direction générale des impôts a précisé que cet abatement s'applique à la taxe calculée sur l'ensemble des rémunérations et non par salarié concerné. Un autre allègement fiscal est apporté par ce même article 9 dans son deuxième alinéa, il concerne les associations versées occasionnellement lors des six manifestations associatives annuelles de T.V.A.

« Les salaires versés par les organismes et personnes mentionnés aux a et b du 1^{er} du 7 de l'article 261 du code général des impôts, ainsi que par les organismes permanents à caractère social des collectivités locales et des entreprises, aux personnes recrutées à l'occasion et pour la durée des manifestations ou de conférences ou de réunions, sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée en vertu du c du même 1^{er} du 7, sont exonérés de la taxe sur les salaires. »

Sur cette exonération, la direction générale des impôts précise qu'elle ne s'applique que pour les rémunérations versées aux personnes engagées occasionnellement et qu'elle ne peut être cumulée avec celle qui est accordée aux collaborateurs habituels qui prêtent leur concours à la réalisation des manifestations.

Nous ne développerons pas ici, dans le cadre forcément limité de cette chronique, le système des déductions qui est appliqué lorsqu'une partie des prestations de services fournies par les associations à leurs membres ou à des personnes extérieures sont assujetties à la T.V.A. Les renseignements peuvent être demandés au centre des impôts dont dépendent les associations. Si la taxe sur les salaires constitue l'impôt qui frappe pratiquement la totalité des associations qui versent des rémunérations, d'autres contributions doivent être signalées. Elles ne touchent généralement que les associations qui emploient dix salariés au moins à temps complet. Il s'agit de la participation des employeurs à la formation professionnelle continue, dont le taux depuis le 1-01-1983 est de 1,1 % sur la totalité des rémunérations ; de la participation à la construction, dont le taux global est de 1 % dont 0,90 % (sur la totalité des salaires) de participation effective à la construction avec des modes de versement différenciés et 0,10 % sur les salaires plafonnés pour le Fonds national d'aide au logement, dont le recouvrement est assuré par le URSSAF. Mais là, nous abordons déjà les charges de nature sociale qui feront l'objet de nos prochaines chroniques.

Conseils rédigés par Service associations, association loi 1^{re} juillet 1901, 24, rue de Provenç, 75017 Paris. Tél. : 380-34-09. Téléc. : Servas 650 344 F (consultations sur rendez-vous).

annonces associations

Appels

Vacances écon., édit., de réed., en France et à l'étranger : U.S.A., G.B., Danemark, Italie, Espagne, Irlande, B.P. 1124, 66023 Lyon Cedex 1 (7) 639-36-46.

DIVORCE

Le chômage n'est pas un argument. Conseils aux futures victimes des divorces de femmes.

Tél. (1) 588-98-44.

Assoc. rech. pour son activité locale 80-100 n° 15 une.

FORANIM 588-41-87

683-08-62.

Association de loisirs rech. pour développer ses projets privés, bénévoles H. ou F. désireux d'apporter une collaboration active. Prendre contact FORANIM, 48, rue Béranger, 75015 Paris. Tél. : 750-15-41-87 - 683-08-62 (soir).

Manifestations

Le Mouvement d'accueil de conseil et d'information pour divorcés et divorcées propose une soirée débat le 9 janvier

Sessions et stages

ARVAC-VACANCES, assemblée générale, samedi 14 janvier à 16 h. M.C.C., 46, cours Jean-Darvidor, Villeneuve. Ouverture aux adhérents individuels et collectifs. Adm. F.A.G. vers 19 h. Mohamed Belhadj, 46, cours Jean-Darvidor, Villeneuve. Pour recevoir le programme STS, écrire à Arv. 66100 Villeneuve.

SKI fond, plateau ardennais.

1010 F par pers. + mat. + enc. 1010 F par pers. + mat. + enc. 1010 F par pers. + mat. + enc. 1010 F par pers. + mat. + enc.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

07612 Luchaux. Tél. 38-30-18.

Jeunes Femmes : aux sources du féminisme moderne

Créé à la Libération, le mouvement Jeunes Femmes représente la branche modernisée du féminisme : les militantes se sont battues et se battent pour l'émancipation des femmes, mais sont aussi des mères de famille.

Néanmoins tout de l'histoire vient que les deux guerres mondiales, imposées par les hommes, aient bénéficié à la cause des femmes. Deux fois de suite, la longue absence des maris sur les lieux de production a provoqué leur remplacement par leurs épouses, qui, une fois sorties de leur foyer, se montrèrent plus réceptives à la circulation des idées féministes.

Il y a dans cette simplification historique qui néglige le lent travail de sappe entamé dès le dix-neuvième siècle par les premiers groupes militants et quelques personnalités isolées une part de cliché, cependant c'est l'exacte genèse du mouvement Jeunes Femmes.

Tout a commencé à la Libération par la volonté d'un groupe de résistantes de la région parisienne de « ne plus retourner aux casernes » ou du moins de refuser de n'être considérées que comme des mères-gères après avoir fait tourner la France à la place de leurs époux. Les unes et les autres avaient appartenu avant la guerre à des mouvements protestataires pour la jeunesse. Leur association était le moyen de garder le contact, même mariées et mères de famille. Elle avait aussi des motivations plus profondes : « Nous avions conscience que nous ne devions pas forcément répondre aux questions de nos enfants comme nos mères nous avaient répondu, être Jeunes Femmes, c'était donc opérer une rupture avec la tradition », se souvient Geneviève de Falco.

Les débuts du mouvement, qui se diffusa très vite dans la province, sont pourtant prudents, comme en témoigne le thème très général du premier congrès (en 1946) : « La condition de la femme dans la Bible, dans la vie civile, professionnelle et familiale ». Mais assez rapidement l'association montre son souci d'être en prise sur l'époque.

elle soutient « à fond » la création du planning familial.

Au fur et à mesure des congrès se dessine la volonté politique et morale de ce mouvement « fait pour les femmes et par elles-mêmes » de « changer les mentalités et les structures ».

Qu'en est-il aujourd'hui ? Une militante s'ouvrit à ses consœurs, au début de 1981, de son « découragement devant ce mouvement qui s'ennuie, ne se renouvelle pas assez, perd de son « battant »...

Ouvrir les portes

Le fait est que Jeunes Femmes (1) a vieilli en même temps que ses militantes de la première heure. En 1983, l'association compte quelques centaines de militantes réparties dans une vingtaine de groupes locaux, ses moyens financiers et matériels sont extrêmement réduits et, excepté une demi-permanente salariée par le ministère des droits de la femme, toutes les animations sont bénévoles. Modeste bilan pour un mouvement qui a pratiquement quarante ans.

« Le nombre ne correspond pas à quelque chose pour nous, commente Yvonne Pelat, un lieu plat de savoir que nous sommes un tout petit noyau mais qui aide à la transformation des mentalités et ouvre les portes à d'autres femmes. »

Donc peu soucieux d'apparaître comme une force collective mais attaché à sa vocation de « lieu de partage » et de solidarité de lutte, Jeunes Femmes se présente volontiers comme un « mouvement féministe d'éducation permanente ». Féministe ? En vérité, le féminisme des « Jeunes Femmes » se concentre là où d'autres ne voient que le point de départ de luttes plus radicales : la routine en question des valeurs de la femme au foyer. « L'essentiel n'est pas que je ne sache pas tenir

une maison mais que cela ne semble secondaire », conclut récemment une militante qui expliquait sa prise de conscience « féministe ».

On place Jeunes Femmes dans la déclinaison du féminisme ? A l'avant-garde de l'arrière-garde ou à l'arrière-garde de l'avant-garde ? Les femmes-filles qui jadis contestaient leurs mères sont devenues des femmes-mères, dont beaucoup, rangées derrière Yvonne Pelat, considèrent que « quand même la maternité est un noble métier. »

Bref, Jeunes Femmes, c'est le « féminisme tranquille », démarqué de celles qui rejettent les hommes ou qui ne songent qu'à crier « nous sommes exclues, nous sommes exclues », mais tout de même très engagé dans la lutte pour l'émancipation des femmes. Les militantes se sont battues pour la libération de l'avortement et de la contraception, régulièrement elles se portent parties civiles dans des procès de viols (2), elles travaillent enfin à la promotion des femmes.

Education permanente et chrétienté

C'est là qu'intervient la formation permanente : « Deux services fonctionnent en continu au sein de l'association, explique Marianne Loupiac, le service documentation et le service formation ; celui-ci organise des stages à la demande : formation à la vie municipale, initiation à l'informatique, aux droits des femmes... l'auto-formation qui consiste en la mise en position de responsabilité des militantes au sein du mouvement (responsabilité d'un groupe, d'une équipe de travail) n'est pas à négliger. »

Féminisme, éducation, permanence. Il manque la troisième dimension, celle de la chrétienté. Dans les faits, le mouvement s'est, par rapport à ses débuts, pra-

tiquement déconfectionné. Il existe toujours une commission « recherche chrétienne » qui se réunit régulièrement, mais aujourd'hui des catholiques et surtout des athées côtoient les protestantes. La Bible n'est plus signe de ralliement ni outil de travail, il n'en demeure pas moins que les « Jeunes Femmes » ont en commun une certaine éthique, très « chrétienne de gauche » au fond.

Ce point, tout à fait sensible dans les méthodes de l'association (réflexion sur les données de la vie concrète avant l'action, absence de sensibilité à la hiérarchie interne, souci que « chacune puisse retrouver ce qu'elle est ») se reflète extrêmement positivement sur sa démarche globale. Les « Jeunes Femmes » ont une conscience dilatée, parties du « deuxième sexe », elles mènent une réflexion d'ensemble sur la dignité de l'homme (généraliste).

« Notre lutte féministe n'est pas déconnectée d'autres luttes, elle s'inscrit dans la politique au sens large, commente Marianne Loupiac. Nous sommes très engagées actuellement pour défendre le texte d'Yvette Roudy contre la publicité sexuelle, mais nous ne pouvons nous empêcher de comparer ce combat, légitime sans doute mais qui reflète le degré de richesse et de surplendisse de notre société, avec d'autres combats, comme celui de la faim, ou avec le sort d'autres combattantes de femmes, les Tchangaristes par exemple, avec lesquelles nous sommes en contact. Même si c'est difficile nous essayons d'être ici et là-bas. »

DANIEL GARCIA.

(1) Jeunes Femmes, 1, villa du Parc-Moiseville, 75014 Paris. Tél. : (1) 588-22-35. Fonctionne les mardis, jeudis et vendredis de 9 heures à 17 heures.

(2) L'association a eu outre-tout un statut légal très complet sur toutes les démarches (médicales, juridiques...) à suivre en cas de viol : « Un viol, que faire ? »

BLOC-NOTES

ACTUALITÉ

Médecins sans frontières change d'adresse

Des médecins et membres du corps de santé travaillant pour le Croix-Rouge internationale, lors des événements du Biafra en 1967 ; d'autres répondent à un appel lancé par le journal *Tonius* au moment des inondations d'octobre 1970 au Pakistan-Orient. De leur rencontre naît en 1971 l'association Médecins sans frontières (M.S.F.). Constituée à l'origine comme un pool de médecins agissant pour le compte des grandes organisations internationales, M.S.F. se donne très vite des structures autonomes : un bureau, un secrétariat, un budget. Apolitique, agissant au nom d'une éthique médicale universelle humanitaire et conçu pour l'urgence, M.S.F. intervient dans les pays éprouvés par la guerre ou victimes de catastrophes naturelles. Elle apporte aussi une assistance à moyen terme aux pays opprimés et sous-médicalisés.

Aujourd'hui, l'association, en pleine phase d'expansion, regroupe trois mille adhérents parmi lesquels plus de cinq cents médecins et infirmiers. Pour faire face au développement de ses activités, M.S.F. a dû déménager.

★ Médecins sans frontières, 65, boulevard Saint-Marc, 75005 Paris. Tél. : (1) 707-25-29.

Universités de quartier à Paris

Dans le douzième arrondissement de Paris - comme dans le treizième et le quatorzième (*Le Monde* Dimanche du 27 novembre) - la vie des associations est très active. L'université de ce quartier propose des cycles de conférences et des ateliers de production. L'éventail est large : informatique, vidéo, son, photo, art graphique, cuisine, initiation à l'économie, droit au quotidien. L'an

peut aussi y jouer au Jaque et faire de la bicyclette.

★ Université de quartier du XII^e, 59, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 343-20-42.

INITIATIVES

Au service des enfants du monde

Enfance et Partage, association apolitique et non confessionnelle, réalise des programmes d'action en faveur de l'enfance. Concrètement, limitées dans le temps et dans l'espace au niveau du maintien de la vie, de la formation et de l'insertion des enfants, ces initiatives sont reprises ensuite par les structures locales. Quelques exemples : avec 1 000 F par mois, dix enfants errant dans les rues de Djibouti sont pris complètement en charge ; cinquante entreprises donnent chacune 1 000 F construisent un dispensaire au Zaïre ; 1 200 F par mois signifient la vie quotidienne assurée pour dix orphelins libanais.

Les dons à Enfance et Partage sont déductibles jusqu'à concurrence de 1 % du revenu imposable des particuliers et des entreprises.

★ Enfance et Partage, 38 bis, rue Henri-Barbusse, 75005 Paris. Tél. : 329-70-53.

Economie sociale et vie associative

Le laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS) de l'université de Toulouse-II effectue une part importante de ses recherches dans les domaines de l'économie sociale et de la vie associative. Il a retenu des thèmes qui bénéficient de contrats ou de subventions. Ainsi : les associations et la société locale, la télématique lo-

cale et les associations, le secteur social et médico-social et la vie associative, l'économie sociale : création d'entreprises et création d'emplois. Toute documentation relative à ces thèmes intéresse le LERASS. En retour, ses membres se tiennent à la disposition de tout organisme pour transmettre ses travaux, participer à des rencontres, colloques, études, publications, etc.

★ LERASS, 115, route de Narbonne, 31062 Toulouse Cedex. Tél. : (61) 25-21-17.

PUBLICATIONS

Les associations d'immigrés

La *Lettre d'information* n° 19 de la Fondation pour la vie associative (Fonda) est consacrée aux associations d'immigrés. Le dossier, établi à partir d'une enquête sur le terrain, étudie successivement les associations rencontrées, leur objet, leurs activités, leurs moyens de vie et, dans un deuxième temps, fait des propositions. En annexe, des statistiques et des graphiques soulignent le changement apporté par la loi du 9 octobre 1981, qui accorde aux étrangers le droit de s'associer pleinement, à l'égal des Français.

★ Fonda, 18, rue de Valenciennes, Paris. Tél. (1) 549-06-58.

Retraite et bénévolat

Volontariat au présent, revue éditée par le Centre d'étude et d'information sur le volontariat, témoigne de l'importance du rôle des bénévoles dans les associations. Le numéro du troisième trimestre 1983 s'intitule : « Votre temps vous intéresse ». Il s'adresse tout particulièrement aux retraités à qui il suggère mille manières d'occuper utilement leur temps libre.

★ Polonairat au présent, 130, rue des Poissonniers, 75018 Paris. Tél. 264-97-34.

Le livre de référence

André Beauchamp

Guide mondial des paradis fiscaux

« Si la fraude fiscale est condamnable, l'utilisation légale des textes fiscaux est parfaitement légitime. »

- Explication globale des législations fiscales de plus de 40 pays.
- Conseils pratiques et généraux, études de cas.
- Nouvelle édition, revue, augmentée, mise à jour en septembre 1983.



LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS
Tél. : 326-51-09

مقداد المجلد

RADIO TELEVISION

Ne dites pas à mon rédacteur en chef que je m'éclate devant mon poste, il me croit en train d'écrire pour mon journal.

les films

PAR JACQUES SICLIER

* A VOIR
** GRAND FILM

LUNDI 9 JANVIER

UN SHERIF A NEW-YORK *

Film américain de Donald Siegel (1968), avec C. Eastwood, L. J. Cobb, S. Clark, T. Sterling, B. Field.

TF 1, 20 h 35 (90 mn).

Clin Eastwood en shérif de l'Arizona confronté aux méthodes (moins expéditives que les siennes) de la police new-yorkaise. Siegel a mis quelques grains d'humour dans ce film d'action comprenant, en particulier, une poursuite fracassante... en moto.

MARIUS *

Film français d'Alexandre Korda (1931), avec Raimu, O. Demazis, P. Fresnay, A. Rouffe, Charpin, R. Vachet (N.).

FR 3, 20 h 35 (130 mn).

Retrouvailles avec le trilogie marseillaise (Fanny et Clair vont suivre). La réalisation de ce premier volet fut confiée au Hongrois Korda, venu d'Angleterre, que Raimu appelait « le Tarsier d'Olivier ». Qu'importe puisque le monde de Pagnol est bien là, pittoresque, chaleureux, humain et avec l'accent du Midi, même chez Pierre Fresnay.

MARDI 10 JANVIER

LA SOUPE AUX CHOUX

Film français de Jean Girault (1981), avec L. de Funès, J. Carmet, J. Villeret, C. Dejeux, C. Gersac.

A 2, 20 h 35 (110 mn).

On est triste pour les acteurs de cette farce paysanne, broussard, naïf, sémoussé qui donne envie de casser la soupière.

L'HOMME AU CERVEAU GREFFÉ *

Film français de Jacques Doniol-Valcroze (1972), avec M. Carrière, N. Machiavel, M. Duchaussoy, J.-P. Aumont.

FR 3, 20 h 35 (95 mn).

Conflit entre le cerveau d'un chirurgien et le corps d'un jeune homme dans lequel il est entré par greffe. Thème de science-fiction intelligemment traité dans ses conséquences psychologiques : la création d'un être hybride.

JEUDI 12 JANVIER

CERTAINES NOUVELLES *

Film français de Jacques Deriva (1979), avec M. Preste, B. Lafont, G. Lartigue, C. Calber, F. de Pasquale, R. Nénin.

A 2, 14 h 55 (95 mn).

En 1961, en Algérie, du côté d'Oran. Dernières vacances, dernières illusions, conflits indivi-

duels d'un petit groupe de Français. Des personnages vrais, sans folklore, une écriture de la durée romanesque. Prix Jean-Vigo 1979.

LOULOU **

Film français de Maurice Pialat (1970), avec I. Huppert, G. Depardieu, G. Marchand, H. Balsan, B. Tronszyk, C. Boucher, J. Dufrenoy.

FR 3, 20 h 40 (100 mn).

Histoire simple : une femme lassée de la vie bourgeoise quitte son mari, publicitaire, pour un loubard qui méprise le travail. Histoire forte : jalousie, déchirements, communication impossible entre cette femme et ces deux hommes. Mise en scène stupéfiante par sa progression, ses modulations, d'une réalité qui semble improvisée. Pialat, cinéaste français à nul autre pareil, captant la vérité apparente et intérieure de ses personnages, plonge les acteurs à sa création.

VENREDI 13 DECEMBRE

LUMIERE D'ÉTÉ *

Film français de Jean Grémillon (1942), avec P. Bernard, M. Renaud, P. Brasseur, M. Robinson, G. Marchal (N.).

A 2, 23 h (105 mn).

Etrange rencontre de Jacques Prévert, l'homme du « réalisme poétique », et de Grémillon, l'homme du « tragique quotidien ». Résultat : un film maudit dont la meilleure part revient pourtant au réalisateur dans les relations perverses d'un couple lié par un crime et corrompu son entourage.

DIMANCHE 15 JANVIER

LE SAUVAGE *

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1967), avec Y. Montant, C. Deneuve.

TF 1, 20 h 35 (102 mn).

La rencontre de deux personnages explosifs. Yves Montant, créateur de parfum réfugié dans une île déserte et Catherine Deneuve, gentille facieuse rêvant d'aventure. Un scénario ajusté au quart de tour, un divertissement pur.

PLUS FORT QUE LE DIABLE *

Film américain de John Huston (1953), avec H. Bogart, J. Jones, G. Lollobrigida, R. Morley, P. Lorre (v.o. sous-titrée) (N.).

FR 3, 22 h 30 (100 mn).

Partie de dupes entre aventuriers qui veulent aller chercher de l'uranium en Afrique. Un humour extravagant. On prend plaisir à dire mystifié parce que Huston a réussi, dans l'absurdité, un coup irrésistible. Acteurs à l'unisson.

« A ne date pas d'aujourd'hui : j'aime bien les images. Déjà, à dix ans, je préférais Tintin et Mickey à Virgile et Molière. La télévision, dans les années 50, c'était seulement pour le gratin. Plus tard, les profs nous ont dit que ça faisait mal à la culture. Il a fallu patienter. Et aujourd'hui, quand j'entends les grincheux débiter à longueur d'année nos programmes, je ne comprends pas. On en a plein les yeux. Peut-être pas encore assez, d'accord, mais tout de même : fermez les paupières et rappelez-vous, depuis douze mois... »

● Le soleil dans la raquette. Il est piteux, Yannick. Et tout Roland-Garros avec lui. Chaud sur le court, chaud dans les coeurs, cooicoico ! Mon petit écran en trépière. S'il ne remplacera jamais une bonne tribune au Parc pour Paris-Saint-Germain ou la bande à Hidalgo, il prouve à ses capacités (et le savoir-faire des caméraman de la S.F.P.). Les trésses, la sueur en gros plan, la tension des muscles, les poings serrés. On est tout près, on touche presque le héros noir. Couders est battu par la seule force du cadrage.

● L'année Chaplin. « Monsieur le général de la gendarmerie ! Monsieur l'inspecteur général de la police ! » Montand-Lambakis apostrophe, se retourne, s'écroule. Et Costa-Gavras remonte la mécanique de « Z ». Oui, mon magnétoscope est branché. Le maître du cinéma politique prendra place dans ma mini-cinéma, entre Bunuel et Tex Avery. Avec Charlie Chaplin (1983) aura été sa grande année, on a presque tout vu : Fellini (quelques-unes bonnes retrouvailles). André Rousselet peut bien se battre avec ses « films frais » pour la future quatrième chaîne, moi ce sont les belles reprises qui m'intéressent. J'ai fait le compte : quatre cent soixante-quinze films différents sur les trois chaînes en un an, neuf par semaine en moyenne. En fait, je ne sais déjà plus comment m'en sortir.

● Pause-whisky. Calmos. Mes pantoufles. Un scotch. La « une » du Monde et le dernier Fontaines sur les euro-missiles. Patras ! « Y'a le petit cochon rose ». Mon fils aîné n'est guère respectueux envers mon confrère de la télé. Mais foin du respect. On ne le loupera pas le « Théâtre de Bouvard » pour un empire. En voilà un, au moins, que la moralité ne touche guère. Il sait faire partager sa bonne humeur, avec ce qu'il faut de gauloiserie métiée d'esprit de « patro ». Un Français sur deux est devant son poste. Champion toutes catégories.

● Les premières images... L'écran est un peu gris, l'image un peu floue, la voix de la femme un peu tremblante : « Je vais fumer... vous voyez la fumée ? » Vive l'INA (l'Institut national de la communication audiovisuelle) qui nous a dégoté cette première expérience de télévision ! 1930... Et qui nous restitue aussi, en cette soirée du 22 août 1983, le dialogue historique Terre-Lune du 21 juillet 1969. Un régal. Tout comme cette émission de la fin de l'année où « Gros Léon » (Zitrons) nous fait revivre - séquences à l'appui - quelques moments de sa carrière. Tout bascule. Mallet et Isaac bondissent. La technique de l'immédiateté fait revivre les trésors du passé. Rendez-vous dans mille ans.

● ... Et les dernières. Les rectangles volent et les cercles roulent et déboulent et s'enroulent. Le monde se dilate, la création impose. « Les nouvelles images », réalisées uniquement à l'aide de l'ordinateur, sont maintenant présentes sous nos yeux, chaque jour, avec le nouveau générique de la deux. Les premiers pas d'un nouveau-né. Grandirait-il vite ?

● Entre les oreilles. Ils sortent des tombes. A leur tête un diable rouge. Michael Jackson et ses morts-vivants balancent leurs chœurs fantastiques dans les living-rooms et les chambres à coucher. Magie du vidéo-clip. Radios périphériques, stations nationales, bande F.M. : danger ! Le disque et la chanson sur scène sont pulvérisés par cette nouvelle coqueluche. Et, du coup, notre bonne vieille télé bien sage fait le saut dans la culture des amphibiens et des cours de récréation. Tonique. Mais, pas chienne pour les vieux, elle en diffuse pour tous les goûts. De « Thé dansant » rétro en créations lyriques, de concerts classiques au jazz et en rock, 1983 s'écoule « musiques au cœur » (n'est-ce pas Eve Ruggieri ?). Les années folles ?

● La guéguerre de 20 heures. Il se décrie, Jean Offredo. Un demi-sourire apparaît. Je change de chaîne : la divine Christine éclate de toutes ses dents (Gillot-Pétré, le malicieux, est de la partie). Ça m'amuse, moi, cette bataille pour le « 20 h ». A la télé, il est normal, apparemment, de privilégier la forme sur le fond. Résultat : on se bagarre du côté des présentateurs-vedettes. Exit P.P.D.A., bonjour Bernard Rapp. Adieu les couples sur la « une », mais le classique Bourret tient bon. Plus on change et plus c'est pareil. Je rêve : quand inventera-t-on un

journal télévisé moins statique, mieux mis en scène ? La quatrième, peut-être, ou la cinquième, qui sait ?

● Le réveil de l'information. « Kaléidoscope » : chaque dimanche, à Antenne 2 midi, les meilleures images de la semaine. C'est tout bête, mais quelle bonne idée. L'accumulation de séquences dramatiques ou drôles produit un plaisir émotif différent. Un peu pareil à celui que procurent les « buts étrangers » commentés par l'équipe de Robert Chapatte, le soir... C'est ce choc des images, et plus, que l'on cherche dans les magazines d'information. Alors là, chapeau. Le millésime 83 sera à marquer d'une croix blanche. Un vrai festival. Les trois chaînes rivalisent de sujets, souvent bons, spécialisés ou non, d'idées, nouvelles ou pas. En vrac : « Contre-enquête », « Moi je », « A nous deux », « Psy show », « 7 sur 7 », « Résistances », « L'Heure de vérité », « Confrontations », « L'Heure de arts »... Les magazines du mercredi, du vendredi, du dimanche. Trois magazines de cinéma. N'en jetez plus ! Et ne m'en voulez pas, j'en oublie. Pivo, l'empereur Pivo, fête tranquillement son quatre centième numéro d'« Apostrophes », le 23 septembre, et, tout aussi tranquillement, bavarde avec Soljenitsyne le 9 décembre. Ennuieuse, la télévision ? Sacrement riche, oui.

● Oh, Monsieur Carrington... Il est assis, en costume gris-bleu, entre le juge et l'assistance. Blake Carrington joue gros, pour le meurtre d'un homosexuel, ancien amant de son fils... Le héros principal de « Dynastie » tente de faire oublier le patriarcat de « Dallas ». Mais la série diffusée dans les régions (au fait, c'est une révolution, ces douze programmes régionaux de 5 à 8, mais tiendront-ils la route ?) est encore plus misérable que les tribulations de la famille Ewing. A tout prendre, « Starksy et Hutch », avec leurs clins d'oeil, leurs gros pistolets et leur voiture rouge, sont plus amusants. Non, décidément, j'attends la série de fiction qui me fera vibrer. Qu'elle soit américaine, française ou belge, peu importe ! On ne peut pas se payer du Bergman tous les jours.

Rouvrez les yeux. Allumez le poste. Il se passe toujours quelque chose à la télé. Et qu'on en finisse avec cette idée ringarde d'une culture unique, d'un programme qui plaise à tous, au même moment. Vive la culture diversifiée, éclatée. Et envoyez les images !

YVES AGNÈS.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 9	MARDI 10	MERCREDI 11	JEUDI 12	VENREDI 13	SAMEDI 14	DIMANCHE 15
TF 1	20 h 35 Film : Un shérif à New-York, de Don Siegel. 22 h 5 Émiles et toiles, magazine du cinéma. Godard, une musique pour Carmen. Autour de Fellini.	20 h 35 Les maris de l'information : la crise des années 1974-1984. Dix ans de crise économique, des reportages au Japon, aux U.S.A., etc. 21 h 40 Variétés : Vagabonds, avec F. Lelouch.	20 h 35 Feuilleson : Dallas. 21 h 30 Saga. Magazine scientifique. Des hermines au Japon, bébé-greffe... 22 h 25 Patinage artistique.	20 h 35 Feuilleson : La chambre des dames. Les tentations charnelles. 21 h 15 L'union. Magazine économique et social. 22 h 50 Concert : Bach. Concerto pour violon et hautbois.	20 h 35 Variétés : Forme L. Enrico Macias. 21 h 55 Patinage artistique. 22 h 45 Branchés musicaux. Spécial Rolling Stones.	20 h 35 Théâtre : Pauvre France. Un valeturier cocu. 22 h 35 Droit de réponse : l'esprit de contradiction, de M. Polac. Avec des critiques littéraires, des lecteurs, des auteurs.	20 h 35 Film : Le Sannage, de Jean-Paul Rappeneau. 22 h 15 Sports dimanche.
A 2	20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : les Trois Mousquetaires, d'après A. Dumas. Mise en scène par Marcel Maréchal. 22 h 10 Magazine : Plaisir du théâtre. Avec Jean Le Poulain.	20 h 35 Film : La Soupe aux choux, de Jean Girault. 22 h 25 Marié cinéma, avec J. Lewis, M. Blanc, Jean Carmet, Mireille-Mouton.	20 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes. Un meurtre. 22 h 10 Magazine : Les jours de notre vie. La neuro-chirurgie vasculaire.	20 h 35 Série : Marco Polo. En Chine. 21 h 35 Musiques au cœur. Arthur Rubinstein, la joie de vivre. 22 h 50 Patinage artistique.	20 h 35 Feuilleson : Fabien de la Drôme. Western en France sous le Directoire. 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivo. Les cadres. 23 h Ciné-club (cycle : années 40) : Lumière d'été, de Jean Grémillon.	20 h 35 Variétés : Champagne Élysées, de M. Drucker. Avec Renaud, la banlieue. 22 h 5 Sport : Tennis. Le tournoi des masters à New-York.	20 h 35 Jeux : La chasse aux trésors. 21 h 45 Documentaire : Vietnam. Son histoire. 22 h 45 Concert actualités. A. Tancman.
FR 3	20 h 35 Film (cycle Marcel Pagnol) : Marius, d'Alexandre Korda. 23 h 5 Thalassa. De la compétition à la plaisance. 23 h 50 Prélude à la nuit. A. Caplet.	20 h 35 Film : l'Homme au cerveau greffé, de Jacques Doniol-Valcroze. 22 h 20 Magazine la vie en face : Libé allume la télé. 23 h 25 Prélude à la nuit : Kodaly.	20 h 35 Variétés : Cadence 3. Le grand orchestre du Splendid. 21 h 10 Feuilleson : Exit. 23 h Sports : Basket-ball. Coupe d'Europe des clubs champions. Limoges C.S.P. - Berckelone. 23 h 40 Prélude à la nuit : Schubert.	20 h 40 Film : Loulou, de Maurice Pialat. 22 h 40 Prélude à la nuit : F. Poulenc.	20 h 35 Vendredi : Georges Marchais. Magazine d'A. Campana. 22 h 10 Espace francophone : Chantier dans l'océan indien. 22 h 40 Prélude à la nuit : I. Stravinski.	20 h 35 Série : L'univers du rire. Les comiques américains. 21 h 30 La vie de château, de J.-C. Brialy. 22 h 15 Muséum : Mécénat.	20 h 35 Série : Ténors. Simone de Beauvoir. Le castor. 21 h 30 Aspects du court métrage français : Camille ou la comédie catastrophique, de Claude Miller. 22 h 30 Chanson de minute : Plus fort que le diable, de John Huston. 0 h 10 Prélude à la nuit. Wazerska.

TELEVISION

TF 1

A 2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Documentaire

Des missionnaires à Dien-Bien-Phu

Il était une fois un pays comme les autres. Il connaissait des guerres et des révoltes, la famine et la prospérité. Il lutta contre les envahisseurs et envahisseurs lui aussi ses voisins. Un jour, un autre pays, la France de Napoléon III et de la III^e République, à la recherche d'un empire pour ses missionnaires, ses militaires et ses marchands, jeta son dévolu sur le Vietnam. A coups de répression et de têtes coupées, de travail forcé et de famines, l'Indochine française devint le plus beau fleuron de « notre » empire. Elle remplissait les églises d'âmes nouvelles, les coffres des banques de nouveaux profits et orna les épaulettes des officiers de nouveaux galons.

L'épopée coloniale, cette imagerie d'Épinal avec ses uniformes chamarrés et ses coiffes à demi nue, ces mandarins privés de pouvoir, écartés, avec en contrepoint une génération montante de jeunes Vietnamiens, formés à la française, qui se voyaient refuser chez eux tout poste de responsabilité. Ce geste s'effondra avec l'humiliation de la collaboration et de l'occupation japonaise.

La première émission de la première partie des six émissions sur le Vietnam que nous présente Henri de Turenne est riche de souvenirs, de trésors cachés dans les bibliothèques et les cinémathèques, de témoignages sur une période oubliée, masquée par les deux guerres qui l'ont suivie. Elle ne cache pas l'envers de la « mission civilisatrice », dont certains ne retiennent plus que le cinquantisme superficiel, et qui s'acheva sur une sanglante, absurde et inutile guerre de sept ans.

Non seulement cette guerre était perdue d'avance. Mais encore elle pouvait être évitée si les dirigeants français de l'époque avaient fait preuve de bon sens. Ho Chi Minh était prêt à des concessions. Le général Léclerc aussi, que l'on voit sauver, en compagnie du général Giap, le futur vainqueur de Dien-Bien-Phu, le drapeau du Vietnam à étoile rouge sur fond vietnamien. Ce drapeau rouge qui, mixte franco-vietnamien, se planta sur le P.C. de Dien-Bien-Phu, symbolisant la défaite française. Occasions perdues, brutalités inutiles de part et d'autre, comme le bombardement de Haiphong par un sous-marin américain d'une autre époque, l'amiral d'Argenlieu. Mais de Gaulle voulait garder l'empire.

Ho Chi Minh apparaît en contrepoint des deux autres émissions, se promenant à Biarritz ou marchant dans le maquis, faisant le monde dans un garten-party ou écrivant dans sa paillote. Tandis que ses hommes résistent aux Français, bien des kilomètres de pellicule nous permettent de suivre, du côté vietnamien, le soldat Vinh, qui planta la bannière de l'étoile sur le P.C., narre, une fois de plus, son exploit.

Documents d'archives, mais aussi images filmées aujourd'hui, de ces vestiges coloniaux — prisonniers, postes militaires — transformés en monuments historiques, ou d'interviews de protagonistes. Comme cet ancien centralien, devenu président de l'Académie des sciences, qui l'on voit organiser la fabrication de bazookas rudimentaires. L'acier provient de rails volés, les lettres des mortiers des boîtes de ration de l'armée. « Nous avons détourné à notre profit le système D français », ironise-t-il.

Ces films sont notre histoire. A travers ces pages peu glorieuses, en dépit d'un commentaire parfois un peu lyrique, bien des enseignements peuvent être tirés. Et ce n'est pas sans ironie que le général Giap, aujourd'hui à la retraite, répond en conclusion à ces officiers français vaincus après avoir cherché, des années un but à leur guerre — avec un bon sens tellement évident qu'il semble une lapalissade : « Un des principes de la science militaire vietnamienne est : la guerre il faut vaincre, absolument vaincre ! »

La seconde partie du programme, qui passera en février, montrera que, si la méthode française n'était pas la bonne, celle employée par les Américains ne valait guère mieux.

PATRICE DE BEER.

★ VIETNAM, une coproduction Antenne 2, WGBH (Boston), ATV (Londres), Pathé-Cinéma, les dimanches 15, 22 et 29 janvier, à 21 h 45, (60 minutes chacune).

Le lexique pour tous

LES MOTS CLES DE L'INFORMATIQUE

Vente en librairie

LUNDI

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annick.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 La croisée des chemins.
- 14 h 15 Téléfilm : La poudre d'or.
- 14 h 15 Réal. V. McEvoy.
- 15 h 15 Une jeune fille à la recherche de sa mère aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle.
- 15 h 45 Téléfilm : Arnaud Desjardins (diffusé le 5 janvier).
- 16 h 45 Lundi en matinée.
- 18 h Série : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétés.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h Météo.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Heures, avec F. Raynaud.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Film : Un shérif à New York, de Don Siegel.
- 22 h 5 Écoles et toiles.
- 22 h Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
- 22 h 10 Godard, une musique pour Carmen : autour de Fellini.
- 23 h Journal.

- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Série : Drôles de dames.
- 15 h 45 Cette semaine sur A 2.
- 16 h Reprise : Apostrophes.
- 16 h Les intellectuels et la vérité (diff. le 6 janvier).
- 17 h 10 La télévision des téléspéctateurs.
- 17 h 40 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : (en liaison avec Franco-Culture), les Trois Mousquetaires, d'après A. Dumas, mise en scène M. Maréchal, réal. A. Fledrick. Avec le Théâtre national de Marseille. (1^{re} partie).
- 22 h 10 Magazine : Plaisir du théâtre. De P. Laville, avec Jean Le Poula.
- 23 h 5 Journal.

- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Film : (cycle Marcel Pagnol) : Marius, d'Alexandre Korda.
- 22 h 45 Journal.
- 23 h 05 Thalassa.
- Magazine de G. Pernoud.
- De la compétition à la platonie.
- 23 h 50 Prélude à la nuit.
- Un tas de petites choses : d'A. Coplet, par Ph. Corré et E. Exerjean, piano.

- R.T.L., 20 h, Histoire du Vietnam : 21 h, Balles perdues, film de Jean-Louis Comolli : 22 h 40, Entre amis.
- T.M.C., 20 h 40, Héros ou salopard, film de Bruce Beresford : 22 h 15, Vidéo-mé.
- R.T.S., 20 h, Écran-témoins : Justice est faite, film d'André Cayatte, thème du débat : les jurys d'Assises.
- TELE 2, 20 h, Séries : 20 h 30, Théâtre wallon : 21 h, Héros d'Épinal, réal. A. Goretzky.
- T.S.R., 20 h 10, spécial cinéma : l'Enfer public n° 2, film d'Edouard Niemann : 21 h 45, Annuaire de la série : 23 h 05, l'Antenne est à vous.

MARDI

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Tirage au sort du championnat d'Europe de football.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Portes ouvertes.
- 14 h 5 Feuilleton : Jo Gellard.
- 14 h 55 Reprise : L'art au monde des ténébres.
- 15 h 50 Les grandes inventions de Lascoux, réal. M. Ruppel (diff. le 19 déc.).
- 16 h 15 Le forum du mardi.
- 16 h 15 Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétés.
- 18 h 55 7 heures moins cinq.
- 19 h Météo.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 20 h 35 Les médias de l'information : la crise des autres.
- 21 h 40 Variétés : Vagabondages, Roger Gicquel invite Francis Lalonde.
- 22 h 55 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Série : Drôles de dames.
- 15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
- 16 h Dans le Vercors (diff. le 8 janvier).
- 16 h 45 Entre vous.
- De L. Bériz.
- Les métiers d'art.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 20 h 35 Film : Le Soupe aux choux, de Jean Girault.
- 22 h 25 Mardi cinéma.
- Avec Jerry Lewis, Michel Blanc, Jean Carmet, Mon-Mon.
- 23 h 30 Journal.

- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Film : l'Homme au carreau griffé, de Jacques Daniel-Vallée.
- 22 h Journal.
- 23 h 05 Magazine : La vie en face.
- Par F. Alloué et P. Penot.
- Libé album la télé.
- (Lire notre article ci-contre.)
- 23 h 25 Prélude à la nuit.
- Sonate pour violoncelle de Kodaly, par P. Tortelier.

- R.T.L., 20 h, L'homme qui valait trois milliards : 21 h, Les Charlots musquetaires (1^{re} partie) film de André Hunebelle.
- T.M.C., 20 h 40, le Volcan, film de Jacques Demy : 22 h 15, Entre amis.
- R.T.S., 20 h 05, Feuilleton : Marco Polo : 21 h 05, Vidéo-mé : 21 h 50, Émissions : 22 h 50, présentations de : Roméo et Juliette : par G. Dumortier.
- TELE 2, 20 h, Document : Il n'y a pas d'idéal (1^{re} partie), film d'A. Cassano et M. Saladin : 21 h 05, Théâtre club.
- T.S.R., 20 h 05, La chasse aux trésors : 21 h 15, A croches courtes, film de Valérie Bierre et Minkoff : 22 h 15, Suzanne, film de Jacqueline Veuve.

MERCREDI

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annick.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Un métier pour demain.
- 14 h 50 Vitamine.
- 16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
- 16 h 45 Temps X : le Prisonnier.
- 17 h 40 Info jeunes.
- 17 h 55 Jack spot.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétés.
- 18 h 55 7 heures moins cinq.
- 19 h Météo.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du loto.
- 20 h 35 Feuilleton : Dallas.
- Elle prend la décision de déclarer la mort de Jack. Ses dernières volontés seraient de nature à miner le clan Evans.
- 21 h 30 Saga.
- Magazine scientifique de M. Trogner.
- Des homards au Japon : le petit journal de Paul Caro : Bébé-griffe.
- 22 h 25 Patinage artistique.
- Championnats d'Europe à Budapest.
- 23 h 20 Journal.

- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Les carnets de l'aventure.
- 14 h 25 Dessins animés.
- 15 h Récré A 2.
- 17 h 10 Platine 45.
- Avec Hervé Christian, Irène Cara, AC/DC, Freddie La Rocca...
- 17 h 45 Terre des bêtes.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : les cinq dernières minutes. J. Chapot. Avec J. Debary, M. Eynaud.
- Un meurtre, des témoignages contradictoires. Le commissaire Cabrol s'en charge.
- 22 h 10 Magazine : les jours de notre vie.
- La neurochirurgie vasculaire.
- Les hémorragies, les malformations congénitales. A l'hôpital Lariboisière, avec les professeurs R. Houdart, J. Cophignon, et les docteurs B. George, C. Thurel.
- 23 h Journal.

- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Variétés : Cadence 3.
- de Guy Lux et L. Milon.
- Avec le Grand Orchestre de Splendid.
- le Golden Gate Quartet, Daniel Guichard, Marie-Paule Belle.
- 21 h 50 Journal.
- 22 h 10 Feuilleton : Exil.
- d'après L. Feuchtwanger, réal. E. Götter, avec K. Löwinsohn, L. Martin, V. Glowna.
- (Lire notre article ci-contre.)
- 23 h Sport : Basket-ball.
- Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges C.S.P. - Barcelone.
- 23 h 40 Prélude à la nuit.
- Les Adieux, d'H. Wolf : l'Enfant de la muse, de Schubert, par H. Frey.

- R.T.L., 20 h, Le soulèvement de la guerre : 21 h, Les Charlots musquetaires (2^e partie), film d'André Hunebelle.
- T.M.C., 20 h 40, Les fleurs du mal, film de Claude Farnet.
- R.T.S., 20 h 05, Émissions : 21 h 05, Feuilleton : Le Parraïn : 22 h 50, Portrait : 22 h 55, Un autre regard.
- TELE 2, 20 h, Sports : 20 h 30, Volley-ball, patinage, ski de fond.
- T.S.R., 20 h 05, Mère et fils, film de Yves Robert (avec D. Higelin, Petit Gibus, P. Mondy...) : 21 h 40, Patinage artistique.

JEUDI

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annick.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 14 h 55 Feuilleton : Jo Gellard.
- 14 h 55 Royal Command Circus.
- 15 h 30 Quarté à Cagnes-sur-Mer.
- 17 h Documentaire : Le château de Compiègne.
- 18 h Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétés.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h Météo.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : La chambre des dames, d'après J. Bourin, réal. Y. André. Avec M. Vlady, H. Virloux.
- 21 h 15 L'Enjeu.
- Magazine économique et social de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.
- Au sommaire : la France, championne du téléphone : Renault : le pari du haut de gamme : Ardennes : le match France-Espagne.
- 22 h 50 Concert : Bach.
- Avec l'Orchestre de Chambéry et de la Savoie, dir. C. Gibault, sol. Y. Menuhin.
- 23 h 25 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Film : Certaines nouvelles, de Jacques Davia.
- 16 h 30 Magazine : Un temps pour tout. Le cirque.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Marco Polo, de D. Butler, V. Labella et G. Montaldo.
- Cinquième épisode. Marco Polo rencontre Kubilaï Khan, l'empereur le plus puissant du monde. Le héros s'entretient des affaires de ce monde avec Khan.
- 21 h 35 Musiques au cœur.
- D'E. Ruggieri et P. Camus. Le pianiste Arthur Schnitzler ou l'art d'interpréter sa vie.
- 22 h 50 Patinage artistique.
- Championnats d'Europe, à Budapest.
- 23 h 30 Journal.

- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Ciné-passion, de M.-C. Barraud.
- 20 h 40 Film : Loulou, de Maurice Pialat.
- 22 h 20 Journal.
- 22 h 40 Prélude à la nuit.
- Sonate pour piano et flûte, de F. Poulenc, par P. Barbizet, piano, et J.-P. Rampal, flûte.

- R.T.L., 20 h, La croisière : 21 h, Dallas : 22 h, R.T.L. Plus : Birkin-Gaimbourg.
- T.M.C., 20 h 40, Malpertuis, film de Harry Kumel : 22 h 25, Chrono.
- R.T.S., 20 h, Autant savoir : Les tranquillisants : 20 h 30, Le bon, la brute et le truand, film de Sergio Leone : 22 h 35, Carrousel aux images.
- TELE 2, 20 h, Opéra : Roméo et Juliette, de Shakespeare, Orchestre du Théâtre royal de Liège, dir. Hikotaro Yasaki.
- T.S.R., 20 h 5, Temps pré-20 : 21 h 10, Patinage artistique : 22 h 30, Le jeu brutal, film de Jean-Claude Brisson.

هنا من الامم

TELEVISION

TF 1

A 2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Feuilleton

Exit « Exil »

Paris 1935. Un groupe d'émigrés allemands fonde un journal pour dénoncer le régime nazi. L'intrigue d'*Exit*, de Robert Muller et Egon Müller inspiré d'un roman de Lion Feuchtwanger, se joue (avec toutes les peines du monde) autour d'un journaliste d'origine juive et d'un musicien converti à la lutte politique.

Des images très complaisantes accompagnées de dialogues plats, ce feuilleton en sept épisodes porte sur le dos une mise en scène d'une rare lourdeur. Les personnages de cette saga vaguement expressionniste sont inconsistants.

M.G.

★ *EXIT*, FR 3, le mercredi 11 janvier, 22 h 10 (cinquante minutes).

Série

Simone de Beauvoir à cœur fermé

On peut s'offrir la cassette vidéo de la collection *Témoins*, de Danièle Delorme, diffusée sur FR 3, seulement pour la présence physique de Jean-Paul Sartre et celle de Simone de Beauvoir. Si l'on veut en savoir plus long sur la personnalité de ce couple devenu légendaire, sur ses aventures politiques, on sera déçu. Malka Ribowska et José Dayen sortent des amis et laissent le personnage Simone de Beauvoir se cacher derrière la femme de lettres. Tour à tour distante, ou brusquement directe, évasive, Simone de Beauvoir paraît insaisissable et nous laisse sur notre faim.

M.G.

★ *TEMOINS* : Simone de Beauvoir, FR 3, le dimanche 13 janvier, 20 h 35 (60 minutes).

Information

« Libé » radiographié

Il est né en 1973 et a pris le nom d'un journal issu de la Résistance. Ceux qui portaient cet enfant « révolutionnaire » s'étaient formés quelques années plus tôt sur les barricades de 1968. La plupart étaient « mao ». Forts d'une expérience militante, ils sont devenus des combattants de la libération.

Pour certains de ces ex-collaborateurs, *Libération*, c'était, à ses débuts, un quotidien d'avant-garde et fait pour le peuple et par le peuple ; pour ceux qui assurent aujourd'hui sa façon, il s'agit d'un combat politique et surtout culturel. Tel que nous le présente « La vie en face », de Philippe Alfonsi et Jérôme Pesnot, *Libération*, ce sont des locaux flamboyants avec des vitres transparentes, des bureaux « nickel », avec matériel électronique dernier cri, des journalistes décontractés en blouson de cuir ou simplement cravatés.

Des anciens, Serge July (directeur), Jean-Michel Bouguereau (rédacteur en chef), Sorj Chalandon ou Selim Nassib (grands reporters), des nouveaux comme Dominique Pouchin (ancien grand reporter au Monde), des exclus nostalgiques d'un âge d'or du journal, parlent tour à tour de la genèse du journal, de sa conception, de son idéologie. Un reportage qui n'évoque ni les projets récents de développement du journal ni ses aspects financiers, mais concret, vivant.

M.G.

★ *LA VIE EN FACE*, FR 3 « Libé », samedi 12 janvier, 22 h 20 (65 minutes).

Variétés

Tranches de rires à l'américaine

L'UNIVERS du rire c'est simple. On a cisaillé une quantité astronomique de films américains qu'on a découpés en tranches de rires. De l'âge du film muet en passant par les temps frénétiques de la comédie légère des années 30-40 jusqu'aux films comiques extravagants de ces dernières années, tout le monde est là : Barbra Streisand, Gene Wilder, Dean Martin, Bing Crosby, pris en flagrant délit de gags le plus souvent extraits de son contexte et commentés naïvement par une voix pesante. Certaines séquences sont tout de même désopilantes, mais il faut parfois s'armer de patience pour les goûter.

★ *L'UNIVERS DU RIRE*, FR 3, samedi 14 janvier, 20 h 35 (cinquante-cinq minutes).

VENDREDI

13 JANVIER

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
14 h Feuilleton : Jo Gaillard.
14 h 55 Feuilleton : Dadas.
15 h 45 Cinquante ans de cinéma américain.
16 h 30 Portrait d'un écrivain : Guy de Maupassant.
17 h Documentaire : Le château de Vaux-le-Vicomte.
18 h Série : La neuve d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétés.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Formule 1 avec Enrico Macias.
21 h 55 Patinage artistique Championnats d'Europe, à Budapest.
22 h 45 Branchés musique. Spécial Rolling Stones.
23 h 30 Journal.

10 h 30 ANTOIPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Série : Les amours romantiques.
13 h 55 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Drôles de dames.
15 h 45 Reprise : Les jours de notre vie.
16 h 40 Kinairas.
16 h 45 Reprise : Le chant des fous. La vie des chanteurs errants du Bengale.
17 h 45 Récit A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Fabien de la Drôme, de J. Cosmos et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garraud, S. Aznar, C. Beauchamp, F. Dorier.
Cinquième épisode des aventures de Fabien de la Drôme dans la France du Directoire. Chevauchées sauvages, bagarres... Une action simple, efficace, une morale manichéenne, bref un vrai western.
21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : « Les Cadres », sont invités : Luc Boltanski (les Cadres), Guy Groux (les Cadres), Daniel Joue (Votre carrière : comment la piloter), Jean-Louis Servan-Schreiber (L'Art du temps), Alexandre Willem, co-auteur avec Marc Paterson (les Carrières).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (cycle des années 40) : Lumière d'été, de Jean Grémillon.

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
18 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Vendredi : Afin que nul n'oublie Magazine d'A. Campa.
L'émission prévue avec M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. ayant été reportée au 20 janvier, elle est remplacée par une émission sur Simon Wiesenthal.
21 h 50 Journal.
22 h 10 Espace francophone : Chantier dans l'océan Indien. Magazine de D. Gallet.
Avec E. Caraméon (île Maurice), P. Victor (Seychelles), Boule (Ngaya), M.-C. Medor (Comores), et le Trio Levolo (Madagascar).
h 40 Prélude à la nuit.
Concerto en mi bémol d'I. Stravinski, par l'Orchestre London Sinfonietta, dir. R. Chailly.

● R.T.L., 20 h, Starsky et Hutch ; 21 h, Dynastie ; 22 h, Cet homme va être assassiné, film de Dolores Grassan ; 23 h 35, Goodnight Vienna.
● T.M.C., 20 h 40, Par le sang des autres, film de Marc Simenon.
● R.T.B., 20 h, Au nom de la loi ; 21 h 05, Dernière séance : la Reine, film de Michael Powell et Emeric Pressburger.
● TELE 2, 20 h, Contact ; 20 h 05, Billet de faveur ; 21 h 55, Patinage artistique.
● T.S.R., 20 h 5, Tel Quel ; 20 h 35, Tremblement de terre, film de Marc Robson ; 22 h 35, Eutresien avec Henry Babel ; 23 h 15, Slapstick : rock.

SAMEDI

14 JANVIER

10 h Vision plus.
10 h 30 La maison de TF 1.
12 h Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de M. Oliver.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 35 Amuse-gueule.
14 h 5 Série : Pour l'amour du risque.
15 h Le grand ring d'ingue.
15 h 40 C'est super.
16 h 5 Dessin animé : Capitaine Flam.
16 h 35 Casques et bottes de cuir, magazine du cheval.
17 h 5 Série : Joëlle Mazart.
18 h Trente millions d'amis.
18 h 30 Magazine auto-moto.
18 h 5 D'accord pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 35 Théâtre : Pauvre France, de J. Can, d'après la pièce de R. Clark et S. Bobrick, réal. M. Mayat.
Victor Toborak, cinquante-cinq ans, ténor, père d'un fils charmant et d'une fille charmante, apprend qu'il est cocu. Les débâcles ne l'arrêtent pas là.
22 h 35 Droit de réponse : L'esprit de contradiction.
Émission de Michel Polak.
Droit de réponse, nouvelle formule, devient une émission littéraire. Au sommaire : Les meilleurs livres de 1983. Un débat qui réunit des journalistes, des écrivains et des éditeurs.
23 h 50 Journal.

10 h 15 ANTOIPE.
11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
11 h 30 Plectre 45.
12 h A nous deux.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : La vie secrète d'Edgar Briggs.
14 h La course autour du monde.
14 h 55 Les jeux du stade.
15 h 15 Récit A2.
16 h 45 Jeu : des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
Avec Renaud.
22 h 5 Sport : tennis. Le Tournoi des Masters à New-York.
23 h Journal.

12 h 30 Les pieds sur terre. Émission de la mutualité agricole.
14 h Entrées libres... Avec M.-C. Barault.
Images d'histoire : portrait d'André Fréchet ; la glace et le métro ; les immigrés de l'intérieur ; l'Écume des jours, de Boris Vian ; le métier à tisser.
16 h 15 Liberté 3.
Émission proposée par J.-C. Courdy.
Sur le thème : la foi. Avec la fédération protestante de France, l'Église catholique, le Consistoire israélite de France, l'Union des aïeux et la Libre pensée.
17 h 30 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
18 h 55 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 35 Série : L'univers du rire. Présentée par B. Reynolds, J. Lemmon, W. Matthali.
(Lire notre article ci-contre.)
21 h 30 La vie de château, émission de J.-C. Brialy.
Trois vedettes du cinéma, du théâtre ou de la télévision, invités par Jean-Claude Brialy. Intimité, complicité, la vie de château, quel !
21 h 55 Journal.
22 h 15 Musiclub.
Trio en mi mineur, de Mendelssohn, par le Trio de Madrid.

● R.T.L., 20 h, A vous de choisir : La fièvre de l'or, film de Charles Huston, ou Monte Walsh, film de William A. Fraker ; 21 h 50, Flash-Back ; 22 h 30, Ciné-club : le Voleur de bicyclette, film de Vittorio de Sica.
● T.M.C., 20 h 40, Le dimanche de la vie, film de Jean Herman.
● R.T.B., 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Romanes inachevée, film d'Anthony Mann ; 22 h 15, Cinéscope.
● T.S.R., 20 h 5, Patinage artistique ; 21 h, Jardin d'été ; 22 h 25, Sport ; 23 h 25, Chunks le redoutable, film de Gordon Douglas.

DIMANCHE

15 JANVIER

8 h Émission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne).
12 h Téléfoot.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Champions.
Sports et divertissements.
16 h 40 Série : Frank, chasseur de fautes.
17 h 30 Patinage artistique. Championnats d'Europe à Budapest.
18 h 30 Les animaux du monde. Le blaireau.
19 h Magazine de la semaine. Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, F.-L. Boulay et E. Gilbert. Le grand témoin est Mgr Lustiger, archevêque de Paris.
20 h Journal.
20 h 35 Film : Le Sauvage, de Jean-Paul Rappeneau.
22 h 15 Sports dimanche. Tennis : les Masters.
23 h 15 Journal.

10 h Cheval 2-3. Magazine du cheval.
10 h 30 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 25 : Série : Magnum ; 15 h 15 : L'école des fans ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Théâtre dansant.
17 h 5 Série : Papa Poule.
18 h 5 Dimanche magazine.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : La Chasse aux trésors.
21 h 45 Document : Vietnam. Réal. Henri de Turenne.
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 45 Concert actualités. Réal. M.-A. Horiaville et E. Ruggieri. Les deuxième et troisième mouvements du Quatuor n° 4 d'A. Tansman, par le Quatuor de Varsovie.
23 h 15 Journal.

10 h 30 Mosaïque. Variétés d'Algérie (émission enregistrée à Oran).
16 h 20 Spectacle 3 : Catherine de Heilbronn. Drame en cinq actes de Heinrich von Kleist, avec D. Fischer-Diskau et M. Marchal-Zapalka.
18 h 20 Émission pour la jeunesse.
19 h 40 R.F.O. Hebdo.
20 h Fraggie Rock.
20 h 35 Série : Témoins.
Émission de J. Dayan.
S. de Beauvoir.
(Lire notre article ci-contre.)
21 h 30 Aspects du court métrage français. Camille ou la comédie catastrophique, de Claude Miller.
22 h 5 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : (cycle : Aspect du film noir) : Plus fort que le diable, de John Huston.
0 h 10 Prélude à la nuit. Métamorphoses, de Wazzerha, par E. Chojnacka, clavectn.

● R.T.L., 20 h, Spécial première, film de Willy Wilder ; 21 h 45, « R.T.L. le Monde » ; 22 h 05, Portrait : Nicky de Saint-Phall ; 22 h 30, R.T.L. Théâtre.
● T.M.C., 20 h, Variétés : Un peu, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Événement sportif : ski.
● R.T.B., 20 h 15, Variétés ; 21 h 40, Téléfilm : Le survivant des glaces, d'après V. Herman.
● T.S.R., 20 h, Les oiseaux se cachent pour mieux mourir. (1^{re} partie) ; 20 h 50, Tickets de premières ; 21 h 45, Regards ; 22 h 20, Table ouverte.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 9 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, Échec au hasard.
- 9 h. Les laïcs de l'histoire : portrait d'un sociologue, avec Emilio Foulat.
- 10 h 45. Le texte et la marge : « Le roman du Mississippi », avec B. Pierre.
- 11 h 2. Musique : portrait de Kyung Wha Chung, violoniste coréenne.
- 12 h 5. Agora.
- 13 h 30. Les tournois du royaume de la musique : Franck Della Valle, violoniste.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Car enfin le vous aime », de P. Emmanuel.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, laboratoires ; à 16 h, les fonds régionaux ; à 17 h, la raison d'être.
- 17 h 32. L'actualité, magazine musical.
- 18 h 30. Feuilleton : « Le grand décri ».
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Présence des arts : exposition Balhaus au Centre Georges Pompidou.
- 20 h. L'autre scène, ou les vivants et les morts : questions sur la peinture, par P. Nemo (et à 22 h 05).
- 20 h 35. « Les Trois Mousquetaires », d'après A. Dumas, par le Théâtre national de Marseille (en liaison avec antenne 2).
- 22 h 30. Nuits magiques.

MARDI 10 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, L'oiseau de brume.
- 9 h 7. La matinale des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
- 10 h 45. Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2. Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Agora.
- 14 h 45. L'actualité.
- 14 h 5. Un livre, des voix : le Retour du divin, d'Audubert.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, Rubriques intranationales ; à 17 h, la raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : les Ethiopiennes.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
- 20 h. Dialogues : « pratique et critique de l'écriture », aujourd'hui, avec A. Compagnon et F. Marmande.
- 21 h 15. Semaines musicales d'Orléans : « caf' coco », avec L. Jarsky, alto, alto... avec G. Caussé, A. Flammer, J.-C. Henrici.
- 22 h 30. Nuits magiques.

MERCREDI 11 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, L'oiseau de brume.
- 9 h 7. La matinale des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
- 10 h 45. Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2. Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Agora.
- 14 h 45. L'actualité.
- 14 h 5. Un livre, des voix : l'École des parents et des enseignants.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, les cosmologies (les Celtes) ; à 16 h 10, Science ; à 17 h, la raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : les Ethiopiennes.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Perspectives scientifiques : Linguistiques fantastiques.
- 20 h. Cecil Taylor. Avec C. Taylor, S. Lacy, A. Silva.
- 22 h 30. Nuits magiques.

JEUDI 12 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, L'oiseau de brume.
- 9 h 7. La matinale des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
- 10 h 45. Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2. Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Agora.
- 14 h 45. L'actualité.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Un printemps froid », de D. Salleneuve.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, Enquête : la responsabilité ; à 17 h, la raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : les Ethiopiennes.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : Le cancer aujourd'hui.
- 22 h 30. Nuits magiques.

VENDREDI 13 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, Échec au hasard.
- 9 h 7. La matinale des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
- 10 h 45. Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2. Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Agora.
- 14 h 45. L'actualité.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Car enfin le vous aime », de P. Emmanuel.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, laboratoires ; à 16 h, les fonds régionaux ; à 17 h, la raison d'être.
- 17 h 32. L'actualité, magazine musical.
- 18 h 30. Feuilleton : « Le grand décri ».
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Présence des arts : exposition Balhaus au Centre Georges Pompidou.
- 20 h. L'autre scène, ou les vivants et les morts : questions sur la peinture, par P. Nemo (et à 22 h 05).
- 20 h 35. « Les Trois Mousquetaires », d'après A. Dumas, par le Théâtre national de Marseille (en liaison avec antenne 2).
- 22 h 30. Nuits magiques.

SAMEDI 14 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, L'oiseau de brume.
- 9 h 7. La matinale des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
- 10 h 45. Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2. Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Agora.
- 14 h 45. L'actualité.
- 14 h 5. Un livre, des voix : le Retour du divin, d'Audubert.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, Rubriques intranationales ; à 17 h, la raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : les Ethiopiennes.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
- 20 h. Dialogues : « pratique et critique de l'écriture », aujourd'hui, avec A. Compagnon et F. Marmande.
- 21 h 15. Semaines musicales d'Orléans : « caf' coco », avec L. Jarsky, alto, alto... avec G. Caussé, A. Flammer, J.-C. Henrici.
- 22 h 30. Nuits magiques.

DIMANCHE 15 JANVIER

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, L'oiseau de brume.
- 9 h 7. La matinale des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
- 10 h 45. Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2. Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Agora.
- 14 h 45. L'actualité.
- 14 h 5. Un livre, des voix : l'École des parents et des enseignants.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 20, les cosmologies (les Celtes) ; à 16 h 10, Science ; à 17 h, la raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : les Ethiopiennes.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Perspectives scientifiques : Linguistiques fantastiques.
- 20 h. Cecil Taylor. Avec C. Taylor, S. Lacy, A. Silva.
- 22 h 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 9 JANVIER

- 11 h 45. Fréquence de nuit : Les mots de François Xenakis ; à 2 h 28, Concert : œuvres de Stravinsky, Saint-Saëns, Tchaïkovski par l'Orchestre national de France.
- 6 h 2. Musique légère.
- 6 h 30. Musique de studio : œuvres de Schubert, Saint-Saëns.
- 7 h 10. Concert : Chopin.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Debussy, Wagner, Mahler, Janáček, Ravel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

MARDI 10 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

MERCREDI 11 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

JEUDI 12 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

JEUDI 12 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

VENDREDI 13 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

SAMEDI 14 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

DIMANCHE 15 JANVIER

- 6 h 2. Musique de studio.
- 7 h 10. Concert : A. Magnard.
- 7 h 45. Le Journal de musique.
- 8 h 12. Magazine de musique.
- 9 h 2. Le matin des musiciens : 50^e anniversaire de l'Orchestre national : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
- 12 h 5. La table d'écume.
- 12 h 35. Jazz : Bill Evans.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Liszt par Y. Henry, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. D'une oreille à l'autre : œuvres de Prokofiev, Pergolèse, Chaikovitch, Schubert, Mendelssohn.
- 17 h 5. Répères contemporains : G. Masson.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Concert : musiques traditionnelles - « Cante flamenco andalou ».
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct des Champs-Élysées) : Concerto grosso en ut majeur de Vivaldi, Concerto pour clavier en la mineur de Bach, Concerto grosso en si bémol majeur de Haendel par The English Concert, dir. T. Pinnock.
- 22 h 30. Fréquence de nuit.

A écouter

L'Orchestre national à cinquante ans

Cinq matinales de souvenirs où Philippe Morin retrace l'histoire de l'Orchestre national de France depuis sa création le 18 février 1934. On l'entendra d'abord parler d'Inghelbrecht, le chef, qui, jusqu'en 1944, fut le maître en place et d'imposer cette fonction créée par et pour la radio française : les années de guerre, autrement dit. Ensuite viendra Charles Münch ; première tournée aux États-Unis en 1948. Münch, bien décidé à associer la réputation internationale de la formation, partage son pupitre avec des « grands » comme Rosenthal, Desormière, Bour, Chytrý. Dès le début des années 50, les créations mondiales se multiplient. La R.T.F. fait ainsi découvrir Bartók et entendre Berg, elle accueille des solistes comme Walter Gieseking, Clara Haskil, William Primrose. Époque héroïque où le chef Inghelbrecht faisait merveille avec Debussy, époque où les musiciens de ce que l'on appelait pas encore « le National » se retrouvaient sous la bannière de compositeurs espagnols : Mendelssohn, Villa-Lobos, Milhaud ou... Stravinsky. Rien que ça !

Reste à savoir ce qui se passe aujourd'hui dans les rangs du National. L'orchestre, qui sonne si bien dès que Lorin Maazel revient le diriger, se fera entendre en direct du Théâtre des Champs-Élysées avec un pupitre Emmanuel Krivine : voilà

pour l'un des sept concerts maison prévus cette même semaine où l'autre formation rattachée à Radio-France, le NOP (Nouvel Orchestre philharmonique) voit arriver Mark Jankowski, son nouveau chef par intérim.

* Matin des musiciens : du lundi 9 au vendredi 13 janvier, de 9 heures à 12 heures.

* Sept concerts, dont un avec le Quatuor à cordes du National.

Trevor Pinnock en direct

Avison, Albion, Handel, Vivaldi, Bach : un programme « couru d'avance » pour le quatuor des concertos capricieux par le Théâtre des Champs-Élysées, l'ADEMMA et France-Musique. Après Christopher Hogwood, il y a quelques semaines, c'est une autre personnalité marquante de la musique baroque en Grande-Bretagne qui a été invitée : Trevor Pinnock n'est pas seulement le claviériste virtuose qui a joué les instruments historiques les plus précieux dans bien des pays. Depuis 1973, où il a fondé l'English Concert, une formation aujourd'hui composée de vingt musiciens, Trevor Pinnock affirme ses talents de directeur, ses choix d'interprétation, et impose sans peine une esthétique exigeante.

M. L. B.

* The English Concert, concert retransmis en direct des Champs-Élysées, France-Musique, lundi 9 janvier, 20 h 30.

Radips locales

Radio-Corsaire en sautoir : c'est le lundi 9 janvier à 12 heures que cette importante radio locale de Dunkerque passera en stéréo. Un fait important et un sérieux atout pour cette station dont l'ambition avouée n'est pas de concurrencer les autres radios locales mais plutôt de grignoter de plus en plus d'audience des grosses stations (R.T.L. notamment).

Financée par les associations, le comité de commerce, l'Union des commerçants et la ville de Dunkerque, Radio-Corsaire émet dans un demi-cercle de 30 kilomètres de rayon et mille habitants diversifiés : information, culture, divertissement.

La diversification : Avant tout de la musique. Du rock, bien sûr, même si la station accorde une place importante à la chanson française et flamande, ainsi qu'à l'folklore local.

L'information : L'équipe de rédaction de Radio-Corsaire propose chaque jour plusieurs rendez-vous avec l'actualité : de lundi au vendredi à 7 heures, 7 h 30, 8 heures, 12 h 30 et 18 h 30 ; le samedi à 8 heures, 9 heures, 10 heures, 11 heures et 12 heures et le dimanche à 9 heures. Des informations nationales émanant pour la plupart de l'Agence France-Presse, à laquelle la radio est abonnée et des nouvelles locales. Radio-Corsaire revendiquant sa vocation spécifique de radio locale, au service d'une population bien définie.

Le public : Il est l'invité de la station deux fois par semaine et peut, à loisir, visiter les studios et rencontrer animateurs et journalistes.

Un corsaire bien sympathique. (Radio-Corsaire, 93,8 MHz Dunkerque).

Relève Paris-Dakar : à l'occasion de ce relève, et pendant toute sa durée (jusqu'au 20 janvier), la Poste parisien organise un concours. Il suffit aux auditeurs de reporter le plus vite possible aux questionnaires posés sur le relais par les animateurs tous les jours entre 6 heures et 9 heures, 16 h 30 et 18 heures ainsi que le samedi et le dimanche matin pour gagner un transisteur en forme de jerrycan. Par ailleurs, la radio organise un tirage au sort de cartes postales envoyées à la station. Le gagnant pourra soit assister à l'arrivée du relève - puisqu'on lui remettra un billet d'avion Paris-Dakar, soit recevoir un téléviseur couleur. (La Poste parisien, 101 Mlle Paris 16^e, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - 562-72-00).

Stations nationales

R.M.C.

Des présentateurs permanents pour les journaux du matin. Depuis le 2 janvier, R.M.C. a légèrement modifié sa grille des programmes. Un présentateur permanent a été désigné pour chacun des journaux du matin : Jean-Yves Chaperon pour l'édition de 7 h, Bernard Spindler pour celle de 7 h 30, Jean-Pierre Delrain pour celle de 8 h, à laquelle participera chaque jour un invité. C'est Jean-Louis Filc qui remplacera Bernard Spindler à 13 h, René Lemaire étant chargé du journal de 18 h 30. Enfin, la chronique quotidienne de Georges Walter, à 7 h 25, est désormais supprimée. Un nouveau jeu musical, « L'air du temps » remplace, chaque matin, entre deux séquences d'information, l'ancien « trilogie ».

Radio bleue

Pêcheurs d'étoiles. Jolie pension que celle de ces musiciens qui passent leur vie à observer le ciel et cherchent à percer les secrets du système solaire. On les appelle astronomes, et c'est là, leur métier, mais combien d'amateurs, de rêveurs, de poètes qui aiment à scruter le ciel et se grisent des

mystères de cet univers infini ? C'est à eux que Radio bleue s'adresse, le temps de huit émissions, pendant lesquelles nos astronomes feront partager leur expérience, et présenteront un vaste panorama de la recherche astronomique française.

Audouin Dollfus donnera le coup d'envoi de cette série. L'est-il par l'un des astronomes qui ont observé, grâce à de nouvelles observations, des découvertes aussi importantes que celles du satellite Janus ou du système anneau de Saturne ? Huit autres « pêcheurs d'étoiles » lui succéderont : Jean Heidmann, dans un observatoire, Robert Béraud, à l'écoute des ondes émises par les étoiles, Jean-Paul Zahn, au pôle du Midi, Paul Couteau, spécialiste du curieux phénomène des étoiles doubles, Alphonse Floch, à la recherche des étoiles qui se déplacent à grande vitesse (et qui ne sont pas des étoiles filantes !), Marie-Joséphine Martres, spécialiste du Soleil, Michel Aurière, François Lévay. Une initiative astucieuse assurément. Les nuits d'hiver ne sont-elles pas répliquées les plus belles ?

* Petites ondes, sur toute la France, 86,5 KHz à Paris, le samedi, de 9 h à 9 h 30. Jusqu'au 25 février.

COMMUNICATION

MÉDIAS DU MONDE

James Bond

contre les pirates

La piraterie vidéo a fait perdre à l'industrie cinématographique 1 milliard de dollars en 1983. C'est le constat qui vient de faire la commission anti-piraterie des industries du cinéma aux États-Unis. Il faut, encore, ajouter à ce chiffre le piratage des programmes payants sur le câble, américain qui s'élevait, selon d'autres estimations, à 400 millions de dollars.

Le principal source de piratage se situe dans les pays d'Extrême-Orient et du Moyen-Orient, qui ne reconnaissent pas la législation internationale en matière de droits d'auteur. Les dispositifs électroniques censés empêcher le piratage des cassettes se sont révélés peu fiables. Les industriels américains considèrent aujourd'hui que le meilleur moyen de lutter contre ce fléau économique consiste, outre un renforcement de la répression pénale, à diffuser plus rapidement les films sur le marché mondial. Ainsi, le dernier film de James Bond, programmé dans les salles du monde entier en moins de deux mois, a réussi à prendre de vitesse d'éventuelles cassettes pirates.

« Le Jour d'après » à l'Est

Le Jour d'après, le célèbre téléfilm américain sur les effets d'une guerre nucléaire, a failli passer à la télévision polonaise. Programmé pour le 20 décembre dernier, l'émission a été annulée à la dernière minute pour être reprogrammée au mois de janvier. La Pologne n'est pas le seul pays de l'Est à avoir annulé le programme produit par A.B.C. La Bulgarie et la Tchécoslovaquie ont également demandé l'annulation, et des cassettes ont été envoyées en Union soviétique pour visionnage.

L'annulation, qui a touché aux États-Unis environ trente-huit millions de téléspectateurs, poursuit sa tournée en Europe. Quatre millions de personnes l'ont vue en Grande-Bretagne lors de sa programmation sur Granada T.V. En Allemagne de l'Ouest, le film est diffusé en salle de cinéma. Programmé dans cinquante-quatre salles au départ, le Jour d'après était diffusé, deux semaines après, dans cent quatre-vingt salles. La France, le Danemark, le Suède et le Japon attendent leur tour. Les distributeurs s'apprêtent à éditer des videocassettes, notamment pour le public scolaire. Autant de marchés qui rentabiliseront largement les 7 millions de dollars d'investissements.

ÉTATS-UNIS

Murdoch entre le câble et le satellite

M. Rupert Murdoch, le milliardaire australien magnat de la presse anglo-américaine, vient de finir l'année 1983 en beauté. Après avoir racheté le New York Post et le Chicago Sun Time, il a décidé de renforcer sa participation financière dans le groupe Warner Communications. M. Murdoch, qui a dépensé pour cela 85 millions de dollars, possède désormais 6,7 % du géant américain au lieu de 1 %. Warner Communications est un des leaders de la télévision par câble, par l'intermédiaire de sa filiale avec l'American Express (Warner Amex) et des jeux vidéo par l'intermédiaire de sa filiale Atari.

M. Murdoch entend diversifier les activités de son groupe dans l'audiovisuel : il s'intéresse donc au câble et au jeu vidéo, après avoir investi dans le satellite de télévision directe. Propriétaire de Satellite Television en Grande-Bretagne, il a aussi acheté aux États-Unis la firme Skyband, qui a obtenu l'autorisation de la commission fédérale des communications (F.C.C.) pour un service de télévision directe par satellite. Néanmoins, M. Murdoch a décidé de reporter en 1985 le lancement de ce dernier service, initialement prévu pour juin 1984.

SUISSE

Un réseau en fibres optiques

Les P.T.T. suisses viennent d'inaugurer à Marsens un premier réseau expérimental de télécommunication par fibres optiques. Ce réseau, qui relie trente-deux abonnés, leur offre sept programmes de télévision, sept programmes de radio et des services de télévoicemail, vidéoconférence et visio-phonie. Ce réseau expérimental a nécessité un investissement de 2,5 millions de francs suisses. Après six mois d'essais techniques, le réseau de Marsens deviendra opérationnel pour une durée de cinq ans.

JAPON

Camera poids plume

La société Sony vient de mettre au point une caméra vidéo, modèle qu'elle pèse qu'un kilo et mesure 107 x 137 x 218 mm. Le secret de cette extrême compacité, c'est le remplacement du tube classique de prise de vues par un système à transfert de charge (C.C.D.). Étudié depuis quelques années, cette nouvelle technique, permet aujourd'hui d'obtenir des images de même qualité que les caméras grand public classiques. Sony compte produire trois mille unités par mois, et prioritairement pour les marchés japonais et américains. Mais la firme japonaise utilisera aussi sa nouvelle caméra sans tube pour fabriquer des caméscopes, ces caméras logées dans un magnétoscope miniature et capables de fonctionner en parfaite autonomie.

GRANDE-BRETAGNE

La vidéodisque vend le micro-ordinateur

L.B.M. Europe vient de commander 500 lecteurs de vidéodisques interactifs à la société Philips. Le géant de l'informatique compte placer ces appareils chez ses revendeurs pour assurer la promotion de son micro-ordinateur domestique : le Personal Computer. Le programme de démonstration, qui mêlera film, dessin animé, images fixes et graphiques — a été réalisé par la société britannique EPIC Industrial Communications. La consultation du programme sera par l'intermédiaire d'un écran tactile développé par Cameron Communications.

L.B.M. utilise depuis longtemps les services de vidéodisque pour la formation de son personnel aux États-Unis. Le groupe s'était même lancé en 1979 dans la fabrication de disques optiques avec la société M.C.A. Mais devant les difficultés de cette technique de pointe, les deux partenaires ont mis fin à leur tentative en janvier 1982. Aujourd'hui, le vidéodisque interactif semble ouvrir un marché plus prometteur que le vidéodisque grand public. La première commande d'L.B.M. (qui se monte à 2 millions de livres) pourrait être suivie par d'autres, puisque la firme américaine compte sur un réseau d'un million de revendeurs en Europe pour son micro-ordinateur.

Câble et courses hippiques

Le Bureau international des clubs hippiques, responsable du marketing de quarante-trois des cinquante-neuf clubs hippiques d'Angleterre, est submergé de demandes de la part des producteurs de programmes et des exploitants de réseaux câblés. Ces derniers ont l'intention de retransmettre les courses en direct sur les réseaux câblés. Cet intérêt soudain pour l'amplification de la race chevaline est lié, bien entendu, aux possibilités de pari à domicile par système interactif. La société Rediffusion a déjà annoncé la mise en place d'un tel service, utilisant le câble et le système télétexte.

DEUX EXPÉRIENCES DE « MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE »

La télématique s'invente son futur

La télématique pour quoi faire ? A l'heure où les particuliers commencent à recevoir un terminal Minitel chez eux, beaucoup se demandent encore quel usage sera fait de ce nouveau moyen de communication. La réponse appartient, bien sûr, aux utilisateurs. Mais l'outil est encore trop neuf — moins de cent mille terminaux installés, à peine deux ans de fonctionnement — pour que l'on sache à quoi s'en tenir. Les experts sont donc à l'affût de toutes les expériences originales, espérant découvrir parmi elles celle qui donnera à la télématique grand public sa vocation.

Deux applications en cours paraissent à cet égard particulièrement intéressantes. Deux applications où la télématique permet de faire quelque chose de vraiment nouveau, qui n'était pas possible avant et qui ne ressemble donc pas simplement à l'automatisation d'une pratique manuelle. Du nouveau ?

Vous imaginez le gars de Besançon qui pose une question à son collègue de Reims, mais qui reçoit la réponse d'Orléans et qui en fait profiter le type de Lille ? Difficile à imaginer en effet. Sinon au prix d'un chassé-croisé épistolaire, ou de rencontres, embrouillés. Et puis, les collègues, quand on en a plus de huit cents éparpillés dans toute la France, quand on ne les connaît pas, qu'on ne sait pas qui détiendra la réponse à une question pressante, allez compter sur eux !

Avril 1983. L'un des principaux problèmes que ressentent les animateurs des missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes est difficile. À l'heure de la mise d'octobre de l'année précédente, était celui de la communication. Non pas avec les jeunes ou avec les organismes publics et privés entre lesquels les missions servent de relais, mais entre soi. Pas facile, en effet, de faire face aux centaines de demandes en tout genre adressées par des jeunes en proie à des problèmes divers : autant de cas particuliers (le Monde du 7 décembre).

A chaque mission sa rubrique

La connaissance des textes de loi, des directives ministérielles ou des dispositions municipales, celle des bonnes adresses, ne suffit pas. Devant les problèmes auxquels les missions ont surtout besoin de savoir comment agir, explique Gaëtan Cambra, qui dirige la délégation interministérielle, structure légère chargée de coordonner et d'appuyer les missions locales, depuis Paris.

En prise directe avec des réalités très concrètes, ce sont des solutions pragmatiques et rapidement applicables dont vous avez besoin. Des trucs. En jeu, un numéro un des missions locales au plan national : valoriser l'acquis des expériences de chacun et s'en servir. Une question d'organisation à la

quelle pourvoie la télématique d'une façon inattendue et efficace, semble-t-il, et qui n'est pas sans remettre un peu en cause des ordres établis.

Le principe du système télématique repose sur les missions locales est celui d'un « forum » sur réseau. A la base : un logiciel de « messagerie électronique ». Concrètement, les missions locales sont chacune équipées d'un Minitel qui se branche normalement sur le réseau téléphonique. Pour pénétrer le « forum », c'est-à-dire un ordinateur, il suffit de composer le numéro de « serveur », en l'occurrence France-câble et radio (filiale des P.T.T.).

Habituellement, les différents abonnés à un système de messagerie possèdent chacun une « boîte aux lettres », en fait un espace-mémoire. Chacun est donc censé « relayer » de temps à autre son « courrier » et à la possibilité d'adresser un message à un ou plusieurs autres correspondants, simultanément ou non, intégralement ou pas, selon ce qu'il veut dire à tel ou tel. On peut se mettre en position de « relayer » pendant une certaine durée, convenue entre plusieurs correspondants, et converser par écran interposé en temps réel. La messagerie ressemble alors plutôt à une téléconférence informelle.

Les missions et la délégation nationale se sont bel et bien abonnées à une « messagerie électronique », mais ne s'en servent pas d'une façon courante. « À quoi cela servirait-il que quatre-vingt-sept missions aient chacune leur « boîte aux lettres » ? Il n'y aurait que des conversations particulières, qui limiteraient les possibilités d'échanges ou des conversations trop larges, qui les rendraient impossibles », remarque Martine Lacabanne, chargée de mission, détachée par l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie (IDATE).

A qui, en effet, la mission locale de Montbéliard pouvait-elle demander des renseignements sur la formation de seller-bouillier ? Qui pouvait dire à tel autre mission en Bourgogne comment faire passer gratuitement un bilan de santé à un jeune qui, théoriquement, n'y avait pas droit ? Au lieu d'avoir des boîtes nominatives, on a donc ouvert des « dossiers ». Une quinzaine de rubriques où paraissent les messages en fonction du problème posé : logement, transport, loisirs, santé, formation, emploi, coopération, création d'activité, milieu rural, etc.

Chaque dossier est plus particulièrement pris en charge par une mission qui répartit les messages contenant des questions ou des réponses dans des « sous-dossiers » plus précis. Ce système est évidemment accessible à tout le monde et constitue une manière de banque de données. Un fonds qui est consultable par chacun au moment où il est lui-même confronté à un problème sur le terrain. Les questions fraîches sont isolées des plus anciennes pour faciliter le suivi de l'actualité.

La mission de Montbéliard a donc trouvé ainsi, un matin, dans le

« dossier » formation le message suivant : « Il existe un certificat de bachelier inclus dans une formation aux métiers du tourisme équestre au centre régional des enseignements touristiques, à la chambre de commerce et d'industrie de Briançon. Adresse, téléphone, etc. » C'est quelqu'un de la mission locale d'Avignon qui le savait. C'est par contre de Béthune qu'est venue la réponse à la question de la Bourgogne : « Le préfet ou le sous-préfet peut négocier avec la Sécurité sociale la prise en charge d'un bilan de santé pour jeunes ».

« L'intelligence collective »

L'intérêt de n'avoir pas constitué simplement une banque de données traditionnelle alimentée en amont par un « producteur » d'information unique est flagrant. Un « producteur » « organisme » en général ses informations selon un seul et même schéma. Aux utilisateurs de se débrouiller. Inversement, il ne pourrait pas prétendre tenir compte des expériences de toutes les missions locales. Il faudrait faire « remonter » des informations — les quelles et comment ? — pour les trier, les classer. On retomberait inévitablement dans une sorte de « guide » soit trop précis pour intéresser d'autres, soit trop général.

En l'occurrence, chacun peut, si besoin est, profiter des expériences des autres sur le tas ; et, bien entendu, « relayer ». Éventuellement, l'échange télématique par une correspondance plus fournie. « Nous avons atteint notre but de faire travailler les gens ensemble, bien que répartis sur tout le territoire. En six mois il y a eu mille trois cents messages », commente Gaëtan Cambra, qui évoque l'« intelligence collective » des missions. Ce mode de communication par réseau, qui n'interdit nullement la consultation de banques de données classiques, pour une meilleure connaissance de la réglementation, par exemple, aboutit aussi à l'instauration de « circuits courts » de distribution de l'information, qui peuvent devenir de véritables courts-circuits. « Les animateurs des missions n'ont pas pour seuls interlocuteurs capables de délivrer l'information, les autorités de tutelles municipales ou préfectorales », remarque un membre de la délégation parisienne. Ils peuvent au contraire se tourner vers elles en disant : à tel endroit, une mission a fait ceci. Avec tel financement reposant sur un mécanisme auquel on n'aurait pas pensé sans que d'autres aient soufflé l'idée. Et pourquoi pas moi ? C'est une coupure avec la dépendance liée au cheminement habituel de l'information descendante et montante » (1).

Cette expérience, qui tient des usages informatiques et télématiques de banque de données ou de messagerie traditionnelle tout en rompant avec eux, n'est pas la seule. L'Association des maires de grandes villes de France (A.M.G.V.F.) est en train de bâtir

un système semblable sur plusieurs points.

Les grandes villes s'entraident

Oredic est un système d'« échanges d'expériences » et de « préoccupations » fonctionnant aussi sur la base d'un logiciel de messagerie — également accessible par Minitel — tout à Télématiques (filiale de France-Câble et radio). Une première phase d'essai et de mise en route a eu lieu entre mai et décembre 1983 avec les municipalités de Metz, Montbéliard, Lyon et Le Mans. La principale différence avec les missions d'aide aux jeunes en difficulté réside dans l'affectation des « boîtes aux lettres », qui restent, dans ce cas, nominatives. C'est-à-dire qu'une ville s'adresse à telle autre pour lui demander conseil ou répondre à une question.

Chaque municipalité alimente, en outre, un fonds documentaire avec les informations qui relèvent ses expériences et qu'elle juge utiles *a priori*, de transmettre aux autres. Oredic est encore associée à une banque de données d'informations financières, Mial-Réfil, qui permet surtout l'établissement de ratios comparatifs entre communes. Si cette dernière est accessible à chaque municipalité, le système de communication ne le sera qu'après la deuxième phase d'essai prévue pour l'année 1984 avec treize villes au total (2).

Ainsi apparaissent peu à peu des utilisations de la télématique auxquelles on ne songeait pas il y a encore un an ou deux, alors que la décision de généraliser le système de télématique public Téfél était déjà prise. Lorsque les Minitels seront plus largement répandus, d'autres groupements, ou associations d'intérêts, découvriront-ils des applications qui leur permettront un type de communication original ?

Les P.M.E. échangeront-elles leurs problèmes de sous-traitance, les agriculteurs leurs expériences avec les banques et les coopératives, les syndicats leurs stratégies de lutte, les patrons leurs méthodes de management, les usagers des services publics leurs déboires, les services publics leurs cas difficiles, les magistrats leurs doutes, les acheteurs chercheront-ils des vendeurs, toujours en exploitant les possibilités de tri rapides de l'ordinateur ? Qui sait ? La télématique commence à peine à être appropriée par ceux qui lui donneront peut-être demain un visage.

ÉRIC ROHDE.

(1) L'expérience de communication des missions locales et de la délégation interministérielle, financée par l'Agence de l'Informatique, représente un budget de 300 000 francs.

(2) Le coût du développement d'Oredic — qui associe, outre l'A.M.G.V.F., la ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et le ministre délégué aux P.T.T., la S.C.E.T. de la Caisse des dépôts et consignations ainsi que l'Agence de l'Informatique — s'élevait à 1,3 million de francs.

VIDEOCASSETTES SELECTION

K8 Spectacles

« Au lieu d'une cassette vierge, achetez plutôt une K8, c'est plus malin. » C'est à peu près le langage que tiennent les promoteurs de cette cassette aux possesseurs de magnétoscopes. Le principe est connu : pour le prix d'une cassette vierge, K8 Spectacles offre un programme éditée après usage.

Côté programme, cela vous donne droit tous les deux mois à une information sur les nouveautés cinématographiques et vidéo, ainsi que sur les programmes de télévision susceptibles de figurer dans votre vidéothèque. Pour éviter la répétition lassante de bandes annonces, le programme est émaillé de rubriques magazines, des clips de mois aux idées de cadeaux. Les reportages sont signés par Sygma, la post-production par Transatlantic Vidéo, le tout est présenté par Véronique Drucker. Même si ce n'est pas cher, on n'a pas affaire à des amateurs et le résultat est agréable à regarder.

Côté cassette, il s'agit au choix d'une V.H.S. de trois heures, fabriquée par P.D. Magnetics (filiale de Dupont de Nemours), ou d'une Betamax, version Sony Dynamicon. Là aussi, c'est de la bonne qualité.

* K8 Spectacles, édité et distribué par K8 câble télévision production : 11, square du Roule, 92200 Neuilly.

« Le Trou de la vierge »

Sous ce titre prometteur, Philippe Sollers se livre à une très longue improvisation en direct sur l'art, le sexe et le corps. Au rythme d'un mot avancé méthodiquement toutes les cinq secondes, l'écrivain vole au secours de la libération de la femme, jette un pont définitif entre la théologie et la peinture de Picasso, et joue allègrement sur le signifiant. Cet exercice original de littérature électronique passera peut-être à la postérité comme un témoignage

sur la vie culturelle parisienne de cette fin de siècle. En attendant, il intéressera certainement les inconditionnels de l'auteur de Femmes.

En complément de programme, encore du Sollers, mais à un autre rythme, torrentiel celui-là. Les yeux fixés sur la caméra, à la manière d'un présentateur du journal télévisé, l'écrivain lit sur le prompter des extraits de Paradis. D'ailleurs, il défient des images de Venise et d'ailleurs. On se laisse emporter par cette avalanche de mots, inouïe — au sens strict — à la télévision. Effet incantatoire garanti.

* Le Trou de la vierge et Paradis, une réalisation de Jean-Paul Fargier. Édité et distribué par Arts Press.

Films

Le Témoin, de Jean-Pierre Mocky, avec Alberto Sordi et Phi-

lippe Noiret. Édité et distribué par R.C.V.

Le Gang des otages, d'Edouard Molinaro, avec Bulle Ogier et Daniel Gauchy. Édité et distribué par G.C.R.

L'Ouragan de la vengeance, de Monte Hellman, avec Jack Nicholson. Édité et distribué par G.C.C.

La Palombière, de Jean-Pierre Denis, avec Jean-Claude Bourbault et Christiane Miller. Édité par Sunset Vidéo et distribué par G.C.R.

Le Désert des Tartares, de Valerio Zurlini, avec Vittorio Gassman, Jacques Perrin, Laurent Terzieff et Jean-Louis Trintignant. Édité par Cinéthèque.

Far-West 89, de Roy Enright, avec Randolph Scott et Robert Ryan. Édité et distribué par Cinéthèque.

Personne n'est parfait, de Pascal Festa Campanile, avec Ornella Muti. Édité et distribué par U.S. Vidéo.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Californian histori

مقداد من الاميل



DANIEL THIERRY

ENTRETIEN

Carlo Ginzburg historien, chasseur et détective

Carlo Ginzburg voudrait appliquer à l'histoire la méthode des chasseurs ou des détectives : c'est à partir des empreintes, des indices minuscules qu'on peut espérer traquer la vérité.

CARLO GINZBURG, qui est né à Turin en 1939, enseigne maintenant à Bologne. Historien, il a travaillé sur la sorcellerie (*Les Batailles nocturnes*, Verdier), sur la culture populaire du seizième siècle (*Le Fromage et les vers*, Flammarion). On vient de traduire son *Enquête sur Piero della Francesca* (Flammarion), un livre où il se fait amateur d'énigmes : les datations, les identifications des personnages, les sujets, les toiles y sont déchiffrés à partir d'indices, minimes en apparence. Deux mains qui s'étreignent, la forme d'un chapeau, un profil, une écharpe, révèlent de fascinantes implications politiques et religieuses.

Carlo Ginzburg bouscule le métier d'historien. Epistémologue, il fait appel à des indices, à des traces et à des pistes (1). Il aime dessiner des analogies entre sa méthode et celles de Sherlock Holmes, de Freud ou de Morelli, qui, au siècle dernier, avait modifié la technique des attributions de tableaux (à partir de « détails » comme les lobes d'oreille, les auréoles, les formes des poutres, il avait réussi à démontrer que la Vénus de Dresde n'était pas de Titien, mais de Giorgione).

Avec une érudition extrême, Ginzburg, qui pratique la méthode de l'indice, voudrait retrouver l'habileté des chasseurs, qui savaient lire les déplacements de leurs proies à partir d'empreintes, de branches cassées, de touffes de poil, de plumes. Ces indices

permettent peut-être d'inventer une nouvelle façon de faire de l'histoire.

« Votre mère est romancière. L'historien ainsi se pose la question du récit... »

« Avant de me consacrer à l'histoire, j'ai, en effet, eu la tentation du roman. Ce qui a décidé de ma carrière, ce fut la lecture des *Rois thaumaturges*, de Marc Bloch. Il avait trouvé de formidables indices. Le pouvoir de guérir les écouilles des rois de France et d'Angleterre avait jusqu'à lui été peu interrogé. A travers ce « détail », Bloch a pu retrouver l'une des racines profondes de la royauté qui a duré jusqu'à Charles X. J'ai souvent été intéressé par des sujets un peu « marginaux ». Dans *Les Batailles nocturnes*, j'ai tenté de décrire comment une secte onirique qui prétendait se battre contre les sorcières était devenue une secte de sorciers véritables sous la pression des inquisiteurs.

« Dans plusieurs textes, vous insistez sur la question de la preuve. Or vous étudiez des champs dans lesquels on a souvent du mal à faire la preuve. Tantôt on n'a presque pas de trace, tantôt on en a beaucoup, mais elles sont contradictoires... »

« On est là devant la question de la hiérarchie des pertinences. Étudier un meunier du seizième siècle à partir des procès renvoie à la question du document. Pourquoi consacrer un livre à un

meunier hérétique, alors que, dans un autre ouvrage, on ne lui aurait consacré qu'une note ? Quand on transforme une note en livre, on modifie les hiérarchies. On retrouve les questions que formule Thomas Kuhn. Il arrive que des « cas marginaux » deviennent centraux, si l'on sait modifier les paradigmes.

« Vous avez travaillé sur des domaines qui ont longtemps été exclus du champ historique. Vous soulignez que... comme en physique... on s'est longtemps méfié du sensible... »

« Faire référence aux modifications épistémologiques introduites par Galilée est étonnant. Pourtant, il s'agit aussi d'essayer de changer le statut de la preuve. Mais il ne faut pas opposer à la rigueur du modèle quantitatif un modèle impressionniste. Au contraire, je voudrais élaborer une rigueur différente. Quand on parle de preuve, on pense souvent que les mêmes critères de rigueur sont valables dans l'ensemble d'une discipline. Or il n'en est rien. Ce qui est une preuve pour un démographe ne l'est pas pour un historien de l'art ou pour un historien politique. De plus, ce qui est prouvé pour un médiéviste ne relève pas du même système que ce qui est mis en avant par un praticien de l'histoire ancienne.

« Il s'agit donc d'élaborer des statuts régionaux des preuves ? »

« En un sens. On voit bien que la sacro-sainte question des documents pose une quantité de problèmes. Bien sûr, l'on doit partir de preuves empiriques. Et l'on pourra toujours m'objecter que, si j'étudie un meunier, je vais retrouver dans ses écrits des idées qu'il aurait empruntées à l'élite cultivée.

« Vous avez emprunté votre notion de trace au savoir-faire des chasseurs qui reconstruisaient une trajectoire à partir de l'empreinte d'un pas. »

« En effet, nous ne devons pas nous cantonner aux seules preuves écrites... »

Le pape et le meunier

« Vous aimez citer Giovanni Morelli, Conan Doyle et Freud. Tous les trois partiraient de détails qui, avant eux, n'auraient pas été pris en compte... »

« Morelli, ce connaisseur italien, a bouleversé le catalogue de la peinture. Il voulait déceler les copies des originaux. A partir de l'analyse des lobes d'oreille, il a obtenu des résultats étonnants. Il

nous a fait remarquer que certains traits étaient évidents pour les copistes, mais qu'ils faisaient moins attention à des détails des secondsaires. Copier le sourire de Léonard ou les yeux de Péruce, c'était évident. Mais les copistes « oubliaient » les détails. Or, c'est à partir de ceux-ci que tout se révèle ; c'est à partir d'un détail oublié que l'on va découvrir l'assassin ! De plus, dans son *Molte*, Freud dit — dans une note — qu'il s'est inspiré, pour construire la méthode psychanalytique, de Morelli.

« L'histoire est en ce moment une discipline extraordinairement vivante. L'histoire lente s'est opposée à l'histoire massive. Vous acceptez cette méthode et, pourtant, vous mettez l'accent sur le singulier, l'individuel... »

« Il ne s'agit pas de proposer une histoire des individus qui serait analogue à la vieille histoire politique, de substituer des meuniers aux rois. Je voudrais enrichir l'histoire lente en montrant qu'il existe des phénomènes qui ont pu paraître marginaux — et qui l'ont été dans leur temps — mais qui ont mobilisé de nombreuses instances. En 1599, c'est le pape Grégoire VIII lui-même qui a décidé de la mort du meunier hérétique.

« Les traces de votre meunier frisonnais envoyés au bûcher par l'Inquisition étaient doublement cachées. La documentation était rare, et elle n'intéressait pas grand monde... »

« On retrouve le problème de la hiérarchie des sources. De fait, on n'avait pas assez exploité les procès de l'Inquisition. Quand j'ai commencé à les étudier, dans les années 60, je suis allé dans les archives de la curie d'Udine. J'étais l'un des premiers à travailler sur ces archives fermées. Pour entrer, il m'a d'ailleurs fallu montrer un petit papier qui valait mes mérites. A ce moment-là, j'ai pensé à une scène des *Trois Mousquetaires* où l'on certifie la valeur de d'Artagnan ! L'archiviste m'a donc ouvert ses trésors poussiéreux. Avant, les érudits n'avaient pas vraiment utilisé ces sources. Au reste, il s'agit moins de trouver des documents que de décider qu'ils peuvent être importants.

« On s'était parfois intéressé aux procès de l'Inquisition, mais dans une perspective confessionnelle. Certains chercheurs protestants avaient écrit des histoires des réformés italiens. Des ecclésiastiques avaient voulu démontrer, à

partir de ces sources, qu'on était là devant des phénomènes de superstition marginaux, pas très convenables.

« Comment décider que la cosmogonie de ce meunier — qui descend de la Bible, de Dieu, des anges — est importante ? »

« Au moment où je travaillais sur la sorcellerie, j'avais découvert un procès contre quelqu'un qui prétendait que l'univers était né de la pourriture. Cela m'a marqué, puis je l'ai un peu oublié. Plusieurs années après, cette note, singulière, étrange, m'est revenue en mémoire. Pourquoi me suis-je vraiment intéressé à cette anomalie ? Je répondrai en citant l'un de mes professeurs, qui aimait raconter sa rencontre avec deux romanistes français. L'un était un farfelu barbu passionné d'exceptions qui disait souvent : « C'est bizarre ». L'autre était très rationnel — et chauve. Il aimait « ce qui était satisfaisant pour l'esprit ». En fait, avec mon meunier, j'ai voulu réconcilier les écoles de l'anomalie et de l'analyse. Il ne suffit pas de trouver du bizarre, il faut également montrer comment ce singulier-là est possible ! »

Le peintre

et ses commanditaires

« Votre meunier avance que tout est chaos, que la terre, l'air, l'eau et le feu font masse. Les vers qui apparaissent dans le fromage sont les anges de la Très Sainte Majesté. Mais il sait aussi du latin... »

« Oui, il est imprégné d'une certaine culture. Pourtant, ce qui m'intéresse, plus que la bizarrerie, c'est l'incarnation du singulier. L'idée que le monde naît de la pourriture m'avait fait penser au retable de Grünewald où l'on retrouve l'écho d'un univers qui naît du pourri... »

« Après vous être intéressé aux acteurs de « l'histoire d'un bas », vous avez consacré une étude à Piero della Francesca, qui est une incarnation de la culture savante... »

« Piero n'est vraiment devenu célèbre qu'à partir de la fin du dix-neuvième siècle. Certes, il est, depuis, devenu l'emblème du peintre savant et sensible.

CHRISTIAN DESCAMPS.

(Lire la suite page XIV.)

(1) Cf. *Le Débat*, n° 6 et 17.

ENTRETIEN

Carlo Ginzburg historien, chasseur et détective

(Suite de la page XIII.)

« En somme, j'ai eu envie de poser une question qui n'avait pas encore été étudiée ; celle des rapports du peintre avec ses commanditaires. On ne possède pas certains traits ».

« En rendant hommage à Warburg, vous étudiez donc trois œuvres : le Baptême du Christ, les fresques d'Arezzo et la Flagellation. Vous retrouvez des liens entre elles ».

« L'un de ces liens, c'est Giovanni Bacci. On savait que les Bacci, des commanditaires, avaient financé le cycle. En croisant des informations sur ces personnages à partir de l'histoire de l'art et de l'histoire de l'humanisme, j'ai pu remon-

ter jusqu'aux milieux humanistes de Rome ».

« Vous utilisez une multitude de détails concrets. Par exemple, dans les fresques d'Arezzo, vous remarquez que le personnage de Constantin est un portrait réalisé d'après une médaille qui représente Jean VIII Paléologue ».

« Cet empereur byzantin était, en effet, venu en Italie, en 1438, pour un concile qui préparait une réunion des Eglises d'Orient et d'Occident. Je me suis demandé pourquoi on retrouvait le portrait de cet empereur sur la fresque. J'ai voulu découvrir les liens complexes entre Piero et son milieu. J'ai alors re-

contré le thème de la croisade. J'ai donc

reconstitué un réseau chronologique serré. Il tiendra jusqu'à ce que l'on m'oppose des contre-exemples !

L'hypothèse du jeune homme mort

« Certaines de vos affirmations relèvent, en effet, de la probabilité. En ce qui concerne la Flagellation, vous avancez que le jeune homme mort qui se trouve au premier rang est le fils illégitime de Federico de Montefeltro. De plus, vous dites que s'il est impossible, c'est qu'il est mort !

« L'histoire, comme la physique, ne peut refaire l'expérience du temps. La plus grande rigueur retrouve, aussi, la probabilité. Je ne demande pas que l'on accepte toutes mes démonstrations de façon globale. Je crois que j'ai pu près établir que la Flagellation est un appel à la croisade. Quant au jeune homme, on sait qu'il est mort à dix-sept ans. On connaît aussi l'affection que lui portait son père. Certes, mon hypothèse du « jeune homme mort » est moins certaine que le reste. Mais j'y tiens, car j'ai abouti à ce résultat après une chaîne complexe ».

« Pour vous, l'histoire connaît-elle donc des hiérarchies de probabilités, des régimes de vérité ?

« Avec la chronologie, on a l'impression d'avoir des assurances. Mais si l'on s'attache au style, on voit clairement que l'on ne sait jamais d'une façon certaine la vitesse avec laquelle un peintre change son style ».

« Vous avez, dans vos travaux récents, pratiqué une interdisciplinarité, souvent conflictuelle, avec les historiens de l'art ».

« J'ai lutté sur plusieurs fronts. Contre l'icônographie sauvage, contre les historiens de l'art qui ne se posent que des problèmes de styles ou de chronologies, mais aussi contre une sociologie primaire qui prétendait réduire l'art. Faire de Piero un peintre de l'ombre agricole est un peu mince ! Dès qu'on touche à une peinture, on se rend compte qu'établir une date soulève des questions extraordinairement complexes ».

« Vous insistez énormément sur la méthode en sachant que celle-ci ne suffit jamais ».

« Bien sûr, entre une recette de cuisine et la réalisation d'un plat, il y a tout un univers. Toutefois, je ne refuse aucune des formes de la scientificité la plus contemporaine. J'ai d'ailleurs une immense admiration pour un historien de l'art comme Roberto Longhi. L'art est de l'importance aux travaux de Panofsky, de Gombrich... J'ai regretté

de ne pas suivre l'enseignement de Longhi. Il aimait jouer avec ses étudiants. Il leur demandait de lui montrer la photographie d'un détail de tableau. Il s'amusait alors à identifier l'auteur ou l'école. Ce jeu-là, cette maîtrise fascinante — était tout à fait rationnel, mais il supposait aussi un talent de « sorcier », de poète ».

« On retrouverait la l'interrogation d'Aristote, qui disait dans la Poétique : « Le propre du poète ce n'est pas de dire ce qui a eu lieu réellement, mais ce qui pourrait avoir lieu dans l'ordre du vraisemblable, du nécessaire ». L'historien dirait ce qui a eu lieu, l'auteur ce qui pourrait avoir lieu ».

« On n'en aura jamais fini avec cette interrogation décisive. Au fond, il s'agit du statut philosophique de l'histoire, du rapport toujours actuel de ces disciplines. Il serait vraiment naïf de penser que l'histoire ne relève toujours que du « certain ». La formation du vraisemblable doit nous intéresser aussi ».

« Thucydide soulignait déjà l'importance des conjectures. Si l'on reformule, paradoxalement, l'idée d'Aristote, l'on pourrait dire que nous sommes encore à essayer de constituer une science du particulier. Au moins savons-nous que le singulier, celui du mouleur ou du peintre, implique la série, le possible, le contexte ».

CHRISTIAN DESCAMPS.

MODE

Jeux de guerre et de pouvoir

« A mode ce n'est pas grand-chose. On se place bien souvent au-dessus. Pourtant La Bruyère l'admettait déjà : tout est mode. Aujourd'hui Olivier Burgelin le confirme, mais, histoire de remettre cette amazone à sa place, il précise : « Tout est mode seulement dans la mesure où tout est vêtu, c'est-à-dire apparencé » (1).

Le chef de l'Etat nous affirme qu'il n'y a pas de secteurs condamnés, mais des techniques dépassées, c'est-à-dire démodées... Ce n'est plus dans le domaine du vêtement que le pouvoir de la mode est le plus impérieux, mais dans celui de la technologie, plus particulièrement militaire. Sans arrêt, à très grands frais, on renouvelle ses arsenaux, sa logistique, alors que l'on ne s'est même pas encore servi de ce que l'on renouvelle. Pourquoi ? Parce que tout cela est obsolète, dit-on, c'est-à-dire tombé en désuétude. N'est-ce pas le comble de la mode ? Cette logistique destructrice n'est-elle que le vêtement de notre civilisation technologico-industrielle pour qu'on en change comme de chemise ?

Moraliste, Olivier Burgelin aurait bien aimé cantonner la mode dans le domaine inoffensif du futile, de l'épidermique, mais force lui est, après d'autres, de constater que la nébuleuse de la mode est en expansion et qu'elle ne se contente pas de s'emparer de l'apparence ; elle agit en profondeur. Mais est-ce si nouveau que cela ? La mode a-t-elle jamais été innocente ?

A lire l'ouvrage exceptionnel de Grazia Butazzi, la Mode, art, histoire et société (2), à parcourir l'étonnant Premier Vestiaire pour l'histoire du costume masculin (3), la mode apparaît comme une arme redoutable, un art de la stratégie dissuasive.

Grazia Butazzi remarque que « le pouvoir suprême, pour qui est soumis, se « revêt » ou s'enveloppe de quelque chose : de majesté, d'autorité, de dignité, etc., et cette dimension idéale se

concrétise en une apparence physique où les vêtements constituent l'expression la plus immédiate de la supériorité ».

Par la magnificence de son appareil, qu'elle soit sévère ou luxuriante, le seigneur, l'aristocrate, n'entendait pas plaire ou charmer, mais vaincre, subjuguier, inferioriser. La distance énorme qui séparait son costume de celui de ses sujets signifiait sa hauteur, sa grandeur, sa puissance, sa richesse, sa faculté de prévoir et le plaçait au-dessus du commun. Sa suite — sa cour — devait l'imiter pour n'apparaître que comme une simple émanation de la splendeur seigneuriale, une nuée étincelante à sa gloire. Pour la même raison, le prince s'entourait de gens de lettres, d'historiens, d'artistes illustres, d'architectes prestigieux. Le prince voulait étonner au sens ancien, jupitérien du terme.

Ce décorum n'était pas décoratif au sens où nous l'entendons aujourd'hui : il était un outil de domination. Il dissuadait quiconque de mettre en doute la supériorité princière. Que le prince ait été ou non véritablement supérieur importait peu. L'évidence du paraître plus que l'essence pouvait convaincre les simples, la rotture, les illettrés. Sa superbe n'était « que fiction au service de la feinte, une ruse prédatrice pour capter la créance, une arme pour accrocher ou crocheter l'assentiment ». L'ignorance, et plus encore la méconnaissance ambiante maintenue, entretenue, faisait que cela fonctionnait. Dans ce contexte, on comprend Tolstoï quand il annonce que « l'art n'est qu'un vaste système de corruption, une superstition intéressée de l'élite dominante dans la jouissance égoïste ».

Un mélange de sévérité et d'ironie

La Russie ne vivait pas le même temps que l'Italie ou la France bien que sur la même planète... Virent la Réforme en Allemagne, la révolution industrielle en Grande-Bretagne, la Révolution de 1789 en France et la Déclaration des droits de l'homme aux Etats-Unis et en France... Le pouvoir échappe aux anciennes aristocraties, il glisse vers les puissances financières, commerciales, industrielles. Il n'y a plus de princes et de sujets, mais un capital et des clients : salariat, prolétariat... C'est le triomphe du charme discret de la haute bourgeoisie, du haut fonctionariat de l'intelligentsia financière, foncière, universitaire. C'est un charme académique, un mélange de sévérité, d'ironie, et de piquant. L'art devient ornemental, décoratif. Contre le pouvoir qui voudrait tout subvertir, aux sources du dix-neuvième siècle, Goethe déclare : « La nature et l'art sont trop grands pour avoir des buts ; ils n'en ont pas besoin, car tout se tient, et cet enchaînement c'est la vie ».

En 1984, Henri Laborit, dans un autre langage, amplifie la déclaration de Goethe : c'est l'être tout entier qui n'a pas besoin de but, « la seule fonction de

l'être c'est d'être ». La nudité n'est plus honteuse. On se demande si les sauvages qui vont tout nus sont plus heureux ou malheureux que nous... Tristes tropiques ? Entre Goethe et Henri Laborit beaucoup de choses se sont passées : Karl Marx, révolution d'Octobre, Freud, Jung, l'accélération et l'amplification des moyens de communications et de transports, l'éducation obligatoire, les guerres mondiales, le cinéma, la télévision, Hiroshima, la décolonisation, la révolution technologique...

C'est le divorce du pouvoir avec un certain paraître, avec les arts et les lettres, et son mariage avec la science, la technologie, qui sont devenues les instruments de sa puissance. Ce que Tolstoï disait hier de l'art ne le dirait-il pas aujourd'hui de la science appliquée, de la micro-informatique et de tout le bazar de pointe ? Cette science n'est-elle pas, bien souvent, une feinte, une ruse prédatrice pour capter la créance, accrocher ou crocheter l'assentiment, détourner l'attention des problèmes réels ? On a marché sur la Lune, on envoie des satellites dans l'espace, mais l'on meurt encore de faim sur la planète. Le chômage, l'humiliation, y sont le lot de la majorité...

Délaissés par le pouvoir, l'art, la mode sont devenus existentiels. Un nouvel humanisme contre le machinisme. Subversifs, ils n'ont cessé de brouiller la programmation, la standardisation, le rêve de la société industrielle. Post-moderne, post-rationnelle, farouchement individualiste, la mode aujourd'hui est une radicale volonté de subvertir la conscience dominante, avec ses rapports sociaux et ses rapports de production. Libre du pouvoir, la mode est une fête, un spectacle, un libre choix. Et, parce que la modernité dont elle a été l'étendard ne l'est plus et nous est imposée inéluctablement, la mode prend ses distances par rapport à celle-ci.

Aux dernières présentations d'Issey Miyake, de Jean-Paul Gaultier, de Thierry Mugler, de Montana, de Beretta, de Dorothée Bis, de Jean-Charles de Castelbajac... mais surtout à la fête de la mode donnée par Kenzo au château de Maisons-Laffitte, on a pu voir la mode telle qu'en elle-même. On a pu la voir révéler les cultures, les civilisations. Elle les trahit, les enchevêtre, les amalgame à l'actualité la plus grave pour nous dire : avec leurs codes, leurs usages, leurs grammaires, elles ne sont que des vêtements. C'est nous qui les avons engendrés, non l'inverse. Oui, les civilisations sont mortelles, mais nous, la vie, nous demeurons, nous recommandons toujours. Du bout des yeux, on pouvait sentir toute la puissance de ce commencement.

MOHAND MESTRI.

(1) - La Mode, Traverses 3. C.C.I. Editions de Minuit.
(2) Hachette.
(3) Jacques Dumasse éditeur, 61, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

POESIE

CLAUDE BEAUSOLEIL

Claude Beausoleil est né en 1946 à Montréal. Il collabore à la revue *Jungle*. Prologue, il a notamment publié : *Intrusion nocturne* (Editions du Jour), *Les Marges du désir* (Editions du Coin), *La Surface du paysage* (V.L.B., éditeur), *Souffrir la ville* (R.C.), *Dans le mystère vivant comme d'une éponge* (Ecrits des forges, Trois rivières), *Concrete City* (Garnica Editions) et *D'autres sourires de stars* (Le Castor astral).

Hanté par le cœur des villes, par la beauté mécanique, il y retrouve les secrets de l'indicible. Ici, tout se montre et tout se détraque sur l'écran mental.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Jours à New-York

New York City ces choses qui arrivent dans la mémoire du corps ces choses incompréhensibles ces rapprochements (sort des illusions quand les surfaces nues me tournent vers l'infini)

comprendre la ville en nous-mêmes

Temps des rues des lois des triangles dans le musée du corporel — ce silence abandon — je reconnais les fuites.

Alors désordres et précipités le beige remonte des hanches

vision circulaire

l'instant d'aujourd'hui dans le jaune taxi des réalités

les yeux perdus dans New York City

je crois que le hasard s'assemble

The New Yorker venant rappeler les circonstances

soir — je suis au centre de la ville —

les lumières nous incitent à parler

l'opération est longue et languissante

sur du papier d'hôtel et des draps de rencontres

dans des verres remplis au rythme du profil

je me tais te regarde et j'écoute les vibrations

de la durée des charmes

tout ce qui se vit ici est le profond miroir des Amériques nerveuses

...

la conversation est une affaire de cœur

...

Par les rivières de mots au simulacre de te parler alors que je comprends

tes poses et tes désarrois écrire serait le silence enlaid dans son lieu de propulsion (New York City programme)

Pour ce livre qui nous hante, présent dans les détails qui nous insistent,

collages des autres propositions

vecteurs vertical soupis des amusements

téléscopé urbain achalandé

le sens partout grignotant inévitable

sentir les mouvements de cette cohésion

en foule le Temps s'évase

autre cycle dans ce jeu de la pensée

...

Poésie des rues enfer ceci est New York

nous marchons pour apprendre

dédalles et frénésies je te tiens tout près

...

dans ces moments d'écriture je reconnais une attitude dans la fiction le goût

mental pour les mots résumant l'action couleurs des tableaux où des heures

et des odeurs retrouvés nous entendons ensemble le rythme des villes

pour énonciement de Temps je précise ma façon de me lier à toi la musique

quotidienne les mythes qui surgissent autant d'étonnements en tout ce qui nous rassemble (...)

... Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

سنة ١٩٨٣

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

2. - R.F.A. : La levée de l'immunité parlementaire du comte Otto von Lamsdorff, ministre fédéral de l'économie, est votée à l'unanimité par le Bundestag. M. Lamsdorff, inculpé le 8 de corruption pour avoir accordé, contre des subventions pour son parti, un important dégrèvement fiscal à la société Flick, annonce, le 21, qu'il restera à son poste jusqu'à son procès. (Du 1^{er} au 5, 9, 11-12, 14, 21 et 22.)
4. - CENTRAFRIQUE : L'ancien empereur Bokassa quitte la Côte d'Ivoire, où il vivait en exil depuis septembre 1979, pour la région parisienne. (6, 7, 8 et 17.)
4. - NICARAGUA : Managua, qui a annoncé des élections pour 1985, précise que le « processus électoral » commencera début 1984 et fait des ouvertures en direction des contre-révolutionnaires. Washington estime que ces « gestes » sont « intéressants », mais « insuffisants ». (3, 6, 7, 8, 9 et 14.)
4. - VENEZUELA : M. Jaime Lusinchi, candidat du Parti d'action démocratique (social-démocrate), remporte l'élection présidentielle. Il succède le 26 février 1984 à M. Luis Herrera Campins, l'actuel président social-chrétien. (3, 6 et 7.)
- 4-6. - C.E.E. : Le conseil européen d'Athènes ne trouve de compromis ni sur les questions budgétaires ni sur la politique agricole. Les négociations vont se poursuivre. Paris succédant à Athènes à la présidence de la C.E.E. à la présidence semestrielle de la Communauté. (Du 1^{er} au 19.)
6. - AFRIQUE DU SUD-ANGOLA : L'armée sud-africaine pénètre en Angola pour étendre les bases de ses opérations de la SWAPO avant que le mouvement de résistance namibien ne lance une offensive contre les forces sud-africaines en Namibie. (Du 17 au 21 et à partir du 25.)
7. - ESPAGNE : Quatre-vingt-trois personnes sont tuées dans une collision entre deux avions sur l'aéroport de Madrid. (8 et 9.)
8. - EST-OUEST : Les négociations START de Genève sur les armements intercontinentaux sont suspendues sine die. Moscou refuse de signer une date pour leurs reprises « à cause du déploiement de nouveaux missiles américains en Europe ». De même, le 15, les pays du pacte de Varsovie se retirent des négociations M.B.F.R. de Vienne sur les forces classiques en Europe. (7, 8, 9, 10, 13, 15 et 17.)
8. - ETATS-UNIS : Le retour sur Terre de la navette Columbia après dix jours dans l'espace est retardé de quelques heures en raison d'une panne d'ordinateur. Ce vol est cependant qualifié par la NASA de « fabuleux succès ». Le laboratoire européen Spacelab a permis « une moisson d'informations impressionnantes ». (Du 2 au 10.)
- 9-10. - EST-OUEST : Le conseil atlantique, réuni à Bruxelles, décide que les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN seront présents à Stockholm, le 17 janvier 1984, pour l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), afin d'essayer de rétablir avec l'Est « un dialogue politique large et ouvert ». A cette occasion, MM. Shultz et Gromyko, responsables des diplomatie américaine et soviétique, devraient se rencontrer. (2, du 6 au 12/XII, 1-2 et 3/1.)
10. - ARGENTINE : Pour l'entrée en fonctions de M. Raul Alfonsín, président élu le 30 octobre, des dirigeants de soixante-dix pays, dont M. Pierre Mauroy, se rendent à Buenos-Aires. M. Alfonsín annonce, dès le 14, une épuration complète de l'Etat-major des forces armées. Le 27, est promulguée l'abolition votée par le Parlement de la loi d'amnistie adoptée par les militaires le 23 septembre. Des poursuites judiciaires sont engagées contre les anciens membres de la Junta pour violations des droits de l'homme, tandis que de nombreuses victimes de la répression militaire sont exhumées dans des fosses communes clandestines. (A partir du 10.)
10. - NORVEGE : M. Danuta Walessa repart, à Oslo, au nom de son mari, le prix Nobel de la paix. (6, 11-12 et 13.)
11. - BANGLADESH : Le général Ershad, administrateur de la loi martiale depuis le coup d'Etat du 24 mars 1982, se proclame chef de l'Etat. (1, 2, 3, 13, 14, 16 et 28.)
13. - TURQUIE : M. Turgut Ozal (droite, libéral), vainqueur des élections du 6 novembre, forme le premier gouvernement civil depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. Autour du général Evren, président de la République, les anciens chefs d'Etat-major des trois armées forment un « conseil de la présidence » chargé de surveiller la transition vers la démocratie. (3, 8, 14, 15, 22 et 27.)
14. - MONNAIES : Le dollar atteint de nouveaux records : à Paris, il dépasse 8,47 F. (6, 7, du 10 au 19 et 25-26.)
15. - JAMAÏQUE : Aux élections législatives, le parti travailliste (conservateur) de M. Edward Seaga, au pouvoir depuis 1980, obtient les soixante sièges du Parlement. Le parti national populaire (socialiste) de M. Michael Manley avait boycotté le scrutin en raison du caractère hâtif de sa convocation, annoncée seulement le 25 novembre. (16, 17 et 21.)
- 15-17. - FRANCE-YOUGOSLAVIE : Visite officielle de M. François Mitterrand en Yougoslavie. (Du 15 au 19.)
16. - POLOGNE : L'appel à manifester lancé par la direction clandestine de Solidarité pour l'anniversaire des révoltes ouvrières de 1970 est peu suivi en raison de gigantesques mécanismes de dissuasion mis en place par les autorités. Dans un discours rendu public le 15, M. Lech Wałęsa avait dressé un violent réquisitoire contre le régime et proposé un programme d'action. (6, 7 et du 10 au 23.)
17. - ESPAGNE : L'incendie d'un escarpement en plein centre de Madrid provoque la mort de quatre-vingt-deux personnes. (18, 19 et 20.)
17. - GRANDE-BRETAGNE : L'explosion d'une voiture piégée devant les grands magasins Harrod's à Londres fait 3 morts et 91 blessés. L'IRA provisoire revendique l'attentat tout en indiquant qu'elle ne l'a pas commandité. (20, 21, 22 et 25-26.)
18. - GRENOBLE : Les dernières troupes de combat américaines sont rapatriées. Seuls restent à la Grande cent cinquante agents de la police militaire et cent cinquante « conseillers » américains ainsi que quatre cents soldats de la Force de paix canadienne. (8, 11-12, 13 et 24.)
18. - JAPON : Le parti libéral démocrate (P.L.D.), au pouvoir depuis 1945, obtient 258 (-28) des 311 sièges de la Diète aux élections générales provoquées par le refus de M. Tanaka, ancien premier ministre, de démissionner de son siège de député après sa condamnation, le 12 octobre, dans l'affaire des ponts de vin Lockheed. Malgré son revers électoral, M. Yasuhiro Nakasone est réélu premier ministre, le 26, par la Diète. Son nouveau gouvernement maintient la primauté du « clan Tanaka ». (7, du 18 au 21 et du 25 au 28.)
18. - SÉNÉGAL : Des affrontements entre manifestants indépendants et forces de l'ordre font vingt-quatre morts à Ziguinchor, chef-lieu de la Casamance. (9, 20, 21 et 23.)
23. - FRANCE-IRAN : Paris expulse trois diplomates iraniens et huit employés du Centre islamique iranien de Paris, qui est fermé par les autorités. En riposte, Téhé-

Décembre 1983 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurall paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

- ran demande le rappel de trois diplomates français en poste en Iran. (Du 24 au 31.)
26. - CHINE : Le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Mao Zedong est célébré avec éclat. (22, 24 et 28.)
- 26-27. - U.R.S.S. : Pour des « causes temporaires », M. Iouri Andropov, qui n'est pas apparu en public depuis le 18 août, n'assiste pas au plénum du comité central ni, les 28 et 29, à la session du Soviet suprême. Mais les quatre personnalités promues dans les instances dirigeantes du P.C. sont de ses proches et le discours lu en son nom dresse un bilan positif de la politique menée depuis plus d'un an sous sa direction. (Du 27 au 30.)
27. - VATICAN : Le pape s'entretient en tête à tête avec Mehmet Ali Agca, qui avait tenté de l'assassiner le 13 mai 1981, à l'occasion d'une visite à la prison romaine de Rebibbia. (10, 28 et 29.)
28. - UNESCO : Les Etats-Unis annoncent qu'ils se retireront de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à compter du 1^{er} janvier 1985. Washington, qui finance un quart de son budget, reproche à l'UNESCO son « anti-américanisme » et son engagement en faveur d'un « nouvel ordre mondial de l'information ». (17, 20 et à partir du 27.)
29. - TUNISIE : Des émeutes provoquées par de fortes hausses des denrées alimentaires se déclenchent dans le sud du pays. (A partir du 3/1.)
30. - POLOGNE : Les hausses des prix alimentaires (entre 10 et 50 %) prévues pour le début janvier sont reportées en raison des réactions très négatives de la population. (27/XII et 1-2/1.)
31. - NIGERIA : Le gouvernement civil du président Shehu Shagari est renversé par les forces armées qui dénoncent son « incompetence » et sa « corruption ». Le général Mohammed Buhari est nommé chef du nouveau Conseil militaire suprême. (A partir du 1-2/1.)

FRANCE

1. - Une déclaration commune est publiée, à l'issue de la rencontre au sommet P.S.-P.C.F., à Paris, destinée à « vérifier » le respect de l'accord de gouvernement conclu le 23 juin 1981. Elle « fait le point de l'œuvre accomplie, des engagements à tenir et des efforts communs nécessaires » et prévoit de « renforcer la solidarité de la majorité gouvernementale ». Un compromis difficile a été trouvé à propos de l'emploi et du pouvoir d'achat. (1, 2, 3 et 8.)
2. - M. Jacques Chaban-Delmas annonce, sur FR3, qu'il accepterait d'être le premier ministre de M. Mitterrand en cas de changement de majorité en 1986. (4-5 et 6.)
3. - Soixante mille personnes manifestent contre le racisme à Paris, au terme de la marche de 1200 kilomètres commencée le 15 octobre à Marseille par une trentaine de jeunes d'origine immigrée. Huit des marcheurs sont reçus par M. Mitterrand, qui leur annonce la généralisation de la carte de résident de dix ans. (Du 2 au 6 et 16.)
12. - Mme Simone Rozès est nommée premier président de la Cour de cassation. (14.)
13. - M. Jacques Chirac reproche à M. Mitterrand, dans un entretien au Monde, de favoriser une « dérive » institutionnelle : il dénonce la « suraffirmation » du pouvoir présidentiel, refuse toute idée de « consensus » et rend le « sectarisme socialiste » responsable de la montée de l'extrême droite. (14.)
14. - L'Assemblée nationale commence à débattre du projet de loi sur la presse : après les rejets des motions de censure, exception

L'affaire des « avions renifleurs »

Le 21, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, est interrogé à l'Assemblée nationale à propos d'un redressement fiscal révisé le matin même par le Canard enchaîné : d'un montant de 545 millions, il concerne la société ERAP, qui détient les parts de l'Etat dans ELF-Aquitaine. Il qualifie de « forfaiture » la destruction, en octobre 1982, par M. Bernard Beck, premier président de la Cour des comptes de mars 1978 à octobre 1982, d'un rapport établi en 1980 par un magistrat de cette Cour, M. François Giquel, sur l'affaire des « avions renifleurs », et confirme qu'il a demandé, le 15 décembre, la reconstruction de ce rapport. M. Beck déclare que le rapport avait été demandé par M. Raymond Barre, alors premier ministre, et qu'il n'était destiné qu'à lui seul. Les « avions renifleurs » auraient permis, selon leurs inventeurs, de détecter à distance des gisements pétroliers. ELF-ERAP a cru à l'efficacité de cette découverte et lui a consacré, entre 1976 et 1979, plus de 1 milliard de francs en « frais d'étude », qui seraient sortis de France avec l'accord des plus hautes autorités de l'Etat.

Le 22, M. Valéry Giscard d'Estaing, invité du journal de

- « école de pensée radicale ». (20, 21, 22 et 25-26.)
20. - M. Jean Rosenwald est élu président de la commission informatique et libertés et M. Raymond Forni, député P.S., vice-président délégué. (16, 17 et 21.)
21. - Le projet de loi sur l'enseignement supérieur est définitivement adopté. (1, 3, 9, 11-12, 16, 17, 21 et 22.)
21. - Le projet de réforme hospitalière est définitivement voté. (4-5, 22 et 23.)
24. - M. Charles Hernu se rend à Beyrouth pour Noël, puis au Tchad pour les fêtes de Nouvel An. (24, 25-26, 27 et 29.)
29. - Le Conseil constitutionnel annule deux dispositions de la loi de finances pour 1984 : l'une autorisant le titulaire de certains enseignements du privé à exercer des perceptions. (A partir du 31.)
31. - M. François Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, ne leur « promet rien d'autre que la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ». (31.)
31. - Deux bombes explosent, l'une dans le T.G.V. Marseille-Paris, près de Tain-Thermidor (Drôme), l'autre à la gare Saint-Charles à Marseille. Ces attentats, qui font cinq morts et une cinquantaine de blessés, sont revendiqués le 2 janvier par une « Organisation de la lutte armée arabe », en riposte contre le raid de l'aviation française à Bealbek, le 17 novembre. (A partir du 3/1.)

Économie

2. - EMPRUNT : Le montant du troisième emprunt d'Etat de l'année est porté de 12 à 15 milliards de francs. (1, 4-5 et 11-12.)
14. - SYNDICATS : M. Edmond Maire dénonce, à l'Assemblée, le secret, l'incohérence et l'immobilisme de la politique industrielle du gouvernement. (16.)
16. - CHOMAGE : Pour la première fois de l'année, les chiffres du chômage enregistrent une augmentation importante : + 3,1 % en un mois à fin novembre. (17, 18-19 et 20.)
2. - M. François Mitterrand installe le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé présidé par M. Jean Bernard. (3.)
8. - Une équipe de chercheurs américains et belges découvre le support génétique de la toxine du choléra, ce qui ouvre la voie à la fabrication d'un vaccin oral efficace. (14.)
17. - Des scientifiques américains annoncent qu'ils ont réussi à produire des souris deux fois plus grosses que la normale (18-19).
20. - Le système Télétel et le service de l'annuaire téléphonique électronique sont inaugurés pour le grand public en Ile-de-France et en Picardie. (21.)

CULTURE

1. - Sortie en librairie de *Abel 14*, d'Alexandre Soljenitsyne. C'est le premier tome de la *Roue rouge*, fresque historique qui devrait compter vingt mille pages (2 et 11-12).
2. - M. Yves Coppens prononce la leçon inaugurale de son cours de « paléontologie et préhistoire » au Collège de France. (4-5.)
5. - Mort de Robert Aldrich, cinéaste américain (7).
6. - Jacques Duquesne, pour *Maria Vandamme* (Grasset), obtient le prix Interallié (7).
6. - Mort de Lucienne Boyer, chanteuse (7).
12. - Le Grand Prix national des lettres est attribué à Jean Genet (13).
13. - La Messe pour le temps futur, de Maurice Béjart, est créée au Cirque royal de Bruxelles (17).
14. - Une rétrospective de vingt-cinq années de travail du couturier Yves Saint Laurent est inaugurée au Metropolitan Museum de New York (8).
14. - La librairie Larousse est rachetée par la Compagnie européenne de publications, filiale d'Havas et maison-mère de Nathan (15 et 16).
15. - Le prix Louis-Delluc est attribué au cinéaste Maurice Pialat pour *A nos amours* (16 et 17).
25. - Mort de Joan Miro, peintre espagnol (27).
28. - Mort de Luc Bérimont, poète et journaliste (30).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- FRANCE : L'Eglise dans la France socialiste (2 et 3).
- MAROC : Le Maroc dans l'attente (6, 7 et 8).
- FRANCE : Les idées de l'opposition (du 7 au 12).
- TURQUIE : La troisième épreuve des Kurdes de Turquie (9 et 10).
- URUGUAY : La démocratie uruguayenne entre parenthèses (14, 15 et 16).
- FRANCE : Le système Doumeng (15, 16 et 17).
- BRÉSIL : Mœurs et pillages à São Paulo (16).
- YOUGOSLAVIE : La Yougoslavie, stable et fragile (16).
- AFGHANISTAN : L'au V de la Afghanistan (28, 29 et 30).
- SCIENCES : L'or, mythe, symbole, parure et matériau (28).

GASPARD n'était pas de ces gens qui gagnent beaucoup d'argent, mais il disposait de ses revenus. Il aurait même pu en mettre un peu de côté, si sa sœur n'avait pas puisé de temps à autre dans les économies. Cette sœur, une créature extrêmement belle, n'arrêta pas de se fiancer sans que pour autant on en vint au mariage — probablement parce que, au dernier moment, les prétendants hésitaient à s'approprier tant de beauté. Régine s'accordait trois jours, rarement plus, pour pleurer sur un homme timoré ; puis, elle séchait ses larmes et s'en cherchait un autre.

Dans l'intervalle, elle songeait surtout aux moyens d'enrichir son trousseau. Apparaissait un nouveau prétendant et aussitôt les souhaits de Régine prenaient des proportions incommensurables ; ce qu'elle possédait déjà ne représentait rien en comparaison de ce qui lui manquait encore. Alors, Gaspard devait puiser dans ses poches et, si cela ne suffisait pas, il ne lui restait plus qu'à vendre l'une ou l'autre pièce de son mobilier.

Nous fîmes la connaissance de Gaspard juste au moment où il examinait les objets qui, dans son appartement, pourraient lui rapporter de l'argent. Il ne possédait presque plus rien, car plus d'une promesse de mariage s'était égarée, et chacune d'elles l'avait laissé un peu plus pauvre. Mais que faire ? Il fallait intervenir pour constituer le trousseau de Régine et, une fois de plus, un fiancé impatient attendait pour pouvoir emmener chez lui la belle jeune fille. En passant en revue ses rares trésors, Gaspard comprit qu'il devrait cette fois se séparer de sa pendule.

C'était très pénible, car la pendule passait pour avoir une grande valeur. Il faut dire que, sur le boîtier qui protégeait le mécanisme, était assis un oiseau aux couleurs éclatantes qui annonçait les heures en chantant, et, tout en même temps, battait des ailes. Il ne signalait pas les heures toujours avec exactitude, mais qui s'y connaissait, savait avec précision ce que l'oiseau chanteur, au fond, voulait exprimer. Cette pendule devait donc être vendue pour l'amour de Régine.

Personne ne s'étonnera d'apprendre que la pendule, tenant à Gaspard autant que lui à elle, entendit se défendre. Dès que la vente fut affaire décidée, Gaspard remarqua, avec étonnement, que la pendule devenait de plus en plus indistincte et transparente au point de se dérober totalement à ses regards. Il la saisit. Pas de doute, elle était bien là et se laissait palper docilement, mais on ne la voyait plus. Il ne servit à rien que Gaspard tentât de la raisonner avec douceur. Elle savait parfaitement combien il est difficile de mettre en vente un objet invisible et elle ne céda pas.

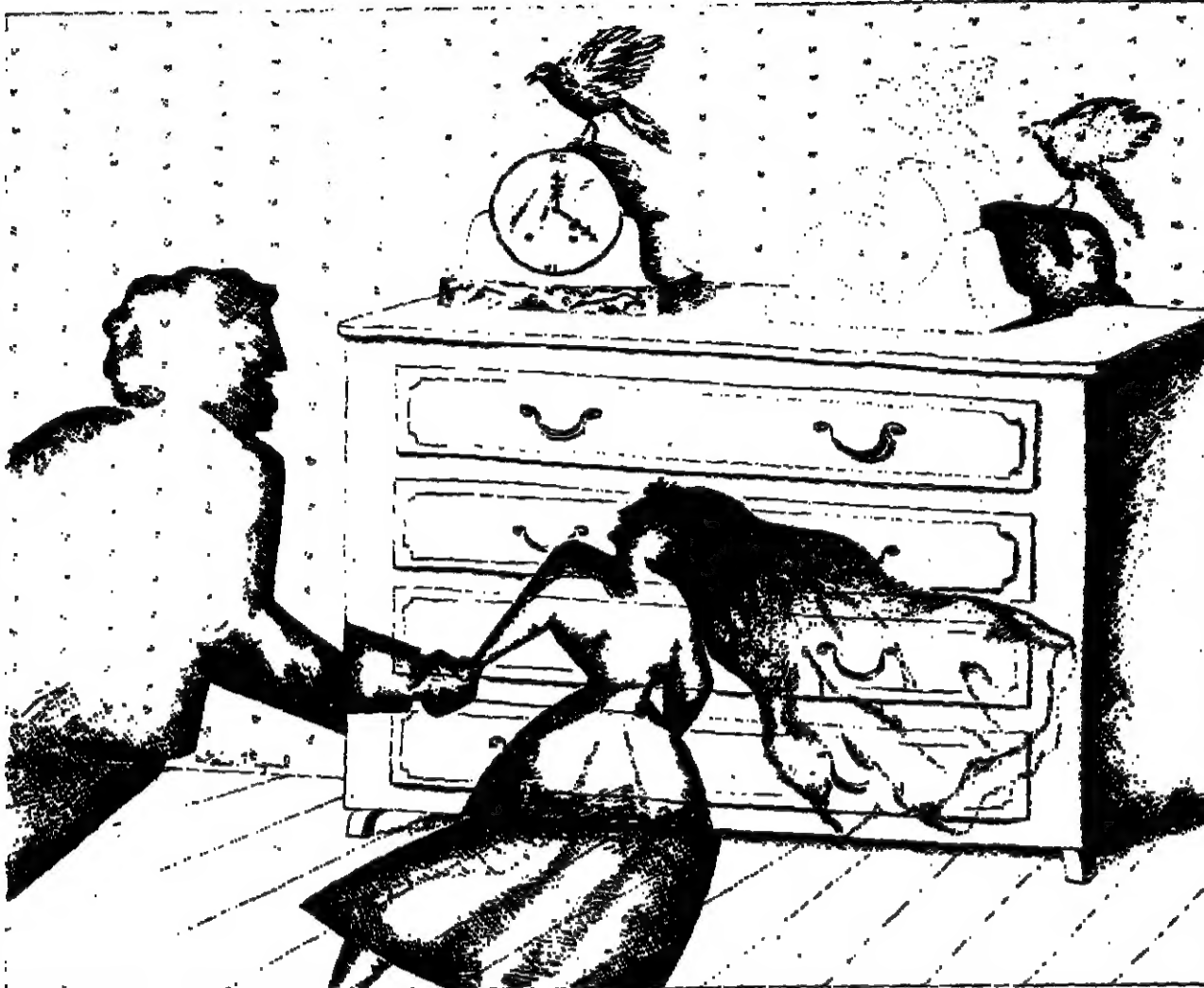
Elle aurait aussi, bien évidemment, imposé sa volonté, si Gaspard n'avait appris qu'un homme s'appelait Tietze songeait à acheter une pendule avec un oiseau chanteur. Bien qu'il lui fût désagréable de proposer un objet aussi cruellement frappé d'indigence, il ne lui restait pas d'autre choix, car le mariage de Régine était de plus en plus proche. Indifférent au rire des gens dans la rue qui le regardaient porter un objet imaginaire, Gaspard se rendit à la maison qu'habitait M. Tietze, grimpa les quatre étages et se trouva devant la plaque d'une porte qui lui confirmait qu'il était bien arrivé là où il le souhaitait. Il serra fortement la pendule contre sa poitrine comme s'il lui faisait ses adieux et il sonna.

DES pas se rapprochèrent, la porte s'ouvrit et un homme immensément grand, à la barbe rousse, apparut à notre ami.

— Vous êtes M. Tietze, demanda Gaspard.

— Oui, c'est moi. Que voulez-vous ?

— On m'a dit que vous vouliez acheter une pendule, une pendule avec un oiseau chanteur qui annonce les heures en chantant.



CHANTAL LORIO - VIGNAL

Le trousseau de Régine

par KURT KUSENBERG

— Vous êtes bien informé, car c'est effectivement dans mes intentions. Où donc est cette pendule ?

— Je l'ai apportée avec moi. Malheureusement, je ne peux pas vous la montrer. Le malheur veut que, depuis quelques jours, la pendule soit invisible.

— Ça ne fait rien, dit le géant amicalement. Ça me fait même très plaisir, car les objets invisibles s'adaptent partout. Donnez-vous la peine d'entrer, nous allons voir si nous pouvons nous mettre d'accord sur un prix.

Gaspard suivit l'homme à la barbe rousse dans une pièce qui était confortablement aménagée et recevait toutes sortes d'objets curieux. Dès qu'ils eurent pris place, M. Tietze, piqué par la curiosité, se pencha en avant :

— Dites, vous voulez bien me passer la pendule ?

Gaspard accepta avec circonspection. M. Tietze souleva l'objet invisible et murmura :

— On l'a bien en main.

Puis, il ferma les yeux et palpa la pendule très minutieusement. L'examen parut lui donner satisfaction ; il sourit et pencha la tête en avant :

— Exactement pareille à ma pendule, dit-il finalement, tout à fait la même. Il faut que vous sachiez, en effet, que je possède déjà une telle pièce et que c'est pour cela que j'essaie d'en acquérir une deuxième. Tenez, elle est là-bas.

Gaspard suivit le mouvement de la main et aperçut une pendule sur une commode, qui ressemblait tellement à la sienne qu'il crut d'abord qu'il s'agissait vraiment d'elle. Déjà, son cœur battait plus fort, déjà il voulait se précipiter et se saisir de l'objet aimé — lorsque M. Tietze posa ostensiblement la pendule invisible sur la table et poursuivit :

— Moi aussi, j'ai été frappé par le malheur, car voici longtemps que mon oiseau chanteur est muet. Je peux essayer de le raisonner autant que je veux ; il n'indique plus les heures, il boude et se tait. Comme vous le voyez, la pendule muette et la pendule invisible se complètent admirablement, aucune rencontre ne pouvait être plus

favorable. A combien estimez-vous sa sœur jumelle ?

Bien qu'il dût s'attendre à cette question, Gaspard la trouva particulièrement inopportune. Pendant qu'il réfléchissait, l'oiseau se manifesta et annonça la troisième heure de l'après-midi. Gaspard prit cela pour un signe prémonitoire et dit :

— Je crois qu'elle vaut bien 300 marks.

300 marks ? répéta M. Tietze. Cela ne me paraît pas si mal, mais c'est beaucoup d'argent si tôt qu'il faut s'en dessaisir. Franchement, j'avais compté sur une somme moins importante.

Gaspard songea à sa sœur et fronça les sourcils.

— A quelle somme avez-vous pensé ?

— A 20 marks, puisque vous voulez le savoir. Mais je n'aime pas marchander, m'abaissant à un truc sordide. Qu'il en soit ainsi : trois cents marks, ni plus ni moins.

— Tenez-là, dit Gaspard en tendant la main à M. Tietze. Mais celui-ci ne répondit pas à cette invitation.

— 300 marks, grommela-t-il en fixant Gaspard, c'est beaucoup d'argent. Que voulez-vous en faire ?

Gaspard s'agita sur sa chaise.

— J'en ai besoin parce que ma sœur veut se marier et que son trousseau n'est pas tout à fait constitué.

— Votre sœur est-elle belle ?

— Elle est incommensurablement belle, elle est la plus belle femme que je connaisse.

— Dommage, dit M. Tietze. Je ne veux pas dire dommage parce qu'elle est belle, mais dommage parce qu'elle en épouse une autre. Je recherche, en effet, moi-même une belle femme.

— Nous en sommes tous là, dit Gaspard. La beauté attire les hommes.

— Certes, certes, il est vrai que le commun des mortels se contente de moins. Mais pas moi : je tiens à épouser une femme belle. Votre sœur aurait-elle celle qu'il me fallait.

— Comment voulez-vous le savoir ? Vous ne savez même pas si la pendule ressemble à l'idée que vous vous en faites. Pour l'instant, elle est invisible que les 300 marks que j'attends.

M. Tietze sursauta :

— Ne parlez pas d'argent quand ma pensée est tournée vers votre sœur. Dites-moi plutôt si elle songe vraiment sérieusement au mariage.

— Si elle y pense vraiment sérieusement ?

Gaspard aurait voulu être déjà sur le chemin du retour.

— Je voudrais bien y croire — mais qui connaît le cœur humain ? Il arrive souvent qu'on entende parler de fiançailles qui ont été rompues.

UN sonnerie stridente interrompit la conversation. Le géant se leva et alla vers la porte. Quelle ne fut pas la surprise de Gaspard, lorsqu'il entendit, dehors la voix de Régine qui, excitée, voulait savoir s'il était là !

L'instant d'après, sa sœur pénétrait dans la pièce, avec M. Tietze sur ses talons qui, rempli d'admiration, le poursuivait des yeux. Les joues de la jeune fille étaient baignées de larmes, mais sa beauté n'en souffrait pas. En pleurant, Régine se jeta dans les bras de son frère et gémit :

— C'est fini, Gaspard, c'est encore une fois fini. Il m'a quittée, parce que le courage lui a manqué et j'accours pour l'empêcher de céder à des mains étrangères cette pendule qui est la pièce de ton héritage que tu chéris le plus.

Tandis que Gaspard serrait contre lui la malheureuse et la couvrait de caresses, ses yeux se fixaient sur l'endroit où était posée la pendule invisible. Et l'on put voir au même instant que l'objet malicieux reprenait espoir, car il redevenait de plus en plus reconnaissable. Comme la girouette d'une église qui est encore enveloppée de brume, l'oiseau chanteur dirigea son regard vers son maître.

M. Tietze intervint :

— Il va de soi que je retire mon droit d'achat. Comment me viendrait-il à l'idée de rendre une femme aussi belle encore plus malheureuse, qu'elle ne l'est déjà ?

Régine se détacha de Gaspard et regarda le géant, les yeux humides :

— Vous êtes vraiment un homme d'une grande bonté. Si seulement je

savais comment pouvoir vous remercier ?

— Moi, je le sais, murmura M. Tietze.

— Et comment le pourrais-je ?

— En m'autorisant à vous demander votre main.

Régine fit comme si elle n'avait pas entendu. Elle essuya les dernières traces de larmes sur son visage, retrouva son sourire et fit quelques pas dans la pièce.

— C'est bien joliment chez vous, monsieur Tietze.

— Mais je suis seul, dit l'homme, très seul.

La jeune fille s'arrêta devant la pendule muette.

— Vous avez votre oiseau chanteur, votre ami fidèle, lui qui vous tient compagnie.

— Un compagnon silencieux n'a pas beaucoup de valeur. Depuis que le petit a perdu sa voix, je n'ai plus l'occasion d'entendre un son étranger.

Régine se tourna en souriant vers la pendule de Gaspard qui maintenant était redevenue tout à fait visible.

— J'ai plus de chance que vous, monsieur Tietze. Si l'on m'arrive de me marier, mon frère m'offrira une pendule avec un oiseau chanteur qui chante merveilleusement. N'est-ce pas, Gaspard ?

Celui qui venait d'être interpellé, fut content de pouvoir prendre la parole.

— Assurément, chère sœur. En fait, cette pendule est déjà la tiende, car le produit de sa vente s'était destiné. Disposez-en quand tu le voudras.

Il y eut un court silence que M. Tietze mit à profit pour exposer ses vues :

— Quand, demanda-t-il en fixant Régine dans les yeux, quand pensez-vous vous marier ?

— Dès que j'aurai trouvé l'homme qu'il me faut.

— Et qu'est-ce qui vous fait douter que je ne sois cet homme ?

— C'est que je vous connais mal.

— Mais, moi je me connais et je pense pouvoir répondre de moi. Je suis l'homme qui cherche une femme belle et qui ne recule pas devant la beauté, pas même devant la vôtre. De l'argent et des biens — il y en a, et en plus un cœur aimant et deux mains puissantes pour vous protéger. Que voulez-vous de plus ?

— Je ne veux rien de plus, dit Régine en baissant les yeux. Une légère rougeur recouvrit ses joues, lorsqu'elle se tourna vers Gaspard : Qu'en pensez-vous, cher frère ?

— Je crois que vous devriez vous fiancer, car vous ne vous retrouverez plus jamais aussi heureuse.

— Voilà qui est parti ! s'écria M. Tietze en tapant sur la commode, juste à côté de la pendule muette, qui comme par miracle n'eut pas à en souffrir.

— Puis-je espérer, madame, vous que j'adore ?

— Vous le pouvez, dit Régine et elle sourit songeuse, mais je n'arriverai jamais à comprendre comment j'ai pu accorder ma main aussi rapidement.

La forte secousse qu'avait subie la pendule avait dû sans doute éliminer une déféction cachée, car l'oiseau se mit à battre des ailes et annonça les heures à haute voix. Son chant venait à peine de retentir, que l'oiseau de Gaspard fut à l'unisson, et leur duo résonna avec une telle tendresse qu'il semblait rendre hommage au jeune couple. Qu'il nous soit donc permis de conclure une histoire qui, à tout point de vue, a une fin heureuse.

Traduit de l'allemand par Elisabeth et René Wintzen. Extrait de la Botella (C) Rowohlt Verlag, 1940.

— Né en 1904 à Odenbach, en Saxe, Kurt Kusenberg vient de mourir, en Allemagne du Nord. Il était depuis près de trente ans directeur littéraire aux éditions Rowohlt où il dirigeait une collection de monographies consacrées aux philosophes, aux savants et aux écrivains. Il est l'auteur de nombreux récits étranges et fantastiques. Des textes de lui sont parus en français dans un ouvrage collectif intitulé « Histoires insolites » (Casterman, 1964), dans la revue Documents (1, 1981), ainsi que dans le Monde Dimanche du 7 juin 1981 (« Le sens de l'ordre »).